

LES
RÉCENTES THÉORIES MONÉTAIRES
EN FRANCE



IDÉE QUANTITATIVE ET CONFLIT DES MÉTHODES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 7 mars 1938, à 14 heures

PAR

HENRI DENIS

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

JURY :

Président : M. PIROU, Professeur.

Suffragants { M. NOYELLE, Professeur.
 { M. PERROUX, Professeur.

PARIS
LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, RUE SOUFFLOT

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LES RÉCENTES THÉORIES MONÉTAIRES
EN FRANCE**

LES
RÉCENTES THÉORIES MONÉTAIRES
EN FRANCE



IDÉE QUANTITATIVE ET CONFLIT DES MÉTHODES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 7 mars 1938, à 14 heures

PAR

HENRI DENIS

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

JURY :

Président : M. PIROU, Professeur.

Suffragants { *M. NOYELLE, Professeur.*
 { *M. PERROUX, Professeur.*

PARIS
LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, RUE SOUFFLOT

1938



*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

INTRODUCTION

« Le caractère principal qui paraît marquer l'attitude présente des économistes français au point de vue méthodologique c'est le refus très général de prendre à cet égard une position extrême et unilatérale et de se prononcer soit pour une méthode abstraite où les faits ne joueraient qu'un rôle effacé et secondaire, soit pour une méthode positive d'où la déduction serait presque complètement bannie. » En écrivant ces lignes (1) M. le Professeur Gaëtan Pirou indiquait combien la querelle entre l'économie pure et l'économie historique, qui n'a jamais été chez nous aussi violente qu'ailleurs, est aujourd'hui dépassée. Cela est vrai surtout si l'on regarde l'œuvre des maîtres de nos Facultés de Droit : leurs méthodes réalisent une synthèse de théorie et d'histoire, de statistique et de logique ; elles sont des méthodes composites.

Pourtant le problème méthodologique a été posé dans notre pays à une époque récente par deux auteurs qui ont consacré aux recherches économiques les fruits d'une formation spécialement scientifique pour l'un, spécialement philosophique pour l'autre. Le premier est M. Rueff qui faisait paraître en 1922 son ouvrage *Des sciences physiques aux sciences morales*. Le second est François Simiand dont les travaux, trop tôt interrompus, constituent l'édification en même temps que l'application d'une méthode nouvelle de la science économique.

(1) *La méthode et l'ordonnement de la science économique chez les économistes français contemporains*. (Revue d'Economie politique, 1928, p. 1487 et s.).

Les méthodes de M. Rueff et de F. Simiand ont un point de départ commun : elles veulent rapprocher l'économie politique des sciences de la nature. En cela elles s'opposent l'une et l'autre aux méthodes composites qui considèrent la vie économique comme une part du domaine des faits humains dont la connaissance relève autant de l'esprit de finesse que de l'esprit de géométrie. M. Rueff et F. Simiand, au contraire, sont amenés l'un par sa formation d'ingénieur, l'autre de sociologue, à penser que toute science vraie doit se constituer sur le modèle des sciences « exactes ».

Mais de cette base commune, l'effort de ces deux auteurs s'oriente dans des directions très différentes. M. Rueff voit dans la vie économique un système de forces tendant à s'établir en équilibre. Pour connaître les lois de la formation de cet équilibre et de son déplacement, il faudra, pense-t-il, appliquer à la vie économique les principes de la mécanique. Sur le modèle de la mécanique rationnelle on aura une science économique « rationnelle » (2).

Selon F. Simiand, au contraire, on ne peut établir aucune analogie entre les faits économiques et les phénomènes étudiés par la physique. Il faut les rapprocher plus tôt des phénomènes biologiques. L'effort devra consister seulement à déterminer les conditions d'une véritable expérimentation sur les faits économiques, en vue de la constitution d'une « science économique positive ».

Nous avons donc de nouveau chez les économistes français une diversité de méthode, entre la « science économique positive », « l'économie politique rationnelle » et les méthodes composites. Nées d'efforts pleinement personnels, ces trois

(2) Un autre économiste, de même formation intellectuelle, M. Divisia, adopte exactement la même position.

tendances ne se rattachent pas directement à l'une ou l'autre de ces écoles étrangères dont le rayonnement est universel. Leur confrontation doit donc permettre de présenter un des aspects des plus originaux des recherches économiques en France.

Les discussions méthodologiques paraissent à beaucoup fastidieuses et vaines parce qu'elles se déroulent dans l'abstrait. Chaque méthode, en effet, choisit son terrain d'application dans une partie du domaine si vaste et si peu exploré des faits économiques en sorte que souvent ces résultats ne peuvent être confrontés avec ceux d'une autre méthode parce qu'ils ne concernent pas le même objet. Il est pourtant un terrain sur lequel les diverses tendances de la pensée économique française contemporaine se rencontrent dans leurs applications : c'est celui de la théorie monétaire (3).

**

Tout système économique un peu développé comporte l'usage d'instruments monétaires jouant le rôle d'étalon des valeurs d'échange. Et ce fut toujours une des orientations principales de la pensée économique que la réflexion sur la qualité de cet étalon. Les modifications de la valeur des biens, qui s'expriment dans le mouvement général des prix, prennent parfois une amplitude si grande et déchainent de tels bouleversements, qu'on se demande si elles ne tiennent pas à l'étalon monétaire lui-même plutôt qu'aux marchandises. Les controverses autour de cette grande question constituent le domaine de la théorie monétaire.

(3) Dans son livre : *De la théorie monétaire à la théorie économique* (Sirey, 1930). M. A. POSE montrait précisément comment le renouvellement moderne des théories monétaires permet de dégager des notions plus précises sur le « concept de science économique ».

Le même problème se pose sous une forme différente si l'on s'attache, non plus aux modifications dans la valeur des marchandises, mais à celle de la valeur de la monnaie. Il faut entendre par là le pouvoir que possède l'unité monétaire d'acheter une quantité de telle ou telle marchandise, ou si l'on ne précise pas davantage, une certaine fraction de toutes les marchandises échangées dans le cadre où cette unité monétaire circule. Cette fraction dépend évidemment de l'ensemble des prix des marchandises : mouvements des prix et modifications de la valeur de la monnaie sont donc deux aspects du même phénomène.

Lorsqu'on a voulu rendre responsable des mouvements des prix l'étalon monétaire lui-même, on s'est attaché avant tout à cette idée simple que le prix des marchandises étant l'expression de sa valeur en un certain nombre d'unités monétaires, les prix devaient varier comme le nombre de ces unités utilisées dans les échanges. C'est là le fond de la théorie quantitative de la monnaie qui est au centre de toutes les discussions sur la valeur de la monnaie.

Mais aux préoccupations de théorie monétaire, se joint le plus souvent le souci de porter remède au bouleversement des valeurs d'échange. Si on l'attribue à des causes monétaires, on cherchera à réaliser la stabilité de l'étalon monétaire en agissant sur ses caractéristiques, et notamment sur la quantité d'unités monétaires en circulation. D'autres, au contraire, nieront que cette stabilité puisse être obtenue artificiellement. Ces controverses forment le domaine des doctrines monétaires.

Théories et doctrines monétaires évoluent le plus souvent d'une manière parallèle, tantôt suivant le courant quantitative et tantôt en réaction contre ce courant. Il est cependant des moments de l'histoire où les préoccupations théoriques

montrent un élan nouveau, parce que les conditions de la vie économique posent le problème avec plus d'insistance (4).

Un de ces moments est en France la période de hausse continue des prix du XVI^e siècle. Ce phénomène donne naissance à des controverses de théorie monétaire, notamment entre M. de Malestroït et Jean Bodin. Ce dernier, qui défend la théorie quantitative, est sans doute le premier auteur qui ait posé comme une branche particulière dans la connaissance des faits économiques, la relation entre la monnaie et les prix.

Chez les mercantilistes et les physiocrates, la théorie monétaire n'est pas une préoccupation centrale. Les doctrines monétaires s'échafaudent sans que soit profondément renouvelée la controverse sur les causes des mouvements généraux des prix. Mais bientôt la réaction contre l'esprit mercantiliste déchaîne un renouveau puissant de la théorie quantitative, principalement dans l'œuvre de David Hume. Les événements qui se produisent en Angleterre au début du XIX^e siècle renforcent ce courant puisqu'ils conduisent David Ricardo à la théorie économique par la théorie monétaire. À côté de celui-ci, considéré comme le principal représentant de la théorie quantitative dans l'économie classique, des auteurs tels que Thornton, défendent des vues plus nuancées.

(4) De nombreux ouvrages récents sont consacrés, en France, à l'histoire des théories et doctrines monétaires. Voir principalement :

René GONNARD : *Histoire des doctrines monétaires dans ses rapports avec l'histoire des monnaies*, 2 volumes, Sirey, 1935.

Paul HARSIN : *Les doctrines monétaires et financières en France du XVI^e au XVIII^e siècle*. Alcan, 1928.

Charles RIST : *Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis J. Lau jusqu'à nos jours*. Sirey, 1938.

Toute la pensée économique du XIX^e siècle, peut-on dire, est en dépendance des grandes controverses anglaises du temps de Ricardo. Quoique des auteurs, tel que Tooke, aient apporté à la théorie monétaire des contributions de premier intérêt, les préoccupations sont alors fixées avant tout, aussi bien en France qu'en Angleterre, sur l'application, sur la doctrine monétaire. Des controverses sur les banques d'émission, sur le mono ou le bimétallisme sortent les régimes monétaires modernes.

*Ces régimes monétaires ont été profondément bouleversés par la guerre de 1914-1918 et depuis celle-ci, les valeurs d'échange ont subi des mouvements sans précédent par leur amplitude et leur aspect incohérent. C'est pourquoi la période qui s'étend de 1918 à nos jours montre dans tous les pays un renouveau de la théorie monétaire. Certes, ce renouveau n'est pas sans avoir des racines dans la période antérieure puisque l'ouvrage qui est encore le centre de toutes les discussions, *The purchasing power of money* d'Irving Fisher, date de 1907. Néanmoins, c'est surtout dans la période la plus récente que la controverse a pris toute sa généralité.*

Toutes les écoles se sont attachées comme à un problème privilégié, à l'explication des mouvements généraux des prix ou des fluctuations de la valeur de la monnaie. Toutes les méthodes ont été mises en œuvre pour sa solution, toutes les ressources de la dialectique et de la statistique.

En France, parmi les plus éminents représentants de l'enseignement économique dans nos Facultés de Droit, plusieurs ont consacré la meilleure part de leur effort scientifique à la recherche des causes des mouvements des prix : tels M. Rist, M. Nogaro, M. Aftalion. Ils y ont apporté toutes la souplesse, la subtileté des méthodes composites.

D'autre part les deux auteurs qui ont voulu renouveler l'économie politique en lui donnant un caractère rationnel ou positif ont apporté directement ou indirectement des contributions très importantes au problème des modifications de la valeur de la monnaie.

Nous avons donc avec la théorie monétaire un terrain privilégié où peuvent être confrontées non seulement dans leurs principes mais dans leurs résultats, les diverses tendances de la pensée économique française contemporaine (5).

**

A première vue les récentes théories monétaires en France ne donnent point l'impression d'un ensemble de travaux convergents et dont les résultats puissent s'appuyer mutuellement ou même se concilier sans difficulté. Mais il est également difficile d'établir entre elles des oppositions claires et bien tranchées.

La théorie monétaire moderne poursuit, en somme, la controverse entre partisans et adversaires de la théorie quantitative. Cependant le dialogue s'est singulièrement compli-

(5) Quoique souvent préparées par des travaux antérieurs à 1914, les théories que nous exposerons ont reçu leur expression la plus complète dans le cours des quinze dernières années.

Il va sans dire que nous n'avons retenu que les contributions fondamentales. Quantité d'ouvrages récents développent des vues de théories monétaires, mais d'une manière trop hâlive, croyons-nous.

De très nombreuses discussions politiques se sont également appuyées depuis la guerre, sur des arguments de théorie monétaire : elles ont donné lieu à une éclosion de brochures, rapports, etc... dont il eut été difficile de tenir compte et qui d'ailleurs trouvent leur source ou leur aboutissement chez les représentants principaux de la pensée économique française que nous étudierons.

qué car la théorie quantitative a pris des formes extrêmement diverses et souples, et il est devenu très difficile de déterminer si un auteur est ou non quantitativiste.

Dans son sens le plus rigoureux, la théorie quantitative peut s'énoncer ainsi : « A supposer que la quantité de marchandise échangées dans un certain cadre demeure constante, les variations du niveau général des prix seront toujours provoquées par l'augmentation ou la diminution de la quantité de monnaie en circulation ». Aucun des auteurs français contemporains n'adopte entièrement cette conception absolue. Plusieurs représentants des méthodes composites l'utilisent comme base de discussion mais c'est pour la rejeter avec force et mettre en évidence par cette opposition l'originalité de leur construction. D'autre part les représentants des méthodes nouvelles prétendent la dépasser en raison même des principes de leur recherche.

La portée de ces attitudes, d'ailleurs, est souvent difficile à déterminer parce que diverses conceptions de la théorie quantitative peuvent, suivant les cas, se substituer les unes aux autres.

Nous ne négligeons pas sans doute, de rappeler la position que chaque auteur a cru devoir prendre en face de la théorie quantitative, mais ces positions étant souvent fort nuancées, nous ne croirons pas avoir ainsi établies des oppositions infranchissables entre les diverses théories.

En fait, aucun de nos auteurs, nous le verrons, n'échappe à la nécessité de discuter ni même à celle d'utiliser à quelque degré la conception première et fondamentale de la théorie monétaire que nous appellerons l'idée quantitative, c'est-à-dire l'idée suivant laquelle la variation de la quantité de monnaie exerce parfois une influence dominante sur le mouvement des prix.

Nous renoncerons donc, faute d'un point de référence adoptée par tous, à ranger nos auteurs en partisans ou adversaires de la théorie quantitative. Mais, à côté de leurs déclarations explicites quant à cette théorie nous nous efforcerons de dégager quelle part effective est accordée dans leur œuvre constructive à l'action de la monnaie sur les prix, quelle place tient dans leur pensée l'idée quantitative.

Enfin il nous faut indiquer qu'une dernière difficulté, pour la classification des récentes théories monétaires en France, tient à ce qu'elles ne restent jamais sur le plan de la théorie pure: si certains auteurs partent de considérations sur les phénomènes monétaires en général, ils en arrivent toujours à l'interprétation de faits concrets se situant d'une manière précise dans le temps et dans l'espace. Par rapport à l'espace, il s'agit tantôt des variations de la valeur d'une monnaie nationale et tantôt du mouvement des prix dans le monde. Par rapport au temps, les théories monétaires interprètent les faits de la période contemporaine ou bien ceux du XIX^e siècle et remontent même parfois plus haut. Les mouvements des prix considérés sont, suivant la distinction adoptée, tantôt des mouvements qui s'étendent sur une courte période, quelques années et au maximum la durée d'un cycle économique, et tantôt des mouvements de longue durée. Deux auteurs peuvent ainsi s'opposer par rapport à un certain cadre et se trouver d'accord dans un autre. Nous aurons soin de marquer toujours cette relativité des théories.



Cette diversité des cadres de travail, ajoutée à l'absence d'une définition claire et adoptée universellement de la théorie quantitative, ainsi qu'aux différences de méthodes, suffit à montrer combien il eut été artificiel et vain d'établir dès

l'abord une classification de nos théories comportant des rapprochements et des oppositions absolues.

Aussi bien n'était-ce pas notre dessein d'opposer des théories par simple jeu d'esprit. Ayant trouvé dans la théorie monétaire un terrain où différentes conceptions de l'économie politique ont pu également faire leur preuve, nous nous sommes efforcés de mettre en évidence, dans leurs résultats, beaucoup moins les divergences de détail que les conflits profonds.

L'originalité la plus réelle d'une théorie économique comme de tout effort de pensée, est dans ses ambitions. Or celles-ci se révèlent sans doute le mieux au moment où chaque auteur définit les principes de sa recherche. Tout le cours de ses travaux, dans la suite, sera marqué par le souci d'une fidélité bien légitime à sa propre pensée.

Pour cette raison nous indiquerons toujours en premier lieu les principaux traits de la méthode de chaque auteur, puis nous analyserons son œuvre critique et constructive en indiquant la place accordée finalement à l'idée quantitative. Si nous avons soin, en outre, de marquer la portée relative à un certain cadre de chaque explication nous devons aboutir à dégager les conflits les plus réels, qu'ils soient entre les méthodes ou entre les interprétations et peut-être à rendre plus claires, aux yeux de certains, des controverses fort subtiles et enchevêtrées.

Mais le rôle de la clarté est de permettre ou le choix, ou l'utilisation commune de divers points de vue complémentaires. Dans la seconde partie de notre travail nous essaierons de montrer pourquoi cette dernière orientation nous paraît la meilleure dans l'état actuel de la science économique.

PREMIÈRE PARTIE

*Les récentes théories monétaires
en France
et l'idée quantitative*

CHAPITRE PREMIER

“ L'ÉCONOMIE POLITIQUE RATIONNELLE ”

J. RUEFF & F. DIVISIA

Les deux auteurs dont nous exposerons, dans ce chapitre, les vues de théorie monétaire, ont été l'un et l'autre formés à l'école des sciences exactes. Et lorsqu'ils se sont consacrés à l'étude des phénomènes économiques, ils ont entendu ne renier en rien les principes de ces sciences. Ils se sont contentés de les étendre à un nouvel objet pour constituer ce qu'ils appellent « l'économie politique rationnelle » ou « l'Economique rationnelle ».

*La science économique,
sa nature.*

Walras affirmait déjà que l'économie politique pure « est une science tout à fait semblable aux sciences physico-mathématiques » (1). Nos auteurs ont eu à cœur de reprendre et de développer cette affirmation, qui est la justification de leurs travaux.

M. Rueff, dans son premier ouvrage « *Des sciences physiques aux sciences morales* » (2) nous explique l'analogie profonde qui existe à ses yeux entre les sciences de la

(1) *Eléments d'économie pure*, p. 29.

(2) Alcan, 1922.

nature et les sciences de l'homme, qui comprennent la morale et la religion, mais surtout l'économie politique.

Toute science, dit-il, est le produit du même « moi » rationnel constitué par les principes d'identité et de causalité, et de la même machine à raisonner qui opère suivant la syntaxe, la logique formelle et l'analyse mathématique. Le domaine de la science est donc celui du relatif, de l'incertitude, puisque les « causes » dégagées par les sciences physiques ne sont que des créations de l'esprit scientifique (3). Ces idées, inspirées de celles de Henri Poincaré, limitent la portée des sciences et les rapprochent déjà des sciences morales (4).

Il faut cependant montrer encore que le phénomène économique peut bien être traité comme un objet de science. Nos auteurs admettent que le phénomène économique est, dans son fonds, de nature psychologique. Mais il est objet de science dans ses manifestations quantitatives qui sont les prix. « Le propre de toute science, écrit M. Divisia, est de ne pouvoir définir — mais tout au plus désigner — l'objet de son étude » (5). « La valeur se manifeste concrètement par les prix comme la chaleur par la dilatation » (6). En s'attachant ainsi à l'aspect quantitatif des phénomènes économiques, on crée, dit M. Rueff, une mesure du besoin qui est un « symbole entièrement arbitraire » (7) mais pas davantage que les mesures des phénomènes physiques.

(3) *Des sciences physiques aux sciences morales*, p. 32.

(4) *Revue d'Economie politique*, 1926, p. 75 et 80.

De la même manière, M. Divisia s'appuiera sur « La science et l'hypothèse » pour justifier sa tentative d'explication des phénomènes monétaires.

(5) *Economique rationnelle*, Doin, 1928, p. 2.

(6) *Economique rationnelle*, p. 3.

(7) *Des sciences physiques aux sciences morales*, p. 147.

Un premier trait permet donc de constituer les phénomènes économiques en objet de science : ils sont mesurables. En outre, pensent nos auteurs, il est possible de considérer la vie économique comme gouvernée par des lois aussi précises que les lois du monde physique, et cela sans préjuger de la question philosophique du déterminisme.

Pour M. Divisia cette existence des lois économiques résulte de la simple observation de certaines permanences dans le monde moral tout comme dans le monde physique (8).

M. Rueff analyse plus profondément la raison de ces permanences, de ces lois. Elles tiennent, dit-il, à ce que les phénomènes atteints sont des phénomènes « statistiques » c'est-à-dire « qui résultent du jeu simultané d'un très grand nombre d'activités individuelles dont les caractéristiques sont réparties au hasard... » (9). De même que la physique des gaz (point de comparaison privilégié de notre auteur) ne s'occupe pas du jeu particulier de chaque molécule, de même la science économique ne s'inquiète pas de l'analyse psychologique des actions de chaque individu, mais des régularités qui résultent dans la vie économique de la municipalité de ces actions. Elle est une « science statistique ».

*La science économique,
sa méthode.*

L'objet de la science économique étant assimilé par ses deux caractéristiques fondamentales, à celui des sciences physiques, nous ne devons pas nous étonner de constater que les traits de la méthodologie de nos auteurs sont emprun-

(8) *Economique rationnelle*, p. 3 à 6.

(9) *Théorie des phénomènes monétaires* (Payot, 1927). Introduction : « La science économique, science statistique », p. 14.

lés à la même source. Ils adoptent la division employée en mécanique: étude statique et étude dynamique. La statique, dit M. Rueff, est « l'étude de l'équilibre des forces et la dynamique « la science des mouvements » (10). M. Divisia, du reste, accorde qu'il y a un certain degré d'artifice dans cette division. « En économique, dit-il, les éléments en repos n'existent pas; les phénomènes étudiés sont constamment emportés dans une évolution qu'il ne dépend pas du savant d'arrêter... tout ce que ce dernier peut faire c'est étudier rationnellement telle position d'équilibre qui se réaliserait si certains éléments demeuraient constants » (11).

Quelle que soit la portée précise de la division en statique et dynamique, elle nous fait entrer dans le cadre des théories de l'équilibre économique. M. Divisia déclare que son étude de l'économie monétaire a comblé « une lacune importante de la théorie, aujourd'hui classique, de l'équilibre général économique, telle qu'elle a été élaborée par Stanley Jevons, Walras, Edgeworth, Irving Fisher, Pareto » (12).

L'un et l'autre de nos auteurs, cependant, ont eu un maître plus direct en C. Colson, à qui chacun a demandé la préface de son ouvrage principal. Cette filiation sans doute, en même temps que la formation scientifique de MM. Rueff et Divisia, explique le caractère de leur méthode. Elle n'est pas, en effet, purement déductive comme celle de Walras pour lequel l'économie fait partie de ces sciences qui « rentrent dans l'expé-

(10) *Théorie des phénomènes monétaires*, p. 29.

(11) *Economique rationnelle*, p. 50.

(12) *Economique rationnelle*. Introduction p. XXXI.

Sur l'équilibre économique voir les derniers chapitres de la *Théorie des phénomènes monétaires*, de M. Rueff, p. 317-333.

Voir aussi les idées de M. Divisia sur « la forme actuelle et l'orientation possible de l'économie mathématique ». *Revue d'Economie politique* 1926, pp. 76-82.

rience, non pour confirmer, mais appliquer leurs conclusions » (13).

M. Divisia pense que l'économie pure ne peut se passer « de l'observation constante des phénomènes » (14). Dans toute science, pense-t-il, il n'y a rien de sûr tant qu'il n'y a pas contrôle expérimental. Et il nous explique comment la mécanique rationnelle, par exemple, qui paraît une construction purement déductive, est en réalité fondée sur toute une série de vérifications, que l'on s'abstient de reproduire tant elles sont sûres et anciennes. De même pour M. Rueff, il s'agit, à partir d'une observation méthodique et raisonnée, de découvrir les relations entre plusieurs séries de faits, puis recherchant « le mécanisme interne qui rend inévitables ces relations », de faire « la théorie du phénomène » (15). Pour que cette théorie soit « vraie », il faut que « ses conséquences soient confirmées par toutes les propriétés du réel » (16).

Cependant l'observation, dans la science économique, diffère profondément de ce que, dans les sciences de la nature, on pratique sous le nom « d'expérimentation ». L'expérimentation, qui consiste à faire apparaître un phénomène dans un milieu soigneusement préparé afin que tous les éléments autres que ceux dont on veut vérifier l'action demeurent rigoureusement stables, n'est pas possible lorsqu'il s'agit de la vie économique. On ne peut ici qu'observer le déroulement des faits; pour en tirer quelque conclusion scientifique, le raisonnement devra intervenir sans cesse pour démêler l'enchevêtrement des causes et des effets. Cette

(13) *Eléments d'économie pure*, p. 29.

(14) *Economie rationnelle*, p. 9.

(15) *Théorie des phénomènes monétaires*, p. 24.

(16) *Théorie des phénomènes monétaires*, p. 25.

impossibilité d'expérimenter au sens précis des sciences de la nature paraît assez fondamentale à M. Divisia pour qu'il en tire la désignation même de sa méthode. La science économique est pour lui une science « d'observation pure » (17), terme ambigu si l'on ne voit pas qu'il est opposé à celui de « science d'expérimentation ». Mais cette opposition n'empêche pas que la méthode de « l'économique rationnelle » combine très intimement observation et déduction, auxquelles il faudrait même ajouter, selon M. Divisia, « une certaine part d'imagination » (18).

Nos auteurs enfin, comme tous les théoriciens de l'équilibre économique, utilisent le langage mathématique, mais ils n'y voient qu'un simple auxiliaire du raisonnement qui donne au jeu dialectique de la pensée une aisance et une rapidité inappréciables, sans la modifier cependant dans son fondement : les enchaînements mathématiques pourraient, au moins théoriquement, être reproduits en langage ordinaire (19). Si l'emploi des mathématiques est en quelque sorte le symbole du rapprochement que veulent opérer ces esprits, entre l'économie politique et les sciences exactes, il n'en reste pas moins que nous trouvons dans les notions d'équilibre, de statique et de dynamique, des caractéristiques beaucoup plus fondamentales de leur méthodologie.

(17) *Economique rationnelle*, p. 5.

(18) *Economique rationnelle*, p. 5.

(19) Et d'ailleurs ces développements sont fréquemment mis par nos auteurs en note ou en appendice.

§ I. — La théorie monétaire chez J. RUEFF

De son grand ouvrage « *Théorie des phénomènes monétaires* » M. Rueff n'a fait paraître jusqu'ici que la première partie, la statique, dont nous allons résumer brièvement les développements.

La construction de l'équation des échanges.

Notre auteur part de cette « vérité évidente » que « le nombre de francs qui changent de mains, en un mois, par exemple..., est nécessairement et rigoureusement égal au total des paiements effectués pendant la même période ou, ce qui revient au même, à la somme en valeur des achats de toute nature réglés en cette période » (1). Pour rendre cette idée utilisable il faut la préciser. Et c'est à quoi est consacré un premier chapitre inspiré, nous dit-on, de l'œuvre d'Irving Fisher.

« On appelle prix de la marchandise A, écrit M. Rueff, le nombre d'unités monétaires dont il faut céder la propriété pour acquérir, par voie d'échange, l'unité de quantité de A » (2). On voit immédiatement, poursuit-il, que dans un échange quelconque « le nombre des unités monétaires qui s'y trouvent transférées est nécessairement égal à la valeur des biens échangés » (3) (qu'il représente par p q , p étant le prix unitaire de la marchandise et q son poids). De même « la somme des valeurs de tous les biens échangés pendant

(1) *Théorie des phénomènes monétaires*, p. 33.

(2) (3) *Idem*, p. 34.

une certaine période », exprimée par $\sum pq$, est égale au « nombre total des unités monétaires ayant donné lieu à transfert pendant la période étudiée » (4) exprimée par $\sum d$.

Cette équation $\sum pq = \sum d$ doit maintenant être transformée « afin d'y faire apparaître les grandeurs caractéristiques de la circulation monétaire » (5).

Les paiements se font par monnaie proprement dite ou par chèques et ordres de virement. Le second mode, dit M. Rueff, ne diffère pas essentiellement du premier : il se réduit toujours « au transfert d'un droit de propriété sur un nombre déterminé d'unités monétaires » (6). Quant aux effets de commerce, sauf quelques cas négligeables, ils sont des instruments de crédit et non de paiement. On peut encore négliger, dans une théorie générale, nous dit-on, les paiements différés et les règlements internationaux.

Un autre élément caractéristique de la circulation monétaire est la vitesse de circulation du stock monétaire en une certaine période, que M. Rueff définit : « le quotient du total des paiements effectués par son intermédiaire pendant l'unité de temps de cette période, par son montant moyen pendant la dite période ». Enfin si l'on remarque (7) que la somme des valeurs échangées dépend du niveau des prix et de l'activité des échanges, on arrive par quelques déductions simples à la formule classique

$$MV + M'V' = KPQ$$

(4) *Idem*, p. 36.

(5) *Idem*, p. 36.

(6) *Idem*, p. 36.

(7) *Idem*, p. 41.

M représentant la masse de monnaie existant effectivement (à l'exclusion de celle utilisée comme encaisse permanente ou thésaurisée).

V sa vitesse de circulation.

M' « le total des unités monétaires existant sous forme d'actif de comptes en banque ».

V' leur vitesse de circulation.

K un facteur constant.

P l'indice du niveau général des prix.

Q le « coefficient d'activité des échanges ».

L'équation des échanges pour M. Rueff est « une nécessité rationnelle, en dehors de laquelle nous ne pouvons penser » (8). Mais sa portée est très limitée : « elle ne comporte, nous dit-il, aucune interprétation causale » (9) et elle ne peut nous renseigner, en particulier, sur les causes du mouvement des prix.

M. Rueff est ici en plein accord avec Fisher. Aussi sommes-nous surpris de le voir déclarer aussitôt que l'équation des échanges « tranche définitivement, semble-t-il, la question si controversée de la théorie quantitative » (10). L'équation, en effet, ferait apparaître que la quantité de monnaie n'est pas le seul facteur à agir sur les prix, et que par conséquent la théorie quantitative n'est pas exacte.

M. Rueff nous semble ici préjuger quelque peu des résultats de son étude. Certes il apparaît peu vraisemblable qu'étant donnée la complexité des facteurs de l'équation des échanges, seule la quantité de monnaie joue un rôle actif dans la détermination des prix ; mais cette invraisemblance

(8) *Idem*, p. 48.

(9) *Idem*, p. 51.

(10) *Idem*, p. 49.

n'est pas une preuve et nous savons que Fisher justement a prétendu la démentir. Dès lors, et quoique M. Rueff ait intitulé son chapitre I : « Le pseudo-problème de la théorie quantitative » il nous semble qu'il n'a pu se placer réellement en dehors du cadre de discussion de cette théorie. Nous allons voir d'ailleurs que les développements contenus dans son ouvrage, sur le plan statique, lui assignent déjà une place dans ce cadre traditionnel.

*La mesure des facteurs
de l'équation des échanges.*

La statique, c'est d'abord le domaine de la définition ou de la description. M. Rueff la compare à ce travail qui consiste, avant d'étudier la marche d'une machine, à acquérir du préalable « une connaissance approfondie des liaisons qui unissent ses différents organes » (11). Il s'agit de passer, de la définition des « notions intuitives » contenues dans l'équation des échanges aux moyens propres à les atteindre réellement, à les mesurer.

La détermination théorique de chacun des facteurs, où, si l'on veut, la définition de sa mesure idéale, est donnée par l'équation des échanges elle-même. C'est ainsi que l'indice théorique du niveau général des prix se définit très facilement par voie déductive : « moyenne arithmétique pondérée des prix de tous les articles ayant donné lieu à transactions pendant la période étudiée, chacun de ces prix étant affecté d'un coefficient proportionnel aux quantités échangées pendant l'unité de temps rapportées elles-mêmes à celles qui avaient pour prix l'unité pendant la période de base » (12).

(11) *Idem*, p. 96.

(12) *Idem*, p. 67.

Par la même voie déductive, l'indice de l'activité des échanges est défini : « Ce rapport... du total des quantités échangées pendant l'unité de temps de la période considérée au total des quantités échangées pendant le même intervalle de temps de la période de base, ces quantités étant les unes et les autres rapportées à celles qui avaient pour prix l'unité pendant la dite période de base » (13).

Mais de ces définitions il s'agit de passer au calcul pratique des indices. Comment d'abord, pourra-t-on calculer un indice des prix ? Il est évidemment impossible d'enregistrer tous les prix payés ainsi que toutes les quantités échangées. Mais ainsi que l'ont montré Fisher ou M. Dugé de Bernonville (14), différents indices des prix construits à l'aide d'un nombre de marchandises différent, de méthodes diverses de pondération et de calcul de la moyenne, se rapprochent extrêmement les uns des autres.

De ces similitudes, de cette quasi indifférence des méthodes de calcul, M. Rueff nous donne une explication théorique (15) qui lui permet de conclure que les similitudes seraient parfaites « si tous les prix variaient dans les mêmes proportions » c'est-à-dire encore « si les mouvements des prix présentaient toujours le caractère de mouvements d'ensemble » et si « l'offre ne variant pas, chaque individu maintenait permanente la répartition de ses ressources entre les différents articles du marché » (16).

« Dans la pratique, poursuit M. Rueff, de toute évidence cette condition n'est pas rigoureusement satisfaite; mais elle

(13) *Idem*, p. 74.

(14) *Journal de la Société de Statistique de Paris*, mai-juin-juillet 1924 : Les indices du mouvement général des prix en France.

(15) *Idem*, p. 80-83.

(16) *Idem*, p. 83.

n'en traduit pas moins avec une certaine approximation la constance des habitudes et des besoins individuels, ce qui explique que restent toujours limités et, dans la grande majorité des cas, assez faibles les écarts qui séparent les rapports mesurant entre deux instants quelconques les variations de prix de tous les articles du marché. » Et c'est pourquoi notre auteur croit pouvoir prendre comme indice du niveau général des prix « l'un quelconque des indices des prix de gros » (17) publiés dans les divers pays, au moins comme première approximation (18).

Ces considérations sur l'indice des prix sont d'un intérêt capital, car la solution du problème des *causes* du mouvement des prix dépend de la nature même de ce mouvement. Est-ce un mouvement d'ensemble affectant les prix des différentes marchandises d'une manière à peu près proportionnelle — ou bien n'est-ce que le résultat de mouvements particuliers incohérents ? En d'autres termes l'indice des prix exprime-t-il seulement une moyenne de variations indépendantes, ou bien au contraire un phénomène réel : le mouvement *général* des prix ? Suivant la réponse que l'on donne à cette interrogation, on s'oriente très différemment dans la recherche des solutions au problème des causes du mouvement des prix. M. Rueff nous l'avons vu, croit établir déductivement et expérimentalement la réalité du mouvement général des prix. Il est ici dans la voie qui conduit à la théorie quantitative.

Les indices de l'activité des échanges souffrent des mêmes infériorités que l'indice des prix : ils ne comprennent qu'un

(17) *Idem*, p. 84.

(18) *Idem*, p. 85.

petit nombre d'articles et leur mode de pondération est peu précis. Mais ils seront valables, néanmoins, si l'on peut montrer que les quantités échangées varient par mouvements d'ensemble. M. Rueff le tente en comparant un indice de l'activité des échanges, qu'il a construit sur la base du nombre moyen des wagons quotidiennement chargés sur les réseaux français, avec l'indice de la production industrielle de M. Dessirier. Ces deux indices présentent, dit-il, « une étroite ressemblance et notamment une concordance rigoureuse dans le sens des variations » (19). Or M. Dessirier a calculé aussi (20) divers autres indices de la production suivant des procédés différents. Leurs variations se montrant très semblables, on peut dire que la production industrielle présente bien des mouvements « d'ensemble ». Par conséquent, conclut M. Rueff, l'activité des échanges qui se montre étroitement liée à la production, varie aussi par mouvements d'ensemble et les indices qui peuvent être pratiquement calculés ont pleine valeur par rapport à la théorie monétaire (21).

Poursuivant son étude des moyens propres à mesurer les divers facteurs de l'équation de l'échange, M. Rueff en arrive à la quantité de monnaie. Ce facteur dans la complexité actuelle des systèmes monétaires n'est pas facile à atteindre. Pourtant notre auteur indique quelques idées directrices d'une telle recherche : tout d'abord en développant ses vues sur « La genèse des unités monétaires » (22).

Supposant dans un pays l'existence du cours forcé et d'une banque unique, il établit que les unités monétaires sont créées

(19) *Idem*, p. 92.

(20) *Bulletin de la Statistique générale de la France*, oct. 1924 et avril 1926.

(21) Outre l'indice basé sur les wagons chargés, M. Rueff suggère le calcul d'un indice d'après les renseignements fiscaux.

(22) *Théorie des phénomènes monétaires*, chap. III, p. 96 et s.

par le même mécanisme soit sous forme de papier monnaie, soit sous forme de crédits inscrits en comptes courants. Remarquant d'autre part qu'il existe une intercommunication constante entre ces deux stocks d'unités monétaires, il en vient à penser que « si les habitudes individuelles ne sont pas sujettes dans le pays considéré à des modifications rapides on doit pouvoir observer entre le montant de la circulation de monnaie proprement dite, d'une part, le total des soldes créditeurs de tous les comptes courants et de dépôt, d'autre part, une certaine proportionnalité » (23).

Pour vérifier cette opinion il calcule un indice de la circulation monétaire proprement dite, d'après le stock des billets de banque émis par la banque de France (24). D'autre part, il prend comme indice de la circulation crédit, la somme des postes « comptes courants créditeurs et dépôts à vue » des quatre grands établissements de crédit (leur clientèle étant supposée dans une proportion constante avec celle des autres banques). Calculant alors le rapport de ces deux indices pour les années 1916-17-18, il constate qu'il ne varie pas au delà de 20 % de sa valeur moyenne (25). Pour les années 1920 à 1925 la circulation crédit varie d'une manière très semblable à la circulation billets, avec cependant une augmentation supplémentaire régulière et continue de 2,5 % chaque année (26). Cette augmentation traduit une généralisation constante de l'usage du chèque en France.

(23) *Op. cit.*, p. 103.

(24) Il est supposé que les billets de banque thésaurisés sont en faible proportion de même que les jetons des Chambres de Commerce qui, en 1927, complétaient la circulation.

(25) *Op. cit.*, p. 107.

(26) *Idem*, p. 113.

On peut donc conclure que « tant que ne surviendra pas une modification profonde des dispositions individuelles ou des conditions économiques, le rapport de la circulation crédit à la circulation billet, ne variera que fort lentement et d'une manière continue » (27).

M. Rueff a ainsi dégagé une première idée susceptible, selon lui, de nous guider dans l'évaluation de la quantité de monnaie. Il en trouve une autre en décrivant le cadre légal dans lequel se placent les phénomènes monétaires, les « dispositions juridiques qui limitent directement ou non la création des unités monétaires » (28). Après avoir analysé la notion de monnaie légale, il en arrive à présenter les banques de dépôt comme des organismes créateurs de monnaie. On peut affirmer, en effet, qu'une banque n'aura jamais à rembourser en numéraires ou à virer dans des banques voisines l'intégralité de ses dépôts. Ce principe joue, dit M. Rueff, le rôle d'un principe de Carnot. Il est une improbabilité mais non une impossibilité absolue. On peut du reste statistiquement le préciser : le montant de l' « encaisse nécessaire » des banques de dépôt apparaît presque constamment à peu près le 1/10 des dépôts.

Cependant le pouvoir créateur des banques de dépôt n'existe que grâce à l'institut d'émission dont dépend la possibilité de majorer l'encaisse nécessaire. En définitive conclut M. Rueff « l'édifice monétaire repose tout entier sur le stock de monnaie légale en circulation et... ralentir ou limiter la création de la monnaie légale en circulation c'est

(27) Un exemple de ces modifications profondes est le passage de l'année 1918 à l'année 1920, de l'état de guerre à l'état de paix, ou le rapport $\frac{M'}{M}$ varie de 50 %.

(28) *Idem*, p. 16 et suiv.

ralentir ou limiter la création de la monnaie sous ses différentes formes » (29). Le calcul de la quantité de monnaie est ainsi rendu plus facile, semble indiquer notre auteur.

Il reste maintenant à indiquer les moyens de calculer la vitesse de circulation de la monnaie. On peut concevoir d'abord, dit-il, une mesure directe : elle consisterait à « diviser le total des règlements effectués à l'aide (d'un) stock monétaire pendant l'unité de temps par son montant moyen pendant la même période ». Cela est impossible pour la circulation billet, mais au contraire n'est pas irréalisable pour la circulation crédit. M. Rueff croit, en effet, que le montant des effets présentés à la Chambre de Compensation représente une fraction sensiblement constante du montant des unités monétaires transférées par chèque ou ordre de virement. Cela tient à la stabilité des habitudes individuelles en matière de paiement (le nombre relatif d'endossements doit rester à peu près constant) et aussi à la permanence de la répartition des déposants entre les différentes banques du pays (elle garantit la stabilité de la proportion des virements effectués sans l'intermédiaire de la Chambre de Compensation). M. Rueff donne une vérification expérimentale de cette stabilité en montrant que le montant quotidien des effets présentés à la Chambre de Compensation des banquiers de Paris; varie comme celui des virements intérieurs de la Banque de France. La vitesse de circulation de *M'* pourra donc être obtenu en calculant le « quotient du montant des effets quotidiennement présentés à la Chambre de Compensation des banquiers de Paris..., par le total des

(29) *Idem*, p. 130.

soldes créditeurs des comptes courants et de dépôt des quatre grandes banques à bilan mensuel » (30).

Mais il est encore, et cette fois pour toutes les formes de monnaies, une méthode de mesure indirecte de la vitesse de circulation : « Comme l'observation d'un nombre suffisant de molécules isolées, écrit M. Rueff, pourrait renseigner si l'on en prenait la moyenne, sur la température du gaz qu'elle constitue », on peut calculer la vitesse de circulation de la monnaie à partir de la vitesse d'écoulement d'un certain nombre de stocks monétaires. Fisher l'a fait pour des encaisses particulières. On pourrait opérer de même, selon notre auteur, sur les caisses publiques ou les crédits de banque.

C'est pourtant à la méthode directe, que se confie notre auteur pour un essai d'application : il calcule en particulier les variations de la vitesse de la circulation crédit pour les périodes 1920 - 1925 et 1900 - 1913 et s'aperçoit qu'elles sont très considérables. Elles concordent avec le mouvement des prix dans son évolution cyclique, montrant en outre un mouvement d'accroissement continu qui accompagne la généralisation de l'emploi des crédits de banque. M. Rueff en conclut « que c'est beaucoup plus par variation des vitesses de circulation que par variation du montant des stocks monétaires que se trouve à chaque instant satisfaite l'équation des échanges » (31).

Premier aperçu statistique.

Notre auteur, croit donc désormais nous avoir mis en possession des instruments suffisants pour mesurer l'équa-

(30) *Idem*, p. 146.

(31) *Idem*, p. 157.

tion des échanges. Mais avant de poursuivre son traité il s'arrête encore à nous donner des « présomptions statistiques » (32) en sa faveur. Elles sont utiles non comme vérification expérimentale de l'équation (elle n'en a pas besoin) mais parce que « sa forme approchée, la théorie quantitative de la monnaie, a été discutée sur le plan statistique ». Nous voyons donc que cette théorie rentre encore dans les préoccupations de M. Rueff : en réalité son souci est maintenant de se situer plus exactement par rapport à elle.

Il calcule successivement chaque terme de l'équation de l'échange : d'abord le produit $M'V'$ (qui est censé représenté à lui seul les variations de $M V + M'V'$), puis le produit $P Q$, pour la période 1920-1925. Les variations des deux termes superposées sur un même graphique se montrent très suffisamment semblables, étant données les imperfections du calcul, pour que l'on en puisse tirer « une présomption expérimentale extrêmement forte en faveur de l'équation des échanges » (33). On ne pourrait au contraire en retirer, poursuit M. Rueff, aucune confirmation de la théorie quantitative sous sa forme « classique », ou « simpliste », c'est-à-dire lorsqu'elle affirme « l'existence d'une relation de proportionnalité entre le niveau des prix et le nombre des unités monétaires en circulation » (34), en négligeant les variations des vitesses de circulation et de l'activité des échanges. Confrontant, en effet, sur un même graphique les variations de l'indice des prix de gros et le montant des billets de banque en circulation pour la période 1920-1925, M. Rueff n'a pas constaté de parallélisme entre les deux courbes. Aussi sa conclusion est-elle la suivante : « Nous

(32) *Idem*, p. 158 et suiv.

(33) *Idem*, p. 163.

(34) *Idem*, p. 165.

sommes entièrement d'accord, dit-il, avec les détracteurs de la théorie quantitative lorsqu'ils affirment que dès qu'on prétend ne pas interpréter seulement les grands mouvements séculaires, elle est en désaccord avec l'expérience » (35).

**

La seconde partie de l'ouvrage de M. Rueff est consacrée aux phénomènes de change. Après avoir décrit les conditions dans lesquelles la monnaie trouve sa valeur d'équilibre en fonction des caractéristiques de la circulation monétaire, il va nous exposer comment une valeur d'équilibre s'établit aussi pour la monnaie par rapport aux monnaies étrangères. « L'analyse, dit-il, des causes susceptibles de faire naître des offres et des demandes de devises étrangères, va... nous conduire à penser que les phénomènes de change, ne peuvent pas ne pas obéir à des lois régulières » (36). Nous devons remarquer ici que, prétendant rester dans le domaine de la statique, notre auteur rentre cependant dans celui des causes et cela, nous le verrons, est plein de conséquences.

*La théorie du change dans
des conditions simplifiées.*

La théorie du change de M. Rueff est fondée sur le raisonnement suivant : la valeur d'une monnaie nationale par rapport à une autre monnaie nationale ne peut être déterminée que par la concurrence des offres et demandes de monnaie puisque les unités monétaires étrangères s'achètent sur le marché des changes comme de véritables marchan-

(35) *Idem*, p. 165.

(36) *Idem*, p. 167.

dises (37). Mais, s'agissant de marchandises, la concurrence des offres et demandes aboutit à établir un prix unique sur le marché, un prix d'équilibre, parce que les courbes d'offres et de demandes des marchandises aux différents prix se rencontrent en un point unique. Il ne peut en être ainsi pour le change : on ne peut parler de courbes de l'offre de monnaie nationale pour les différents prix de la monnaie étrangère parce que la monnaie étrangère n'est pas recherchée pour elle-même mais pour régler des achats de marchandises étrangères. Si donc ces achats étaient absolument indispensables pour le pays (M. Rueff suppose le cas de la disparition dans un pays d'une denrée vitale) on serait prêt dans ce pays à donner à la monnaie étrangère n'importe quel prix. On ne pourrait alors aucunement parler de cours d'équilibre du change.

Mais, il est conforme aux conditions réelles des échanges de supposer que le pays qui doit ainsi importer des marchandises (pays A), produit, de son côté, des marchandises également produites et utilisées dans l'autre pays (pays B). Or, si le prix de la monnaie du pays B en monnaie étrangère monte, les prix de ses marchandises exprimés en monnaie étrangère s'élèvent et bientôt il deviendra avantageux de se les procurer dans le pays A où elles sont restées au même prix. Mais alors, pour les payer, il faudra se procurer de la monnaie étrangère, d'où une demande de cette monnaie qui viendra concurrencer la demande initiale de l'autre. Ainsi, l'une et l'autre monnaies étant demandées, et chaque déséquilibre d'une demande sur l'autre se détruisant automatiquement, il y aura un cours d'équilibre du change. L'on voit que ce cours d'équilibre est obtenu en raison de la

(37) *Idem*, p. 169.

nécessité qu'il n'y ait qu'un seul prix dans les deux pays pour les marchandises qui sont utilisées à la fois dans l'un et dans l'autre.

Cette théorie ébauchée dans l'hypothèse simplifiée de deux pays seulement en présence, et dans le cas où les monnaies nationales sont constituées par des billets à cours forcé (38) M. Rueff la résume ainsi : « Quel que soit le niveau des prix en France et en Angleterre, quelles que soient les variations dont il pourra être l'objet à l'intérieur de chacun de ces pays, le prix du franc en livres ne pourra pas ne pas atteindre un niveau tel que, dans les conditions du moment, se trouve assurée sur le marché des changes l'égalité permanente des offres et des demandes de francs » (39).

Supposons maintenant deux pays dans lesquels circule effectivement de la monnaie métallique, d'un même métal. On n'a plus besoin, dans ce cas, pour le paiement des importations, de se procurer de la monnaie étrangère, il suffit de transférer en paiement du métal monétaire. Mais alors, il faut prélever ce métal sur la circulation. La quantité de monnaie en circulation dans le pays se trouve diminuée, les prix baissent alors que dans l'autre pays, par un effet contraire, les prix montent (40); d'où une sollicitation à des transferts de marchandises inverses de ceux qui ont provoqué le déséquilibre du change. Il y a donc également dans ce cas une valeur d'équilibre stricte du change à raison des échanges possibles de marchandises entre les deux pays, à raison des conditions de production de ces deux pays.

(38) Ce qui implique inconvertibilité du billet, interdiction de la fonte des espèces et de l'importation du métal.

(39) *Théorie des phénomènes monétaires*, p. 176.

(40) « Toutes conditions égales », p. 177.

Nous avons supposé qu'il ne pouvait y avoir qu'un prix pour la même marchandise dans deux pays en relations d'affaires. En réalité, il n'en est pas tout à fait ainsi, car l'importation d'une marchandise nécessite un ensemble de frais (transport, assurance, douane) et par conséquent il ne sera avantageux de réaliser cette opération que si le prix dans le pays importateur dépasse ces frais. Il pourra donc y avoir un écart entre les prix, une « disparité » (41). La limite véritable des variations du change, c'est donc la limite de ces disparités possibles (42), c'est l'existence de véritables point d'entrée et de sortie des marchandises. « Le prix anglais évalué en francs d'un article quelconque du marché ne peut dépasser le prix français majoré du montant en francs des frais de transport de France en Angleterre, de l'article qu'il concerne, pas plus qu'il ne saurait descendre au-dessous de ce prix diminué des frais de transport d'Angleterre en France » (45).

(41) Cf. définition précise de la disparité, p. 185.

(42) En réalité, explique M. Rueff (p. 200-209) en régime de circulation métallique, les variations du change sont encore plus limitées, en raison de l'existence des points d'or. Tant qu'il y a en effet du métal monétaire à transférer d'un pays dans l'autre, on ne peut concevoir que le rapport des valeurs des unités monétaires des deux pays soit supérieur au rapport de leur poids, compte tenu du prix de transport du métal d'un pays dans l'autre. Mais, tandis que par exemple le cours du change est stabilisé un peu au-dessus du point de sortie d'or, les transferts d'or qui se produisent effectivement engendrent des mouvements de prix dans les deux pays, qui provoquent des écarts de prix dépassant la disparité maxima. Les points de marchandise franchis, il se produit des échanges de marchandises qui sont les véritables facteurs de l'équilibre du change, car s'ils n'existaient pas, les transferts de métal monétaire continueraient dans le même sens, jusqu'à épuisement total du stock de l'un des pays. Celui-ci devrait alors user d'une circulation à cour forcé et l'on serait ramené au premier cas.

(43) *Théorie des phénomènes monétaires*, p. 204.

On arrive ainsi à un énoncé plus précis de la théorie du change, énoncé qui peut s'opérer en deux temps :

1) Les disparités de prix entre deux pays provoquent lorsqu'elles dépassent un certain chiffre des mouvements de marchandises qui assurent l'équilibre de la balance des comptes de chacun de ces pays (44).

2) S'il apparaît « dans la balance des comptes de la France supposée équilibrée, une nouvel élément de passif de grandeur limitée et de montant permanent dans le temps, les prix étant supposés stables en France et en Angleterre avant cet événement » (45), le cours du change va se modifier. Mais engendrant par là même des modifications dans les disparités des prix, il en résultera des modifications dans les échanges de marchandises qui rétabliront l'équilibre de la balance des comptes, et en même temps le cours d'équilibre du change (46).

*La théorie du change dans
les conditions réelles.*

Tout le raisonnement a été conduit jusqu'ici dans des conditions abstraites tant du point de vue de l'hypothèse de deux pays seulement en présence que de celui des systèmes monétaires considérés. M. Rueff s'applique dans la suite de son ouvrage à montrer que la théorie reste la même dans les conditions réelles des échanges internationaux.

Nous avons supposé, d'abord, qu'en régime de monnaie métallique, l'or destiné aux paiements internationaux est

(44) *Op. cit.*, p. 181-201.

(45) *Idem*, p. 211.

(46) *Idem*, p. 208-216. Ce mécanisme, M. Rueff y insiste, se réalisera toutes les fois que le déficit de la balance des comptes sera limité et qu'il n'existera pas de cause permanente de variation des prix (p. 214). Si l'on ne supposait pas ces conditions réalisées, on passerait de la statique à la dynamique.

prélevé sur la circulation intérieure. « Malheureusement, dit M. Rueff, dans la pratique les choses ne se passent pas aussi simplement : le montant de la circulation monétaire ne varie pas ainsi, mécaniquement, sous l'effet des mouvements d'or internationaux » (47). En effet, les prélèvements effectués dans la circulation pourront être compensés par des prélèvements effectués par les particuliers dans les encaisses des banques. Bien plus même, l'or envoyé à l'étranger proviendra, pour sa plus grande part, des encaisses métalliques des établissements de crédit. Mais dans ce cas les banques chercheront à réduire le montant de leurs ouvertures de crédit, ce qui provoquera l'augmentation des taux d'escompte — ou augmenteront leurs recours au réescompte de la banque d'émission qui devra augmenter son taux de réescompte (48).

« Or, poursuit M. Rueff, conformément aux vues classiques en ce domaine, l'augmentation des taux d'escompte tend à réduire la demande totale — on dit en général l'activité des affaires — dans le pays où elle se réalise et à y provoquer par cet intermédiaire, et toutes conditions égales, la diminution du niveau général des prix » (49).

C'est donc, en définitive, par le mécanisme du taux de l'escompte que M. Rueff explique l'équilibre du change entre pays à monnaies métalliques. Il remarque même que ce

(47) *Op. cit.*, p. 215.

(48) M. Rueff vérifie en effet que pendant les années 1911, 1912, 1913, la courbe des entrées et des sorties d'or à la Banque d'Angleterre varie comme celle des différences entre les taux hors banque pratiqués simultanément à Londres d'une part, à Paris, Amsterdam et Berlin d'autre part. « Tout se passe, conclut-il, comme si le mouvement d'or provoquait les différences de taux entre la place qu'il affecte et les places étrangères » (p. 218).

(49) *Op. cit.*, p. 218.

mécanisme n'exerce pas seulement son action en modifiant le niveau des prix, mais en provoquant des mouvements internationaux de capitaux. Si ces mouvements se produisent c'est que le prix des titres à court terme a diminué avec l'élévation du taux d'escompte. Ils constituent une source de créances entre les pays tout à fait analogue à celle qui résulte des mouvements de marchandises et ne modifient en rien la théorie du change (50).

Il faut encore considérer, pour être en accord avec la réalité, que dans deux pays de même constitution économique c'est sur un grand nombre de marchandises que pourront porter ces mouvements tendant à assurer la stabilité du change. C'est donc l'effet des modifications de la circulation monétaire sur les disparités d'un grand nombre de marchandises qu'il importe de considérer — c'est-à-dire sur la disparité moyenne de ces marchandises. On peut encore assimiler cette disparité moyenne à la disparité entre le niveau général des prix du pays et celui du pays étranger. M. Rueff ayant calculé cette disparité moyenne pour la période 1920-25 entre la France et l'Angleterre (51) constate qu'elle ne dépasse jamais 33 %. Il admet que cette proportion représente la marge au delà de laquelle on franchit les points de marchandises.

Pour replacer enfin la théorie dans le cas général d'un nombre quelconque de pays en présence (52), la balance des comptes d'un pays exprimant le résultat d'échanges avec un grand nombre d'autres pays, il faut pouvoir apprécier les modifications qu'imposeront les variations du change à la disparité des prix du pays par rapport aux prix de tous les

(50) *Idem*, p. 219.

(51) *Idem*, p. 220 à 242.

(52) *Idem*, chap. VII, p. 242 à 281.

autres. Pour cela on fait apparaître la notion de disparité moyenne des prix étrangers dans un pays : elle est obtenue par une moyenne arithmétique pondérée des disparités partielles en ce pays des prix de tous les pays étrangers. Toute modification de la circulation monétaire intérieure tendra donc à modifier cette disparité moyenne et au delà d'un certain point à provoquer des mouvements de marchandises vers tous les pays à la fois (à condition que dans ces pays les prix soient restés stables) en proportion de la part dans laquelle ils interviennent pour l'établissement de la balance des comptes considérée.

Ainsi la valeur d'une monnaie par rapport à une monnaie étrangère, le cours du change, correspond réellement à une position d'équilibre stable et cela parce que l'écart entre les niveaux des prix est toujours limité (53), parce que « tout se passe comme si les variations de la balance des comptes à partir d'une certaine position d'équilibre, provoquaient des variations de disparité moyenne tendant à rétablir l'équilibre antérieur » (54).

*Confirmation de la théorie
par les faits.*

Toute cette théorie du change, M. Rueff l'a construite « par voie purement rationnelle », ainsi qu'il nous le dit lui-même. Mais il va se préoccuper maintenant de lui trouver des confirmations dans les faits. Il constate d'abord que les disparités moyennes des prix entre les pays sont toujours strictement limitées (55) et nous donne des chiffres de 21 %

(53) *Idem*, p. 238.

(54) *Idem*, p. 240.

(55) *Idem*, p. 280-286.

entre 1921 et 1925 et 5 % avant guerre entre pays à circulation métallique. Ceci confirme bien l'existence de points de marchandises, limites maxima des disparités.

Mais il s'agit de savoir s'il existe bien comme le révèle la théorie un mécanisme qui assure la stabilité du change entre certaines limites, et avec elle l'équilibre de la balance des comptes. Il serait impossible de chercher dans les faits une vérification de cette stabilité du change. Nous avons vu qu'elle suppose un état stable des prix dans les pays considérés, condition qui est de moins en moins réalisée du fait des manipulations monétaires. La vérification de M. Rueff porte sur la tendance à l'équilibre de la balance des comptes. Il se propose « d'étudier les phénomènes consécutifs à la modification rapide d'un des facteurs de l'équilibre d'une balance des comptes » (56).

Il prend, en premier lieu, le cas de « la disparition des crédits politiques dans la balance des comptes de la France en 1919 » (57). De 1915 à 1918, une disparité positive considérable avait pu s'introduire des prix français aux prix américains. En effet, les produits importés des Etats-Unis étaient payés, non au moyen de monnaie américaine achetée sur le marché des changes, mais à l'aide des crédits consentis à la France par les Etats-Unis. Cette disparité atteint + 0,34 en 1918. Les crédits cessant brusquement après l'armistice, la balance va se trouver totalement déséquilibrée si les mêmes tendances demeurent à l'importation de marchandises des Etats-Unis. Mais nous voyons justement que ces tendances ont dû être brutalement freinées, puisque l'équilibre de la balance se rétablit, et freinées par des mouvements des prix conformes

(56) *Idem*, p. 289.

(57) *Idem*, p. 289 et s.

à notre théorie du change puisqu'en 1920 nous trouvons la disparité des prix français par rapport à ceux des Etats-Unis retombée à 0,25.

M. Rueff considère en second lieu les éléments de la balance des comptes de la France avant et après la guerre. Avant la guerre, la balance commerciale de la France est en déficit. Mais ce déficit est compensé par les revenus des placements à l'étranger. Ces revenus disparaissent à la suite de la guerre et d'autre part, il semblerait que le déficit de la balance commerciale devrait augmenter, puisque la France est très atteinte dans ses forces productives et doit reconstituer une partie de son territoire. Et pourtant ce déficit en 1921-22 se trouve réduit de 50 % par rapport à 1913, assurant ainsi l'équilibre de la balance des comptes. C'est que le jeu des disparités de prix a été plus fort que toutes les sollicitations à l'importation de marchandises. Le même phénomène serait encore vérifié dans d'autres pays pour d'autres périodes, par exemple aux Etats-Unis après l'application du tarif Fordney en 1922 (58).

Toutes ces vérifications, à la vérité, sont indirectes. Et il n'est pas possible de concevoir, dit M. Rueff, la vérification directe qui consisterait à rapprocher pour un pays les variations de la disparité moyenne des prix étrangers de celles de la balance des comptes, faute de pouvoir atteindre tous les éléments de cette balance de comptes. Mais en cela, poursuit notre auteur, notre théorie est soumise à la même infériorité que les théories physiques : la théorie moléculaire, elle aussi, ne peut être vérifiée que par ses conséquences (59). La théorie du change doit donc être tenue non seulement

(58) *Idem*, p. 305-314.

(59) *Idem*, p. 314-315.

pour vraie dans son principe, mais comme rigoureuse dans son application (60).



L'ouvrage que nous venons de résumer est, répétons-le, un traité de statique monétaire. Pourtant il laisse deviner, quelquefois, la position de son auteur sur le plan dynamique, c'est-à-dire par rapport au problème des causes des mouvements des prix. M. Rueff, nous l'avons vu, rejette la théorie quantitative simpliste, c'est-à-dire que selon lui, pour l'interprétation des mouvements des prix dits de courte durée par opposition aux mouvements séculaires, la quantité de monnaie n'est pas la seule cause à retenir. Elle est une

(60) Peu après la parution de son livre, M. Rueff en faisait l'application à un problème de politique monétaire internationale : le problème des transferts de monnaie en vue du paiement des réparations. (*L'Information*, 7-8 nov. 1928 : *Une erreur économique, l'organisation des transferts*). On se préoccupait à cette époque de faire face à ce qu'on croyait être l'impossibilité pour l'Allemagne de payer en raison de l'épuisement de ses réserves d'or, puis de la dépréciation indéfinie de sa monnaie que semblaient devoir provoquer les transferts de valeur de l'Allemagne vers les autres pays — ces transferts créant une offre supplémentaire de marks sur le marché des changes, non compensée par une offre de monnaie étrangère. M. Rueff répond que la solution du problème est automatique ; l'entraver par l'organisation des transferts est donc une erreur économique.

En effet pour quelque cause que se produise un déséquilibre dans la balance des comptes, il doit automatiquement en résulter des disparités dans les prix qui créent des mouvements de marchandises rétablissant cet équilibre. Si donc on avait obligé l'Allemagne à payer, les prix allemands auraient baissé dans la mesure des paiements et dans la même mesure seraient nés des mouvements d'exportations de l'Allemagne, lesquels auraient fourni à ce pays les moyens financiers de continuer les paiements. « Ce sont les transferts effectifs, dit M. Rueff, qui font à chaque instant les possibilités de transferts ».

des causes cependant et ne pourrions-nous déjà soupçonner quelle part effective notre auteur lui donnera, quelle utilisation il fera de l'idée quantitative ?

*La théorie du change
et l'idée quantitative.*

La théorie du change nous permet, semble-t-il, de l'entrevoir, car elle inclut certains rapports dynamiques : les mécanismes qui doivent assurer constamment le rétablissement de l'équilibre du change. Parmi ceux-ci nous avons trouvé d'abord, dans le cas de circulation métallique, l'action des entrées et sorties d'or sur les prix. Finalement M. Rueff lui a substitué l'action du taux de l'escompte.

Mais si nous passons au cas du cours forcé ; il nous paraît capital de remarquer que, dans la théorie du change de notre auteur, les prix sont nécessairement un facteur passif dans l'équation des échanges et qu'en particulier ils ne peuvent être modifiés *directement* par les variations du change.

On nous dit, en effet, que la hausse du prix du franc en livres rend les marchandises anglaises moins chères en France (ce qui doit conduire à une baisse du franc). Mais cela n'est vrai que si les prix français dans le même moment ne montent pas. M. Rueff le reconnaît puisqu'il pose comme condition qu'il n'y ait pas de « cause permanente des variations des prix ». Cette hypothèse est justifiée si l'on admet que les prix ne varient que sous l'impulsion des facteurs de l'équation de l'échange, car ceux-ci paraissent sans rapport avec le change. Elle ne le serait plus, au contraire, si l'on considérait les prix comme un facteur autonome, au même titre que les autres, qui pourrait alors être influencé *directement* par le mouvement du change.

Notre auteur postule l'inertie des prix devant les variations du change parce que le niveau des prix est, selon lui, la simple résultante des modifications de la circulation monétaire, au sens large. Il adopte ainsi l'une des bases de l'idée quantitative, puisque les causes du mouvement des prix sont, dans sa conception, strictement limitées aux facteurs de l'équation de l'échange. Il ne s'agit plus que de savoir quelle place fait notre auteur, parmi ceux-ci, à la quantité de monnaie proprement dite. Certains de ses travaux, nous donnent dès maintenant des indications à ce sujet.

La théorie de l'inflation.

Plusieurs années avant la parution de son ouvrage « *Théorie des phénomènes monétaires* », M. Rueff avait construit, à partir de l'équation des échanges une théorie de l'inflation » (61).

Si l'on considère, dit-il, les courbes qui représentent les variations du montant nominal de la circulation de billets de banque dans les pays qui ont fait face d'une manière prolongée au déficit de leur budget par l'émission de papier-monnaie, on est frappé de « la similitude de forme qu'elles révèlent ». Confrontées pour la France, l'Italie, l'Allemagne, la Pologne et l'Autriche dans les périodes d'inflation d'après guerre, toutes ces courbes présentent les caractéristiques de celles que dans les sciences physiques on appelle « courbes exponentielles ».

M. Rueff pense que ce phénomène peut être défini d'une façon précise à partir de l'équation des échanges. Il faut

(61) « *Sur une théorie de l'inflation* », Berger-Levrault.

d'abord supposer que dans les périodes considérées la vitesse de circulation de la monnaie et l'activité des transactions restent constantes. On a donc une proportionnalité entre les variations des prix et celles de la quantité de monnaie. On a $\frac{P}{M} =$ une constante, ce qui exprime que la théorie quantitative joue rigoureusement .

D'autre part, étudiant l'inflation en France entre 1915 et 1920, M. Rueff découvre que les avances annuelles de la Banque de France à l'Etat, si on les divise par l'indice des prix de gros, apparaissent comme sensiblement égales chaque année. A supposer que l'augmentation des avances de la Banque soit l'unique cause de l'augmentation de la circulation-billets (et M. Rueff justifiera cette supposition), nous pouvons dire que l'Etat trouve dans l'augmentation des avances une quantité de pouvoir d'achat constante dans l'unité de temps.

De ces différentes constatations et suppositions, M. Rueff tire une équation différentielle qui donne pour chaque instant la valeur de M, de la quantité de billets en circulation. Or, il se trouve que cette valeur s'exprime bien dans une fonction exponentielle. Nous pouvons donc dire que nous avons découvert la loi des variations de M dans un ensemble de conditions qui se résument en :

1) $\frac{P}{M} =$ une constante;

2) Le pouvoir d'achat recherché par l'Etat dans l'unité de temps est constant.

Passant à l'étude des autres pays, M. Rueff constate qu'en effet, chaque fois que ces deux conditions sont remplies, M

varie suivant la fonction définie. C'est le cas de l'Italie de novembre 1917 à décembre 1920, de l'Allemagne de 1919 à avril 1922, de la Pologne de juillet 1920 à mars 1923, de l'Autriche de juillet 1920 à septembre 1921.

Au contraire, dans les périodes d'inflation où nos deux conditions ne sont pas remplies, la loi n'est pas vérifiée. C'est le cas de l'Italie de 1915 à 1917, parce que le montant du pouvoir d'achat demandé à l'inflation augmente sans cesse. C'est le cas de l'Allemagne après avril 1932, époque à laquelle le rapport $\frac{P}{M}$ cesse d'être constant parce qu'il y a fuite devant la monnaie. Il en est de même pour la Pologne après mars 1925, pour l'Autriche après septembre 1921.

Cette théorie de l'inflation ne nous montre-t-elle pas déjà que l'idée quantitative tient une grande place dans la pensée de notre auteur ? Certes on ne pourrait affirmer selon sa théorie que les variations de la quantité de monnaie déterminent toujours le mouvement des prix. Mais elles le déterminent cependant, et à elles seules, dans des cas fréquents.

La prévision et la correction du mouvement des prix.

L'utilisation de l'idée quantitative ne se limite pas dans l'œuvre de M. Rueff à l'explication du mouvement des prix. Elle est aussi, selon lui, une base pour la prévision et la correction de ce mouvement.

En terminant son travail sur la théorie de l'inflation, M. Rueff écrivait : « La connaissance de la théorie du phénomène nous eut permis, dès le moment où il était arrivé à un

état de régime et où par suite on pouvait en déterminer les constantes, de prévoir, toutes conditions égales, le rythme de l'inflation, le montant de la circulation à un moment quelconque et approximativement le niveau général des prix » (62). Or l'une des « constantes » dont il est parlé, est la proportionnalité entre les variations de la quantité de monnaie et celle des prix. L'idée quantitative est donc ici conçue comme un instrument de prévision quant au mouvement des prix.

Mais examinons encore un rapport plus récent de M. Rueff au Comité financier de la S. D. N. qui s'intitule : « *Les fluctuations anormales du pouvoir d'achat de l'or* » (63). Notre auteur y met en évidence, d'abord, les causes des variations du niveau général des prix. Celui-ci, dit-il, varie seulement :

- 1) En raison directe de la demande totale constituée par les unités monétaires consacrée au achats;
- 2) En raison inverse de l'offre totale des quantités offertes (64).

Ceci nous confirme l'existence chez M. Rueff de cette conception passive des prix qui introduit, en quelque sorte, l'idée quantitative. Mais il se préoccupe surtout, dans le rapport que nous étudions, d'indiquer les moyens de stabiliser le niveau général des prix. Cela est possible, dit-il, en régime de « gold exchange standard » par une action sur le montant des crédits consentis. Il indique un certain nombre de procédés déjà employés ou qui pourraient l'être : modification du taux de l'escompte, modification de l'encaisse de la Banque d'émission, du pourcentage de couverture des crédits,

(62) *Sur une théorie de l'inflation*, p. 22.

(63) S. D. N. *Documents sélectionnés soumis à la Délégation de l'or du Comité financier*. Genève, 1930.

(64) *Op. cit.*, p. 45.

open market, limitation des crédits consentis par les banques privées. Dans tous les cas il s'agit en somme d'une modification de la quantité de monnaie en circulation, et M. Rueff entre ici dans la voie des doctrines américaines de monnaie dirigée, dont on sait combien elles s'appuient sur l'idée quantitative.

Certes M. Rueff nous prévient que tel ou tel procédé pourra avoir une action sur la vitesse de circulation, par exemple, et viendra modifier l'effet prévu. Il n'en reste pas moins vrai que le jeu de la quantité de monnaie sur le niveau des prix lui paraît pouvoir être mis en œuvre d'une manière assez indépendante pour devenir un instrument de stabilisation des prix.

J. Rueff et l'idée quantitative.

C'est dans cette perspective pratique que nous pouvons juger le mieux du rôle de l'idée quantitative dans la pensée de M. Rueff. Selon lui, les prix se forment passivement sous l'action d'un nombre de facteurs strictement limité : quantité de monnaie, vitesse de circulation, activité des échanges. Les prix sont donc soumis à un certain nombre de lois rigoureuses ; l'une d'entre elles est la loi de l'influence automatique et proportionnelle de la quantité de monnaie sur les prix. Elle n'est pas la seule loi, et c'est pourquoi M. Rueff rejette la théorie quantitative, mais elle est une loi dont les effets sont perceptibles dans le réel (elle sera donc un instrument d'explication), dont les effets sont prévisibles (elle sera un instrument de prévision et de correction).

Quelle est l'importance de cette loi par rapport aux autres ? M. Rueff ne nous le dit pas encore. Nous ne savons pas quelle place fait M. Rueff à l'idée quantitative dans l'explication

générale des mouvements cycliques des prix et des mouvements de longue durée. Mais si nous remarquons que les applications qu'il a données de l'idée quantitative visent des mouvements de prix de faible durée dans la période récente, et que c'est précisément dans ce cadre que la théorie quantitative a été le plus attaquée, nous ne pouvons nous empêcher de penser que M. Rueff, dans le conflit actuel des théories monétaires, fait bien figure de quantitativiste.

§ II. — La théorie monétaire chez F. DIVISIA

Nous retiendrons ici, dans l'œuvre de M. Divisia, les articles sur « *L'indice monétaire et la théorie de la monnaie* », qu'il a donnés à la Revue d'Economie politique en 1925-26 (1). Le plan de cette étude se rapproche sensiblement de celui de l'ouvrage principal de M. Rueff. « Recherchant, écrit l'auteur, une définition précise de la valeur de la monnaie, nous croyons l'avoir rencontrée dans une formule qui nous semble expliquer de façon simple un certain nombre de propriétés de la monnaie. Enfin notre travail nous a paru projeter quelque lueur sur la notion, assez obscure de phénomène monétaire... » (2). En d'autres termes, M. Divisia a commencé par dégager la formule de la statique monétaire, puis il a esquissé quelques-uns des rapports dynamiques qui lui ont semblé en découler.

La critique des indices des prix.

Le point de départ de M. Divisia, c'est la critique des divers modes de détermination de l'indice des prix. Depuis longtemps les économistes ont eu la notion, plus ou moins confuse, que les variations des prix, parfois énormes, étaient disproportionnées aux modifications des éléments réels de la vie économique. Si en 1928 la richesse de la France s'exprime en francs par un chiffre 5 fois supérieur à celui de 1913, il est évident que cependant la richesse du pays n'a pas

(1) 1925, p. 842 et s., 890 et s., 1121 et 1926, p. 49 et s.

(2) *Revue d'Econ. pol.*, 1925, p. 842.

quintuplé. On prit donc l'habitude de rapporter toutes les mesures effectuées à un « niveau général des prix », que l'on compare au niveau des prix d'une époque prise comme base. Pour déterminer ce niveau il a fallu choisir un certain nombre de prix et prendre leur moyenne. Cette moyenne traduite par le chiffre 100 pour la période de base et, pour les périodes postérieures, rapportées à la même échelle sera l'indice des prix ou l'indice monétaire.

Avec le progrès de la statistique, on s'est attaché à choisir les éléments de cette moyenne de la façon la plus judicieuse, afin qu'elle exprime de plus près la réalité. Le procédé le plus employé a consisté à pondérer l'indice, c'est-à-dire à affecter le prix de chaque marchandise choisie d'un poids exprimant son importance dans les échanges.

M. Divisia se demande si ces procédés sont rigoureusement valables, si vraiment ils expriment avec exactitude les variations purement nominales des prix, les variations corrélatives à celles des facteurs monétaires. En somme toutes les méthodes de détermination de l'indice reposent sur ce postulat que l'opération de calcul de la moyenne élimine les variations de prix dues à des causes autres que les facteurs monétaires. Elles supposent qu'à un moment donné il y a autant de prix en hausse pour des causes proprement économiques, et dans les mêmes proportions, que de prix en baisse pour des causes proprement économiques. Elles reposent toutes sur « l'hypothèse d'une distribution normale des écarts de prix » (3). Ou bien d'un autre point de vue l'indice repose sur cette idée que les facteurs purement économiques de détermination des prix étant inchangés, et une cause monétaire entrant en jeu, tous les prix s'ébranleront

(3) *Op. cit.*, p. 860.

d'un bloc et se modifieront dans une même proportion. C'est l'hypothèse « qu'une cause monétaire agira de la même manière sur tous les prix. Selon M. Divisia cette hypothèse est « purement gratuite » (4) et c'est pourquoi l'on peut mettre en doute les valeurs de tous les indices de prix couramment utilisés.

Pourtant, cette idée de bon sens, d'une variation globale des prix, ne peut être complètement erronée. Il doit y avoir « un centre de gravité des prix » (5) M. Divisia va donc rechercher une définition précise de l'indice monétaire, ou de la valeur de la monnaie, qui en est l'inverse.

Cette définition ne peut être rigoureuse que si nous posons les conditions qui à chaque instant déterminent la valeur des conditions qui, à chaque instant, déterminent la valeur « Nous ne pourrions parvenir, dit M. Divisia, à définir la valeur de la monnaie qu'en écrivant une condition qui doit vérifier cette valeur. Or les conditions auxquelles obéit la valeur de la monnaie ne sont pas tellement nombreuses : nous n'en connaissons qu'une pour le moment, la loi quantitative de la monnaie » (6).

Par rapport aux déterminations courantes de l'indice monétaire, il y a donc ici renversement de la position empirique à la position déductive. Si la « loi quantitative » s'impose à notre esprit, elle lui impose en même temps une certaine définition de la valeur de la monnaie, et par conséquent elle permet de déterminer avec rigueur les variations de cette valeur, les variations du niveau général des prix. « Si la loi quantitative de la monnaie est une loi précise, elle implique une certaine définition de la valeur de la monnaie ;

(4) *Economique rationnelle*, p. 256.

(5) *Revue d'économie politique*, 1925, p. 860.

(6) *Idem*, p. 995.

et il nous sera dès lors peut-être possible de définir cette dernière comme une certaine moyenne des prix vérifiant la loi quantitative » (7). Nous avons un indice des prix déductif et non plus inductif.

La loi circulatoire.

Qu'est-ce donc que cette « loi quantitative », qui d'ailleurs, dans la terminologie de M. Divisia devient la « *loi circulatoire* » (8) ? Pour lui, elle traduit cette vérité intuitive que les conditions du paiement des marchandises et services sont dans un rapport rigoureux avec la valeur de la monnaie. La valeur de la monnaie doit toujours être telle qu'on puisse assurer avec la masse monétaire la totalité des paiements.

Cette évidence se traduit par l'équation

$$\frac{Vqr}{a} = k$$

dans laquelle

V est la valeur de l'unité monétaire;

q la quantité d'unités monétaires utilisées dans les paiements;

r la rapidité de circulation de ces unités;

a l'indice de l'activité des paiements (9);

k une constante.

Nous savons que la valeur de la monnaie est l'inverse de l'indice monétaire I.

(7) *Idem*, p. 996.

(8) *Idem*, p. 998.

(9) Et non des transactions, cf., p. 1001.

Nous pouvons donc écrire

$$V = \frac{1}{I}$$

et en remplaçant V par sa valeur

$$\frac{qr}{aI} = k$$

ou encore

$$qr = kaI$$

Le membre $q r$, d'ailleurs, définit d'une manière très succincte les caractéristiques de la circulation monétaire. Pour montrer que c'est bien l'ensemble de ces caractéristiques que nous voulons atteindre, écrivons simplement :

$$(1) \quad C = kaI, \text{ qui est une première équation fondamentale.}$$

En second lieu, comptons, pour chaque pièce de monnaie en circulation, combien de fois elle est utilisée pendant une période de temps. Faisons la somme des chiffres obtenus. Un raisonnement très simple nous permet d'écrire que le chiffre total est égal à la somme des prix des marchandises payées pendant ce temps, multipliée par les quantités de ces marchandises. Nous exprimons cette égalité par

$$(2) \quad C = \sum p_i q_i$$

$\sum p_i q_i$, représente la somme des prix unitaires de toutes les marchandises pendant l'unité de temps multipliée par les quantités de ces marchandises qui ont donné lieu à paiement.

C n'est autre que le nombre d'unités monétaires en circulation multiplié par la rapidité de circulation. C remplace $q r$ comme dans l'équation (1).

D'une même évidence, nous avons donc tiré deux équations qui « sont vérifiées quelle que soient les périodes de temps considérées » (10). Elles vont nous permettre, en différenciant par rapport au temps, de donner une définition précise de l'indice de l'activité des transactions et de l'indice des prix.

Ce dernier s'exprime par la formule différentielle

$$\frac{d I}{I} = - \frac{\sum q_i \, d p_i}{\sum p_i \, q_i}$$

Cette formule qui paraît savante, nous dit M. Divisia, ne représente rien d'autre qu'un indice à poids tels qu'ils sont tous conçus. Mais désormais nous savons exactement quels sont les poids qui doivent être pris en considération : ce sont « *toutes les quantités de marchandises intervenues dans les paiements* » (11).

En effet, de la définition de l'indice, nous tirons, si nous envisageons sa valeur I' à un moment voisin $t' = t + dt$:

$$\frac{I'}{I} = \frac{\sum q \, p'}{\sum q \, p}$$

Les rapports des indices sont représentés par les rapports des prix aux deux moments, pondérés par la quantité q .

Mais nous avons dû supposer que les époques t et t' sont infiniment voisines. Si nous voulons comparer les indices des prix à des époques assez éloignées, et c'est le but recherché en pratique, nous devons faire état de toutes les valeurs intermédiaires infiniment voisines, prises par l'indice. Le problème sera résolu au moyen du calcul intégral. Et finalement M. Divisia nous fait concevoir l'indice monétaire comme une intégrale curviligne. A condition de connaître les variations des prix et des quantités de marchan-

(10) *Op. cit.*, p. 999.

(11) *Idem*, p. 1001.

dises dans l'intervalle de temps t_0 à t , on peut comparer les indices des prix au temps t et au temps t_0 .

En pratique, il ne serait pas possible d'incorporer dans le calcul de l'indice tous les prix et toutes les quantités échangées. On choisira « les catégories (de marchandises) les plus importantes » et « des quantités aussi proportionnelles que possible aux transactions réelles » (12). « La loi des grands nombres nous permet d'escompter qu'une compensation suffisante se produira, d'une part, entre les termes omis, d'autre part, entre les erreurs commises sur les termes conservés » (13).

L'indice qui serait ainsi construit, conclut M. Divisia, serait « perfectible » tandis que les « indices grossiers » ne le sont pas. Il serait une approximation d'un indice théorique parfait et comprendrait d'ailleurs non seulement le prix de gros des marchandises, mais les prix de détail, les salaires, le loyer, etc... (14).

*Le problème des causes
des mouvements des prix.*

En définissant l'indice monétaire, M. Divisia a donc établi l'équation qui exprime l'équilibre statique de la circulation et des prix: la loi circulatoire. Mais celle-ci est en outre, à ses yeux, un « instrument d'observation ou d'analyse » (15) des phénomènes monétaires dynamiques en vue d'en découvrir les *causes*. « La logique scientifique, dit M. Divisia, nous entraîne de la notion de phénomène monétaire à celle de cause monétaire. L'expérience nous suggère d'ailleurs

(12) *Idem*, p. 1123.

(13) *Idem*, p. 1123.

(14) *Idem*, p. 1131.

(15) *Idem*, p. 1130.

que des variations de prix sont dues à des causes monétaires et nous montre directement certaines de ces causes. Nous pouvons dès lors nous demander si des variations générales des prix sont uniquement dues à des variations des caractéristiques de la monnaie ou si elles peuvent être dues aussi à des phénomènes qui ne leur sont pas directement liés, comme le développement de la population, le perfectionnement des procédés, la raréfaction des produits par suite des circonstances physiques, l'impôt, etc... » (16).

Voici clairement défini le problème auquel prétend répondre la théorie quantitative. Etant donné l'existence des mouvements d'ensemble des prix (M. Divisia semble l'admettre comme un fait d'observation) peut-on en découvrir les causes ? Et ces causes sont-elles des faits monétaires ou des faits extra-monétaires ?

Désormais, c'est la réponse à ces questions que nous chercherons dans la suite de l'étude de M. Divisia.

Portée de la loi circulatoire.

Pour l'utilisation de la loi circulatoire, M. Divisia croit bon d'en modifier la formule, qui devient :

$$\frac{V}{A} \frac{Qr}{(1 + \gamma (\frac{\gamma}{1 + \alpha}) - 1)} = K$$

V désigne la valeur de la monnaie, inverse de l'indice monétaire ;

A est l'indice de l'activité des paiements ;

Q « la quantité totale de monnaie mise en circulation » ;

r « la rapidité moyenne de circulation de la monnaie en dehors des banques » ;

(16) *Idem*, p. 846.

γ « le rapport $\frac{q'}{Q}$ de la quantité de monnaie déposée dans les banques à la quantité totale de monnaie émise ».

ρ : « le rapport $\frac{r'}{r}$ de la rapidité fictive de circulation des provisions en banque à la rapidité réelle r . »

α : « le rapport entre le montant des avances des banques et celui de leurs dépôts.

Aussi compliquée qu'elle soit, cette formule ne contient pas tous les éléments susceptibles de faire varier la valeur de la monnaie. Selon M. Divisia, il est impossible de les énumérer à priori (17). Mais ce dont nous sommes sûrs c'est que rien ne peut modifier la valeur de la monnaie sans modifier préalablement quelque facteur de notre équation.

M. Divisia observe encore qu'« il n'est pas rigoureux, dans l'étude de chacun des facteurs figurant dans la formule, de supposer que les autres facteurs restent constants » (18). C'est l'expérience seulement qui peut nous assurer qu'il en est bien ainsi. L'étude entreprise est pourtant principalement déductive. Quelle est donc sa justification et son intérêt ? C'est que, répond l'auteur, parmi les facteurs de la loi circulatoire « il en est qui ne subissent que des variations très faibles et sans grande influence sur l'ensemble » (19). On les considérera donc comme constants et on pourra dégager entre les autres des lois qui devront se retrouver dans les faits. Si pourtant cette hypothèse n'est pas tout à fait légi-

(17) *Idem*, p. 1131.

(18) *Idem*, p. 1132.

(19) *Idem*, p. 1133.

time, les lois dégagées nous indiqueront tout au moins « des tendances » (20).

Nous ayant ainsi averti, M. Divisia étudie en premier lieu l'influence sur la valeur de la monnaie des modifications dans les principaux facteurs de la loi circulatoire. L'influence de la variation de la quantité de monnaie ne peut être connue à priori, dit-il, parce que l'on n'est pas sûr que les autres facteurs restent constants (21). (Ici se traduit le souci de notre auteur de ne pas être confondu avec les quantitativistes classiques.) Pour la variation de la rapidité de la circulation de la monnaie, on ne peut également parler que d'une tendance à augmenter ou diminuer la valeur de la monnaie. M. Divisia nous indique cependant que cette tendance est devenue parfois une loi des faits, dans des cas de thésaurisation ou de développement de l'usage du chèque (22). Quant à l'influence des modifications de A, traduisant celles de l'activité économique du pays, elle est, nous dit M. Divisia un phénomène « bien connu » (23). Il ajoute que le facteur A peut se trouver modifié à la suite de changements dans la quantité de monnaie, parce que les prix tardent à s'adapter à ces changements. Cela explique le surcroît d'activité des affaires au début des périodes d'inflation, le resserrement de cette activité au début des périodes de déflation. A la fin des périodes d'inflation au contraire, si les prix montent plus vite que n'augmente la quantité de monnaie, c'est que les particuliers retournant au troc, il se produit une

(20) *Idem*, p. 1133.

(21) *Idem*, p. 1133, 1134.

(22) *Idem*, p. 1136, 1139.

(23) *Idem*, p. 1139.

diminution du nombre des paiements en monnaie, c'est-à-dire du facteur A. (24).

D'après ce qui précède, il serait bien difficile de déterminer quelle part M. Divisia entend faire aux variations de la quantité de monnaie dans l'explication du mouvement des prix. Mais voici qu'il en vient à l'interprétation de phénomènes plus généraux : les crises cycliques, l'action du change sur les prix.

Les crises.

En quelques pages (25) M. Divisia esquisse une « théorie des crises monétaires » à quoi se ramènent, selon lui, toutes les crises périodiques. La période de prospérité, dit-il, est « une période d'inflation caractérisée » (26). Mais la possibilité d'émettre des billets de banque est limitée, de même que l'accroissement de la rapidité de circulation et le développement du crédit bancaire. Au moment où la circulation atteint son plafond, la raréfaction du crédit provoque une concentration des paiements, donc une hausse du facteur A de la loi circulatoire. Pour la compenser, seule est possible une hausse de V, la valeur de la monnaie, donc une baisse des prix : c'est la crise.

Faut-il croire que M. Divisia attribue l'ensemble des mouvements cycliques des prix aux variations de la quantité de monnaie ? Non sans doute, car il conçoit les crises monétaires « comme le mécanisme stabilisateur par lequel le niveau général des prix se trouve ramené à une valeur en rapport avec la situation monétaire, lorsque, *pour une*

(24) *Idem*, p. 1140, 1141.

(25) *Idem*, p. 1143, 1149.

(26) *Idem*, p. 1144.

cause quelconque il en avait été écarté » (27). L'idée quantitative n'expliquerait donc qu'une des phases du cycle économique : la phase de crise et de dépression. Le rôle attribué au facteur monétaire n'en est pas moins très important.

Le change.

Mais notre auteur en vient enfin à l'étude des phénomènes de change. Le change d'une monnaie sur un pays étranger est, dit-il, « le prix de vente en cette monnaie, sur le marché intérieur, des lettres de change tirées sur le pays étranger ». « Ces lettres de change, poursuit-il, donnant lieu à des transactions et à des paiements en monnaie, doivent figurer dans l'indice monétaire au même titre que n'importe quel autre article » (28). Il s'ensuit que le change n'a pas sur la valeur de la monnaie l'influence prépondérante que certains pensent : « La place que tient le change en matière monétaire dépend, au premier chef de l'importance que le commerce extérieur tient dans l'économie nationale » (29). Il est évident que les prix intérieurs des marchandises importées ou exportées suivent les variations du change, mais nous ne pouvons connaître directement les répercussions de cette influence sur les prix des autres marchandises (30). C'est encore la loi circulatoire qui va permettre à M. Divisia de donner une solution à ce problème de « l'action mutuelle des variations du change et de la valeur de la monnaie » (31).

Les variations de la valeur de la monnaie entraînent, dit M. Divisia, une variation du change comme de tel ou tel

(27) *Idem*, p. 1146.

(28) *Revue d'Economie Politique*, 1926, p. 50.

(29) *Idem*, p. 51.

(30) *Idem*, p. 54.

(31) *Idem*, p. 53, 59.

prix particulier. Cependant cette action peut toujours être altérée par les « circonstances spéciales » au marché considéré. Dans le cas du marché des changes, ces circonstances sont la situation de la balance des comptes et la spéculation. « Si en particulier, écrit M. Divisia, les spéculateurs croient à la loi quantitative, on pourra voir le change suivre exactement les émissions et même, dans certains cas, précéder une émission de billets jugée inévitable, ce qui pourra porter à croire que la variation du change a été la cause de l'émission alors qu'elle n'en aura été que la conséquence anticipée » (32).

Ne voyons-nous pas ici, en quelque sorte, une défense de l'idée quantitative contre ceux qui veulent faire des émissions monétaires non pas une cause des mouvements du change mais un effet de ceux-ci. Mais du point de vue qui nous occupe, l'étude de l'influence du change sur la valeur de la monnaie est encore plus intéressante. Selon M. Divisia, cette influence ne peut être directe, puisque nous possédons dans la fonction circulatoire tous les facteurs de la détermination de la valeur de la monnaie. Ce n'est donc que par l'intermédiaire de l'un de ces facteurs que le change peut agir. Or l'esprit ne voit pas de relation nécessaire entre le niveau du change et la rapidité de la circulation de la monnaie, ni l'activité des paiements. « Nous sommes ainsi amenés à penser, écrit M. Divisia, qu'en règle générale le change n'a aucune action importante et durable... sur la valeur de la monnaie... que par l'intermédiaire du facteur Q » (33) c'est-à-dire de la quantité de monnaie.

Cette action du change se produit différemment suivant que l'on se trouve en régime de cours forcé ou bien de mon-

(32) *Idem*, p. 54.

(33) *Idem*, p. 55.

naie d'or : Tout d'abord, en régime de cours forcé, le change ne peut avoir d'influence sur Q que si la puissance publique se laisse aller à des émissions nouvelles. Si au contraire la situation du budget et de la dette flottante lui permet de résister à cette sollicitation, il se produira un phénomène de crise monétaire. Les demandes de monnaie en vue de régler les achats effectués à l'étranger n'étant pas satisfaites, il devra se produire une baisse des prix et une diminution de l'activité des affaires. « Ce phénomène tendra à arrêter la hausse des devises tant par la solidarité de tous les prix que par la répercussion qu'il aura sur la balance commerciale du pays » (34).

Il est possible cependant que le change se maintienne au-dessus du pair en raison de mouvements de capitaux consécutifs au paiement de dettes politiques, ou encore d'ordre spéculatif. Mais alors il se produira une dénivellation entre les prix du commerce extérieur, qui en monnaie intérieure s'élèvent avec le cours du change, et les prix intérieurs qui baissent légèrement. D'où une rente pour les exportateurs et la sollicitation à des exportations nouvelles. Tout cela tendra à « augmenter l'excédent de la balance commerciale jusqu'au niveau nécessaire pour alimenter le prélèvement des devises » (35). Ainsi sera assuré le retour du change à sa valeur d'équilibre.

Dans le cas de pays à monnaie d'or, les mouvements du change auront un effet direct sur la quantité de monnaie en circulation. Ils provoqueront des mouvements de prix, puis de marchandises, ramenant le change à son point d'équilibre (36).

(34) *Idem*, p. 56.

(35) *Idem*, p. 57.

(36) *Idem*, p. 58.

Nous aboutissons donc ici à une théorie de l'équilibre du change, comme chez M. Rueff. Nous y trouvons, énoncée catégoriquement, l'idée que le change n'a d'action sur les prix intérieurs que s'il modifie la quantité de monnaie. Cette fois même, le mécanisme qui assure l'équilibre du change est très explicitement l'action de la quantité de monnaie sur les prix, aussi bien dans le cas du cours forcé que dans celui de la monnaie métallique.

*La conception générale
de la théorie monétaire.*

Avec les phénomènes de change et de crises, nous trouvons donc une utilisation très nette par notre auteur de l'idée quantitative. Mais cela ne nous donne pas encore la réponse à la question qu'il a lui-même posée. Quelles sont les causes des mouvements généraux des prix ? « Force nous est bien de remarquer, écrit M. Divisia, que si certaines altérations de la monnaie provoquent des variations générales des prix, rien ne prouve, en réalité, ni que tout phénomène monétaire se traduira nécessairement par une variation générale des prix, ni que toute variation générale des prix correspondra nécessairement à une modification de l'élément monétaire » (37).

De nouveau le problème central de la théorie monétaire est en pleine lumière. Mais encore une fois notre auteur s'en écarte pour développer ses conceptions sur le « phénomène monétaire ».

Toute variation de la valeur de la monnaie, dit-il, est un phénomène monétaire. Les phénomènes monétaires peuvent être rangés en deux catégories :

(37) *Idem*, p. 59.

1) Les variations limitées et alternatives des facteurs de la loi circulatoire qui « constituent dans leur ensemble un phénomène monétaire unique, celui de la constante adaptation du niveau général des prix aux conditions monétaires » (38).

2) Le déplacement de l'équilibre du niveau général des prix sous l'action de causes extérieures qui sont :

— « les circonstances de la production du métal-monnaie, l'inflation et la déflation du papier monnaie qui font varier le facteur Q.

— les circonstances d'utilisation de la monnaie, l'usage du chèque, la thésaurisation qui font varier le facteur r.

— le développement de l'activité des banques, leur politique générale, les modifications de leur technique, le plus ou moins grand développement du crédit bancaire, etc... qui font varier le facteur B.

— Les variations de l'activité économique du pays qui font varier le facteur A » (39).

Ces vues sont sans doute un bon exposé de la conception de l'équilibre dans la vie économique. Mais il faut bien remarquer que dans les « phénomènes monétaires » de M. Divisia sont confondues les variations d'ensemble des prix sous l'influence de causes générales et les effets sur la valeur de la monnaie des variations de prix particuliers.

En conséquence, selon notre auteur, « les considérations que nous venons de développer, sur la conception du phénomène monétaire, enlèvent son principal intérêt au problème de savoir si des variations générales des prix peuvent être dues à certaines circonstances générales non moné-

(38) *Idem*, p. 65.

(39) *Idem*, p. 65. Le terme B désigne l'ensemble des termes entre () dans l'équation.

taires, telles que le développement de la population, le progrès des méthodes de production, l'accumulation des capitaux, l'aggravation des impôts, etc... » (40).

M. Divisia ne donnera-t-il donc aucune solution au problème qu'il avait lui-même si bien posé ? Non pourtant, car tout à la fin de son étude nous le voyons enfin exprimer une opinion sur les causes du mouvement général des prix. Des éléments extérieurs à la monnaie, dit-il, peuvent sans doute déterminer des modifications générales dans les prix. Mais ils ne sont pas très nombreux : « le plus souvent des causes de caractère très général, qui paraissent de prime abord avoir une telle influence, n'exercent en réalité leur action que sur un ensemble de prix qui peut à la vérité être fort important, mais qui ne comprend pas néanmoins la totalité » (41).

Si cette réponse nous paraît bien vague, souvenons-nous que, désormais, aux yeux de M. Divisia le problème a perdu « son principal intérêt » ; les modifications générales des prix ne sont pas plus intéressantes que les modifications partielles, la valeur de la monnaie résultant des uns et des autres. Suivant cette conception, il faudrait renoncer à faire, dans l'évolution historique des prix, la part des mouvements généraux et à expliquer ceux-ci par tel ou tel facteur dominant.

M. Divisia finit donc par où M. Rueff avait commencé : il tente de se placer hors du cadre de discussion de la théorie quantitative.

Il nous semble cependant que c'est uniquement sur un plan très général et abstrait que notre auteur évite de faire

(40) *Idem*, p. 69.

(41) *Idem*, p. 70.

figure de quantitativiste .Lorsqu'il s'agit de l'explication de phénomènes concrets, tels que l'action du change sur les prix, les crises cycliques, il attribue bien l'importance essentielle, nous l'avons vu, à la quantité de monnaie. Nous ne pouvons certes en déduire qu'il expliquerait de la même manière d'autres phénomènes, par exemple les mouvements de longue durée des prix. Dès maintenant, cependant, nous voyons la place très grande, dans sa pensée, de l'idée quantitative.

**

*Les théories mécanistes
et l'idée quantitative.*

Nous avons trouvé dans la position de M. Divisia, à l'égard de l'idée quantitative, une très grande parenté avec celle de M. Rueff. Elle s'explique aisément si nous nous rappelons combien la pensée de nos deux auteurs est semblable en ce qui concerne les principes qui doivent dominer la science économique et sa méthodologie.

Comment les actes économiques, quoique de nature psychologique, donnent prise à l'établissement des rapports quantitatifs formant de véritables lois scientifiques, nous l'avons vu tout au long de notre exposé. Nos auteurs, semble-t-il, ne s'intéressent aux actions et réactions psychologiques que dans la mesure où elles ont eu assez de force et de durée pour déterminer des mouvements dans la circulation de la monnaie ou des marchandises. C'est M. Rueff lui-même qui nous invite à cette interprétation. « Il est bien évident, écrit-il, qu'une crise de confiance est un fait essentiellement moral ; mais ce fait restera sans effet dans l'ordre monétaire s'il ne provoque des achats de devises étrangères, des retraits de dépôts en banque ou une varia-

tion de l'activité des échanges... » (42). C'est cette manière d'envisager les effets des phénomènes psychologiques qui, nous semble-t-il, conduit à la conception passive des prix que nous avons rencontrée chez nos auteurs. Pour que ces phénomènes agissent sur les prix, il faut d'abord qu'ils concrétisent en des faits matériels, et c'est à partir de ces faits matériels, réductibles à quelques facteurs simples, que doit s'expliquer le mouvement des prix. Cette conception passive des prix est, croyons-nous, une des assises fondamentales de l'idée quantitative.

Mais cette idée ne cadre pas moins bien avec la méthode préconisée et suivie par nos auteurs. A une « statique » purement logique, déductive, succède une dynamique qui l'est encore fortement (dans la mesure où nous avons trouvé des vues dynamiques chez nos auteurs). Certes la théorie dynamique part de l'observation des faits et doit être contrôlée par eux. Mais il y a, semble-t-il, toute une marge entre l'observation initiale et le contrôle, dans laquelle joue seule la force dialectique de la pensée à partir d'un certain nombre de postulats admis une fois pour toutes. En un mot les explications données sont de l'ordre de celles que la mécanique nous fournit sur les phénomènes physiques : elles sont, dirons-nous, d'ordre mécanique, ou *mécanistes*. M. Rueff le déclare très explicitement : la théorie économique c'est la recherche du « mécanisme » (43) qui gouverne les rapports économiques. Ce mécanisme n'est pas saisi directement dans les faits (nous l'avons vu pour la théorie du change), il est essentiellement une construction logique.

(42) *Théorie des phénomènes monétaires*, p. 26.

(43) *Idem*, p. 24.

L'idée quantitative est à l'aise dans cette ambiance mécaniste et il n'est aucunement étonnant qu'elle y ait trouvé une large place. Une fois admise, en effet, la conception passive de la formation des prix, on doit admettre que les variations de la quantité de monnaie sont susceptibles de produire automatiquement, mécaniquement, un effet proportionnel sur les prix. Cet effet mécanique, peut se trouver en concurrence avec les effets, également mécaniques, des autres facteurs de l'équation de l'échange. Mais il reste sous-jacent et se retrouve en pleine lumière chaque fois que ces autres facteurs demeurent constants. Nos auteurs, nous le savons, se représentent la vie économique comme un système dont l'équilibre se déplace sous l'action d'un nombre strictement limité de forces : l'une d'entre elles et de beaucoup la plus importante, au moins selon M. Divisia, est le volume de la masse monétaire.

Nous pouvons donc affirmer que l'idée quantitative est un des éléments essentiels de l'explication du mouvement des prix selon les conceptions récentes des théoriciens de l'équilibre économique.

CHAPITRE II

LES MÉTHODES COMPOSITES

§ I. -- L'adaptation de la théorie classique

Ch. RIST

M. le Professeur Charles Rist continue chez nous, en matière de théorie monétaire, la grande tradition classique, représentée principalement par les auteurs anglais du début du XIX^e siècle.

Dans la préface au recueil de ses principaux travaux intitulé « *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires* » (1), M. Rist nous indique que l'unité de ces essais est faite de l'emploi d'une méthode identique. Cette méthode, cette manière d'aborder les problèmes monétaires, nous paraît très voisine de la méthode classique.

La méthode.

M. Rist nous propose des « diagnostics économiques » (2). L'économiste, dit-il, doit se préoccuper de comprendre les phénomènes « qui se passent sous ses yeux », (3) et dans ces phénomènes il doit dégager ce qui

(1) Sirey, 1933.

(2) (3) *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, préface, p. IX.

est sain, normal, de ce qui est pathologique. Nous retrouvons là les mêmes dispositions d'esprit qui poussaient les classiques anglais à rechercher les causes des phénomènes monétaire, car ce furent les phénomènes éminemment pathologiques (surtout pour l'époque) consécutifs à la suspension par la Banque d'Angleterre du paiement en espèces, en 1797, qui provoquèrent les écrits de Thornton, qui décidèrent définitivement de la vocation d'économiste de Ricardo (4).

La tâche de l'économiste, il est vrai, sera plus difficile que celle du médecin, car, tandis que celui-ci a toujours présent à l'esprit le type invariable de l'homme sain et normal, il n'en est pas de même pour l'économiste. La vie économique est un développement incessant dont nous ne connaissons pas les étapes futures. Or tout changement nuit à quelqu'un, est « pathologique pour quelqu'un », et il y aura toujours des professions, des classes, des nations, mécontentes du cours des événements. Peut-on dès lors déterminer à chaque instant ce qui est la santé de l'univers économique ?

M. Rist ne le pense pas, sans doute, mais il croit néanmoins que l'économiste peut contribuer à dégager le pathologique et à indiquer le remède, en s'efforçant de découvrir « parmi les éléments complexes d'une situation donnée, les circonstances économiques décisives et les causes profondes qui la déterminent » (5).

(4) Le titre même de l'ouvrage que celui-ci publia en 1811 « *Le haut prix des lingots est une preuve de dépréciation du billet de banque* » indique assez ses préoccupations « médicales ». Tout le traité d'ailleurs est imprégné de ces préoccupations et cela n'est pas fait pour le clarifier. Ce que Ricardo recherche avant tout ce n'est pas une *mesure* de la dépréciation de la monnaie, mais une preuve, un *indice* de la surabondance de la circulation monétaire.

(5) *Op. cit.*, p. XI.

Mais y a-t-il des phénomènes proprement économiques et des causes économiques, distincts, en particulier, des phénomènes et des causes politiques ? M. Rist le croit, d'abord parce que l'expérience le lui a montré. Mais il en donne aussi la raison profonde (6). « Les phénomènes économiques décisifs, dit-il, sont des *phénomènes de masse*, résultant de l'action simultanée et... généralement indépendante de milliers d'individus ou d'entreprises » (7). Par conséquent, si des actions indépendantes produisent des phénomènes généraux, c'est qu'elles sont influencées par des circonstances elles-mêmes générales. Le meilleur exemple de phénomènes proprement économique, c'est, nous dit M. Rist, le mouvement d'ensemble des prix.

Il semble donc que du seul fait que parmi les actes humains, il est un groupe de « choix » motivés proprement par la considération de l'avantage économique, l'esprit est immédiatement apte à dégager les « lois » des phénomènes généraux qui résultent de ces choix individuels. Cela n'oblige pas d'ailleurs à admettre la valeur absolue de ces « lois économiques ». Elles ont une valeur par rapport à des groupes humains déterminés dont elles expriment les « réactions communes » (8).

Ainsi, c'est surtout le but et la portée des études économiques que M. Rist tient à nous préciser. Quant à la méthode proprement dite, il ne semble pas s'arrêter à ces préoccupations mises en honneur par la critique des sciences, qui tendent à analyser l'acte même par lequel l'esprit dégage les rapports des phénomènes, en y séparant les opérations inductives et les opérations déductives. Et cela en-

(6) *Idem*, p. XI.

(7) *Idem*, p. XI.

(8) *Idem*, p. XV.

core nous semble le rapprocher des classiques dont la méthode se caractérise par une union si intime de l'observation et de la déduction dans l'esprit du chercheur que celui-ci semble progresser par une série d'actes presque intuitifs. C'est de la même manière que le médecin condense en un même acte de l'esprit son expérience passée, son observation présente et son génie inventif, pour déterminer un diagnostic (9). L'opération qui consiste à dégager les lois des phénomènes économiques serait ainsi expérimentale et rationnelle, indissolublement.

Dans cet esprit s'est constituée l'école classique. Des hommes de la pratique tels de Ricardo y prirent la plus haute autorité. Il nous semble que M. le Professeur Rist poursuit cette tradition avec la plus grande force, en particulier, pour ce qui touche aux questions monétaires. Sa haute expérience de financier et la rigueur de son esprit nous donnent du premier coup, semble-t-il, sans que nous puissions distinguer d'une manière précise le cheminement de la pensée, des vues extrêmement éclairantes sur les phénomènes monétaires et leurs causes.

(9) Ce caractère d'ailleurs s'explique par les origines de la méthode classique qui se trouvent à la fois dans la méthode de Newton et dans la philosophie de Hume.

Pour Newton l'expérience est à la base de la découverte des lois de la nature. Et si des lois primitives, l'esprit va aux lois dernières, ce n'est qu'en contact incessant avec l'expérience.

Hume applique cette méthode aux phénomènes psychologiques. Les économistes classiques, sur lesquels il eut tant d'influence la suivront tout naturellement.

Parler de méthode déductive, c'est-à-dire utilisant essentiellement cette opération de l'esprit qui va de principes abstraits aux phénomènes concrets, n'a alors aucun sens. Car pour Hume la raison n'est qu'un système d'habitudes formé par la répétition d'impressions.



C'est principalement à l'étude des faits monétaires dans la guerre et l'après guerre, que M. Rist s'est attaché. Nulle époque sans doute ne vit de tels bouleversements dans la valeur des monnaies, ni surtout des bouleversements d'apparence aussi incohérente, chaque nation y étant soumise en son temps et avec une intensité particulière. Nulle époque n'eut autant besoin de médecins sous ce rapport. M. le Professeur Rist se consacra à cette tâche, mais il eut en même temps le souci de ne pas nous laisser ignorer suivant quels principes il entendait l'accomplir.

En 1921, il publie un livre sur « *les Finances de guerre de l'Allemagne* » (10), dans lequel retraçant l'histoire de l'inflation allemande, des controverses qui se sont déroulées en Allemagne pour l'expliquer, des efforts déployés en vain pour y porter remède, il indique déjà sa conception fondamentale de la santé monétaire et financière d'un pays.

En 1924 paraît l'ouvrage intitulé « *La déflation en pratique* » (11) dans lequel M. Rist, étudiant la manière dont différents pays, Angleterre, Etats-Unis, France, Tchécoslovaquie, ont essayé de rétablir ou de stabiliser la valeur de leur monnaie, dégage cette loi générale que le rétablissement de la valeur de la monnaie ne doit pas être attendu principalement d'une réduction de la quantité de monnaie en circulation, mais d'une bonne gestion des finances publiques. Enfin, dans la série d'articles réunis dans la première partie des « *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires* » et qui furent publiés de 1925 à 1932, à

(10) Payot, éditeur.

(11) Giard, éditeur.

l'occasion des grandes controverses suscitées en France, par le problème de la stabilisation du franc, dans le monde par le problème de l'or et le problème de la crise, nous trouvons des développements qui nous paraissent compléter l'exposé d'une véritable théorie monétaire.

*Les prix français
avant la guerre.*

Cette théorie il est vrai, était déjà toute contenue dans un article publié en 1914 sur « *La circulation monétaire française de 1878 à 1910 et la théorie quantitative des prix* ». Dans cet article M. Rist ne prétend pas nous apporter une conception personnelle précise de la théorie quantitative, mais seulement un argument en faveur de la conception qui, dans l'ensemble, attribue les mouvements des prix à l'influence de la quantité de monnaie.

Dans ce dessein, il construit pour la période qui va de 1878 à 1910, la courbe de la circulation monétaire réelle en France : monnaies d'or et d'argent françaises, diminuées de l'importance de l'encaisse de la Banque de France, et billets en circulation.

Rapprochée de la courbe des prix construite suivant l'indice des prix de gros de la statistique générale de la France, indice non pondéré, elle se montre avec celle-ci d'un parallélisme frappant. Si bien qu'à ce problème concret posé aux économistes de « découvrir les circonstances nouvelles qui à partir de 1896, ont provoqué le soudain et considérable revirement dans les prix » (12), M. Rist répond que « l'une des seules circonstances tout à fait nouvelles », c'est le ren-

(12) *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, p. 295.

versement de la circulation monétaire entre les années 1890 et 1895, dû à l'énorme accroissement de la production de l'or.

Comme contre-épreuve, il se préoccupe alors de rechercher si d'autres modifications dans les méthodes de paiement à cette époque ne pourraient pas fournir l'explication recherchée. Mais après avoir examiné l'emploi des virements, l'usage du paiement par chèque, la vitesse de circulation de la monnaie, il conclut « qu'en comparaison du progrès des instruments monétaires, les autres changements dans les conditions d'échange et de paiement sont sans grande portée » (13). Aussi, quoique M. Rist se défende de justifier ici telle ou telle formule de la théorie quantitative, il nous propose une explication du mouvement des prix par la quantité de monnaie au sens le plus strict de ce terme.

Mais de cette explication même M. Rist nous montre la limite : « la similitude dont nous parlons, dit-il (entre la courbe des prix et celle de la circulation monétaire) n'est pas une similitude *année par année*. Rien, du reste, n'autorise à supposer un parallélisme aussi étroit. C'est le mouvement d'ensemble qu'il faut envisager » (14). Il reste donc à expliquer toute une série de décalages entre les prix et la quantité de monnaie, qui finissent par s'annuler dans la courbe « d'ensemble ».

M. Rist s'attache à expliquer l'un de ces décalages : c'est celui qui existe entre les années 1871 et 1877, où les instruments monétaires en circulation s'accroissent déjà, tandis que les prix continuent à baisser (15). Cette discordance, qui se réduirait sans doute à 3 ou 4 années, si l'on disposait

(13) *Idem*, p. 294.

(14) *Idem*, p. 287.

(15) *Idem*, p. 287 et 292.

de statistiques plus précises, est due à ce que, au moment où l'or afflue en France, on se trouve dans une période de dépression cyclique.

Si donc la quantité de monnaie en circulation n'est pas la seule cause qui à chaque instant explique la formation des prix, dans son ensemble, pourtant, le niveau des prix est commandé par la quantité de monnaie. C'est à cette conception, croyons-nous, que M. Rist s'est tenu, et chacun de ses travaux, depuis lors, l'a justifiée, affirmant la théorie quantitative en même temps qu'il en marquait fortement les limites.

Les phénomènes d'après-guerre.

Les phénomènes monétaires d'après-guerre sont particulièrement abondants en exemple de discordances entre la quantité de monnaie et les prix dans les différents pays. M. Rist ne cherche pas à éluder l'examen de ces faits. Il s'applique au contraire à les mettre en évidence.

Pour les expliquer en s'efforçant de rester dans le cadre de la théorie quantitative, on pourrait essayer de faire intervenir les modifications dans le volume des transactions, dans la vitesse de circulation. M. Rist est plus réaliste : il va aussitôt à l'explication la plus déconcertante peut-être pour les théoriciens de la monnaie : la dépréciation *directe* des diverses monnaies sur les marchés intérieurs et sur les marchés des changes.

Dans « *les finances de guerre de l'Allemagne* » M. Rist admet déjà très explicitement à côté de la dépréciation de la monnaie de papier consécutive à la multiplication de cette monnaie, la dépréciation directe, dont il nous expose le mécanisme de la manière suivante : « Le public *parce qu'il se*

défie du papier-monnaie, n'accepte un mark-papier que moyennant une quantité diminuée d'or ou de marchandises, il ne lui accorde *volontairement* qu'un moindre pouvoir d'achat. Ici la dépréciation est « directe » et naît de l'état d'esprit du public à l'égard du billet ». Il ajoute d'ailleurs que « la dépréciation directe sous forme d'une sorte de prime d'assurance contre le risque (se traduisant par la prime de l'or ou le prix surtaxé de la marchandise payée en papier) a été pendant la guerre un phénomène très rare » (16). Mais dans l'après-guerre, il n'est pas douteux que ce phénomène a fréquemment provoqué la formation des prix indépendamment de la quantité de monnaie existant au moment même.

La dépréciation directe des monnaies sur le marché des changes est peut-être un phénomène plus essentiel encore. M. Rist nous montre dans « *la Déflation en pratique* » comment dans les années 1920-1925, le redressement et la stabilisation des monnaies sur le marché international, recherché par tous les pays, n'a pas été une conséquence de la baisse du niveau des prix intérieurs à ces pays, obtenue par une diminution de la circulation monétaire. Au contraire, le cours du change s'est établi en raison d'une réaction en quelque sorte intelligente du marché, qui accordait sa confiance à tel ou tel pays. Ainsi en a-t-il été pour l'Angleterre : jusqu'à la fin de 1922, la diminution de la circulation n'est que de 7 %. Elle correspond à une baisse des prix intérieurs que l'on retrouve, du même ordre, aux Etats-Unis. Pourtant le change de l'Angleterre avec les Etats-Unis se rétablit. C'est que la politique financière de l'Angleterre, qui a rétabli l'équilibre budgétaire, et commencé à rembourser sa dette, a inspiré confiance au marché.

(16) *Les Finances de guerre de l'Allemagne*, p. 137 note (-I).

Au contraire, si nous prenons le cas de la France en 1921, nous constatons une diminution de la circulation sans que le change se rétablisse. C'est qu'en même temps les émissions considérables de bons du Trésor constituent une menace perpétuelle d'inflation.

De même la Tchécoslovaquie en 1919 tente une réduction de sa circulation monétaire. Or, au cours des années 1919 et 1920, on constate une ascension rapide des prix en Tchécoslovaquie. Ces prix sont manifestement commandés par le cours du change qui s'établit sans rapport avec l'importance de la circulation monétaire.

Des exemples seraient également trouvés facilement en sens contraire. Dans son article « *Pour la stabilisation du franc* » publié en 1925, M. Rist affirmait que l'afflux de capitaux étrangers, même servant de base à une circulation accrue, soit de billets, soit de dépôts en banque, ne constituait pas un danger pour le change. Cet apport de monnaie saine, dit-il, « soutient le change au lieu de le déprécier » (17). Ces vues ont été pleinement confirmées puisque, de 1926 à 1928, la stabilisation du franc a été réalisée malgré une circulation sans cesse croissante.

M. Rist est tellement convaincu de la réalité de ces phénomènes de dépréciation et d'appréciation directe de la monnaie qu'il semble bien prendre pleinement à son compte l'opinion des experts de 1926 qu'il nous rapporte dans l'article sur « *le mécanisme de la stabilisation française* » : « Quant au montant de la circulation, dit-il, loin d'être le facteur déterminant du niveau des changes et des prix,

(17) *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, p. 47.

il leur paraissait au contraire, commandé par ce niveau » (18).

Ne semblerait-il pas que par une telle conclusion M. Rist se met en contradiction formelle avec la théorie quantitative, que, par ailleurs, il prétend défendre ?

Certes, nous l'avons vu, M. Rist n'a jamais soutenu la thèse d'une proportionnalité rigoureuse entre les mouvements des prix et la quantité de monnaie en circulation. Il pense seulement que si des discordances se produisent, elles doivent finalement s'annuler si l'on regarde à l'ensemble des mouvements de prix. Mais des phénomènes aussi désordonnés que les mouvements des changes et des prix après la guerre ne viennent-ils pas ruiner même cette défense modérée de la théorie quantitative ?

Non sans doute et pour faire tomber l'apparent paradoxe, il suffit de faire appel à cette idée que nous savons être fondamentale chez M. le Professeur Rist : la distinction du normal et de l'anormal. Si dans l'après-guerre, la théorie quantitative se trouve si brutalement mise en échec, c'est que nous nous trouvons dans un ensemble de circonstances éminemment exceptionnelles, pathologiques. M. Rist nous l'affirme : « Dans les pays à finances avariées, la baisse du change est l'expression d'un phénomène nettement pathologique » (19).

La cause profonde de ces phénomènes pathologiques, c'est le régime du papier-monnaie, c'est-à-dire la suspension de la convertibilité des billets de banque, la rupture du mécanisme de l'étalon-or. Pour M. Rist sous un tel régime le fonctionnement des lois économiques est bouleversé. « La véri-

(18) *Idem*, p. 85.

(19) *Idem*, p. 31.

table valeur d'une monnaie de papier, dit-il, est celle qu'elle tire du fait d'être échangeable à tout instant à la Banque d'Emission contre une certaine quantité de métal. Il n'y a pas de « véritable » valeur de la monnaie tant que la Banque d'Emission ne l'achète et ne la vend pas à un prix fixe » (20). La pensée de notre auteur semble donc être que dans ce cas, il n'y a plus lieu de rechercher le fonctionnement de la loi qui unit valeur et quantité. Le papier-monnaie n'a plus qu'une valeur errante, soumise entièrement aux appréciations psychologiques du marché intérieur et surtout du marché des changes.

Cela ne signifie pas, du reste, que la quantité de papier-monnaie n'ait d'influence en aucun cas sur sa valeur. Il est hors de doute que l'inflation monétaire a été à l'origine de l'élévation du niveau des prix pendant et après la guerre. A certains moments, le mécanisme quantitatif a joué. Mais il semble que du jour où l'exagération même de son action a conduit les nations à cette maladie monétaire dont elles ne sont pas encore sorties, il a été radicalement brisé. C'est pourquoi il est apparu que le remède ne devait pas, en premier lieu, être cherché dans la réduction de la quantité de monnaie, mais dans le rétablissement de la confiance par la bonne gestion financière. De même, le médecin ne se contente pas seulement de supprimer la cause première de la maladie, mais il doit porter remède en eux-mêmes aux troubles qu'elle a engendrés.

*Les prix-or mondiaux
depuis la guerre.*

Les phénomènes pathologiques de l'après-guerre ne permettent donc pas de vérifier la loi qui relie la valeur de la

(20) *Idem*, p. 63.

monnaie à la quantité de monnaie en circulation, dans chacun des pays qui ont été soumis au régime du papier-monnaie. Mais il s'est trouvé des monnaies cependant qui, sans interruption, ont été des monnaies-or, en particulier le dollar. D'autre part, après 1925, la plupart des monnaies ont été stabilisées. On peut donc parler de prix-or ou de prix mondiaux pour la période qui s'étend de la fin de la guerre à nos jours. Dès lors, ne serait-il pas possible de dégager un lien entre les mouvements des prix mondiaux depuis la guerre et l'abondance plus ou moins grande des moyens monétaires internationaux, c'est-à-dire les quantités d'or ? M. Rist s'est attaché particulièrement à la solution de ce problème.

Une baisse mondiale dans les prix s'étant manifestée depuis 1927, la crise déclanchée en 1929 la transforme en une chute si catastrophique, que les économistes se demandent s'il ne faut pas attribuer à ce phénomène un caractère autre que celui de marquer une simple crise cyclique. De plusieurs côtés, et en particulier en 1930, dans le rapport de la Délégation de l'or du Comité financier de la S. D. N., on met en avant cet argument que la baisse des prix serait due à un « stérilisation de l'or » tenant à sa mauvaise répartition entre les nations. Certaines banques d'émission se trouvant en possession d'encaisses métalliques considérables n'en fourniraient pas pour cela davantage de crédit. Et pendant ce temps les pays moins bien pourvus verraient se restreindre leurs moyens monétaires.

C'est à la réfutation de ces arguments que M. Rist a consacré deux importants articles : « *La Question de l'Or* » (21) paru en 1930; — « *Le mécanisme de l'étalon-or a-t-il été faussée* » paru en 1932 et une conférence faite à Londres

(21) *Idem*, p. 103.

en 1931 et publiée depuis : « *La mauvaise répartition de l'or dans le monde* » (22).

Il n'a d'abord aucune peine à démontrer combien il est absurde d'attribuer aux banques d'émission des pays riches en or le dessein délibéré de restreindre le crédit : ni les banques d'émission, ni les grandes sociétés de crédit, dit-il, ne sont maîtresses de « créer » du crédit à volonté (23).

Mais certaines banques d'émission n'auraient-elles pas du moins empêché les autres de créer normalement le crédit qui leur était demandé, en accaparant les réserves d'or ? Une telle accusation serait injustifiée, répond M. Rist, car « la répartition des réserves d'or dans le monde, telle qu'elle s'effectue sous nos yeux aujourd'hui (en 1930) n'est pas l'effet d'une politique des gouverneurs des banques d'émission mais d'un ensemble de circonstances qu'il n'était pas en leurs pouvoirs de contrôler » (24). M. Rist croit que les mouvements de l'or entre les nations sont des phénomènes « spontanés ». Il reste fidèle en cela à la théorie classique de Ricardo dont « l'exactitude, dit-il, ne semble pas avoir été affectée par les faits récents » (25).

Mais il faut alors expliquer comment le mécanisme de l'étalon-or, sans être « faussé » en aucune manière, a pu aboutir à une répartition de l'or aussi inégale. M. Rist a recours ici à deux idées que nous croyons pouvoir dégager des développements plus fragmentés apportés au cours des articles que nous avons cités :

En premier lieu, l'étalon-or a dû fonctionner, à la suite de la guerre, dans des circonstances extraordinaires. Les

(22) *Idem*, p. 136.

(23) *Idem*, p. 108.

(24) *Idem*, p. 115.

(25) *Idem*, p. 141.

mouvements d'or ont été le résultat des convulsions monétaires dans tous les pays, à cette époque :

De 1920 à 1925, tous les hôtels des monnaies, sauf celui des Etats-Unis, étaient fermés et le dollar étant la seule monnaie stable, tout l'or disponible du monde s'est vendu aux Etats-Unis (26).

Après 1925 deux mouvements d'or importants se produisent : l'afflux d'or en France depuis la fin de 1926 qui est dû à la spéculation à la hausse du franc ; le nouvel afflux d'or aux Etats-Unis à partir de 1928 qu'il faut attribuer à une « folle spéculation déclenchée en grande partie par l'abaissement du taux de l'escompte en 1927, abaissement dont l'objet était essentiellement de faciliter la situation monétaire de la Grande-Bretagne » (27).

« Enfin, à partir de l'année 1930, les mouvements d'or ont été déclenchés presque exclusivement par des courants de méfiance ou de défiance vis-à-vis des monnaies » (28).

Par conséquent, les phénomènes pathologiques qui ont affecté les monnaies nationales, se sont accompagnés de mouvements de métaux précieux entre les nations, également pathologiques. La répartition de l'or à l'époque où se situe la controverse, entre 1930 et 1932, est donc tout à fait fortuite ; elle est sans rapport avec les facilités monétaires et de crédit à l'intérieur des différents pays (29). Elle ne saurait donc expliquer ce phénomène si général et si impérieux de la baisse des prix dans le monde.

(26) *Idem*, p. 166.

(27) *Idem*, p. 169.

(28) *Idem*, p. 170.

(29) Par exemple en Angleterre. *Idem*, p. 142.

Mais, selon M. Rist, il faut encore aller plus loin et renversant la relation souvent admise, affirmer que l'inégale répartition de l'or est due à la baisse des prix elle-même. « Lorsqu'on met en regard, dit-il, d'une part la quantité croissante d'or qui afflue vers la France, les Etats-Unis ou la République Argentine, et d'autre part la chute mondiale des prix, j'admets qu'il y a une corrélation entre les deux mouvements. Seulement, au lieu de considérer l'afflux d'or dans ces pays comme la cause de la chute des prix, je vois au contraire dans cette chute la cause de la mauvaise répartition de l'or dont on se plaint » (30). Cette idée, plus théorique que la première, est pleinement exprimée dans l'article sur « *la question de l'or* » (31) : « Si les prix baissent brusquement, y écrit M. Rist, *une liquidation internationale des dettes* s'effectue et les crédits ne sont renouvelés qu'en partie. De là pour les pays fortement créanciers, un afflux d'or plus ou moins important » (32). En d'autres termes, les conditions de la guerre, les mouvements spéculatifs sur les monnaies, en même temps qu'ils provoquaient une inégale répartition de l'or, ont créé des déséquilibres dans la situation créditrice ou débitrice de certains pays par rapport aux autres. La baisse des prix dénoue ces situations, engendrant des mouvements d'or qui s'y trouvaient en puissance, et accroissant l'inégale répartition de l'or.

« La répartition du métal précieux, conclut M. Rist, est donc essentiellement changeante. Loin de *déterminer* le niveau des prix, elle s'adapte à ses mouvements » (33). Mais quel est alors le facteur qui détermine les mouvements géné-

(30) *Idem*, p. 147.

(31) *Idem*, p. 117.

(32) *Idem*, p. 117.

(33) *Idem*, p. 118.

raux des prix, M. Rist s'en explique aussitôt. C'est la quantité d'or existant dans le monde ou plutôt « la lenteur ou la rapidité avec laquelle le stock des métaux précieux s'accroît dans le monde » (34).

A vrai dire, dans la pensée de M. Rist, la cause proprement dite de la hausse des prix, c'est l'accroissement de la consommation qui accompagne les périodes d'essor revenant suivant le rythme cyclique bien connu. Mais la durée et l'intensité de cette hausse dépend de la production de l'or qui permet ou non de satisfaire les demandes de numéraire : « La production des mines est-elle active ?... Alors la hausse des prix se poursuivra pendant longtemps sans autre interruption que de brèves crises tenant au rythme inégal avec lequel progressent la production des biens et les revenus nominaux des consommateurs. La production de l'or est-elle au contraire ralentie ? Alors les besoins de numéraire du public se heurteront vite à la limite d'élasticité de crédit des banques. Celles-ci s'adresseront-elles à l'étranger pour élargir leur marge ? Les banques étrangères n'étant pas non plus alimentées par de l'or neuf seront obligées à leur tour de se restreindre. Ainsi la hausse des prix rencontre sa limite à peu près en même temps sur tous les marchés » (35).

« Ainsi s'explique pour M. Rist « l'identité presque parfaite des courbes des mouvements généraux des prix de gros dans les différents pays à étalon or depuis le commencement du xix^e siècle... A travers les fluctuations relativement brèves qualifiées de « crises », le niveau général s'élève ou s'abaisse en longues ondulations suivant que la pression permanente qu'exerce sur les prix la production croissante

(34) *Idem*, p. 118.

(35) *Idem*, p. 118, 119.

des marchandises dans le monde est ou non victorieusement combattue par l'action inverse exercée par les productions parallèles de l'or » (36).

A la lumière de cette théorie, M. Rist a pu donner une explication des mouvements généraux des prix depuis la guerre. Ce fut l'objet d'une note rédigée en 1932 : « *Retrouvera-t-on le niveau des prix de 1928* » (37) et d'une étude comprise dans les Mélanges Mahaim « *Interprétation de la chute des prix depuis 1925* » (38).

M. Rist divise l'histoire des prix depuis la guerre en trois périodes.

Dans la première période qui va de 1914 à 1925, les prix or sont les prix des Etats-Unis, puisque les autres grandes nations belligérantes, ont abandonné l'étalon-or. Dans cette période, les prix se fixent aux Etats-Unis d'une manière tout à fait indépendante de la quantité d'or qui se trouve dans ce pays. L'index des prix atteint un maximum en 1920, puis il retombe brutalement jusqu'en 1922, pour se relever ensuite très légèrement. Au contraire, la courbe de l'or existant dans le pays, après avoir indiqué un accroissement considérable pendant la guerre, diminue de 1918 à 1920 — et à partir de ce moment augmente de nouveau à une très grande allure. Les prix américains sont déterminés non par

(36) *Idem*, p. 119. Ces « ondulations » sont bien connues : elles comportent une baisse jusqu'en 1850 puis une hausse jusqu'en 1875; de nouveau une baisse jusqu'en 1896, suivie d'une nouvelle hausse.

(37) Reproduite en *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, p. 153 et suivantes.

(38) Publié à part, Sirey, 1936. Le problème est encore repris par M. Rist à l'occasion d'articles publiés dans la *Revue d'économie politique* (1935 et 1936) concernant l'histoire des doctrines monétaires.

l'or, mais par l'inflation de papier aux Etats-Unis, puis par la crise de 1920-22.

Or ce sont ces prix qui commandent le marché mondial. M. Rist en conclut que les prix mondiaux jusqu'en 1925 sont parfaitement « artificiels ». « Le niveau des prix-or, dit-il, auquel allaient se rattacher dorénavant les niveaux des pays à papier monnaie, était lui-même accidentellement surélevé et résultait des circonstances fortuites et momentanées auxquelles depuis 10 ans était soumise l'économie des Etats-Unis » (39).

Nous penserions interpréter exactement la pensée de M. Rist en disant que les circonstances de guerre ont soumis l'économie mondiale tout entière à un régime de prix papier, la proportion de monnaie fiduciaire normalement compatible dans le monde avec les quantités d'or monétaire ayant été largement dépassée. Mais par une circonstance fortuite, un pays, les Etats-Unis, a pu maintenir la convertibilité et a créé ainsi l'illusion qu'on se trouvait encore en régime de prix-or (40).

(39) *Op. cit.*, p. 156.

(40) « Mais cette convertibilité du dollar, par quoi a-t-elle été renque possible ? Par deux faits :

1° Les Etats-Unis eux-mêmes ont procédé une formidable création de monnaie de banque. Cette politique aurait dû amener la proclamation du cours forcé, si le transfert aux Etats-Unis pendant la guerre des réserves d'or des pays belligérants, lesquels ont payé avec les réserves une partie de leurs achats aux Etats-Unis, n'avait permis de maintenir la convertibilité du dollar presque sans interruption ».

2° Après la guerre, l'envoi exclusivement aux Etats-Unis de l'or nouvellement extrait des mines a permis de renforcer cette convertibilité. Cet envoi n'a pu s'effectuer que grâce au refus des grandes banques européennes de changer leur prix d'achat d'avant-guerre et d'acquérir l'or au nouveau prix qui s'était établi sur le marché par suite de la dépréciation des monnaies de papier (Rev d'Economie politique, p. 1513).

Cependant à partir de 1925 un grand nombre de pays reviennent à l'étalon-or. Le mouvement des prix mondiaux doit donc refléter de nouveau la situation relative de la production de l'or et de la production des marchandises. Et, en effet, dans cette seconde période, qui comprend les années 1925-1926, nous constatons une baisse des prix, due à ce que la production des marchandises manifeste depuis 1925 une activité exceptionnelle tandis que « la production annuelle de l'or dans le monde s'est peu accrue » (41). La baisse des prix s'explique parfaitement ainsi. « Il y a même lieu de s'étonner, dit M. Rist, qu'elle n'ait pas été plus forte » (42).

La troisième période dans l'histoire des prix, qui va de 1927 à 1932, est marquée par deux mouvements en sens inverse : une hausse légère en 1927-28, principalement aux Etats-Unis, une baisse catastrophique après 1929, qui part elle aussi des Etats-Unis. Pour M. Rist ces deux mouvements ne sont que des décalages occasionnels au grand mouvement de baisse des prix qui tendait à se poursuivre pendant toute la période sous l'influence de la diminution dans la production de l'or. La hausse de 1927-28 est due au grand mouvement de baisse des prix qui tendait à se poursuivre pendant toute la période sous l'influence de la diminution dans la production de l'or. La hausse de 1927-28 est due au grand mouvement de spéculation qui s'est déchaîné aux Etats-Unis

(41) M. Rist entend par là que « par rapport au stock existant, la production de l'or nouveau, tout en restant chaque année sensiblement la même en chiffres absolus, représente une proportion décroissante ». *Op. cit.*, p. 157 note (I). Depuis 1919, en effet, le pourcentage d'accroissement annuel de l'or est tombé au-dessous de 2,3 % (*Interprétation de la chute des prix depuis 1925*, p. 10).

(42) *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, p. 139.

à cette époque : « La baisse des prix, dit M. Rist, aurait normalement continué en 1927, s'il n'était pas survenu une circonstance me paraît être l'extrême abondance des crédits aux Etats-Unis, jointe à la hausse des crédits aux Etats-Unis, jointe à la hausse des valeurs en bourse » (43). Et, par suite la baisse à partir de la fin de 1929 n'est que l'exagération du mouvement de baisse normal, exagération due à la réaction contre les niveaux artificiels des prix antérieurs, et aux causes générales qui font des dépressions cycliques (44).

Cette interprétation est donc bien une application de la théorie de notre auteur sur la relation entre l'or et les prix. Elle lui a même donné l'occasion d'apporter à cette théorie des précisions intéressantes que nous résumerons brièvement (45) :

1) M. Rist s'appuie sur les travaux de Snyder montrant que le rythme d'accroissement de la production des marchandises dans le monde est très régulier. On devrait donc assister à une diminution régulière du niveau des prix, si la pression des marchandises n'était « combattue par une production croissante d'or ou par une extension des méthodes permettant d'économiser l'or comme instrument de paiement » (46). Mais cette force antagoniste n'agit pas régulièrement et c'est ce qui provoque les mouvements généraux des prix.

2) S'inspirant de la méthode de Cassel, M. Rist a calculé les pourcentages annuels d'accroissement de la production d'or dans le monde depuis 1850. Il constate que, dans une première période qui va de 1850 à 1872 ou 75, tant que les accroissements de production se maintiennent au-dessus de

(43) *Idem*, p. 160.

(44) *Idem*, p. 325 et s. « Caractère et origine de la crise de 1929 ».

(45) D'après l'« *Interprétation de la chute des prix depuis 1925* ».

(46) *Idem*, p. 8.

2,3 %, les prix continuent à hausser ou restent stationnaires, dans la deuxième période (1872 ou 75 à 1895) la baisse se poursuit tant que les accroissements restent au-dessous de cette cote. La troisième période qui va jusqu'à la guerre est signalée par des accroissements constamment supérieurs à 2,3 et la hausse des prix est ininterrompue » (47).

3^e M. Rist ne dissimule pas qu'il faudrait également faire état de l'extension, à chaque instant, des systèmes monétaires basés sur l'or et considérer l'augmentation de l'or monétaire au lieu de la production totale de l'or. Il reconnaît enfin que la proportion d'accroissement de 2,3 % n'a qu'une portée « empirique ». « L'empirisme cependant, dit-il, nous prête un secours que nous ne pouvons refuser, lorsque la théorie complète d'un phénomène nous échappe » (48).

Ces précisions nous confirment dans l'opinion que nous sommes bien en face d'une interprétation des mouvements généraux des prix dans le cours du XIX^e siècle et après la guerre, selon la théorie quantitative. Ainsi les faits d'après guerre ont bouleversé bien des opinions, mais non celles de M. Rist qui comportaient à côté des principes nettement établis, une place assez large pour les exceptions : M. Rist a ignoré, moins que quiconque, les faits qui semblent contredire la théorie quantitative. Mais en les décrivant et les expliquant il ne manquait pas d'affirmer qu'ils ne doivent pas faire abandonner cette théorie. « Trop d'expériences, écrit-il, ont vérifié l'exactitude essentielle de la théorie quantitative pour qu'on puisse la jeter par dessus bord, on créerait plus d'obscurité qu'on ne ferait de lumière » (49).

(47) *Idem*, p. 10.

(48) *Idem*, p. 13.

(49) *La déflation en pratique*, p. 94.

Et, en effet, quelques années après, il trouvait un cadre nouveau, où développer avec éclat la vieille théorie classique : celui du mouvement des prix mondiaux.

*Les applications et les limites
de la théorie quantitative.*

Nous avons vu pourtant que lorsque M. Rist défend la « théorie quantitative », il n'entend pas prendre à son compte toutes les applications qui en ont été faites. Sa théorie monétaire est originale. Nous voudrions montrer d'une manière plus précise comment la théorie quantitative, au sens strict, s'y insère, quelles limites elle y trouve.

Il faut d'abord bien remarquer que lorsque M. Rist parle de quantité de monnaie, il entend, pour la circulation d'un pays, le numéraire et les billets, et sur le plan international, l'or. Il ne fait pas entrer dans cette notion de quantité de monnaie les crédits de banque. Cette exclusion se rattache à la conception de la formation de la monnaie que nous lui avons entendu exprimer dans son enseignement : les banques, dit-il, ne créent pas de la monnaie ; elles font circuler l'encaisse. C'est pourquoi de même qu'il ne tente pas de justifier la théorie quantitative en faisant appel à la vitesse de circulation, il ne fait pas davantage appel au crédit. Lorsque les variations de la quantité de monnaie proprement dite ne permettent pas de comprendre le mouvement des prix il abandonne résolument l'explication quantitative. C'est de ce point de vue, semble-t-il, qu'il faut partir pour préciser sa position.

Un premier problème est celui du rapport entre la quantité d'instruments monétaires et les prix à *l'intérieur d'un pays*.

S'agit-il d'un pays soumis au régime du papier monnaie, la convertibilité des billets en espèces ayant été suspendue ? Il semble alors que M. Rist n'attende aucun secours de la théorie quantitative pour expliquer les mouvements des prix. Ceux-ci, bien qu'à l'origine la hausse ait été provoquée par une augmentation des instruments monétaires, deviennent rapidement pathologiques : ils sont commandés par des réactions psychologiques sur le marché intérieur et surtout sur le marché des changes. Cela a été le cas de la plupart des pays dans l'immédiat après-guerre.

S'agit-il au contraire d'un pays qui demeure fidèle à l'étalon or ? La théorie quantitative doit alors s'appliquer, puisque les phénomènes pathologiques sont éliminés, sur le marché intérieur par la convertibilité maintenue du billet de banque, sur le marché des changes par le mécanisme classique des mouvements de marchandises et de métaux précieux qui tendent à équilibrer les prix entre les pays et par conséquent rendent impossible tout décalage important dans les valeurs relatives des différentes monnaies.

Même dans ce cas, pourtant, M. Rist limite la portée de la théorie quantitative. Il y a, en effet, tout un ensemble de variations occasionnelles des prix, en particulier sous l'influence des causes cycliques qui ne sont pas explicables par les variations de la quantité de monnaie. Mais le rapport entre la quantité des instruments monétaires et la courbe des prix dans son ensemble se trouve vérifié de nouveau si l'on prend un cadre de temps assez long pour que les variations accidentelles s'annulent (51).

(51) Il ne s'agit aucunement, bien entendu, de comparer l'importance des réserves d'or des différents pays avec les prix à l'intérieur de ces pays. Dans son étude sur les prix en France avant

L'application faite par M. Rist de la théorie quantitative dans le cadre national est donc très prudente. Elle vise à expliquer seulement les variations d' « *ensemble* » des prix dans des circonstances « *normales* ». Ces circonstances normales se résument dans le jeu du mécanisme de l'étalon-or : ce sont alors essentiellement les entrées ou sorties d'or dans le pays qui, modifiant la circulation, agissent sur les prix.

Les conditions actuelles nous éloignent singulièrement de cet état « normal », et l'étude des phénomènes monétaires nationaux, M. Rist serait le premier à le reconnaître, semble relever de plus en plus de la pathologie. Mais il est un autre problème que la théorie quantitative peut aider à résoudre, problème que les classiques n'avaient pas distingué très nettement. Ceux-ci, en effet, considéraient que, le mécanisme de l'étalon-or égalisant parfaitement les niveaux des prix entre les pays, ceux-ci devaient varier presque simultanément sous l'influence de la plus ou moins grande abondance d'or dans le monde. Il n'y avait nul besoin de vérification à cela, puisque la proportion d'or détenue par chaque pays devait être strictement proportionnelle à l'importance relative de sa production. L'or étant toujours réparti d'une manière parfaite et les niveaux de prix toujours égalisés entre les pays, la correspondance du mouvement des prix mondiaux avec la production de l'or dans le

la guerre, M. Rist éliminait soigneusement la réserve de la banque dans son calcul de la quantité de monnaie. Ses travaux récents démontrent encore plus clairement que les transformations des réserves d'or n'ont souvent rien à voir avec les prix intérieurs. Ceci est élément d'éclaircissement très important apporté à la théorie quantitative. Une des sources de la déviation de cette théorie chez Ricardo, c'est certainement cette confusion constante entre le stock de métal précieux et la monnaie en circulation.

monde n'était que l'aspect cumulatif de la concordance entre la quantité d'or et les prix dans chaque pays.

Le problème était ainsi posé d'une manière simpliste. En réalité, « l'égalité parfaite des niveaux de prix des différents pays, dit M. Rist, ne s'est jamais rencontrée dans le passé. Elle ne se rencontrera pas dans l'avenir » (52). D'autre part, nous savons que les mouvements d'or entre les pays obéissent à d'autres fins que l'égalisation des niveaux de prix. Le niveau de prix à l'intérieur de chaque pays n'est pas toujours lié à la quantité d'or qu'il détient. C'est pourquoi le problème de la relation entre la production de l'or dans le monde et les prix mondiaux doit être posé comme un problème distinct.

A ce problème nous savons que M. Rist donne une solution conforme à la théorie quantitative : l'accroissement du stock d'or, plus ou moins rapide que l'accroissement du volume des marchandises, détermine les grandes phases de hausse et de baisse des prix mondiaux. Mais dans ce cadre encore la théorie quantitative n'explique pas tout. Bien des détails du mouvement des prix lui échappent : mouvements cycliques et, après la guerre, mouvement exceptionnel jusqu'en 1925. Comme dans le cadre national, M. Rist admet ici de très larges exceptions à la théorie quantitative.

L'application de la théorie monétaire.

Ces exceptions à la théorie quantitative prennent une si grande place dans la pensée de M. Rist qu'elles le conduisent, sur le plan de l'application, à une position singulièrement différente de la plupart des quantitativistes. Il est, en effet, adversaire résolu de la monnaie dirigée aussi bien dans le cadre national que sur le plan international. L'ouvrage sur

(52) *Idem*, p. 40.

La déflation en pratique tendait à démontrer l'impossibilité, en période de cours forcé, de commander les prix par la seule action de la quantité de monnaie (en raison des exclusions « pathologiques » à la théorie quantitative). De même M. Rist a pris une position nettement anti-dirigiste devant le problème du remède à la baisse des prix qui sévissait dans le monde depuis 1925.

Toute une tradition, dans l'histoire des théories monétaires, représentée par Marshall, Wicksell, Cassel, attribuée au crédit, au taux de l'escompte l'influence principale sur le niveau des prix. Dans l'après-guerre, Keynes, Hawtrey l'ont adoptée et de là est née cette idée que l'on pourrait soutenir le prix au moyen du crédit. Mais nous savons déjà que l'aspect de la théorie quantitative dont M. Rist se fait le défenseur n'inclut pas l'action du crédit (53). Notre auteur continue la tradition de Cantillon, Newmarch qui met l'accent avant tout sur la production de l'or (54). Il n'a jamais cru que l'on puisse arrêter la baisse mondiale des prix en agissant sur le crédit et en a donné une raison théorique en montrant que les facilités de crédit ne peuvent augmenter « les revenus permanents des consommateurs » (55). Les événements l'ont pleinement justifié, puisque la

(53) « Toute l'expérience des cent dernières années, écrit-il, démontre que la quantité de crédit tend à s'adapter au niveau des prix, tel qu'il résulte des relations entre la production de l'or et celle des marchandises, et ne la commande pas ». (*Interprétation de la chute des prix depuis 1925*, p. 11).

(54) Voir les deux articles de M. Rist : « Théories relatives à l'action de l'or et du taux de l'escompte sur le niveau général des prix ». *Revue d'Economie Politique* 1935, p. 1495. *Doctrines relatives à l'action de l'or sur les prix* (*Revue d'Economie*, sept.-oct. 1936). Voir aussi le récent ouvrage de M. Rist : *Histoire des doctrines relatives à la monnaie et au crédit* (Sirey, 1938).

(55) *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, p. 161.

crise de 1929 a démontré combien il était vain et dangereux de se confier à l'élasticité indéfinie du crédit pour soutenir les prix.

Du reste M. Rist ne croit pas que la baisse de prix soit un mal (56), il l'estime en tous cas beaucoup moins dangereuse que l'insécurité monétaire (57) et souhaite que le monde accepte avec le retour à l'étalon-or les mouvements de prix déterminés par les fluctuations de la production du métal monétaire (58).

**

Monsieur le Professeur Rist a pu dire que les progrès de la théorie monétaire, depuis la fin du xvii^e siècle, ont été très modestes. Nous croyons voir cependant dans la manière dont il utilise l'idée quantitative un réel progrès sur les classiques. Ceux-ci parlaient d'une vue de l'équilibre économique qui incluait la correspondance exacte entre les prix et la quantité de monnaie. Leur conviction profonde que cet équilibre était réalisé à tout instant par des mécanismes naturels les obligeait à tout expliquer en fonction des correspondances inhérentes à l'état d'équilibre; tout mouvement des prix devait trouver son exacte contrepartie dans la quantité de monnaie, dans les mouvements de l'or entre les nations, dans les cours du change. C'est en s'épuisant à la poursuite de telles explications que Ricardo a déformé sa pensée et fait dévier la théorie quantitative.

M. Rist au contraire ne dissimule pas que dans bien des cas les mécanismes qui devraient assurer les équilibres éco-

(56) *Idem*, p. 132.

(57) *Idem*, p. 131.

(58) Voir l'article de M. Rist : « *Monnaie et commerce* », revue économique internationale, février 1936.

nomiques ne jouent pas. Et c'est pourquoi il y a, dans les périodes récentes, quantité de mouvement de prix dans tel et tel pays qui ne relèvent pas de l'explication par l'idée quantitative mais de causes particulières, souvent pathologiques. Pourtant, les causes pathologiques ne durent qu'un temps, les mouvements cycliques des prix s'annulent dans leurs phases inverses et, à condition d'élargir suffisamment le cadre de temps et d'espace, on retrouve l'action décrite par la théorie quantitative. Même aujourd'hui, avec les mouvements artificiels de capitaux et de marchandises à travers le monde, la production de l'or commande les prix; son influence ne peut être longtemps mise en échec. L'intuition des classiques se trouve confirmée.

§ II. — La théorie monétaire chez B. NOGARO

Monsieur le Professeur Nogaro a créé dans la théorie monétaire française un courant très important et très nouveau, représenté en premier lieu par les deux éditions de son ouvrage *La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains* (1).

La méthode.

Les vues qui sont développées dans cet ouvrage ont été élaborées suivant une méthode qui, à bien des égards, renouvelle la conception de la science économique. M. Nogaro en indiquait déjà le principe essentiel dans sa thèse de doctorat sur *Le rôle de la monnaie dans le commerce international* (2), qui comportait une vigoureuse critique des principes de la méthode déductive classique.

M. Nogaro demande que l'on fasse à l'observation une part beaucoup plus large, mais non pas exclusive. Il est partisan d'une solution de synthèse, d'une combinaison de la méthode d'observation et de la méthode déductive. C'est ce qu'il exprime particulièrement dans un article, dont le titre seul est significatif : « *Contribution à une théorie réaliste de la*

(1) 1° Ed. Giard, 1924. 2° Ed. Lib. Gle du Dr., 1935. Cette œuvre capitale avait été préparée par de nombreux articles publiés dès avant la guerre. Citons dès maintenant les principaux : *Contributions à une théorie réaliste de la monnaie* (Revue d'Economie Politique, 1906); *L'Expérience bimétalliste du XIX^e siècle et la théorie générale de la monnaie* (Revue d'Economie Politique, 1908); *Les dernières expériences monétaires et la théorie de la dépréciation* (Revue Economique Internationale, sept. 1908).

(2) Paris, 1904.

monnaie ». Le premier caractère de la méthode de M. Nogaro est donc la synthèse de l'observation et de la déduction dans le réalisme.

Le second, qui découle logiquement du premier, est la volonté de considérer la vie économique sous son aspect humain. M. Nogaro critique cette « tendance à considérer l'économie politique, non comme une science humaine et psychologique, mais comme une science physique ». Il déplore que l'on se soit « ingénié à établir les concomitances, à imaginer des relations, sans rechercher le lien qui pouvait exister entre des faits, ou plutôt entre des actes » (3). Il affirme que « c'est à connaître les relations humaines que doivent tendre les recherches économiques ». « Nous ne devons pas seulement constater les relations économiques, dit-il encore, mais les comprendre » (4).

Sa méthode sera donc psychologique, mais elle ne s'attardera pas à disséquer les mobiles individuels, elle les prendra tels qu'ils apparaissent à la conscience même de ceux qui agissent. La vie économique étant du domaine des faits humains, elle doit pouvoir s'analyser dans un enchaînement d'actes volontaires et conscients. La science économique doit être un effort pour retrouver, lorsque cela est possible, les manifestations de la volonté des hommes, qui ont fait à chaque instant la vie économique. Cette idée est pleinement confirmée par tel passage de la seconde édition de « *La monnaie...* ». « La vérification d'hypothèses, dit M. Nogaro, reposant sur une représentation précise d'un mécanisme concret constitue un des éléments essentiels de la méthode scientifique en économie politique... Le fait que les phénomènes

(3) « *Contribution à une théorie réaliste de la monnaie* », tirage à part, p. 43.

(4) « *L'expérience bimétalliste* », tirage à part, p. 34-35.

économiques procèdent d'actes humains, souvent inconscients de leurs conséquences ultimes, mais conscients de leurs buts immédiats, nous permet, en certains cas, de nous représenter clairement l'enchaînement des faits, que nous avons à expliquer » (5).

Un auteur a caractérisé la méthode de M. Nogaro par les termes de « réalisme rationnel » (6). Ils expriment bien, en effet, l'attitude du chercheur soumettant ses facultés intellectuelles aux faits, c'est-à-dire, dans notre cas, aux actes humains qui font la vie économique.

La nature de la monnaie.

Cette prédominance de l'homme apparaît au plus haut point dans les conceptions de M. Nogaro touchant la nature de la monnaie (7).

La monnaie même métallique, pense-t-il, n'est pas essentiellement une marchandise, quoiqu'elle l'ait été à l'origine. Dès qu'un objet est accepté uniquement en vue d'être échangé ultérieurement, il ne répond plus nécessairement à un besoin et il se distingue d'une marchandise (8). Mais surtout, dès qu'on arrive au stade de la monnaie frappée, dès qu'apparaît l'unité de compte, « ce n'est plus, mentalement, à (une) quantité donnée de métal que l'on compare les marchandises à échanger, mais à l'unité de compte elle-même, derrière

(5) *La monnaie*, 2^e édition, p. 429.

(6) MAURICE VIRLOGEUX. *Le réalisme rationnel chez Bertrand Nogaro*, Giard, 1932.

(7) Cf. *Le rôle de la monnaie dans le commerce international*, p. 79.

L'expérience bimétalliste, p. 18-29.

La monnaie, 2^e éd., 2^e partie, chap. V, VI, VII.

(8) *La Monnaie*, p. 386.

laquelle on entrevoit toute une série de marchandises ayant une valeur équivalente, inférieure ou supérieure » (9).

D'où la monnaie tire-t-elle donc sa valeur ? De la loi. « La loi, dit M. Nogaro, peut exercer une influence décisive sur la détermination de la valeur de tout métal monétaire » (10).

Lors de l'ancienne monarchie le « soi-disant cours commercial (des métaux précieux) était le résultat de la diversité même et des variations des prix d'achat des divers hôtels des Monnaies » (11), et avec le régime de la frappe libre il ne faut pas croire que l'Etat abandonne toute action sur la valeur de la monnaie, car « l'autorité publique, malgré son apparente abstention place le métal dans une situation toute spéciale, qui influe d'une façon décisive sur la détermination de sa valeur d'échange » (12). Le métal étant acheté en quantité illimitée à un prix fixe, le coût de production n'a pas sur lui la même action que sur une marchandise ordinaire, de telle sorte que « la valeur des unités monétaires apparaît comme indépendante des circonstances qui auraient pu déterminer la valeur du métal étalon qui, sous le régime de la frappe libre, se trouve liée à celle de l'unité monétaire » (13).

Dans cette conception, il n'y a pas de différence essentielle entre monnaie métallique et monnaie fiduciaire. La convertibilité et la frappe libre n'ont pour but que d'assurer la stabilité du change qui peut-être également obtenue dans le cas de monnaie fiduciaire par le gold exchange, le contrôle des changes, les offices de compensation, etc... « La monnaie, écrit M. Nogaro, une fois établie historiquement sous la forme

(9) *La Monnaie*, p. 387.

(10) *L'Expérience bimétalliste*, p. 18.

(11) *La Monnaie*, p. 394.

(12) *Idem*, p. 397.

(13) *La Monnaie*, p. 402.

d'une marchandise telle qu'un métal, l'autorité publique peut, en attribuant à un objet quelconque une cote dans la monnaie de compte préalablement établie par l'usage, en faire un instrument d'échange, et, par voie de conséquences, la commune mesure des valeurs » (14).

Ces conceptions ne peuvent manquer de nous faire penser au nominalisme de certains auteurs allemands. M. Nogaro cite, en effet, le livre de Knapp « Staatliche theorie des Geldes ». Par ses propres voies, il est arrivé à des conclusions analogues à celles de cet auteur (15).

*
**

Connaissant les principes méthodologiques de M. Nogaro et sa conception de la nature de la monnaie; il nous sera plus facile d'analyser sa position à l'égard de la théorie quantitative.

Cette position, très complexe, comporte en premier lieu une critique abstraite, puis un examen concret du mécanisme des phénomènes monétaires qui nous présente de nombreuses raisons de limiter les prétentions de la théorie quantitative et de lui assigner un rôle très modeste dans l'explication des mouvements des prix.

*La critique abstraite de
la théorie quantitative.*

« La théorie quantitative, écrit M. Nogaro, est essentiellement l'application de la loi de l'offre et de la demande à la monnaie » (16). Et dans un ouvrage récent, notre auteur

(14) *L'Expérience bimétalliste*, p. 27.

(15) *Idem*, p. 27.

(16) *Le rôle de la monnaie*, p. 77.

présente ainsi le raisonnement fondamental, selon lui, de tous les quantitativistes : « La valeur de la monnaie diminue, l'offre de marchandises étant toujours constante, quand la monnaie elle-même est plus abondante et elle augmente quand elle est plus rare » (17).

M. Nogaro conteste la valeur de cette application de la loi de l'offre et de la demande parce qu'elle lui semble reposer sur une représentation artificielle de l'échange. « Il est inexact, écrit-il, de se présenter que l'échange est conclu d'abord et qu'ensuite on se procure l'instrument qui sert à le réaliser... L'idée de l'offre et de la demande d'un instrument d'échange repose donc sur une conception qui ne contient la représentation d'aucune relation réelle » (18).

D'autre part, la base de la théorie quantitative est encore viciée d'une autre manière, car on passe de l'idée que, sur un marché particulier, le prix dépend de l'offre et de la demande à cette autre idée que la quantité de monnaie agit proportionnellement sur les prix dans le cadre national ou mondial (19), et on en arrive même à raisonner comme si l'offre des marchandises ne jouait aucun rôle (20). Or la manière dont agit la loi de l'offre et de la demande est beaucoup plus complexe. D'abord, elle « ne joue pas de la même manière sur tous les marchés » (21). Des différences essentielles dans son action se constatent dans le cas des prix de monopole, des prix taxés, et encore suivant que la demande agit sur des denrées agricoles, des matières pre-

(17) *Eléments d'économie politique*, 4^e édition, librairie générale du droit, 1936, p. 121.

(18) *Contribution à une théorie réaliste de la monnaie*, p. 8.

(19) *Eléments d'économie politique*, p. 134.

(20) *Idem*, p. 136.

(21) *La Monnaie*, 2^e éd., p. 209.

mières, des produits manufacturés... Pour ces derniers l'augmentation de la demande peut même entraîner une baisse des prix. En second lieu, l'augmentation de la quantité de monnaie exerce aussi une influence sur l'offre des marchandises, en donnant des facilités à la production (22). Mais une augmentation de cette offre crée une tendance à la baisse des prix, et l'on ne peut affirmer à priori qui l'emportera de la tendance à la hausse résultant de la demande accrue, ou de la tendance à la baisse consécutive à l'augmentation de l'offre. Pour déterminer l'influence de l'augmentation de la quantité de monnaie, il faudra regarder à chaque époque aux conditions des différents marchés.

Il s'en suit que lorsque les quantitativistes substituent aux facteurs concrets des concepts fabriqués pour rentrer dans une formule algébrique, ils ne font que s'éloigner, pense M. Nogaro, de la véritable solution du problème.

En effet, la formule $P = \frac{M}{T}$ établit une équivalence entre des quantités de monnaie et de marchandises échangées, alors que les facteurs dont nous voulons constater les influences réciproques sont l'importance de la circulation monétaire et des marchandises « disponibles pour l'échange » (23). D'autre part l'introduction, dans la formule, de la vitesse de circulation, n'améliore pas la position des quantitativistes, parce qu'elle n'est pas un facteur « distinct et indépendant ». Elle est liée à l'accroissement du nombre des transactions (24). Enfin, avec la complication moderne des systèmes monétaires, on ne peut plus considérer comme un facteur unique

(22) *Idem*, p. 226-230.

(23) *Idem*, p. 212-217.

(24) *Idem*, p. 217-221.

la quantité de monnaie. Il importerait d'examiner séparément le rôle de chaque catégorie d'instruments monétaires. On s'apercevrait alors, en particulier, que la monnaie scripturale est une monnaie « passive » qui accompagne le rythme des affaires; elle n'apparaît plus guère que comme un intermédiaire et non comme « le véritable facteur du mouvement des prix » (25).

Cette critique ne signifie pas que, sur le plan théorique M. Nogaro rejette toute idée d'influence de la quantité de monnaie sur les prix. Il est certain, dit-il, qu'une telle influence peut exister lorsque, les revenus étant gonflés, la demande des marchandises augmente, à condition que dans le même temps l'offre des marchandises n'ait pas cru dans les mêmes proportions. Ceci peut se produire parce que l'augmentation de la quantité de monnaie est presque illimitée, tandis que l'accroissement de la production est limité. Mais pour que le facteur monétaire domine ainsi tous les autres, il faudra une émission de monnaie exceptionnellement forte.

Sous cette réserve, nous pouvons bien dire que dans la pensée de M. Nogaro, la théorie quantitative ne peut pas fournir l'exacte explication de l'ensemble des phénomènes monétaires parce qu'elle ne correspond pas à la représentation concrète que nous devons nous faire de la formation habituelle des prix.

**

Pourtant c'est avant tout l'observation des faits qui doit permettre de se prononcer pour ou contre la théorie quantitative. M. Nogaro en est convaincu plus que personne et dans son livre *La monnaie et les phénomènes monétaires contem-*

(25) *Idem*, p. 230-233. ~

porains, il a soin de faire précéder toute considération théorique de l'observation concrète des faits.

Cet ouvrage visant essentiellement à expliquer le fonctionnement des « systèmes monétaires », on y trouve principalement l'interprétation des phénomènes de change .

Le change.

Pendant les trois premiers quarts du *xix^e* siècle, sous le régime bi-métallisme, les phénomènes de change se traduisent par une prime de l'un des deux métaux monétaires, tantôt l'or, tantôt l'argent, suivant les fluctuations du rapport de leur valeur au-dessus et au-dessous du rapport légal. Ces fluctuations, quoique très faibles, demandent à être expliquées.

On a tenté de le faire en les attribuant à la situation relative de la production des deux métaux, leur valeur respective devant varier en raison inverse des quantités produites. Or, M. Nogaro constate que dans une longue période, qui va de 1820 à 1850, il y a, en même temps qu'une prime de l'or, une diminution très considérable de la part de l'argent dans la production totale des deux métaux. Il faut donc chercher une autre explication. M. Nogaro la trouve dans l'analyse des conditions concrètes des échanges internationaux.

Les pays d'Extrême-Orient, mono-métallistes argent étaient en relation avec des pays mono-métallistes or, l'Angleterre principalement. Suivant l'état de sa balance des comptes avec l'Extrême-Orient, l'Angleterre s'adressait aux pays bimétallistes, tantôt pour se procurer l'argent nécessaire à ses règlements, tantôt pour convertir en or l'argent reçu. De là naissait dans les pays bimétallistes tantôt une prime de l'argent et tantôt une prime de l'or.

« Cette interprétation, conclut M. Nogaro, laisse d'ailleurs une part à la production des deux métaux dans la détermination de leurs cours respectifs.... Le cours de l'argent dépend du rapport entre la somme disponible de chacun des deux métaux pour les règlements où il était exigé et le montant de ces règlements » (26). Mais l'explication proposée n'en est pas moins essentiellement distincte de l'explication quantitative.

Avec la disparition du bimétallisme, il ne pouvait manquer de se produire une crise des changes entre les pays à monnaie d'argent et les pays à monnaie d'or. D'autre part, dans certains pays de l'Amérique du Sud s'était instauré le régime du papier monnaie, générateur de l'instabilité des changes. Les problèmes ainsi posés ont été généralement résolus, dans cette période d'avant-guerre, par un même procédé, inauguré dans l'Inde.

En 1893 le gouvernement de l'Inde suspend la frappe libre des roupies. On pourra s'en procurer désormais contre de l'or, à un taux fixe. Dans les années suivantes, la balance des comptes de l'Inde ayant été créditrice, il se constitue pour le compte de l'Inde une importante réserve d'or. En 1900, on décide que cet or pourra être obtenu contre des roupies au taux légal.

Par là, on pensait agir sur le stock monétaire et procurer la stabilité du change au moyen d'un mécanisme quantitatif. Mais M. Nogaro montre que le résultat s'est trouvé obtenu par un moyen tout différent. Le cours de la roupie a été dissocié de celui du métal-argent. Elle est devenue une monnaie partiellement fiduciaire et la stabilité du change a été obtenue, sans relations directes avec les variations du stock monétaire, par l'existence de réserves

(26) *Idem*, p. 46.

d'or permettant de fournir à volonté les moyens de change à un taux fixe. Ce système, pour lequel notre auteur adopte la dénomination américaine de « Gold exchange standard » ou qu'il appelle encore « système de la réserve d'or », fonctionnera encore aux Philippines à partir de 1903 et dans la République Argentine à partir de 1899 (constitution d'une caisse de conversion échangeant les billets contre de l'or). Toute une série de crises de change ont été ainsi résolues indépendamment de mécanisme quantitatif.

M. Nogaro étudie ensuite la crise monétaire pendant et après la guerre de 1914 (27) et la restauration monétaire après la guerre (28). Il faudrait pouvoir résumer tous ces développements. Nous devons nous contenter de dire que, dans l'ensemble, les fluctuations des changes dans toute cette période paraissent à M. Nogaro provoquées non par les variations des circulations monétaires, mais par la spéculation dirigée principalement par des considérations politiques. Or, « il est assez hasardeux, dit-il, de prétendre expliquer par des raisons de principes les fluctuations que subit le cours d'une monnaie non convertible soumise aux aléas et aux appréciations arbitraires de la spéculation » (29). D'autre part de nombreux pays ont rétabli la stabilité de leur change par le régime de « gold exchange » inauguré avant guerre. C'est le cas de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France, etc... (30). Enfin depuis la

(27) *Idem*, 1^{re} partie, chap. V et VI.

(28) *Idem*, 1^{re} partie, chap. VII.

(29) *Idem*, p. 146.

(30) Ce régime consiste, nous le savons, dans la constitution d'un système de convertibilité pour la monnaie fiduciaire, mais seulement en vue des règlements extérieurs. Cette convertibilité est assurée, le plus souvent, sans stock d'or, mais en d'autres

« nouvelle crise des changes », (31) on voit comment les plus récents systèmes monétaires : contrôle des changes et offices de compensation, réalisent au maximum la stabilité de l'évaluation de valeur internationale, non par une action sur la circulation monétaire, mais par une action directe sur le marché des changes.

Tout cette interprétation des phénomènes de change va directement contre la théorie quantitative. Suivant celle-ci, en effet, les mouvements du change ne seraient que le reflet de la dépréciation intérieure des monnaies. Or l'analyse de M. Nogaro lui permet de conclure au contraire que « ce sont, à l'époque contemporaine des phénomènes essentiellement distincts » (32). Comme, d'autre part, les phénomènes de change ont été interprétés, dans leur ensemble, à peu près indépendamment de la quantité de monnaie en circulation, un vaste champ d'action est déjà enlevé à la théorie quantitative.

*La quantité de monnaie
et les prix.*

Mais M. Nogaro n'en a pas moins porté la discussion sur son terrain central, celui des relations entre la monnaie et les prix, et il abordé le problème en premier lieu sous sa forme la plus classique, celle de la relation entre la monnaie métallique, ou le stock de métal monétaire, et les prix.

monnaies, de caractère également fiduciaire. C'est à ce régime particulier que la terminologie courante réserve « arbitrairement », selon M. Nogaro, la dénomination de « Gold exchange standard ».

(31) *La Monnaie*, 3^e éd., 1^{re} partie, chap. VIII.

(32) *Idem*, p. 337.

Pour admettre cet aspect de la théorie quantitative, qui trouve encore de nombreux partisans, il faut d'abord accepter la conception classique suivant laquelle l'augmentation de la production de l'or détermine, dans les pays producteurs, une hausse de prix qui se répercute ensuite dans le monde entier, en même temps que l'or est réparti également entre les nations.

Or, une enquête personnelle de M. Nogaro en Australie lui a permis de reconnaître un certain nombre de faits pour la période 1890-1903, qui fait suite à d'importantes découvertes de champs d'or (33). De l'examen de ces faits il ressort : 1^o que si les prix se sont élevés sur les champs d'or c'est en raison surtout des difficultés de transport et de l'accaparement (34) — 2^o que les hauts prix des champs d'or ne se sont pas répercutés à Perth (ville la plus proche) ni dans le reste de l'Australie (35). Rien donc ne nous permet d'admettre « l'existence d'une relation entre la production de l'or et son exportation, relation qui serait fondée sur la hausse des prix » (36). L'exportation de l'or est due principalement à ce que les mines sont exploitées par des capitalistes étrangers.

Ces considérations semblent donc atteindre dans sa base même la théorie moderne qui attribue aux variations du stock de métaux précieux l'évolution, en quatre phases alternées, du mouvement général des prix depuis le début du XIX^e siècle. M. Nogaro, pourtant, porte sa critique dans le cadre de cette théorie.

(33) Cf. *Contribution à une théorie réaliste de la monnaie et La Monnaie*, 2^e éd., p. 236-251.

(34) *La Monnaie*, 2^e éd., p. 241.

(35) *Idem*, p. 244.

(36) *Idem*, p. 247.

Tout d'abord, pense-t-il, la division du mouvement des prix en quatre périodes est arbitraire : au lieu des périodes 1810-1850, puis 1850-1875, l'examen de la courbe des prix suggère aussi bien une seule période de stabilité des prix entre 1822-1873 avec une chute exceptionnelle en 1850 (37). Si l'on ne voulait pas aller jusqu'à cette interprétation, on pourrait encore dire que si au lieu de faire partir la première période de 1810, sous un régime de papier-monnaie, on la faisait partir de 1820, la baisse serait assez faible jusqu'en 1848.

D'autre part la division en quatre périodes, si on l'admet, n'explique pas tout : Dans la décade 1840-1850, la production d'or s'accélère fortement par rapport à la période antérieure, sans que l'on constate un changement d'orientation des prix. Enfin si les quantitativistes arrivent à interpréter le décalage 1891-1897 entre l'accroissement de la production de l'or et le début de la hausse des prix, il faudrait qu'ils disent aussi pourquoi le même décalage ne se retrouve pas après 1850 (38).

La relation de cause à effet dégagée entre variations du stock métallique et prix paraît donc à M. Nogaro beaucoup trop hâtive, d'autant que d'autres facteurs, développement du syndicalisme, du protectionnisme, pourraient fournir les explications recherchées. Lui-même étudie spécialement la période 1850-1860, d'après les ouvrages de Levasseurs (39) et Virlogeux (40), et il fait les constatations suivantes :

(37) *Idem*, p. 261.

(38) *Idem*, p. 264-265.

(39) EMILE LEVASSEUR. *La question de l'or*, Paris, 1858.

(40) MAURICE VIRLOGIEUX. « *Quelques aspects de l'évolution des prix au siècle dernier et en notre temps* ». Paris, 1927.

1) La hausse des prix n'apparaît guère aux Etats-Unis où pourtant la circulation de l'or s'est le plus rapidement et le plus considérablement accrue (41).

2) En Angleterre la hausse entre 1851-53, précédée d'une baisse ne fait que ramener le niveau des prix à celui de 1839-41. C'est plutôt la baisse 1848-51 qu'il faudrait expliquer (42).

3) Pour la France, outre que la hausse présente le même caractère qu'en Angleterre, il faut se rappeler l'influence possible de la guerre de Crimée (1854-55) (43).

4) Les mouvements de l'indice moyen sont dominés par le prix des produits agricoles (il y a eu une série de mauvaises récoltes de 1852 à 1856) et la hausse de ces denrées est due pour une large part à la hausse énorme de quelques produits. Cela atteste le caractère accidentel de la hausse et son peu de signification comme expression d'un mouvement *général* des prix (44).

5) Alors que le grand mouvement de hausse des prix a lieu entre 1852 et 1854, l'accroissement de la quantité d'or, en France ne se manifeste guère avant 1853 et ne prend toute son ampleur qu'en 1857. En outre on constate que les virements et les émissions de billets se sont développées bien avant l'accroissement du stock métallique.

De toutes ces constatations, M. Nogaro conclut qu'il n'y a dans les faits aucune « confirmation évidente » de la théorie quantitative. Si le stock d'or a pu faciliter les échanges, le crédit, il n'est pas possible « d'isoler » cette influence monétaire de bien d'autres facteurs, d'autant que son action est

(41) (42) *La Monnaie*, 2^e éd., p. 267.

(43) *Idem*, p. 268.

(44) *Idem*, pp. 272-273.

complexe et peut comporter successivement une tendance à la hausse puis à la baisse (45).

Mais si la comparaison directe des mouvements de l'or et des prix ne nous apporte pas confirmation de la théorie quantitative, peut être pourrait-elle être trouvée si l'on considérait les variations de la circulation monétaire totale. Certains ont tenté récemment de le faire et en particulier M. Loveday dans un des rapports de la Délégation du Comité financier de la S. D. N. Cette tentative, jointe à celles de M. Cassel en vue d'établir le taux d'accroissement des transactions et le taux normal d'accroissement de stock d'or, visait à remettre plus que jamais en évidence la domination de la monnaie et de l'or sur les prix. C'est à critiquer ces récentes tentatives que va s'employer maintenant M. Nogaro (46).

M. Loveday évalue l'accroissement des moyens de règlement pendant la période 1913-1928 à 2,83 %.

M. Cassel estime que pendant la même période l'accroissement du volume des transactions est de 3 %.

La délégation de l'or conclut qu'il y a bien une insuffisance de moyens de paiements qui explique la baisse de prix.

M. Nogaro répond que l'écart entre les deux taux est si minime qu'il faudrait une grande rigueur dans les méthodes d'évaluation pour qu'on en puisse tirer des déductions. Or dans les évaluations de M. Loveday, l'estimation des dépôts en banque est assez incertaine ; d'autre part il ne se préoccupe pas des changements dans les vitesses de circulation des différents instruments monétaires. Quant à la mé-

(45) *Idem*, pp. 277-278.

(46) *Idem*, p. 278-293. Ces pages reprennent un important article paru en 1931 dans la Revue d'Economie Politique : *La question de l'or devant la S. D. N.*

thode de M. Cassel, M. Nogaro la qualifie de « manifestement rudimentaire ». M. Cassel s'appuie d'abord sur une évaluation directe de la production mondiale entre 1850 et 1907. M. Nogaro lui oppose les indices de la production industrielle en divers pays de 1919 à 1928 qui révèlent des variations beaucoup plus complexes. Surtout, il critique la méthode d'évaluation indirecte de M. Cassel. Celui-ci dit : le stock d'or a augmenté de 2,8 % par an entre 1850 et 1910. Or les prix sont les mêmes au début et à la fin de cette période. Donc les transactions ont augmenté d'autant. En arrondissant à 3 %, il croit avoir le taux de progression des transactions applicables très généralement. Mais, dit M. Nogaro, ce raisonnement suppose ce que l'on veut démontrer, c'est-à-dire que seules les variations dans la quantité de monnaie relativement au nombre des transactions peuvent faire varier les prix. Il est donc sans valeur. Il suffirait de choisir une autre période pour trouver un tout autre taux d'accroissement du stock d'or. Enfin il est parfaitement arbitraire de transporter dans la période d'après guerre un taux d'accroissement des transactions dégagé pour la deuxième moitié du XIX^e siècle.

M. Nogaro conclut donc que la correspondance n'est pas plus certaine entre les prix et la circulation monétaire totale qu'entre les prix et le stock métallique.

Le refuge de la théorie quantitative ne sera-t-il pas dès lors dans les expériences des régimes de papier-monnaie ? M. Nogaro l'y poursuit jusque-là ; mais il importe ici de nous souvenir qu'il n'a jamais rejeté toute idée d'influence possible de la quantité de monnaie sur les prix. Il a toujours reconnu que l'augmentation de la quantité de monnaie exerçait une influence sur la demande des marchandises,

influence qui pouvait apparaître prépondérante dans les faits au cas d'une augmentation rapide et considérable (47).

Et, en effet, il reconnaît bien que dans la période d'inflation d'assignats de la Révolution française la théorie quantitative a sans doute joué (48).

Par contre, en Angleterre, au début du XIX^e siècle, la dépréciation du billet est un phénomène de change et ne prouve rien quant à la théorie quantitative. L'expérience des Greenbacks aux Etats-Unis est également incertaine de même que les autres cas de dépréciation du papier-monnaie au XIX^e siècle, ainsi que l'a mis en évidence M. Subercaseaux.

Enfin, M. Nogaro étudie la période d'après guerre et il lui apparaît que les prix sont commandés, dans cette période, bien davantage par le change, l'offre insuffisante de marchandises et les facteurs psychologiques que par la circulation. Nous reproduirons seulement ses conclusions :

« Les émissions massives de monnaie fiduciaire, dit-il, ont lieu surtout dans les périodes de trouble politique et économique... au cours desquelles d'autres facteurs agissent incontestablement dans le sens de la hausse des prix. D'autre part le papier est, au cours de ces périodes, inconvertible et subit généralement une dépréciation à l'égard du numéraire métallique, particulièrement à l'égard des monnaies étrangères restées au pair du métal; il y a là une seconde cause de hausse des prix. Sans doute peut-elle être indirectement liée à l'inflation, en ce sens que celle-ci peut agir sur le change. Mais c'est une influence qui peut s'exercer parmi beaucoup

(47) *Les phénomènes monétaires et la théorie de la monnaie.* Revue Economique Internationale, nov. 1920, p. 18.

(48) *La Monnaie*, 2^e éd., p. 293.

d'autres et, en tout cas, une telle action exercée sur les prix par l'intermédiaire du change est fort éloignée de l'hypothèse simple qui est contenue dans la théorie quantitative » (49).

La critique de M. Nogaro sur le terrain des faits s'est ainsi développée sous trois formes, suivant que par quantité de monnaie l'on entend : métaux précieux, circulation monétaire totale ou papier-monnaie. Mais elle présente encore un aspect, peut-être plus fondamental, que nous devons maintenant mettre en évidence : M. Nogaro rejette l'idée du mouvement « *général* » des prix. « Je n'aperçois nullement, dit-il, la possibilité de constater l'existence de mouvements « *généraux* » des prix comme un phénomène indépendant » (50). Les indices des prix ne traduisent à chaque instant, à ses yeux, qu'une moyenne de différents prix qui ont varié d'une manière indépendante. « Une hausse ou une baisse générale des prix, dit-il encore, n'étant établie que par la constatation des prix moyens à deux époques différentes, ces mouvements de hausse ou de baisse (peuvent) fort bien, le plus souvent, trouver une explication suffisante dans les circonstances particulières qui agissent sur le prix des marchandises » (51).

A vrai dire, M. Nogaro ne croit pas que la seule impossibilité de distinguer des mouvements généraux des prix, doive conduire à éliminer les explications monétaires : « Dans le cas d'une variation *moyenne* des prix, écrit-il... on peut *supposer* l'action dominante d'un facteur monétaire » (52). Cette supposition, nous l'avons vu, ne se trouve pas confir-

(49) *Idem*, p. 316.

(50) *La question de l'or devant la S. D. N.* Revue d'Economie Politique, 1931, p. 19.

(51) *Les phénomènes monétaires et la théorie de la monnaie*, p. 13. Cf. aussi, *Traité élémentaire d'Economie Politique*, 2^e éd., 1921, section IV, chap. III et *La Monnaie*, 2^e éd., p. 251-256.

(52) *La monnaie*, 2^e éd., p. 255.

mée dans les faits analysés par notre auteur, et là se trouve l'essentiel de sa critique. Cependant nous ne pouvons nous empêcher de penser qu'en écartant l'idée du mouvement « général » des prix, M. Nogaro donne à sa pensée une orientation qui déjà l'éloigne de l'explication des prix par une cause unique, et de la théorie quantitative.

*L'explication des mouvements des
prix par l'offre et la demande.*

S'il n'y a pas nécessairement un mouvement « général » des prix, il semble logique de rechercher d'abord dans les conditions de la production et de la distribution des différentes marchandises, l'explication des fluctuations de l'indice des prix. C'est ce qu'a pensé M. Nogaro. Déjà, dans la deuxième édition de *La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, il esquissait une explication de cette nature pour le mouvement des prix depuis la guerre. Dans un ouvrage récent : *Les prix agricoles mondiaux et la crise* (53), nous trouvons, pleinement développée, la conception positive et réaliste de la formation et du mouvement des prix que M. Nogaro entend substituer aux conceptions quantitativistes.

Pour expliquer la formation des prix, dit-il, il faut revenir à la « vieille théorie de la valeur... moins simpliste que la théorie quantitative » (54). Elle nous enseigne à attribuer comme base à la valeur d'échange, à côté de l'utilité, le coût de production, ou le prix de revient, car ces deux notions ne sont pas inconciliables, comme l'a montré Marshall. Ainsi,

(53) Librairie générale de Droit, 1936.

(54) *Op. cit.*, p. 5.

écrit notre auteur « le prix de revient est à la base du prix du marché... mais celui-ci s'en écarte plus ou moins sous l'action de l'offre et de la demande » (55).

Cette idées théorique étant développées en introduction, M. Nogaro consacre une première partie de son ouvrage, intitulée *Données générales*, à nous exposer, en quelque sorte, ce qui l'a conduit à orienter son étude du mouvement des prix d'une manière si différente de la plupart des auteurs. Il a analysé l'évolution des courbes des prix de gros dans les principaux pays depuis 1919 et il en a conclu que l'on ne peut pas en retirer « une expression parfaitement satisfaisante des cours mondiaux » (56). En effet, on ne peut comparer avec exactitude les prix des pays à monnaie dévaluée avec ceux des pays qui ont conservé l'étalon or sans changement de parité (57), et d'autre part le niveau des prix de gros se détermine dans chaque pays en raison de facteurs particuliers tels que le régime douanier (58).

Cette impression est confirmée si l'on étudie spécialement les prix agricoles, qui présentent, suivant qu'il s'agit de pays importateurs ou exportateurs, des divergences très sensibles et, dans l'ensemble, montrent une discordance nette avec le mouvement des autres prix de gros (59). Ce phénomène n'est pas unique puisque, dans la même période, on peut constater une discordance encore plus grande entre les prix de gros et les prix de détail. M. Nogaro en conclut qu'il ne s'agit pas « d'expliquer, à proprement parler, une baisse générale des prix, mais plutôt une évolution où sans doute se rencontrent

(55) *Idem*, p. 7.

(56) *Idem*, p. 25.

(57) *Idem*, p. 24.

(58) *Idem*, p. 25.

(59) *Idem*, p. 25-32.

de nombreuses discordances, mais aussi des discordances importantes » (60).

Il pense qu'il n'y a pas, dans cette période de « mouvement général » des prix.

M. Nogaro se croit donc autorisé à chercher l'explication du mouvement des prix agricoles du côté des éléments offre, demande, coût de production, indiqués par la « vieille théorie de la valeur ». Et ceci le conduit à la seconde partie de son ouvrage qui est une étude des marchés agricoles mondiaux, principalement ceux du blé, du sucre, de la viande, du café, du coton, du caoutchouc du bois, etc...

Cette étude montre que les variations des prix sur ces divers marchés sont fort semblables : partout sont constatés la hausse de 1919, la baisse de 1921, le redressement de 1923

1929, la chute de 1929 à 1932, et la dispersion des courbes est faible (61). Pourtant l'évolution du prix de chaque produit peut très bien s'expliquer, dans le cadre de son marché propre, par l'offre et la demande (62). En particulier, c'est toujours la surproduction, et la constitution de stocks trop abondants en face d'une demande régulièrement croissante qui a provoqué la chute des prix. Les facteurs qui déterminent les variations des différents prix sont donc semblables, et d'ailleurs ils se rattachent tous à un même fait exceptionnel, la guerre (63). Si l'on considère en outre la solidarité naturelle, les liens financiers qui existent entre les divers marchés, on voit qu'il n'est aucunement nécessaire,

(60) *Idem*, p. 37.

(61) *Idem*, p. 146.

(62) *Idem*, p. 146-151.

(63) *Idem*, p. 153.

pour expliquer le caractère général du mouvement des prix agricoles, de faire appel à une cause monétaire (64).

M. Nogaro prend soin encore, en terminant, de faire remarquer que ses conceptions n'excluent pas toute influence de la monnaie (65). En particulier il reconnaît que la multiplication des moyens d'achat a pu être une cause de déséquilibre dans les marchés. Mais il fait remarquer que cette influence monétaire ne peut agir qu'à travers la demande.

Nous sommes donc bien autorisés à conclure, avec notre auteur lui-même, que son explication de mouvement des prix agricoles traduit une conception essentiellement différente de celle des partisans de la théorie quantitative.

Mais l'étude des prix agricoles dépassait déjà largement la théorie monétaire et nous introduisait dans théorie générale de la crise. Bientôt, en effet, M. Nogaro faisait paraître son ouvrage *La crise économique dans le monde et en France - Symptômes - Causes - Remèdes* (66). Bien que l'analyse de cet ouvrage ne rentre pas dans notre sujet, nous devons cependant y souligner ce qui a trait à la critique de l'interprétation monétaire de la crise.

M. Nogaro reprend d'abord les critiques qu'il a apportées aux conclusions de la Délégation de l'or, établissant un lien étroit entre la production de l'or, ou la circulation monétaire totale, et les prix. Pourtant il admet que la grande souplesse de la circulation « immatérielle » a pu contribuer à la hausse des prix, qui, stimulant à l'excès la production, a préparé la baisse ultérieure (67). La circulation monétaire serait ainsi

(64) *Idem*, p. 131.

(65) *Idem*, p. 154-158.

(66) *Librairie générale du Droit*, 1936.

(67) *Op. cit.*, p. 110.

un élément d'interprétation de la crise, mais nullement exclusif comme le voudraient les quantitativistes.

D'autre part notre auteur consacre un chapitre au rôle du crédit dans la crise, dans lequel il s'attache surtout à une analyse concrète des conditions de l'activité financière aux Etats-Unis avant la crise. Ici encore nous trouvons des solutions très nuancées. M. Nogaro n'admet pas que la crise soit due à une insuffisante émission de crédit aux Etats-Unis avant 1929, ou à une stérilisation de l'or, ou à une mauvaise répartition du crédit dans le monde dans la même période (68). Il ne lui semble même pas qu'une contraction du crédit ait été « la cause occasionnelle de la chute des cours ». « La responsabilité du crédit, écrit-il, se manifeste surtout par un soutien trop longtemps accordé à la production d'abord, puis au stockage des marchandises, et enfin à la spéculation qui poussait le cours des valeurs bien au delà de ce que comportait le rendement des entreprises » (69). Le crédit, par conséquent « paraît avoir été dans l'évolution de la conjoncture vers, et à travers la crise, une circonstance très aggravante plutôt qu'une des causes les plus profondes du déséquilibre économique actuel » (70).

*
**

Nous avons tenté de résumer les principales contributions apportées par M. Nogaro à l'analyse des phénomènes monétaires. Il est évident que nous ne sommes pas en présence d'une simple réfutation de la théorie quantitative, mais d'une œuvre constructive de première importance.

(68) *Idem*, p. 124-132.

(69) *Idem*, p. 132.

(70) *Idem*, p. 135.

Le dessein de M. Nogaro a été d'expliquer la plupart des grands phénomènes monétaires des deux derniers siècles d'une manière concrète, réaliste. Pour cela, il fallait s'attacher à l'étude des systèmes monétaires qui se sont succédés et au mécanisme des changes sous ces divers régimes. Les phénomènes monétaires s'éclairaient ainsi beaucoup mieux que par l'application de la théorie quantitative. M. Nogaro n'a pas prétendu que celle-ci ne puisse jamais jouer et il n'a pas voulu construire en face d'elle une théorie monétaire totale. Mais constatant quel faible rôle elle a joué dans le déroulement réel des faits, il nous propose de rechercher bien davantage la source de l'évolution des prix dans les conditions de l'offre et de la demande des marchandises elles-mêmes.

Les applications.

Mais M. Nogaro n'a pas été qu'un théoricien. Les hautes fonctions qu'il a remplies suffiraient à nous en persuader si des travaux importants ne traduisaient aussi, chez lui, le souci d'application. Nous ne citerons que les plus récents et ceux qui se rattachent le plus directement aux conceptions théoriques que nous avons résumées.

Ayant, dès ses premiers travaux, exposé la théorie de la stabilisation du change, M. Nogaro devait apporter, après la guerre, une des premières contributions à la solution de ce problème. A plusieurs reprises, il indiquait que la meilleure politique consistait à rétablir la convertibilité du billet pour les règlements extérieurs au moyen d'une caisse de conver-

sion (71) s'appuyant sur des crédits étrangers (72). Il déposait une proposition de loi dans ce sens à la Chambre des Députés (73), et un gouvernement dont il faisait partie aurait sans doute réalisé cette stabilisation si le jeu parlementaire n'en avait décidé autrement (74).

Depuis la « nouvelle crise des changes », M. Nogaro voit encore la solution, non dans un rétablissement du régime d'avant guerre, mais plutôt dans un régime de collaboration internationale au moyen d'ouvertures de crédit (75). Il souligne l'insuffisance de la politique de déflation des prix et parle en faveur de l'alignement monétaire (76). Mais ce qu'il désire surtout, c'est qu'un régime de stabilité générale des changes soit instauré, d'accord avec les autres nations, soit par le fonctionnement de l'étalon-or, soit par celui de fonds d'égalisation des changes (77).

(71) Cf. par exemple *Pouvons-nous stabiliser les changes*. L'Action Nationale, 1920.

(72) C'est pourquoi M. Nogaro proposait la création d'un organisme international chargé de les distribuer et l'émission d'une circulation fiduciaire internationale (Cf. : *La stabilisation des changes*, Cadet, 1922). (Cf. : Monde nouveau, juin-juillet 1919, Rev. Econ. Internat., juillet 1920).

(73) Voir ce texte dans : Finances et politique, Giard, 1927.

(74) La stabilisation réalisée par M. Poincaré fut d'ailleurs du type proposé par M. Nogaro.

(75) Travaux du Congrès des économistes de langue française 1933, *l'étalon or*.

La réforme monétaire en Indo-Chine donne l'occasion à M. Nogaro de déplorer que certains restent attachés à une conception de l'étalon d'argent ou de l'étalon d'or qui dérive de la conception de la monnaie marchandise.

Cf. : *Le problème monétaire dans l'Indo-Chine Française* (Rev. Econ. Intern., 1922).

(76) *Politique monétaire et « déflation » des prix*. L'Etat Moderne, mai 1934. Cf. aussi : Rev. Econ. Intern., janvier 1934.

(77) Cf. : Compte rendu des travaux de la Réunion d'Economistes organisée par la Chambre du Commerce d'Anvers, 1935. Memorandum et déclarations de M. Nogaro.

D'autre part M. Nogaro s'est attaché au problème des conditions de paiement dans les périodes de cours forcé : paiements en or, paiements en nature. Des deux articles consacrés à ce problème dans la Revue trimestrielle de Droit civil (78), tirons les arguments qui intéressent directement la théorie monétaire : M. Nogaro approuve la jurisprudence qui considère comme nulles, en période de cours forcé, les clauses « payables en or » : En effet, dit-il, un principe de notre droit monétaire, contenu notamment dans l'article 1895 du Code civil, consacre le « nominalisme » contre le « métallisme », c'est-à-dire qu'il s'oppose à ce que l'on tienne compte désormais de la « valeur intrinsèque » des monnaies (79). On voit combien sont confirmées par là les vues de notre auteur suivant lesquelles la monnaie métallique n'est plus une marchandise.

Mais certains juristes ont encore contesté qu'il y ait un intérêt d'ordre public à l'annulation des clauses de paiement en espèces. M. Nogaro montre au contraire combien l'intérêt national est ici en question (80). Si, en effet, les paiements en or ou en monnaie-or continuent à s'effectuer en période de cours forcé, tous les prix se relèvent automatiquement en proportion de la perte au change, alors que, dans le cas contraire, les prix ne sont atteints qu'indirectement par la hausse des marchandises importées et exportées. D'autre part l'existence très apparente d'un agio en faveur de l'or enlève la confiance dans la valeur future de la monnaie légale, de sorte que la dépréciation de cette monnaie se trouve entraî-

(78) *La clause payable en or*. Rev. trim. de droit civ., 1925. *Les principes fondamentaux du Droit monétaire français*. Rev. trim. de Droit Civil, 1930.

(79) *La clause payable en or*, tirage à part, p. 12 et 13.

(80) *Idem*, p. 18-21.

née dans un mouvement accéléré. Enfin la validité des clauses conduit les parties à se procurer d'avance des moyens de paiement en monnaie étrangère, ce qui peut conduire à un effondrement du change et du papier monnaie.

Il est à peine besoin de faire remarquer combien, dans ces développements, notre auteur utilise peu l'idée quantitative pour expliquer les mouvements de prix et de change. Ajoutons que, dans les mêmes études, M. Nogaro se montre favorable aux paiements en nature et aux clauses visant à déterminer les sommes dues d'après les variations de l'indice des prix, au moins en ce qui concerne les contrats à long terme (81).

Indiquons enfin que les vues personnelles de notre auteur sur la politique monétaire trouvent leur expression la plus générale dans les deux derniers chapitres de la seconde édition de l'ouvrage *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*. M. Nogaro pense, nous le savons, que le métal précieux ne tient pas son rôle d'étalon monétaire de sa qualité de marchandise, mais du fait qu'il est accepté dans les règlements internationaux. C'est pourquoi un projet tel que celui du dollar à teneur d'or variable ne lui paraît pas comporter les avantages que certains en attendent. Le public est complètement indifférent à la teneur en métal des monnaies (82). Les influences de la variation de la teneur en or de la monnaie sur les prix d'un pays s'expliquent uniquement par les variations dans le cours du change (83). Or, Fisher veut appliquer son système sur le plan international (84). Pour

(81) *Idem*, p. 27 et 28.

(82) *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, 2^e éd., p. 420.

(83) *Idem*, p. 421.

(84) *Idem*, p. 422.

donner au projet un sens plausible il faudrait admettre que la quantité des unités monétaires varie en sens inverse de la teneur en or de chacune. Mais là encore l'effet sur les prix ne serait constaté que si la théorie quantitative jouait parfaitement, ce dont on doit douter (85). M. Nogaró ne croit pas que l'on puisse remédier à l'instabilité monétaire par une action sur la quantité de monnaie ou sur sa valeur intrinsèque. Il nous oriente au contraire vers une solution juridique qui consisterait à étendre certains procédés employés dans les contrats pour neutraliser les variations du pouvoir d'achat de la monnaie. Dans les contrats à long terme on insérerait des clauses tendant à déterminer la somme à payer en fonction des variations des prix moyens (86).

**

Les vues de M. Nogaró sur la politique monétaire nous paraissent donc très prudentes et en opposition complète avec les idées de monnaie dirigée qui fleurissent dans les pays où l'on fait grand usage de la théorie quantitative. Notre auteur, en effet, repousse cette théorie très nettement bien qu'avec beaucoup de nuances. Sur le plan abstrait ou devant les faits eux-mêmes, qu'il s'agisse d'expliquer les crises ou les mouvements de prix de longue durée, il n'admet pas qu'on attribue au facteur monétaire une influence qui domine toutes les autres, au point de rejeter dans l'ombre les variations de l'offre et de la demande des marchandises ainsi que de leur coût de production. Pour énoncer en quelques lignes sa position devant l'idée quantitative nous dirions :

(85) *Idem*, p. 412.

(86) *Idem*, p. 422-425.

1) Qu'il n'admet pas qu'on puisse pratiquement parler d'un mouvement absolument général de tous les prix, attribuable à une cause unique, la variation de la quantité de monnaie, en quelque sens qu'on prenne cette notion.

2) Que la cause monétaire, à ses yeux, lorsqu'elle joue dans le sens conforme à l'idée quantitative, ne peut pas, le plus souvent, être isolée de l'ensemble des facteurs qui font varier les prix et qui doivent être bien davantage recherchés dans les rapports entre la production de chaque marchandise et les besoins.

Citons encore ce passage des *Eléments d'Economie Politique* (87) où M. Nogaro exprime ses vues d'une manière particulièrement synthétique : « Les mouvements moyens des prix, écrit-il..., résultent de l'ensemble des circonstances qui agissent sur les divers marchés... Les changements dans la quantité de monnaie en circulation font partie de cet ensemble de circonstances. Ils peuvent exercer sur les divers marchés des actions multiples, très inégales et de sens divers, à travers lesquelles peut se manifester parfois une action dominante. Mais il faut se garder de conclure à une action toujours certaine, et de sens défini, pour un ordre de grandeur quelconque ».

Cette conception porte la marque d'un esprit essentiellement réaliste, soucieux de dépasser constamment les explications mécanistes pour aller chercher au plus profond de la vie économique des interprétations concrètes, susceptibles de fournir rapidement des éléments d'application à la politique monétaire.

(87) 4^e édition, Librairie générale de Droit, 1936, p. 137.

§ III. — L'école psychologique

A. AFTALION

Un des courants les plus originaux, dans la théorie monétaire française, est dû à M. le Professeur A. Aftalion.

M. Aftalion, en effet, a trouvé son point de départ dans une rupture complète avec les conceptions « classiques » de l'économie politique. certes, les théories modernes de la valeur et les conceptions de dynamique économique n'ont pas été sans exercer une grande influence sur l'ensemble des économistes français contemporains. Elles ne sont pas sans rapport avec la grande souplesse d'interprétation que nous avons rencontrée chez M. Rist ou M. Nogaro. Mais chez aucun de ces auteurs elles n'ont exercé, semble-t-il, la même influence qu'à l'égard de M. Aftalion : lorsque celui-ci aborde la théorie monétaire, il est déjà un des principaux représentants, chez nous, de l'école de l'utilité marginale, en particulier par sa théorie des crises (1).

L'application du marginalisme à la théorie monétaire.

M. Aftalion, suivant ses propres déclarations, se rattache à la doctrine de Friedrich Von Wieser, l'économiste autrichien qui, à la suite de Menger, a apporté de considérables développements à la théorie de l'utilité marginale (2) et l'a

(1) *Les crises périodiques de surproduction*. Rivière, 1913.

(2) Cf. G. PIROU. *L'utilité marginale*, p. 119 et suiv.

appliquée spécialement à la théorie monétaire (3). Selon cet auteur, la monnaie n'est pas une marchandise, car elle n'est pas apte à satisfaire directement les besoins humains. La monnaie n'a pas à proprement parler de « valeur objective » comme les marchandises, mais elle a pourtant une valeur subjective générale (*Volkswirtschaftlicher Wert*) qui s'en rapproche. Celle-ci est la résultant de valeurs subjectives individuelles qui ne sont pas des valeurs subjective d'usage (la monnaie n'en comporte pas) mais des valeurs subjectives d'échange, dérivées de la valeur d'usage de la marchandise achetée avec l'unité monétaire marginale.¹

Cette unité monétaire marginale c'est la dernière unité du *revenu* (4) de chacun. La valeur de la monnaie ou le niveau des prix dans un pays résultera donc de la confrontation du revenu en monnaie, ou nominal, de ce pays, avec l'ensemble des marchandises, ou revenu réel.

Cette théorie est très éloignée de toutes les conceptions passives qui font de la valeur de la monnaie le simple résultat de la confrontation d'une quantité de monnaie et d'une quantité de marchandises. Pour montrer combien la valeur de la monnaie est greffée directement, activement, sur la psychologie humaine, Wieser indiquait que les prix des marchan-

(3) Cf. : *Zeitschrift für Volkswirtschaft, Socialpolitik und Verwaltung*, vol. 13 et : *Schriften des Vereins für Socialpolitik*, 1909.

On trouvera une analyse de la théorie monétaire de Wieser dans : ANDERSON : *The value of money*, Macmillan, 1922, p. 83 et s.

(4) Quoique déjà Cantillon ait indiqué cette action de la quantité de monnaie à travers les revenus, que NEWMARCH et LEVASSEUR l'aient également soulignée, il faut arriver jusqu'à WIESER pour voir se constituer sur cette base, une théorie complètement originale, s'opposant nettement aux théories quantitatives classiques.

disés peuvent monter simplement parce que les échangistes se sont transportés d'un milieu rural sur un grand marché. A ce moment, en effet, les échangistes sont amenés à apprécier en monnaie tous les éléments de leurs coûts et de leurs revenus et la valeur qu'ils attribuent à la monnaie en est profondément modifiée. C'est pourquoi, historiquement, dit-il, une tendance à la hausse des prix est constatée avec l'extension de l'économie monétaire.

M. Aftalion a pleinement développé chez nous et considérablement étendu cette application à la monnaie de la théorie de l'utilité marginale. Mais au lieu de procéder par voie déductive, il s'est fondé sur d'importantes études statistiques, concernant les mouvements des prix en France et en Europe depuis 1914. Ce fut l'objet d'articles parus dans la Revue d'Economie Politique en 1925, puis du livre *Monnaie, prix et change*.

*Les phénomènes monétaires récents
et la théorie quantitative.*

Dans ces travaux, M. Aftalion opère, pour la France, d'abord, dans la période 1914-1927, le rapprochement entre les mouvements de la circulation de monnaie proprement dite (à l'exclusion des dépôts en banque) et des variations de l'indice des prix de gros de la statistique générale de la France (5).

(5) *Monnaie, prix et change*, p. 5 à 8. M. Aftalion précise que la considération des dépôts ne modifierait pas beaucoup ses conclusions. Il ne se dissimule pas, d'autre part, l'insuffisance de l'indice des prix de gros comme expression de la valeur de la monnaie. Mais nos indices des prix de détail sont encore bien inférieurs.

Une analyse statistique très subtile met en évidence, à côté des concordances entre les courbes de la circulation et des prix, des discordances certaines : pour la période 1920 à 1924, après élimination du mouvement de longue durée des prix et des mouvements saisonniers, on peut déterminer 1) que la déviation des prix autour de la moyenne est 5 fois plus importante pour les prix que pour la circulation (6) ; 2) Que les prix marquent une avance sur les mouvements de la circulation de 5 mois en 1920 et 1921 (période de baisse) de 1 mois en 1922 et 1923 (période de hausse). M. Aftalion en conclut que ce sont les mouvements des prix qui ont commandé ceux de la circulation, et non l'inverse comme le prétend la théorie quantitative.

Mais quels sont alors les facteurs du mouvement des prix ? Pour les mettre en évidence, M. Aftalion trace, en regard de la courbe des prix, une courbe correspondant au pouvoir d'achat extérieur du franc, c'est-à-dire où se combinent les mouvements des prix-or étranger et du change. Cette seconde courbe présente une allure semblable à la première, mais l'intensité de ses variations est différente. Or si l'on étudie séparément les prix intérieurs de marchandises dépendant du marché international et les prix des produits domestiques, on s'aperçoit que les premiers montrent des variations d'une intensité égale à celle du pouvoir d'achat extérieur du franc, tandis que les seconds varient beaucoup moins. M. Aftalion en conclut que le pouvoir d'achat extérieur du franc commande successivement les prix des produits importés, puis ceux des produits domestiques.

Daans une première période 1920 et 1921, ce pouvoir d'achat extérieur a subi principalement les fluctuations des

(6) *Monnaie, prix et change*, p. 26.

prix étrangers: dans une seconde période, 1922 à 1925, principalement les fluctuations du change. Telle est l'origine des mouvements des prix français entre 1920 et 1924.

M. Aftalion élargit alors son étude à un certain nombre de pays européens (7) : Angleterre, Suède, Italie, Allemagne, Hollande, Norvège, Danemark, Suisse, Espagne. Pour chacun de ces pays, il compare les variations de la circulation de monnaie métallique et de billets depuis 1914 (pour l'Angleterre seule, il tient compte des dépôts) et les variations des prix. Il constate qu'après une période de concordance entre les deux termes comparés, on tombe à partir de 1919 dans des périodes de discordance. Les premières apparaissent en période de hausse des prix, 1919-1920, puis en période de baisse des prix, 1920-1921. Les mouvements des prix étant alors en harmonie avec ceux des prix américains, M. Aftalion rattache ces discordances au phénomène général de la crise économique mondiale et les appelle « discordances principalement cycliques ». Mais en 1921-22, le phénomène se poursuit. Dans sept des pays considérés (la Belgique, l'Allemagne, l'Italie étant exclues) les prix continuent à baisser beaucoup plus que la circulation (17 % en moyenne contre 6 %). Cette baisse, selon M. Aftalion, est due principalement au change, c'est-à-dire au recul du cours du dollar, qui atteint alors 23 %.

Une autre période s'ouvre à la fin de 1922, où l'uniformité des mouvements de prix dans les divers pays est rompue. Mais les expériences qui se réalisent ainsi sous nos yeux n'en sont que plus instructives: M. Aftalion montre que c'est toujours le change qui accompagne le mouvement des prix, tandis que la circulation varie d'une manière très différente.

(7) *Idem*, chap. II, p. 65-110.

On a ainsi des cas de « hausse des changes et des prix sans véritable inflation » (Belgique, Danemark, Norvège), des cas de « hausse formidable des changes et prix, sans accroissement correspondant de la circulation » (Allemagne, Pologne).

Enfin, s'ouvre une période de stabilisation du change qui a commencé, pour certains pays, dès 1922 ou 1924. Pourtant, dans les pays où cette stabilisation succède à une forte dépréciation de la monnaie, le change continue à exercer une forte influence sur les prix, par sa seule stabilité. Dans ces pays, en effet (Allemagne, Autriche, Pologne, Hongrie), on constate après la stabilisation une très forte augmentation de la circulation. Mais cette augmentation ne provoque pas de mouvement des prix et même parfois elle favorise le maintien des prix, parce qu'elle correspond à une entrée de devises étrangères qui garantit la stabilité du change (8).

De ces cas si variés, M. Aftalion se croit autorisé à conclure que l'expérience des pays européens confirme pleinement l'expérience française quant à l'influence des prix extérieurs, et surtout du change, sur les prix.

Passant alors sur le plan théorique, et recherchant une explication générale des phénomènes qu'il vient de décrire, notre auteur va montrer comment les faits étudiés contredisent les différentes formes prises récemment par la théorie quantitative (9).

On a dit d'abord que les prix doivent varier comme le rapport de la quantité de monnaie à la quantité de marchandises et services échangés. Mais, répond M. Aftalion, depuis 1920

(8) *Idem*, p. 105.

(9) *Idem*, p. 113-148.

on a constaté de nombreuses discordances entre prix et circulation. Elles sont dues notamment au change et, dans la plupart des cas, cette influence du change ne peut représenter, comme certains le voudraient, une simple anticipation des mouvements de la circulation puisqu'elle se prolonge pendant des mois et des années sans grande variation de celle-ci. D'autre part, il n'est pas vraisemblable que des modifications dans le volume des échanges puissent expliquer ces discordances, car elles sont très fortes et se développent simultanément dans divers pays, en des sens différents, alors que les mouvements du volume des échanges sont vraisemblablement parallèles (10).

Mais la théorie quantitative prend encore une autre forme, plus subtile. Elle affirme que ce sont toujours des facteurs monétaires : variations de la circulation de monnaie proprement dite ou de dépôts, vitesse de circulation de chacune de ces formes de monnaie, qui déterminent les prix (réserve faite du volume des échanges). M. Aftalion admet la vérité d'évidence de l'équation des échanges, et par conséquent il reconnaît que les discordances entre la circulation et les prix ne sont pas à elles seules, une contradiction à la seconde forme de la théorie quantitative. Il se refuse pourtant à admettre que le rapport causal, dans l'équation des échanges, s'exerce toujours des facteurs monétaires aux prix, et jamais l'inverse, car une interprétation plus approfondie des faits contredit cette opinion.

(10) *Idem*, p. 117. M. Aftalion appuie sa critique d'un exemple numérique pour la France dans lequel l'indice de la production industrielle est pris pour indice du volume des échanges.

Il est bien vrai, en effet, que les discordances dues au change entre mouvements de la circulation et des prix sont accompagnées par une augmentation de la vitesse de circulation, que l'on peut évaluer grossièrement (11). Mais il n'est pas exact que cette augmentation de la vitesse de la circulation soit la *cause* du mouvement des prix. M. Aftalion en donne trois raisons : 1°) Si les prix montaient sous l'influence d'une modification de V ils devraient *tous* monter à peu près dans la même proportion. Or on constate que la hausse est beaucoup plus accentuée pour les produits importés ou exportés que pour les produits indigènes destinés à la consommation nationale ; 2°) Ces mouvements de V , s'ils devaient être pris comme un facteur causal, ne pourraient s'interpréter que comme une fuite devant la monnaie nationale. Or dans certains cas, par exemple en France en 1922-23, rien ne permet de croire qu'il y ait eu défiance à l'égard de la monnaie nationale ; 3°) Enfin, la hausse des prix s'opère souvent sous l'influence de commandes anticipées qui n'ont aucun effet immédiat sur la vitesse de circulation.

Il faut donc, selon M. Aftalion, admettre que parfois il y ait une influence *directe* du change sur les prix. Mais alors, la logique de l'interprétation conduit à penser que, même dans les cas de fuite devant la monnaie, les variations de la vitesse de la circulation ne sont qu'un *effet* du mouvement des prix, et que celui-ci doit encore être considéré, dans certains cas, comme la *cause* des modifications de la quantité de monnaie elle-même. On voit que, dans la pensée de M. Aftalion, l'idée quantitative subit un véritable renversement : au lieu que les prix soient soumis passivement aux facteurs monétaires, ce sont fréquemment les prix qui sont constitués en facteurs actifs des variations monétaires.

(11) *Idem*, p. 129-131.

*La théorie du revenu et
la théorie psychologique
de la monnaie.*

Débarrassé de la théorie quantitative, M. Aftalion se préoccupe de dégager la véritable explication théorique qui permette d'interpréter les phénomènes monétaires récents.

Il s'agit essentiellement d'expliquer l'action du change sur les prix sans passer par la quantité de monnaie ou la vitesse de circulation. Pour cela M. Aftalion fait appel à la notion de revenu (12).

Tout d'abord, dit-il, il est certain que les prix des marchandises vendues à l'étranger ou achetées à l'étranger se trouvent directement atteints par la hausse du change. Mais les autres marchandises aussi vont augmenter de prix, parce que certains revenus dans le pays vont se trouver augmentés : ceux des importateurs, ceux des détenteurs de titres étrangers, ceux des étrangers résidant dans le pays, ceux des exportateurs. La courbe de la demande s'élève pour les individus bénéficiant de ces revenus par suite la courbe sociale de la demande s'élève aussi et les prix montent.

Cette explication, selon M. Aftalion, est susceptible d'une très large généralisation qui aboutit à « la théorie du revenu » (13). Il est évident, en effet, si l'on fait abstraction des relations avec l'étranger, que le revenu national est égal à la production nationale. On peut exprimer cette idée sous la forme de l'équation :

$$R = P Q$$

R étant « le revenu national en argent » ;

Q le « total de la production » ;

(12) *Idem*, p. 148-157.

(13) *Idem*, p. 156-164.

P le « prix moyen des articles qui y figurent » (14).

Cette formule traduit la loi de la formation des prix suivant la théorie moderne de la valeur : à la courbe d'offre des marchandises s'oppose une courbe de demande qui n'est autre que la somme des courbes d'offre de monnaie des individus, lesquelles dépendent de la grandeur des revenus individuels. Dans cette perspective, proche de celle de Wieser que M. Aftalion rappelle (15), tous les phénomènes monétaires doivent trouver une exacte interprétation.

Mais cette interprétation est bien différente de la théorie quantitative (16). M. Aftalion l'indique en un certain nombre de points :

1) Le change est un facteur monétaire de la variation des prix, indépendamment de la circulation, parce qu'il modifie le revenu national.

2) La circulation n'est un facteur « direct et sûr » des variations des prix que lorsqu'elle agit sur les revenus. Il en est ainsi lorsque les émissions de papier-monnaie sont destinées à suppléer aux insuffisances budgétaires. Dans ce cas, en effet, l'Etat payant les fonctionnaires, les rentes, les pensions, avec de la monnaie qu'il n'a pas soustrait au revenu national par l'impôt, augmente donc ce revenu ; s'il crée de la monnaie pour exécuter des travaux, c'est directement son revenu comme consommateur qui est augmenté (17).

3) Il n'y a pas de proportionnalité nécessaire entre les mouvements de la circulation, des revenus et des prix, car il n'y a pas égalité entre le montant des revenus d'un pays et la quantité de numéraire en circulation.

(14) *Idem*, p. 157.

(15) *Idem*, p. 164-169.

(16) *Idem*, p. 168-188.

(17) *Idem*, p. 158.

4) Les prix ne sont pas un élément passif dans l'équation des échanges mais ils peuvent avoir une action causale sur la circulation. A l'encontre de Fisher, M. Aftalion pense que les individus tendent, par un phénomène d'habitude, à conserver en caisse des disponibilités non pas proportionnelles aux paiements qu'ils ont à faire, mais sensiblement égales pendant une période donnée, quelles que soient les variations des prix et donc de la masse des paiements. Il en résulte que la vitesse de circulation de la monnaie se modifie considérablement avec les variations des prix, c'est un premier aspect de leur action causale. Mais celle-ci est encore plus nette dans le cas où les prix montent, par exemple, les individus réclament sans cesse à la Banque d'émission de nouveaux moyens monétaires. La hausse des prix est alors la cause d'une augmentation de la quantité de monnaie en circulation.

La théorie du revenu, ainsi présentée, constitue, aux yeux de M. Aftalion, un grand progrès sur la théorie quantitative. Elle n'explique pas tout cependant, car, dans les pays d'Europe centrale où le papier-monnaie a subi une énorme dépréciation, on ne peut plus constater, à certains moments, cette généralisation progressive de la hausse des prix par l'intermédiaire des revenus. C'est presque instantanément, alors, que l'ensemble des prix suit les fluctuations du change. De ces phénomènes nouveaux, M. Aftalion donne l'interprétation suivante : « Quand une longue expérience, écrit-il, a enseigné... que la hausse des changes étrangers finit par entraîner l'ascension des prix des marchandises, on n'attend plus que se déroule la série des actions et réactions qui, dans d'autres pays, relie les mouvements du change à ceux des prix. Immédiatement, par les exigences des uns, par les craintes et la résignation des autres, se rattache l'effet à la cause... C'est directement que la hausse des prix suit la dépréciation

extérieure » (18). Telle est l'idée centrale de ce que M. Aftalion appelle « la théorie psychologique de la monnaie ».

Cette théorie, nous le voyons, va plus loin que la théorie du revenu, et même elle nous semble contredire les idées de Wieser sur un point essentiel : l'absence d'utilité directe de la monnaie. La modification *directe* de la valeur de la monnaie, nous explique M. Aftalion, tient à ce que cette valeur ne se détermine plus seulement par des éléments quantitatifs (du côté des marchandises ou du revenu) mais par des éléments « qualitatifs » (19) qui sont essentiellement des *prévisions* (20) sur la valeur future de la monnaie. Si on craint de la voir baisser, dès le moment présent on déprécie l'unité monétaire, et inversement si on espère le voir monter. Les facteurs psychologiques donnent à la monnaie une qualité indépendante du service immédiat qu'elle peut rendre. On porte sur elle des jugements analogues à ceux que l'on peut avoir à l'égard de biens véritables, « Survivance des temps anciens, obscur atavisme, ou peut-être conscience des réalités présentes » (21), écrit M. Aftalion. De nouveau, comme au temps où le lien était étroit entre la monnaie et la substance marchandise dont elle était faite, nous sommes capables de rechercher la monnaie pour elle-même, comme pour en constituer un trésor.

Parti de la critique de la théorie quantitative, M. Aftalion aboutit donc à présenter comme la véritable explication des phénomènes monétaires, la théorie du revenu et la théorie psychologique qui seront désormais au centre de son œuvre. C'est ainsi que dans son livre *Monnaie et Industrie*, il les

(18) *Idem*, p. 199.

(19) *Idem*, p. 202-208.

(20) *Idem*, p. 213-219.

(21) *Idem*, p. 206.

utilise pour l'explication des faits monétaires en France de 1926 à 1929 : il n'a pas de peine à montrer que l'inflation des dépôts en 1926 n'a aucune raison de faire monter les prix, car les revenus ne sont pas augmentés comme par une inflation de billets, et qu'ensuite, lorsque la circulation augmente en 1928, il n'y a pas encore de véritable augmentation des revenus car c'est de l'épargne ancienne, principalement placée à l'étranger, qui est convertie en francs (22).



Mais les nouvelles théories ne se montrent pas seulement d'une très grande généralité d'application dans l'étude des faits proprement monétaires. Elles vont servir de base à M. Aftalion pour un renouvellement de plusieurs aspects de la théorie économique générale.

Sur elles il va fonder en premier lieu une critique décisive des conceptions classiques de l'équilibre dans la vie économique : équilibre des changes avec l'étranger, équilibre dans la répartition internationale de l'or, équilibre, en général, dans les relations économiques internationales.

Toute la théorie classique dépend de la conception suivant laquelle le niveau des prix dans un pays est un facteur passif de la quantité de monnaie, d'une part, de facteurs naturels permanents, d'autre part. Il ne faudrait pas penser, dit

(22) M. Aftalion aura encore l'occasion d'indiquer que, si les prix de détail montent pendant cette période, cela n'est pas dû à l'influence de la circulation monétaire, mais à celle des récoltes et des droits de douane (*La circulation monétaire et le coût de l'alimentation*, Information, 28 mai 1931). Cf. aussi *Les causes et les effets des mouvements d'or vers la France*. In : *S. D. N. Documents sélectionnés sur la distribution de l'or*, soumis à la Délégation de l'Or du Comité financier, Genève, 1931.

lui-même M. Aftalion, que les classiques « invoquent une tendance à l'entière uniformité du niveau des prix dans les divers pays. Ils reconnaissent l'existence d'inégalités dues à nombre de facteurs, en particulier à la proximité plus ou moins grande des lieux d'où l'or est extrait. Par prix en équilibre dans le monde, il faut sans doute entendre des prix tels qu'il n'y ait entre eux que ces inégalités dues à des facteurs quasi-permanents. » (23).

Quoi-qu'il en soit, s'il y a un équilibre des prix, il y a un équilibre des échanges internationaux, déterminé par les avantages trouvés par les particuliers à l'achat de certaines marchandises dans les pays étrangers plutôt que dans leur propre pays. Il y a donc équilibre de la balance des comptes et des échanges. Comme les classiques soutiennent, d'autre part, que les prix nationaux dépendent de la quantité de monnaie existant dans le pays, c'est-à-dire principalement de la quantité d'or, l'équilibre des prix implique donc aussi un équilibre dans la distribution mondiale de l'or.

*La théorie psychologique
du change.*

M. Aftalion va détruire cet échafaudage. Tout d'abord dans la seconde partie de son livre « Monnaie, prix et change », s'opposant aux « théories dominantes du change », théorie de la balance des comptes et théorie de la parité des pouvoirs d'achat, il construit sa théorie psychologique du change : le change, dit-il, dépend de l'appréciation que nous portons à l'égard de l'unité de monnaie nationale et de l'unité de monnaie étrangère, c'est-à-dire de ce que nous « *attendons* » (24) de chacune, de ce que nous espérons en obtenir.

(23) *L'or et sa distribution mondiale*, p. 9.

(24) *Monnaie, prix et change*, p. 291.

Nous désirons la monnaie étrangère soit pour faire l'acquisition d'une marchandise, soit pour régler des dettes, soit parce que nous prévoyons une modification de sa valeur. La courbe de la demande de chaque individu se détermine donc, en définitive, d'après « ce qu'il *attend* de la dernière unité qu'il acquiert » (25).

Les courbes d'offre et demande de monnaies étrangères se totalisent sur le marché des changes en deux grandes courbes collectives et le prix unique du marché se fixe au point où elles se croisent. Ainsi le cours du change sera fondé non seulement sur la balance des comptes, les mouvements de capitaux, facteurs quantitatifs déterminant des nécessités de règlements, mais sur des facteurs qualitatifs, modifiant directement les appréciations relatives portées sur l'unité de monnaie nationale et l'unité de monnaie étrangère.

Les variations de la circulation monétaire nationale peuvent modifier la valeur attribuée à l'unité de monnaie nationale, soit en faisant varier les prix intérieurs, soit directement dans l'esprit des étrangers ou des nationaux (qui font alors sortir ou rentrer leurs capitaux). Plus encore, ce sont les simples prévisions quant aux mouvements de la circulation qui font varier le change. En régime de papier monnaie, le change est donc indéterminé (26). « Il n'est point pour le papier-monnaie de niveau normal du change » (27). C'est d'ailleurs ce que permet de vérifier l'expérience française d'après guerre (28).

On ne peut en dire autant pour les régimes monnaie-or, car les facteurs qualitatifs du change sont étroitement

(25) *Idem*, p. 295.

(26) *Idem*, p. 334-338.

(27) *Idem*, p. 388.

(28) *Idem*, p. 326-329.

liés dans ce cas à un élément stable : le poids d'or contenu dans les monnaies échangées. « Ce qu'on attend d'une unité de monnaie étrangère, écrit M. Aftalion, ne peut pas dépasser ce qu'on attendrait d'une monnaie d'or nationale de même poids transportée à l'étranger » (29). La détermination du cours précis du change relève bien toujours de la théorie psychologique, mais les variations des cours sont étroitement limitées par les gold-points (30).

La distribution de l'or.

Suffirait-il donc que les régimes de convertibilité des monnaies en or fonctionnent dans l'ensemble des pays pour que toute la conception classique de l'équilibre soit exacte ? Non, pense M. Aftalion, car la conception de l'égale répartition de l'or n'est pas acceptable ; c'est ce qu'il démontre dans son ouvrage *L'or et sa distribution mondiale*.

Dans la conception classique, c'est la quantité d'or existant dans un pays qui détermine la quantité de monnaie en circulation. D'autre part, la circulation détermine les prix. Comme ceux-ci doivent réaliser un certain niveau d'équilibre entre les pays, en raison des possibilités d'échanges de marchandises, l'or doit se répartir suivant des proportions déterminées.

Contre cette conception, M. Aftalion met en évidence que c'est le cours du change qui détermine les entrées ou les sorties d'or d'un pays. L'or se dirige vers les pays où il a sa plus haute valeur dans les opérations de change (31).

(29) *Idem*, p. 329.

(30) *Idem*, p. 332.

(31) *L'or et sa distribution mondiale*, p. 42-50. Dans son dernier ouvrage « *L'Or et la Monnaie* » (Domat-Montchrestien, 1938),

Pour les classiques, cette remarque n'avait pas une importance considérable, le change étant un aspect passif des relations internationales, commandé par le niveau des prix dans les différents pays, et normalement en équilibre. Mais la théorie psychologique nie cette tendance à l'équilibre des prix et cette dépendance du change à l'égard des prix intérieurs. Elle fait du change un facteur autonome, l'un des plus actifs dans la détermination des échanges internationaux. Les mouvements de l'or vont donc obéir aux mêmes facteurs qui déterminent le change : la balance des comptes, les mouvements de capitaux et le taux de l'escompte en tant qu'il agit sur ces derniers, enfin les facteurs psychologiques du change (32). Même dans un régime de monnaie convertible, le change obéit à ces facteurs psychologiques ; ses variations sont limitées par les gold points, mais elles sont suffisantes pour entraîner des mouvements d'or considérables. C'est ce qui s'est produit en Allemagne notamment, à plusieurs reprises, dans les années 1929-1930-1931.

Cette théorie, déclare M. Aftalion (35), donne la véritable explication de la distribution inégale de l'or dans l'après guerre, particulièrement de son accumulation aux Etats-Unis entre 1920 et 1927, en France de 1927 à 1929. Toutes les autres explications, notamment par la « strilisation » de l'or, sont insuffisantes.

M. Aftalion estime « plus élégant » d'énoncer que l'or va dans le pays où il atteint son plus haut prix. Mais il s'agit de son prix en monnaie que M. Aftalion distingue soigneusement de son pouvoir d'achat.

(32) *L'or et sa distribution mondiale*, p. 49.

(33) *Idem*, p. 19 et s.

*Les relations économiques
internationales.*

Mais le problème de la distribution de l'or n'est qu'un aspect du problème plus vaste des relations économiques internationales, auquel M. Aftalion vient de donner des solutions d'ensemble de la plus haute portée dans son livre *L'équilibre dans les relations économiques internationales* (34)

Dans cet ouvrage capital, que nous regrettons de ne pouvoir analyser longuement, M. Aftalion s'attache tout d'abord à critiquer toutes les théories de l'équilibre automatique de la balance des comptes entre les nations : théorie du troc de J.-B. Say, puis action des mouvements de l'or, des mouvements de capitaux, jeu du taux de l'escompte, mouvement du change.

Le nœud de cette critique c'est toujours le rejet de la conception passive des prix, de la théorie quantitative. Chemin faisant, M. Aftalion ne manque jamais de mettre en avant de nombreux faits contemporains qui lui paraissent incompatibles avec les théories de l'équilibre automatique de la balance des comptes.

Cependant il en vient bientôt à la partie constructive de son ouvrage : la « Théorie positive en rééquilibre de la balance des comptes ». Pour lui, il y a bien un stimulant naturel à cet équilibre : c'est l'inégalité entre le revenu national et la valeur de la production nationale, se réalisant en cas de balance des comptes déficitaire ou excédentaire ; car s'il y a un excès d'exportations, c'est-à-dire de ventes à l'étranger, une part du revenu national, se trouvant inemployée, tend à entraîner de gros achats à l'étranger qui peuvent contribuer à une résorption de l'excédent. Mais cela

(34) Domat-Montchrestien, 1937.

n'est qu'un stimulant. De nombreux obstacles arrêtent très souvent son action : inflation monétaire, emprunts et placements extérieurs, rapatriement de capitaux, paiement du déficit de la balance par des réserves de valeurs mobilières étrangères, de devises et d'or, ou encore par des emprunts extérieurs, l'action de tous ces facteurs étant elle-même dominée par les conditions psychologiques, politiques, les changements de structure dans l'économie des peuples et les variations de la conjoncture. Le jeu des prix, enfin, n'est pas l'intermédiaire indispensable à l'action des facteurs d'équilibre ou de déséquilibre dans la balance des comptes. Les échanges de marchandises peuvent grandement varier sans grand changement dans les prix.

L'histoire de la balance des comptes de la France et de l'Allemagne depuis la guerre confirme pleinement, selon notre auteur, cette théorie de la balance des comptes, cette absence d'équilibre automatique, qui d'ailleurs se constate également pour la balance des paiements (35). Certes les cas de déséquilibre dans cette dernière sont plus rares, et constituent de graves crises. Mais la Russie en a donné un exemple retentissant et, dans l'après guerre, certains pays balkaniques et sud-américains n'y ont pas échappé. Enfin, de ce point de vue, l'Allemagne s'est trouvé dans une situation très dangereuse après 1927.

(35) M. Aftalion a donné une précision nouvelle, dans le langage économique, à ces notions de balance des comptes et de balance des paiements.

Voici ses définitions : Balance des comptes : « Balance des créances et des dettes nées des échanges et marchandises et de services dans l'année considérée et résultant d'opérations ou de faits antérieurs qui ont donné lieu à règlement dans ladite année ».

Balance des paiements : « Balance de toutes créances et dettes qui donnent lieu à règlement entre un pays et l'étranger ».

Dans la dernière partie de son ouvrage, M. Aftalion examine la question des relations économiques internationales sous l'angle de l'équilibre mondial des prix. Certes, il constate bien un certain parallélisme dans l'évolution des prix (36) des différentes nations. Mais « cette tendance, dit-il, n'exclut pas des modifications profondes dans les niveaux relatifs des prix des divers pays, impliquant constitution de nouveaux équilibres des prix mondiaux ». Les équilibres se constituent sous l'action de quatre facteurs (37) :

- 1) L'influence psychologique des prix extérieurs;
- 2) L'influence psychologique des revenus;
- 3) Les déplacements internationaux des marchandises;
- 4) L'interdépendance des prix intérieurs.

Ainsi, sans négliger l'influence des échanges de marchandises, M. Aftalion met en évidence le fait que les individus qui sont en relation commerciale avec l'étranger réagissent devant les mouvements des prix extérieurs, et même tous événements susceptibles d'agir sur ces prix. Ces réactions se transmettent à l'ensemble des nationaux, principalement par l'intermédiaire des modifications dans les revenus. Nous retrouvons ici tous les éléments de la conception de notre auteur sur la formation des prix. Ceux-ci ne sont, en aucune manière, le simple résultat de conditions matérielles telles que l'importance relative des marchandises et des unités monétaires en présence; ils sont avant tout un produit spontané de la psychologie des acheteurs et vendeurs individuels, psychologie basée principalement sur des considérations de revenu et sur la prévision.

(36) M. Aftalion borne son étude aux prix de gros.

(37) *Op. cit.*, p. 395.



Les théories psychologiques de la monnaie et du change détruisant la vieille conception de l'équilibre dans les rapports économiques, il resterait cependant dans les mouvements des prix certaines régularités, principalement les mouvements cycliques et de longue durée. On devrait peut-être s'efforcer d'en découvrir des explications générales avec d'autant plus d'ardeur que l'on s'écarterait des théories de l'équilibre. Dans cette recherche l'influence de la quantité de monnaie ne retrouverait-elle pas un rôle prépondérant ?

A cette interrogation, l'œuvre de M. Aftalion répond par la négative. Nous y trouvons, en effet, la critique de la théorie quantitative transportée sur le plan de l'explication des mouvements cycliques et de longue durée des prix.

Les crises et la monnaie.

M. Aftalion explique les crises, à partir de l'idée d'intensité décroissante des besoins, par une surproduction de marchandises, une « saturation relative » survenant périodiquement en raison de la technique moderne de production (38). Mais avant de développer sa propre théorie, il a le souci de répondre, d'avance, aux objections que l'on pourrait lui faire, en particulier au nom de la théorie quantitative.

Une baisse générale des prix, dirait-on d'abord, ne peut être due qu'au facteur monétaire, à l'insuffisant accroissement du stock métallique. A cette première objection, M. Aftalion répond en montrant les nombreuses discordances

(38) Cf. *Les crises périodiques de surproduction* et aussi : *Les crises économiques et financières*. Recueil des cours de l'Académie de Droit international de La Haye, t. 39.

entre les variations du stock métallique et les prix, soit pour la France, soit pour le monde (39).

Mais l'objection quantitative peut prendre une autre forme : le facteur à envisager serait l'importance relative du stock monétaire par rapport aux quantités de marchandises, c'est-à-dire le besoin de monnaie. Contre cette allégation, M. Aftalion met en évidence que la période de prospérité est une période de pénurie monétaire se traduisant par la hausse du taux de l'escompte, la réduction de l'encaisse, l'accroissement de la circulation des billets à découvert. Au contraire, la dépression est une période de pléthore monétaire. Si donc cette abondance coïncide avec la baisse des prix, et la pénurie avec la hausse, il y a là des dérogations à la théorie quantitative qui « surviennent régulièrement, périodiquement, font partie de l'ensemble des traits spécifiques des cycles économiques » (40).

Il est vrai que si l'on regarde seulement les jours de la crise proprement dite, et la période de passage de la dépression à la prospérité, la contraction monétaire et la surabondance monétaire correspondent aux mouvements des prix. Mais, dit M. Aftalion, ce qu'il faut expliquer c'est l'ensemble du cycle et non seulement ces deux instants (41). L'objection n'est donc pas valable.

Dira-t-on encore qu'un énorme surplus de métaux précieux jetés dans la circulation en même temps que la surproduction de marchandises empêcherait la crise ? « Il n'en résulte pas cependant, répond M. Aftalion, qu'une telle invasion de monnaie autorise à voir la cause de la crise dans l'insuffisance monétaire. S'il est, par exemple, des maladies

(39) *Les crises périodiques de surproduction*, t. II, p. 298 et s.

(40) *Idem*, t. II, p. 305.

(41) *Idem*, t. II, p. 315.

d'origine microbienne qui pourront être évitées un jour par l'administration de certains remèdes, la cause de la maladie, en attendant, consiste dans l'invasion microbienne et non dans le défaut de remèdes... La crise doit être attribuée à la surproduction de marchandises et non pas à la disette de monnaie » (42).

Enfin si même l'on admet, avec I. Fisher, l'étroite correspondance entre les prix et le facteur monétaire au sens très large, comprenant la vitesse de circulation, il ne s'ensuit pas que c'est ce facteur monétaire qui entraîne toujours les prix (43).

*Les mouvements de longue durée
des prix.*

Lorsqu'il développait sa théorie des crises M. Aftalion ne voyait pas de raison péremptoire de rejeter la théorie quantitative dans son ensemble (44). Il se demandait même si elle ne prendrait pas sa revanche en ce qui concerne les mouvements de longue durée des prix (45). Mais, bien que, depuis la guerre, en effet, de nombreux auteurs aient attribué ces mouvements de longue durée aux fluctuations de la production de l'or, dans ses ouvrages récents, M. Aftalion demeure assez réticent sur ce point. Dans *Monnaie et Industrie*, il fait remarquer que les prévisions quant aux mouvements des prix que l'on pourrait fonder sur la production de l'or « se basent sur des théories qui ne sont pas universellement admises et que beaucoup pourront tenir pour problématiques ». « Des facteurs étrangers à la

(42) *Idem*, t. II, p. 317.

(43) *Idem*, t. II, p. 323-328.

(44) *Idem*, t. II, p. 302.

(45) *Idem*, t. II, p. 318-321.

production de l'or, ajoute-t-il, sont susceptibles d'agir dans le sens qu'on prête à cette dernière » (46).

Dans *l'Or et sa distribution mondiale*, M. Aftalion reconnaît « l'influence possible de la production de l'or sur les mouvements de longue durée des prix mondiaux » (47). Il l'explique de la manière suivante: « les progrès techniques et la tendance à l'accroissement de la production de marchandises, dit-il, constituent des facteurs quasi permanents de baisse des prix. Mais cette tendance à la baisse se trouve mise en échec aux époques où augmente fortement la production de l'or. Lorsque croît grandement l'extraction de l'or, cette progression entraîne augmentation du revenu pour les pays producteurs d'or et par suite amplification de la demande, hausse des prix pour ces pays. Mais la hausse des prix dans les contrées productrices d'or gagne ensuite les pays non producteurs d'or », sous l'influence des « facteurs qui poussent à une certaine uniformité dans le mouvement mondial des prix » (48) (c'est-à-dire dans les pays non producteurs d'or : hausse des prix des produits importés, accroissement de certains revenus).

Ces vues sont exposées de nouveau dans *L'équilibre des relations économiques internationales* (49). Mais elles ne sont pas encore présentées comme « une solution certaine » du problème des mouvements de longue durée des prix.

Ce qu'il nous faut surtout remarquer c'est, qu'en admettant l'explication des mouvements de longue durée par la production de l'or, M. Aftalion ne se rallie pas à la théorie quantitative. Selon sa conception, en effet, l'or n'agit pas sur

(46) *Monnaie et Industrie*, p. 172.

(47) *L'or et sa distribution mondiale*, p. 178-184.

(48) *Idem*, p. 179.

(49) *Idem*, p. 399 et 400.

le niveau des prix par sa masse, mais comme un facteur dynamique qui donne aux revenus une impulsion (50). On ne peut aucunement prétendre mesurer les variations des prix par celles du stock d'or. L'augmentation de la production de l'or n'est qu'une force intermittente qui joue à côté de bien d'autres : les inventions techniques, les mouvements des changes, etc...

Comme d'autre part on ne peut pas davantage prétendre rattacher les prix au montant des revenus par un lien de proportionnalité, on doit considérer que le mouvement des prix échappe à toute explication d'ordre mécanique, comportant un lien plus ou moins complexe avec des facteurs mesurables. Il est essentiellement un mouvement historique, quelque soit le cadre de temps et d'espace considéré. « Pas de loi rigoureuse, écrit M. Aftalion, qui rattache le niveau des prix à la quantité de monnaie en circulation au même moment. Mais plutôt une explication historique. Le niveau des prix dépend des événements écoulés et des résultats variables auxquels ont abouti dans le passé actions et réactions successives. Le montant de la circulation demeurant ce qu'il est, imaginez une autre histoire pour la France, un développement plus favorable du problème des réparations, d'autres mouvements du change : le niveau des prix eut été bien différent » (51).

Selon M. Aftalion le facteur quantité de monnaie n'a donc pas une influence prépondérante dans l'explication du mouvement des prix. Il n'explique aucunement les variations cycliques. Quant aux mouvements de longue durée, un facteur voisin de la quantité de monnaie, l'augmentation de

(50) M. AFTALION à son cours, 1936-37.

(51) *Monnaie, prix et change*, p. 194.

l'extraction de l'or, y joue peut-être un rôle de « déclanchement », mais il ne peut, en aucune manière, permettre d'en expliquer le développement d'une manière précise.



Pour résumer la position de M. Aftalion à l'égard de la théorie quantitative, nous ne pouvons mieux faire que rappeler la forme systématique qu'il lui donne dans son enseignement.

La théorie quantitative, dit-il, est toujours l'affirmation d'un rapport nécessaire de proportionnalité entre la quantité de monnaie et les prix (relativement à une même quantité de marchandises), accompagnée de cette autre affirmation que la quantité de monnaie est *toujours* le facteur causal qui détermine les prix. Si l'on admet que parfois les prix déterminent la quantité de monnaie, on n'est plus quantitatif, selon M. Aftalion. A partir de cette idée générale, la théorie quantitative prend trois formes suivant la manière dont on définit le terme « quantité de monnaie ». Pour les uns, c'est l'or, soit existant dans un pays (théorie nationale), soit produit dans le monde (théorie internationale, qui se relie à la première par la thèse de l'équilibre dans la distribution de l'or). Pour d'autres, c'est tout ce qui a cours libératoire, numéraire et billets. D'autres, enfin, tiennent compte de la monnaie de banque et de la vitesse de circulation de la monnaie, comme facteurs déterminant des prix.

Contre la plupart de ces thèses, M. Aftalion avance de nombreux faits. Ainsi, contre la théorie nationale basée sur l'or, il fait remarquer qu'en France, depuis le milieu du xix^e siècle, on constate des périodes d'augmentation du stock d'or correspondant à une baisse des prix et inversement. Si l'on

veut alors faire intervenir la quantité totale des moyens monétaires, M. Aftalion objectera les discordances entre la circulation et les prix pour la période 1920-24 en France. Enfin si l'on veut expliquer les discordances aperçues par des modifications de la vitesse de circulation, M. Aftalion prouvera que le mouvement des prix s'est constaté d'abord dans les marchandises importées, que sa cause est donc d'ordre extérieur et que la vitesse de circulation, facteur national, n'est qu'une conséquence du mouvement des prix. Le nœud de toute cette critique, nous le savons, c'est l'idée que les prix n'ont pas seulement un rôle passif, qu'ils varient d'une manière autonome sous l'influence des prix étrangers et de phénomènes de prévision. Cette conception introduit la théorie psychologique de la monnaie.

M. Aftalion serait moins sévère à l'égard de la théorie quantitative internationale basée sur l'or. Pourtant son interprétation de l'influence de la production de l'or nous a paru très différente, dans son esprit, de l'idée quantitative. De toutes façons, la place faite à celle-ci ne serait pas grande puisqu'elle n'interviendrait que dans le cadre de l'économie internationale, pour les mouvements séculaires des prix, et à côté d'autres facteurs dont on ne pourrait espérer l'isoler complètement. Cette part minime faite à l'idée quantitative ne doit pas nous étonner puisque nous savons que la théorie monétaire de M. Aftalion dérive des théories de l'utilité marginale. Le problème du *mouvement* des prix est extrêmement voisin de celui de la *formation* des prix ou de la valeur. Et, comme le fondement de la valeur est trouvé dans le désir des consommateurs, la cause du *mouvement* des prix est rattachée essentiellement à la spontanéité psychologique des vendeurs et des acheteurs, basée non seulement sur des con-

sidérations d'utilisation immédiate de la monnaie mais sur des prévisions concernant la possibilité de son utilisation future : certes des facteurs matériels viennent bien influencer la psychologie des échangistes, et parmi ceux-ci des facteurs monétaires. Mais, outre que ces facteurs peuvent être aussi bien l'effet que la cause des mouvements des prix, jamais ils n'agissent de telle sorte que leur influence puisse être mesurée comme l'action d'une force matérielle sur un objet matériel. Cette influence ne s'exerce jamais que par l'intermédiaire de la psychologie humaine qui fait de la vie économique une réalité originale, irréductible à une juxtaposition de rapports mécaniques (52).

Quoique M. Aftalion n'ait pas consacré de nombreuses pages à définir sa méthode, il est facile de retrouver chez

(52) Ainsi que nous l'avons déjà remarqué, M. Aftalion a poussé plus loin que Wieser l'application à la monnaie de la théorie de l'utilité marginale. L'économiste autrichien pourtant a consacré un de ses derniers travaux à la monnaie. Il y apparaît, par certains aspects, très nettement opposé à la théorie quantitative : selon lui les variations de la quantité de monnaie sont souvent effets plutôt que causes des variations des prix. Même l'augmentation de la production des métaux précieux au milieu du XIX^e siècle, il l'attribue à l'intensité plus grande du processus économique, à l'éclosion d'énergies nouvelles. Et cependant Wieser ne parvient pas jusqu'à la théorie psychologique de la monnaie. Il n'admet l'action du change sur les prix que par l'intermédiaire de l'augmentation de la quantité de monnaie, tandis que, dans la théorie de M. Aftalion, le change est un des facteurs psychologiques directs du mouvement des prix. (*Handwörterbuch für Staatswissenschaften*, 4^e édition, 1927. Article *Geld*. Analyse dans Bongras *Les théories allemandes contemporaines*. Thèse, Paris, 1930).

Remarquons encore que les théories que nous venons de résumer ne sont pas seulement l'application logique d'une théorie de la valeur : elles sont sorties d'un examen approfondi des faits. « Ce sont les faits, dit M. Aftalion, qui ont obligé, malgré le besoin d'unité de l'esprit à exposer des conceptions plus complexes, plus souples, plus nuancées, mais cadrant mieux avec la réalité multiple et mouvante. »

lui le même souci de réalisme que chez M. Nogaro. M. Aftalion veut se placer entre le point de vue des théoriciens étroits et des praticiens: « Il faut, dit-il, faire comme les praticiens, aboutir à une théorie suffisamment compréhensive pour qu'elle cadre avec toute la réalité complexe et mouvante. Mais il faut en même temps dégager le lien commun qui unit toutes leurs explications fragmentaires de manière à les fondre en une synthèse cohérente » (53). C'est pourquoi, à ses yeux, la statistique, malgré l'intérêt essentiel qu'elle présente, ne constitue pas toute la science économique. Il faut, dit-il encore, « se garder d'absorber la science économique dans la statistique, ne pas omettre de demander à l'économique d'éclairer les données de la statistique, persévérer dans l'étude des explications théoriques, remonter pour beaucoup de problèmes en dernière analyse, aux mobiles humains, aux facteurs psychologiques, moteurs suprêmes de toute activité » (54). Ainsi, tout autant que les classiques ou les mathématiciens, M. Aftalion a le souci d'aboutir à des théories, c'est-à-dire à des explications générales. Mais leur généralité n'est plus tirée du caractère rigide, quantitatif, des rapports ou des « lois » dégagées, elle tient seulement à la généralité, relative d'ailleurs, des mobiles humains.

(53) *Monnaie et industrie*, p. 7.

(54) *Idem*, p. 157.

§ IV. — Points de vue divers sur le mouvement des prix et la théorie quantitative

Nous voudrions, dans ce chapitre, étudier dans l'œuvre de plusieurs économistes français dont, sans doute, la principale préoccupation n'a point été d'édifier une nouvelle théorie de la monnaie, les vues remarquables qui s'y trouvent cependant sur le problème qui nous occupe. Nous rencontrons, d'abord, un adversaire résolu de l'explication monétaire des mouvements des prix, puis un nouveau défenseur de cette explication, enfin des auteurs que nous pourrions nommer éclectiques.

A. — LA CRITIQUE DE L'IDEE QUANTITATIVE CHEZ J. LESCURE

Monsieur le Professeur J. Lescure est sans doute l'adversaire le plus déclaré, en France, de l'idée quantitative. Sa position était déjà nettement définie avant la guerre, en trois articles (1), dont deux ont été réédités en 1933 sous le titre *Hausse et baisses des prix de longue durée* (2). Nous trouvons un autre aspect de ses conceptions dans une note des *Economic essays in honour of G. Cassel* (3), intitulée *Prix, Monnaie et Crédit*.

(1) *L'accroissement de la production de l'or et la hausse générale des prix*. Rev. d'Econ. Pol., 1911.

Hausse et baisse générale des prix. Rev. d'Econ. Pol., 1912.

Hausse des prix et essor économique. Revue économique internationale, mai 1914.

(2) Domat-Montchrestien, 1933.

(3) London. Georges Allen, 1933, p. 387-399.

Selon M. Lescure, c'est une erreur capitale des théories d'après guerre d'avoir placé au premier rang, dans l'explication des variations des prix, l'action des quantités de monnaie. « Les perturbations des prix, déclare-t-il, s'expliquent par le jeu de la loi de l'offre et de la demande... l'inflation s'est bornée à aider le jeu de la loi de l'offre et de la demande » (4).

Une brève et nette démonstration nous est donnée de cette affirmation. En premier lieu, les prix ont monté en France dès les premiers mois de la guerre, précédant l'inflation, et ils ont haussé même aux Etats-Unis, où l'inflation était inconnue. En second lieu, la politique des Etats-Unis en 1932, tendant à provoquer la hausse des prix en mettant à la disposition du marché une plus grande quantité de monnaie, a abouti à un échec complet. Lorsqu'en 1933 le dollar a été dévalué, il s'est bien produit une hausse des prix, mais elle tient à ce que la défiance du public à l'égard de la monnaie a conduit à thésauriser les marchandises. Il y a donc eu une augmentation de la demande, toute provisoire et artificielle d'ailleurs. Le rétablissement définitif des prix ne pourra résulter que d'une diminution réelle des stocks de marchandises, consécutive à une augmentation de la consommation et à une diminution de l'offre (5). « Nous prétendons, conclut M. Lescure, rétablir à sa juste place la loi de l'offre et de la demande dans l'explication des variations des prix. Exagérer le rôle de la monnaie, et même le méconnaître, en assignant à la monnaie la première place dans l'examen causal des variations des prix, c'est à notre

(4) *Prix, monnaie et crédit*, p. 387.

(5) Ici, M. Lescure, se référant à sa théorie bien connue des crises cycliques, ajoute que la demande ne pourra augmenter que lorsque les épargnes recommenceront à se placer.

avis, commettre une erreur scientifique, capable de conduire aux plus sérieux mécomptes en matière de politique économique. C'est en réduisant les stocks qu'on agira sur la hausse des prix. Et c'est en agissant sur l'offre et la demande qu'on réduira les stocks » (6).

La faillite de la politique de monnaie dirigée tient d'ailleurs, suivant notre auteur, à une erreur fondamentale touchant la nature de la monnaie. On a confondu la monnaie et les crédits créés par les banques de dépôts. Or ces crédits depuis la guerre ont été accordés tout à fait abusivement, d'une manière indépendante de l'augmentation de la production. Les billets de banque émis dans les mêmes conditions sont devenus eux-mêmes des instruments de crédit (7). De là est sortie cette exagération des perturbations cycliques de la vie économique.

Au tableau des phénomènes monétaires dans la période récente M. Lescure oppose le fonctionnement régulier de l'étalon or avant la guerre. Dans ce régime, l'inflation est rendu impossible en raison de la réglementation de la création de monnaie appliquée sévèrement par la Banque centrale et les banques de dépôts elles-mêmes, qui exigent un apport de métal ou de billets de banque avant de créditer un client (8). La quantité de monnaie n'est point cependant fixée d'une manière rigide. Lorsqu'il y a développement de la production, hausse des prix, la vitesse de circulation de la monnaie augmente ou la quantité des billets de banque. La circulation monétaire a toute l'élasticité nécessaire. Mais, et c'est ici qu'il nous faut insister, comme notre auteur lui-même : « la prospérité économique commande l'augmentation des

(6) *Prix, monnaie et crédit*, p. 391.

(7) *Idem*, p. 395-396.

(8) *Idem*, p. 393.

quantités de monnaie. Et cette augmentation est indépendante de l'augmentation des stocks d'or » (9).

Cette dernière affirmation, que M. Lescure appuie de l'examen des statistiques belges, allemandes, néerlandaises de 1876 à 1910, nous transporte sur un nouveau terrain. Il ne s'agit plus des phénomènes d'après guerre dans le cadre de tel ou tel pays, mais du problème de la relation entre la production de l'or dans le monde et les grands mouvements des prix, problème que notre auteur a étudié dès avant la guerre.

Selon M. Lescure, il n'est pas possible d'expliquer les longs mouvements des prix par la production de l'or. Il s'est attaché spécialement à montrer que dans la période de 1897-1910, il n'y a pas eu réellement surproduction ni dépréciation de l'or (10). Il n'y a pas eu surproduction parce que la demande a constamment précédé l'offre en raison des réformes monétaires successives et de la nécessité d'assainir partout la circulation monétaire. Il n'y a pas eu dépréciation, puisque l'or ne s'est pas vendu sur le marché au-dessous de son coût monétaire comme cela s'est produit pour l'argent en 1872-76.

Si l'on se borne à tenir compte de l'offre de monnaie métallique, l'application est donc trop sommaire. Et si, à la suite d'Irving Fisher, on fait intervenir la monnaie fiduciaire et la vitesse de circulation, on oublie que ces facteurs sont déterminés par l'importance de la circulation des marchandises et des capitaux (11).

(9) *Idem*, p. 395.

(10) Cf. *L'accroissement de la production de l'or et la hausse générale des prix*.

(11) *Hausses et baisses des prix de longue durée*, p. ?.

L'explication par la théorie quantitative se montre donc insuffisante et, selon notre auteur, ou on ne l'a si facilement adoptée qu'en raison d'une interprétation erronée de la nature même des mouvements des prix : « Sans doute les hausses et les baisses *générales* des prix, écrit-il, ne sauraient s'expliquer que par une variation du facteur monétaire, mais les hausses et les baisses *généralisées* par solidarité peuvent très bien s'expliquer par des causes tenant aux marchandises elles-mêmes » (12).

Dans les faits, on ne trouve pas une hausse parallèle et ininterrompue de tous les produits, mais d'abord une hausse des produits industriels qui se répercute sur les revenus des producteurs, et provoque une demande accrue de produits agricoles. Ce qui est donc en question, dit M. Lescure, c'est en même temps les prix des marchandises et ceux des services, les revenus. C'est seulement en élargissant ainsi le problème que l'on peut en trouver la solution (13).

Ce qui caractérise essentiellement les grandes périodes de hausse des prix c'est qu'elles correspondent à une expansion économique et à une hausse considérable des profits. Inversement les grandes périodes de baisse des prix signifient décadence économique et baisse des profits. Or les modifications dans la production de l'or sont impuissantes à rendre compte de ces mouvements du profit. « En théorie, écrit M. Lescure, sous un régime de libre concurrence, coût de production et prix de vente coïncident, ou s'il n'en est pas ainsi, c'est parce que des causes susceptibles d'agir sur les prix de vente n'agissent pas sur le coût de production. Il n'en serait pas ainsi de la dépréciation de l'or » (15). (En effet cette dépré-

(12) *L'accroissement de la production de l'or*, p. 9.

(13) *Hausses et baisses des prix de longue durée*, p. 15-16.

(14) *Idem*, p. 62.

ciation doit faire hausser le prix des services en même temps que celui des marchandises.)

M. Lescure confirme d'ailleurs cet aperçu théorique par l'examen d'un certain nombre de faits : Dans la période 1896-1913, les profits ont haussé dans les industries vendant à prix fixe (électricité, chemins de fer). La hausse des profits est très inégale, suivant les branches, et elle ne correspond pas à la hausse des prix dans chaque branche (les profits augmentent plus vite que les prix, et plus rapidement dans les mines que dans la métallurgie) (15). Il semble donc bien que la hausse des profits n'est pas un effet de la hausse des marchandises. Enfin la hausse des salaires est moins rapide dans certaines industries que la hausse du prix des marchandises, par exemple dans les houillères (16). Cela ne peut s'expliquer par la dépréciation de l'or.

M. Lescure va donc chercher l'explication de ces grands mouvements qui intéressent l'ensemble de la vie économique, dans une nouvelle direction : du côté de la loi de l'offre et de la demande.

En vertu de la solidarité du prix des marchandises et du prix des services, l'accroissement de la valeur d'une production déterminée provoque l'augmentation de certains revenus. De là une demande accrue pour d'autres marchandises, une hausse des prix et un accroissement de la production qui s'étend bientôt à toutes les branches industrielles et commerciales. « Les valeurs, dit M. Lescure, s'échangent contre les valeurs » (17)... « Si telle branche de production, tel service tendent à la hausse, l'équilibre économique dans son ensem-

(15) *Idem*, p. 65-67.

(16) *Idem*, p. 68-69.

(17) *Idem*, p. 37.

ble tendra à la hausse et réciproquement »... (18). « Le monde économique nous apparaît comme travaillé par des forces. l'invention, l'apparition de nouveaux besoins, la création de nouvelles industries, qui tendent sans cesse à déplacer son centre de gravité et sous l'égide de la loi de l'offre et de la demande, il tend sans cesse à s'assurer un nouvel équilibre. De là résultent les phénomènes de hausse et baisse générales des prix de longue durée » (19).

En fait, ce qui aurait déterminé la hausse de 1850-75, c'est le développement des chemins de fer et celle 1895-1912, la création de nouvelles industries (industries électriques, industries automobiles, ainsi que la mise en valeur par l'Europe de pays neufs (20).

M. Lescure n'enlève pas tout rôle à la production de l'or. Il lui reconnaît une double action (21). Elle a créé une nouvelle demande de marchandises de la part des pays exploitant les mines. Elle a permis l'assainissement de la circulation monétaire de nombreux pays, exerçant ainsi une action bienfaisante sur l'essor économique général.

Mais l'explication quantitative est énergiquement rejetée. Non seulement la production de l'or n'explique rien mais « les variations des prix commandent aux variations des quantités de monnaie et non l'inverse : les variations des quantités de monnaie elles-mêmes, dans une très large mesure, sont indépendantes des quantités d'or » (22). « Hausses et baisses des prix sont des phénomènes extra-monnaires » (23).

(18) *Idem*, p. 38.

(19) *Idem*, p. 56.

(20) *Idem*, p. 72 et s.

(21) *Idem*, p. 88.

(22) *Idem*, p. 11.

(23) *Idem*, p. 6.

Comme M. Nogaro, M. Lescure met au premier plan les liens de solidarité entre les marchés ; c'est dans les conditions de la production et de la demande de certaines catégories de biens qu'il voit la source du dynamisme des prix.

B. — *NOUVELLE DEFENSE*
DE L'EXPLICATION MONETAIRE
DES MOUVEMENTS DE PRIX DE LONGUE DUREE
R. MARJOLIN

Tout récemment, M. Robert Marjolin a apporté une contribution de premier intérêt au problème des causes du mouvement des prix de longue durée (24). Dès l'abord, il se pose en partisan de l'explication monétaire, car le parallélisme entre la courbe de l'indice des prix de gros français et celle des taux d'accroissement annuel du stock d'or mondial lui paraît tel qu'il exige un lien très étroit. Or, des deux variables, dit-il, il faut admettre que le facteur causal est le taux d'accroissement du stock d'or car il ne dépend pas des autres éléments de la vie économique.

L'objet des études de M. Marjolin sera donc de répondre à certaines objections théoriques à l'explication monétaire du mouvement des prix, et cela, par la méthode statistique.

Une première objection, que nous avons, en effet, rencontrée, consiste à dire que l'importance de l'or comme instrument de paiement étant devenue de plus en plus minime, les modifications dans la production de l'or ne peuvent déterminer le mouvement des prix. M. Marjolin répond en montrant, statistiquement, que le montant des billets de banque

(24) *Or, prix, crédit*. L'Activité Economique, octobre 1935 (Sirey). *Mouvements de longue durée des prix et extraction des métaux précieux*. L'Activité Economique, janvier 1937.

et de la monnaie scripturale en circulation varie d'une manière parallèle au taux d'accroissement du stock d'or. Dressant la courbe, d'une part, du montant des billets en circulation et des comptes courants particuliers de la Banque de France, puis de la valeur des avances et escomptes de la Banque de France, enfin du montant des dépôts et comptes courants créditeurs des grands établissements de crédit, il met en évidence que ces trois facteurs se développent suivant un rythme qui correspond étroitement à celui de l'accroissement du stock d'or (25).

Poussant plus loin sa démonstration (26), notre auteur calcule les variations du rapport $\frac{M}{M'}$, la quantité de monnaie, étant représentée par le montant de l'encaisse métallique de la Banque de France; M' , le crédit, étant représenté par le montant des dépôt et comptes courants des grands établissements de crédit, plus les billets et comptes courants particuliers de la Banque de France, moins l'encaisse des grands établissements de crédit.

Le rapport $\frac{M}{M'}$, diminue de 1848 à 1871, augmente jusqu'en 1885, diminue de nouveau jusqu'en 1913. Il est donc prouvé que non seulement les mouvements de crédit ne contre-carrent pas l'action de l'or, mais qu'ils l'accroissent, puisque l'accélération de l'accroissement du crédit est plus rapide que celle de la quantité de monnaie quand la production de l'or augmente rapidement et inversement.

(25) *Or, prix, crédit*, tirage à part, p. 4-10.

(26) *Mouvement de longue durée des prix et extraction des métaux précieux*, p. 127-128.

Mais M. Marjolin se propose de surmonter encore une seconde objection : il veut prouver que les variations dans la quantité des instruments de paiement ne sont pas corrigées par des variations en sens inverse de la vitesse de circulation de la monnaie. Dans ce dessein, il calcule la vitesse de circulation du crédit, c'est-à-dire des comptes courants particuliers de la Banque de France et des dépôts et comptes courants créditeurs en général (27). Les variations de vitesse de circulation du crédit lui paraissent tout à fait parallèles à celles de son volume et, ajoute-t-il, « rien ne nous permet de douter qu'il en soit de même pour la monnaie métallique et les billets de banque » (28). La dernière objection à l'explication monétaire du mouvement des prix lui semble ainsi réfutée.

Pourtant notre auteur se préoccupe d'ajouter à sa démonstration statistique, ce qu'il appelle une « étude concrète de l'action de la monnaie sur les prix » (29) c'est-à-dire une exposition du mécanisme qui réalise cette action : La production de l'or, dit-il, augmente le pouvoir d'achat des pays producteurs d'or et ainsi détermine la hausse des prix, comme l'a indiqué M. Aftalion. Cette hausse, jointe à une augmentation des transactions, nécessite un accroissement du crédit qui est rendu possible, précisément, par l'augmentation des encaisses métalliques des Banques d'Emission.

M. Marjolin apporte donc une nouvelle contribution à la théorie quantitative, dont il se présente lui-même comme un

(27) *Or, prix, crédit*, p. 10-11.

(28) *Idem*, p. 11.

(29) *Mouvements de longue durée des prix et extraction des métaux précieux*, p. 129-144.

défenseur. Néanmoins, il a soin de marquer très nettement les limites dans lesquelles il entend contenir son explication. S'il utilise la courbe des prix français, c'est qu'il la considère « comme reflétant, dans ses grandes lignes, les mouvements d'une courbe internationale idéale » (30). Il ne défend donc pas la théorie quantitative sur le plan national. D'autre part, il ne prend aucunement parti en faveur d'une théorie monétaire des fluctuations cycliques des prix. Au contraire, le rythme cyclique lui apparaît comme un phénomène perturbateur qui vient gêner l'action de l'or et se trouve donc responsable des imprécisions qui subsistent dans l'explication monétaire des mouvements séculaires (31). Au total, suivant ses propres déclarations, il nous présente une « théorie quantitative internationale des mouvements de prix de longue durée » (32).

C. — ATTITUDES ECLECTIQUES

Le grand ouvrage de Monsieur le Professeur Baudin *La Monnaie et la formation des prix* (33), si remarquable par l'abondance et la sûreté de sa documentation, contient maintes vues constructives.

A l'égard de la formation des prix, d'abord, M. Baudin met en évidence le caractère indéterminé, dans une certaine mesure, du prix, tenant à ce qu'il est fondé sur des appréciations psychologiques susceptibles de varier d'une manière imprévisible. Sa conclusion sera que le prix monétaire présente un caractère fuyant. Fixé dans une zone plus ou moins

(30) *Idem*, p. 121,

(31) *Idem*, p. 131-135.

(32) *Idem*, p. 122.

(33) La première partie seulement, *Les éléments*, est parue : Sirey, 1936.

étroite d'indétermination, il est soumis à l'empire de la demande, elle-même conditionnée par le passé, le futur, le milieu et en particulier par l'offre elle-même. Le prix du marché n'est presque jamais tel que nous le prévoyons, il conserve sa vie propre et revêt le caractère inattendu d'une nouvelle et perpétuelle éclosion (34). Cette conception n'est pas sans analogie avec celle que M. Aftalion sur la détermination spontanée et historique des prix, analogie qui devient extrêmement frappante dans des formules comme celles-ci : « Les prix actuels reposent à la fois sur les prix passés et sur la prévision des prix futurs » (35).

M. Baudin critiquera encore cette « habitude fâcheuse de considérer la monnaie *comme un fait extérieur aux transactions* » qui conduit à penser que « l'offre apparaît d'une part, la demande de l'autre, toutes deux déterminent les prix, puis la monnaie vient permettre le paiement ». « On comprend dans cette hypothèse, poursuit-il, qu'il puisse exister une action mécanique de la monnaie sur les prix ou des prix sur la monnaie; tout se passe en dehors des offrants et des demandeurs... D'où les théories quantitatives et antiquantitatives également critiquables sous leur forme absolue, car la monnaie, nous le savons, n'est pas surajoutée à l'échange, elle entre dans le tableau des désirs; elle pénètre, elle imprègne l'offre et la demande » (36). On peut certainement rapprocher ces vues de l'une des bases fondamentales de la critique de la théorie quantitative chez M. Nogaro.

Mais où M. Baudin, nous semble-t-il, apporte une contribution de la plus haute importance à la théorie monétaire, c'est en ce qui concerne la notion de vitesse de la circulation

(34) *Op. cit.*, p. 96.

(35) *Idem*, p. 73.

(36) *Idem*, p. 455.

de la monnaie. Nous tenterons de la mettre en évidence en utilisant non seulement le livre sur « la monnaie », mais aussi un article capital donné à la Revue économique internationale (37).

C'est d'abord le concept même de vitesse de circulation et sa distinction d'avec celui de quantité de monnaie que Monsieur Baudin éclaircit d'une manière qui n'avait pas été faite jusqu'ici, croyons-nous. La vitesse de circulation de la monnaie est définie par le rapport du total des paiements effectués au montant moyen de stocks monétaires. Mais en quoi consiste ce stock ? De nombreuses réponses peuvent être données à cette question. Qu'il nous suffise de remarquer qu'à certaines époques on aurait fort bien pu considérer que les billets de banques n'étaient qu'un procédé permettant d'augmenter la vitesse de circulation du stock de métal précieux. De nos jours on pourrait fort logiquement soutenir que la monnaie de banque ne doit aucunement être appelée un « stock monétaire ». Les banques se bornent à faire circuler leur encaisse. Enfin si l'on comprend même dans le stock monétaire la monnaie de banque, n'y a-t-il pas lieu de déduire de ce stock les sommes immobilisées par suite de phénomènes de thésaurisation, par exemple ? A ces problèmes, M. Baudin répond à très juste titre que les solutions sont commandées par la *commodité* du travail scientifique. Il est moins difficile de rapporter les phénomènes de thésaurisation à la vitesse de circulation et de prendre pour le stock monétaire (numéraire, billets, crédit) les quantités totales susceptibles de circuler, qu'elles circulent ou non.

(37) *La vitesse de circulation de la monnaie*. Rev. Ec. Int., juillet 1933.

De cette conception découle que les fluctuations de la vitesse de circulation « ont une double origine : elles dérivent soit du mouvement des affaires..., soit de celui du montant de l'épargne-réserve.... Elles trouvent donc leur source ou dans l'économique ou dans le psychologique ». Et elles sont tantôt effet, tantôt cause dans l'équation des échanges, car le mouvement des affaires est déjà enregistré par le facteur T du second membre de l'équation, tandis que les influences extra-économiques ont trouvé dans V et V' une porte d'accès.

Mais cette idée se heurte à une grave objection, présentée par certains quantitativistes et que l'on examine peut-être pas suffisamment lorsqu'on réfute la théorie quantitative au moyen de la notion de vitesse de circulation. V et V' , peut-on dire, ne sont pas des facteurs actifs de détermination des prix parce qu'ils sont liés étroitement au volume des transactions (38). Snyder et Davenport, principalement, ont soutenu de nos jours cette objection. Toute somme déboursée, disent-ils, correspond à un achat. Donc si les débours s'accélèrent, les achats, c'est-à-dire les transactions, s'accélèrent au même rythme. Snyder a confirmé cette idée par d'importants travaux statistiques.

M. Baudin s'attache longuement à en chercher les points faibles. Il reprend d'abord la réponse de Bresciani-Turoni et de A. Marget : la courbe de la vitesse de circulation et celle des transactions peuvent ne pas se superposer exactement parce qu'il y a un décalage entre les opérations et achat et de vente et les paiements. Si ce décalage est modifié, si par exemple dans une période de temps déterminé le retard ap-

(38) Cette objection continue celle de FISHER, réfutée par M. ARNALON, disant que V et V' sont liés étroitement à la quantité de monnaie par les habitudes bancaires et de paiement.

porté aux paiements est moins important que dans la période de même durée qui l'a précédée, la vitesse de circulation de la monnaie se trouve diminuée sans que le nombre des transactions ait varié (pour un même nombre de transactions il y a eu davantage de paiements). M. Baudin ne juge pas cette réponse satisfaisante. Il ne s'agirait que de modifications tout à fait temporaires de la vitesse de circulation.

Mais il convient, dit-il, de se poser la question suivante : toute transaction engendre-t-elle un paiement en monnaie et inversement? Non, car en dehors du troc, il y a des biens donnés, des biens volés, des biens qui ne sont pas payés parce que leurs débiteurs sont tombés en faillite, et inversement il y a une circulation monétaire « indifférente » ne correspondant pas à des transactions (donation monétaire, secours de chômage, jeu, pari, vol de monnaie, faillite du débiteur monétaire, et surtout impôts).

La encore se pose une question de terminologie. C'est seulement au cas où l'on exclut toutes ces transactions sans paiements et ces paiements sans transactions que le lien entre V et T est étroit. La question d'ailleurs n'est peut-être pas essentielle, car les moyens statistiques dont nous disposons ne nous permettent pas d'évaluer T à un degré de précision tel que de telles causes d'erreur dussent être éliminées.

Par contre il est important de reconnaître que la vitesse de circulation peut varier indépendamment des transactions en raison de diverses modifications dans les modes de paiement : usage du crédit au livre, du chèque, modification dans la fréquence et la régularité des paiements. M. Baudin, finalement, soutiendra de nouveau que les variations de la vitesse de circulation sous l'influence des circonstances psychologiques se comportent comme des phénomènes incitateurs des modifications de l'équation de l'échange.

A l'égard du problème quantitatif dans son ensemble M. Baudin est partisan d'une solution de synthèse qui verrait dans l'action de la monnaie une loi de tendance justifiant, plutôt que le terme de théorie quantitative, celui de « notion quantitative » (39) qu'il définit ainsi : « Les mouvements du niveau général des prix sont dus à ceux de la monnaie mais non exclusivement et sans lui être forcément proportionnels » (40). Nous trouvons un exposé général de cette conception dans un article de l'Actualité économique (41) intitulé *La théorie quantitative de la monnaie*. M. Baudin écarte d'abord les thèses absolues suivant lesquelles les quantités de monnaies auraient une influence exclusive, ou n'auraient aucune influence sur le niveau des prix. Et s'il rend hommage aux antiquantitativistes, il n'est pas non plus sans les critiquer. Il se demande, en particulier, si le facteur psychologique est réellement absent de la théorie quantitative et ne pourrait y être intégré en considérant simplement le pouvoir que les individus possèdent d'utiliser les valeurs qu'ils détiennent en monnaie de diverses manières, faisant ainsi varier la vitesse de circulation. Ainsi la théorie quantitative ne soutiendrait nullement que toute variation dans la quantité de monnaie agit de la même manière sur tous les prix puisque les fluctuations de la vitesse de circulation accompagnent cette variation. De même, dans cette hypothèse, la théorie quantitative ne comporterait aucune affirmation de

(39) Ce terme est employé aussi par M. HARSIN.

(40) *La Monnaie et la formation des prix*, p. 456.

(41) Montréal, déc. 1933. Cf. aussi un très récent ouvrage de M. Baudin : « *La Monnaie*. Ce que tout le monde devrait savoir » (Librairie de Médicis, 1938). Un des chapitres de cet ouvrage est intitulé : « La monnaie agit sur les prix, mais son action échappe au calcul ».

proportionnalité absolue entre la quantité de monnaie et les prix.

Les théoriciens du revenu, selon M. Baudin, ne s'opposent donc pas aux quantitativistes, ils les complètent. Cela est si vrai que certains auteurs ont tenté de faire entrer des éléments qualitatifs dans l'équation des échanges : Fisher, le crédit qui s'éteint ou s'acquiert à terme et le crédit qui s'éteint par remboursement ; Fernandez Banos, le montant des valeurs immatérielles telles que la capacité technique, l'esprit d'épargne, la paix sociale, d'une part, et de l'autre côté la confiance dans ces biens immatériels, l'espérance de leur transformation en richesse.

Suivant M. Baudin, une nouvelle catégorie de thèses s'est ouverte, qu'il qualifie de « théorie de l'emploi du revenu ». Ainsi Mac Kenna écrit : « Il existe deux facteurs qui échappent à tout contrôle défini de la part de l'Institut central : le premier est la vitesse de circulation de la monnaie, le second consiste dans l'emploi qui est fait de cette monnaie ». De même pour Keynes, des modifications dans l'emploi du revenu peuvent faire varier les prix sans modification de la quantité de monnaie ni même dans la vitesse de circulation.

Notre auteur souhaiterait que l'on pousse encore cette analyse plus loin : Si l'on remarque que le changement dans la répartition des revenus entraîne des bouleversements dans l'emploi du revenu la théorie quantitative doit aboutir à « une vaste étude sociale... englobant un grand nombre de problèmes qui ne sont plus strictement monétaires ». Cette évolution des théories conclut-il « s'est poursuivie, sans que les fondements de la théorie quantitative entendue dans le sens le plus large, aient été à proprement parler détruits » (42).

(42) *La théorie quantitative de la monnaie*, p. 428.



Nous rencontrons, nous semble-t-il, la même position éclectique dans l'ouvrage de Monsieur le Professeur G. Pirou sur *La monnaie française depuis la guerre* (43). Nous y voyons, en effet, que le fondement, la cause première des mouvements des prix, pendant et après la guerre, sont bien attribués aux phénomènes d'inflation interprétés dans le sens quantitative. M. Pirou compare le billet de banque à un bien, donnant droit à une quote-part dans le stock global des marchandises. Si le nombre des biens est multiplié, chacun n'est plus en mesure d'acheter qu'une quote-part réduite des marchandises (44).

Mais nous voyons aussi intervenir, dans le même ouvrage, la notion de revenu : les prix montent parce que les revenus sont gonflés artificiellement. « Il y a inflation, lisons-nous, toutes les fois qu'augmentent les disponibilités des industries, sans qu'augmente parallèlement le stock des marchandises » (45). C'est l'idée de revenu, nous le savons, qui permet de passer aux explications psychologiques des variations de la valeur de la monnaie. Nous les rencontrons bientôt chez M. Pirou, par exemple lorsqu'il s'agit d'expliquer la dépréciation du franc en 1926. « Ce n'est pas tant, écrit-il, le niveau de la circulation en juillet 1926 que les risques d'une inflation prochaine qui déterminent la perte de la confiance dans la valeur du franc » (46). Il nous est donc permis de penser que M. Pirou ne cherche pas à expliquer par une cause unique tous les mouvements des prix, mais qu'il adopte les

(43) Sirey, 1936.

(44) *Op. cit.*, p. 21-22.

(45) *Idem*, p. 26.

(46) *Idem*, p. 40.

causes monétaires ou les causes psychologiques suivant le cadre de temps et d'espace considéré.

La même attitude devant le problème quantitatif est exposé de manière plus didactique dans les *Leçons sur la monnaie et les problèmes monétaires* (47) de Monsieur le Professeur W. Oualid. En ce qui concerne les phénomènes monétaires dans l'hypothèse de la monnaie métallique, les explications quantitatives ne lui semblent pas radicalement fausses mais trop rigides, négligeant l'existence de systèmes monétaires différents. D'autre part, il attribue deux catégories d'effets aux émissions de papier monnaie : 1°) une dépréciation tenant à l'augmentation du nombre des bons ; 2°) une dépréciation provoquée par la méfiance et la contagion (48). M. Oualid résume parfaitement sa position éclectique en écrivant que la théorie psychologique de la monnaie lui paraît « plutôt un complément et un perfectionnement qu'une réfutation de la théorie quantitative » (49).

(47) Ecole supérieure d'enseignement financier, 1926-1927. Si-rey, 1927.

(48) *Op. cit.*, p. 167.

(49) *Idem*, note p. 169.

CHAPITRE III

LA « SCIENCE ÉCONOMIQUE POSITIVE »

FR. SIMIAND

Nous nous proposons de rapprocher de l'idée quantitative les solutions données par François Simiand au problème de la relation entre la monnaie et les prix. Nous faisons ainsi entrer cet auteur dans un cadre de discussion qu'il aurait, certes, peu favorablement envisagé. Il l'aurait d'abord trouvé trop étroit, en raison de son tempérament de philosophe et de sociologue. Il aurait pensé, en outre, que la discussion de la théorie quantitative appartenait à une phase dépassée de la science économique. Néanmoins, Simiand a souvent rencontré cette théorie sur son chemin; il l'a réfutée explicitement, et surtout ses propres recherches sur le mouvement des prix l'ont conduit à des résultats tels qu'il a du maintes fois souligner les points par lesquels ils différaient des interprétations traditionnelles. En indiquant ces points, nous nous préoccupons de marquer ce qui nous paraît distinguer le plus essentiellement les conclusions de Simiand des développements les plus récents donnés en France l'idée quantitative. Mais ici, il est plus nécessaire encore que pour aucun autre d'exposer, en premier lieu, les conceptions méthodologiques qui ont inspiré l'œuvre de notre auteur.

§ I. — La méthode de la science économique selon FRANÇOIS SIMIAND

*La critique de l'économie
politique.*

Simiand fut d'abord un sociologue de l'école française, disciple de Durkheim et collaborateur de celui-ci à l'*Année sociologique*, revue fondée en 1898 (1) dans le but de « rapprocher de la sociologie certaines sciences spéciales qui s'en tiennent trop éloignées » (2). Dans cette intention la revue comporte une critique des ouvrages récents, concernant les sciences « morales », surtout du point de vue de la méthodologie. Simiand chargé de la section de « Sociologie économique » (3) est ainsi conduit à juger les diverses tendances de l'Economie politique au début du xx^e siècle : il les rejette toutes catégoriquement dans leur point de départ et dans leur méthode.

La théorie marxiste de la valeur, pense-t-il, est « un puissant effort vers l'objectivation de la valeur » (4). Mais elle n'y parvient que par une réduction des travaux différenciés au travail simple, qui néglige les différences qualitatives. « Si l'on ne fonde ici, conclut-il, une méthode d'estimation en quantité de la qualité, l'évaluation de tous les travaux en

(1) Alcan, éditeur.

(2) *L'Année sociologique*, 1^{re} année. Préface, p. II.

(3) Les principales analyses de Simiand à l'année sociologique ont été réunies en un volume : *La méthode positive en science économique*, Alcan, 1912. Il comprend en outre deux nouvelles études.

(4) *Année sociologique*, 1^{re} année, p. 464.

temps de travail simple n'est plus qu'une appréciation arbitraire et relative, et du coup l'objectivité recherchée disparaît » (5).

Simiand n'est pas moins dur pour la théorie de l'utilité finale, « ingénieuse et séduisante doctrine, dit-il, qui se dit nouvelle et se prétendit définitive » (6). Elle est une réintroduction du facteur psychologique individuel et concret; elle explique les phénomènes multiples de l'économie par dérivation et complication. Mais, à moins de donner à ces estimations affectives, où s'arrêtait l'analyse, une commune mesure, ou seulement une normale, toute valeur ne devait-elle pas être relative et arbitraire ? Et que fonder là-dessus que d'artificiel dans le présent comme dans l'avenir » (7).

Notre auteur juge donc stériles les deux grandes tentatives qui ont été faites pour construire une théorie de la valeur. De la même manière, il considère que les méthodes courantes de l'Economie politique sont profondément viciées. Elles s'appuient, dit-il, « sur une ou plusieurs propositions générales touchant la psychologie de l'homme économique, qui jouent le rôle de postulats » (8). Ainsi les théories classiques sont fondées sur ce postulat que l'intérêt personnel est le mobile principal et ordinaire des actions humaines. Mais, dit Simiand, de ce même principe, plusieurs déductions sont possibles.

(5) *Idem*, p. 465.

(6) *Idem*, p. 459.

(7) *Idem*, p. 463. On trouvera une critique de fond de la loi suivant laquelle le besoin décroît à mesure que croît la quantité de la chose employée à la satisfaire dans : *La méthode positive*, p. 194-197.

(8) Cf. *Déduction et observation en science économique*. Rev. de métaphysique et de morale, juil. 1899.

La méthode positive, p. 9-39.

Le capitaliste, par exemple, peut être poussé par son intérêt personnel, soit à augmenter son capital en assumant un certain risque, soit à le conserver en renonçant à en tirer un gain. L'existence de cette alternative empêche de dégager une loi unique de l'intérêt. « L'analyse, dans les espèces traitées, peut en réalité dégager deux ou plusieurs sens divergents qui sont également conformes au postulat général » (9). Si donc le sens adopté a été choisi, c'est qu'en réalité, « la prétendue déduction a été observation » (10). Lorsqu'on bâtit une théorie sur l'intérêt personnel, on observe sur soi ou sur son entourage, d'une manière plus ou moins consciente, la manière dont l'homme suit ce qui lui paraît être son intérêt (11).

Dès lors la méthode traditionnelle ne peut se justifier scientifiquement que si elle transforme ses postulats en de simples hypothèses précédant une confrontation avec les faits, une « recherche essentiellement inductive » (12). Simiand doute que cette voie soit féconde, que l'on arrive jamais à la confrontation des hypothèses avec les faits, car le fait ici étant social, et donne sous une forme relative et complexe, est « peu probablement explicable par une influence précise unique » (13).

Si au contraire l'économie politique renonce au contrôle des faits, son hypothèse de départ devient arbitraire, on peut fonder diverses théories contradictoires ayant une même valeur. On se trouve dès lors en face d'une discipline « pure-

(9) *La méthode positive*, p. 21.

(10) *Idem.* p. 23.

(11) ...et non ce qui est son intérêt; cela n'a pas de sens au point de vue de la science positive.

(12) *Op. cit.*, p. 29.

(13) *Idem.*, p. 30.

ment conceptuelle », qui ne peut prétendre interpréter scientifiquement la réalité.

Les écoles déductives modernes tombent sous le coup de la même critique, par exemple l'école marginaliste. Analysant le livre de M. Landry « l'intérêt du capital » (14). Simiand qualifie la méthode employée de « conceptuelle ou idéologique », parce qu'elle part d'idées préconçues sur l'attitude de l'homme dans la vie économique, d' « empirique », parce que, parmi les nombreuses hypothèses qui peuvent être déduites de ces bases de départ, l'auteur choisit d'après sa vague connaissance de la vie ou d'après les traditions, de « normative » enfin parce que l'auteur s'appuie sur une certaine arithmétique des plaisirs, une certaine morale, que manifestement, tous les hommes ne suivent pas.

Mais, en même temps que les théories de l'utilité marginale, s'est développé l'usage de la méthode mathématique. Le livre de Jevons *La théorie de l'Economie politique* venant d'être traduit avec une importante préface de Painlevé, Simiand constate (15) que l'économie mathématique en est restée à peu près uniquement à l'étude statique, pour laquelle elle s'appuie sur la notion de l'équilibre. Même sur ce terrain, pourtant, il ne pense pas qu'elle soit arrivée à donner de véritables explications. « Ce que l'économie mathématique jusqu'ici, dit-il, appelle déterminer les conditions de l'équilibre de l'échange, ce n'est pas, comme on pourrait le croire, déterminer les phénomènes dont il dépend que cet équilibre soit possible, encore moins les phénomènes dont il dépend que cet équilibre se produise : c'est simplement énoncer des phénomènes dont on puisse dire qu'ils se trouvent réalisés là où cet équilibre se trouve réalisé... » (16). On ne dégage

(14) *L'année sociologique*, t. VIII, p. 572 et s.

(15) *Idem*, t. XI, p. 518 et s.

(16) *Idem*, p. 538.

donc pas les « conditions proprement dites... », ni les causes », mais seulement des « caractères constants », des « éléments de la définition ». « C'est à peu près, ajoute notre auteur, comme si l'hydrostatique appelait condition de l'équilibre d'un liquide, le fait que la surface en soit horizontale » (17). Et non seulement nous n'atteignons pas les causes véritables, mais il n'est pas prouvé que les caractères dégagés ne soient pas seulement les conséquences de l'équilibre.

Au fond, pense Simiand, la stérilité de l'économie mathématique tient à ce qu'elle ne se distingue pas essentiellement de l'économie traditionnelle; elle lui superpose seulement un « vêtement quantitatif » suivant l'expression de Painlevé. La même critique fondamentale vaudra pour les deux écoles: « En voulant expliquer, les phénomènes économiques essentiels... par des phénomènes élémentaires de psychologie individuelle, l'une et l'autre vont à contre sens de la réalité parce que ces phénomènes de psychologie individuelle sont, au vrai, dépendants et dérivés de ces phénomènes économiques essentiels que l'on veut expliquer ou déterminer par eux » (18).

*La critique de la théorie
quantitative.*

La théorie quantitative, nous le savons, est un des terrains privilégiés sur lesquels se sont affrontées les écoles classique, marginaliste, mathématique. Dans chacune de ces écoles nous trouvons des partisans et des adversaires de l'illustre théorie. Simiand pourrait donc prétendre échapper sans plus de discussion à la controverse puisque toutes les constructions y

(17) *Idem*, p. 539.

(18) *Idem*, p. 541.

sont viciées par une erreur de méthode. Ce sera, en effet, son attitude fondamentale; mais il n'est pas sans avoir parfois pris part lui-même à la querelle pour des raisons de critique ou d'enseignement.

Il prend position, d'abord, dans l'année sociologique, à l'égard du livre de Fisher *The purchasing power of money* (19). Ce qu'il reproche surtout à Fisher, c'est d'avoir remplacé une démonstration du rapport de causalité entre M et P (20), démonstration qui devait être faite en dehors de l'équation de l'échange ainsi que Fisher le reconnaissait, par une distinction entre les périodes normales et d'équilibre et les périodes de transitions auxquelles la théorie quantitative ne s'appliquerait pas. Simiand juge radicalement fausse la conception suivant laquelle les phénomènes « transitoires » (modification du rapport entre la monnaie et les dépôts, modification du volume des échanges), s'annuleraient pour qu'à la prochaine période d'équilibre les réactions des facteurs de l'équation de l'échange se soldent par une action proportionnelle de M sur P.

Fisher s'appuie à tort sur la constance des habitudes sociales car si peu que dure ce transitoire, il suffit à rendre impossible un retour exact à l'état antérieur: « toute modification psychologique laisse une trace, une habitude troublée ne redevient pas exactement la même » (21). De la simple existence de ces priodes transitoires Simiand déduirait plutôt que « d'une préiode normale à la période normale suivante, un doublement de la quantité de monnaie en circulation n'a pas pour effet, même en ce qui le concerne seulement, et par

(19) *Idem*, t. XII, p. 913 et s.

(20) Symboles que représentent, nous le savons, la quantité de monnaie en circulation et l'indice des prix.

(21) *Op. cit*, p. 714.

lui seul, un doublement du niveau des prix » (22). L'ouvrage de Fisher est donc « un des plus flagrants témoignages de tout le mal qu'a pu faire à la théorie économique la métaphore de l'équilibre » (23).

C'est aussi le témoignage de l'échec de la méthode « à la fois conceptuelle et empirique » que Fisher a employée. En construisant les concepts dont est formée l'équation de l'échange, il croit avoir déterminé l'intermédiaire obligatoire de tous les facteurs de détermination des prix. Mais, dit Simiand, « tels des facteurs, que M. Fisher place à un degré d'antécédence plus éloigné que la quantité de monnaie et... d'autres facteurs dont M. Fisher n'a pas fait état, apparaissent les antécédents les plus proches, les plus immédiats... de la variation des prix » (24).

L'auteur du *Purchasing power of money* semble s'orienter vers une méthode plus scientifique lorsqu'il tente de retrouver dans les faits les rapports entre quantité de monnaie et prix. Mais y arrive-t-il vraiment ? Une étude statistique des prix aux Etats-Unis de 1896 à 1909 aboutit seulement à montrer que l'augmentation de la quantité de monnaie a été la cause la plus forte du mouvement des prix, mais elle ne prouve aucune proportionnalité entre ces deux phénomènes. Une large revue historique du mouvement des prix depuis le xvi^e siècle aboutit seulement à constater qu'il y a une hausse des prix lorsqu'il se produit une brusque augmentation de la quantité de métaux précieux. Tout cela ne confirme pas la théorie quantitative, aux yeux de Simiand. Cette « prétendue vérification », dit-il, « n'est une preuve de la théorie quantitative, dans sa précision, dans sa rigueur,

(22) *Idem*, p. 715.

(23) *Idem*, p. 714.

(24) *Idem*, p. 719.

que pour ceux à qui la théorie paraît n'en avoir pas besoin pour être vraie... Pour ces esprits nous pouvons prédire le résultat de toute confrontation avec les faits : la confrontation est-elle entièrement négative ? C'est que l'effet déterminé par la théorie est balancé ou caché par le mélange d'autres influences ; la confrontation montre-t-elle une correspondance se rapprochant de la théorie, mais imparfaitement ? C'est que les autres influences n'ont pas été entièrement éliminées ; mais si elles l'étaient, la correspondance serait parfaite » (25). Selon notre auteur, semble-t-il, l'ouvrage de Fisher, même dans sa partie « expérimentale », est dominé par la méthode conceptuelle et c'est ce que lui enlève toute valeur.

Plus tard, Simiand sera conduit dans son enseignement au Conservatoire national des Arts et Métiers à parler de nouveau de la théorie quantitative et de nouveau à la rejeter (26). Il la définit, en s'inspirant toujours d'Irving Fisher : une thèse suivant laquelle « les changements dans les quantités de monnaie se répercutent immédiatement et à proportion sur les prix ». Et il montre que les faits la contredisent au moins en deux points (après un examen sommaire) : tout d'abord, si l'on admet que le mouvement du stock des métaux précieux exprime suffisamment la variation des quantités de monnaie, on constate bien au xvi^e et xvii^e siècles un mouvement de hausse des prix en même temps qu'une forte augmentation du taux d'accroissement du stock des métaux précieux. Mais dans l'ordre de grandeur des deux phénomènes il y a une telle différence (décuplement pour le second, doublement ou triplement pour le premier) que la théorie quan-

(25) *Idem*, p. 717.

(26) *Cours d'économie politique*, 3^e année, 1929-30. Domat-Montchrestien, p. 403-407.

titative se trouve évidemment en échec. Elle l'est en second lieu au XIX^e siècle, où les mêmes phénomènes se reproduisent dans le même sens et en sens inverse, mais cette fois avec un décalage dans le temps d'une dizaine d'années. Tout cela montre que la correspondance n'est pas « automatique », algébrique, comme Irving Fisher le fait concevoir.

On pourrait reprocher à cette critique de partir d'une idée un peu étroite de la théorie quantitative. Mais ce qu'il importait surtout de noter ici, c'est la position de départ de notre auteur. Rien de bon, pense-t-il, ne peut être édifié sur les bases et suivant les méthodes ordinaires de l'Economie politique. La théorie quantitative, en particulier, même dans sa formulation moderne, doit être formellement repoussée.

*La nouvelle recherche
économique.*

L'aspect critique de la pensée de Simiand n'est que la préface d'une œuvre constructive considérable (27) dans le sens de ce qui est, à ses yeux, la véritable recherche économique.

Cette recherche d'abord portera sur des *faits sociaux* : l'erreur des économistes a été en premier lieu de partir de la psychologie individuelle, qui étant du qualificatif, ne peut être un objet de science. Le passage du qualitatif au quantitatif ne peut se faire qu'en prenant pour objet d'étude ce qu'il y a de social dans le processus économique. « Toute théorie de la valeur, dit Simiand, est au moins par le fondement, psychologique : si l'on veut qu'elle soit objective, il faut la faire dépendre d'un facteur psychologique objectif.

(27) La part la plus importante de cette œuvre et son couronnement est représentée par l'ouvrage sur : *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, 3 volumes, Alcan, 1932.

Un facteur psychologique social, s'il en est de tels... remplirait cette condition » (28).

En second lieu la nouvelle recherche devra être rigoureusement *scientifique* : Les méthodes déductives, ou « conceptuelles » comme Simiand les appelle, sont opposées à l'esprit scientifique. « Il peut paraître raisonnable, dit-il, (si par ce mot l'on veut dire uniforme à un certain idéal intellectuel ou pratique) que les faits s'expliquent... (d'une certaine manière)... Mais la science positive s'interdit rigoureusement non pas même d'admettre, mais seulement de présumer que les choses sont comme notre esprit les conçoit, avant que l'expérience méthodiquement faite l'ait établi » (29).

Cela ne veut pas dire que notre auteur repousse toute idée d'une élaboration intellectuelle des données de l'expérience. Toute science, pense-t-il, doit utiliser l'abstraction (30). L'induction et la déduction sont l'une et l'autre nécessaires. Mais il s'agit d'en faire une combinaison telle que les résultats dégagés en reçoivent le caractère de l'évidence scientifique. Pour cela le seul moyen est de se mettre à l'école des sciences de la nature et de prendre modèle tout à la fois sur ce qui, dans leur méthode, « est aujourd'hui le plus généralement tout à la fois reconnu par des compétences qualifiées et sanctionnées par la pratique courante et par les résultats » (31).

Comme dans toute science on devra donc tendre à expliquer, c'est-à-dire à découvrir la *cause*. Certains prétendent que la science se détourne de plus en plus des explications causales. Simiand démontre qu'elle est, au contraire, exigée

(28) *Année sociologique*, t. I, p. 472.

(29) *Idem*, t. I, p. 587.

(30) *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, p. 14.

(31) *Idem*, p. 15.

dans notre cas par la complexité même de l'objet (32). Il ne s'agit pas d'atteindre la causalité absolue, la relation substantielle entre les choses, mais de reconnaître l'antécédent immédiat ou le plus immédiat, non substituable ou le moins substituable. Là est la cause au sens positif. Les autres antécédents recevront le nom de « conditions » (33).

(32) *Idem*, p. 18-20.

(33) Ces notions, Simiand les a dégagées par opposition à la méthode historique courante : Cf. *Méthode historique et science sociale* (Revue de synthèse historique, 1903); *La Causalité en histoire* (Bull. de la Soc. Fr. de phil., 1906 et 1907).

Les historiens, dit Simiand, voient l'originalité de leur science dans le caractère subjectif (Seignobos) et individuel (Bernheim) des faits étudiés. C'est une erreur. Les éléments sociaux sont comme les phénomènes naturels objectifs, c'est-à-dire « indépendants de notre spontanéité individuelle ». En outre, leurs causes se reproduisant exactement, ils réapparaîtraient de la même manière. Ils ne sont donc pas plus « individuels » que les phénomènes de la nature.

Expliquer les faits sociaux ce sera donc en chercher la cause. Et cette cause ne sera pas la vague notion des historiens : antécédent vraisemblable, occasion, pouvoir d'un individu. « Ici comme dans les sciences positives, dit Simiand, la cause d'un phénomène est et n'est pas autre chose que, selon la formule de Mill, le phénomène antécédent invariable et inconditionné. L'établissement d'un lien causal se fait non entre un agent et un acte, non entre un pouvoir et un résultat, mais entre deux phénomènes exactement de même ordre; il implique une relation stable, une régularité, une loi ». (Rev. de synthèse historique, 1903, p. 17).

Etude d'une catégorie de faits sociaux dans un esprit rigoureusement scientifique, la recherche économique sera donc un aspect de la sociologie qui dans l'ordre des faits religieux, juridiques, moraux aussi bien qu'économiques, ne signifie rien d'autre que l'introduction du point de vue vraiment scientifique dans la connaissance. Simiand nous indique lui-même ce caractère. Cf. : *La Méthode positive*, p. 205 et 206. Et communication au 3^e Congrès de Philosophie, Heidelberg, 1908. (Rev. de Métap. et de morale, nov. 1908).

Il faut ajouter que lorsqu'il se réclame de la sociologie, ce n'est pas seulement dans le dessein d'envisager d'un point de vue plus large les faits économiques, c'est pour approprier à l'étude de ces

La recherche économique sera, en troisième lieu, de caractère *expérimental*. L'opinion générale réserve aux sciences de la nature la possibilité de soumettre les faits étudiés à l'expérimentation. Simiand va tenter d'établir au contraire que l'expérimentation est applicable également aux faits sociaux. Nommé en 1921 Président de la Société de Statistique de Paris, il prend pour sujet de son allocution : *La statistique comme moyen d'expérimentation et de preuve*.

La statistique, remarque-t-il, simplifie des ensembles complexes et dégage leurs relations, par exemple par élimination dans les données des variations saisonnières et étude de la variation à période plus longue en correspondance avec tel autre facteur. La différence de cette opération avec l'expérimentation dans les sciences de la nature est que, dans le second cas, l'isolement d'un élément et la recherche de la relation sont réalisés par des opérations matérielles tandis que, dans le premier, ils le sont par des opérations intellectuelles. Mais l'existence des opérations matérielles n'apparaît pas essentielle à Simiand (aussi bien, n'y a-t-il pas des expériences spontanées ?) et il propose de reconnaître « qu'il y a expérience partout où et seulement là où il y a dispositions de

faits une méthodologie bien définie : celle de la sociologie de Durkheim ou de l'école sociologique française. On peut bien dire que l'essentiel de la méthode positive en science économique est déjà contenue dans « Les Règles de la méthode sociologique » de Durkheim. Considérer les faits sociaux comme des choses, expliquer le phénomène social par la cause efficiente qui le produit et la fonction qu'il remplit (la cause devant être un fait social antécédent — et la fonction un rapport avec une fin sociale), administrer la preuve par la méthode expérimentale des variations concomitantes, toutes ces règles dégagées par Durkheim, pourront être transportées directement dans l'étude des faits économiques.

faits telle que l'esprit de l'homme puisse tirer une relation entre ces faits » (34).

La nouvelle recherche économique sera donc une science expérimentale portant sur une catégorie de faits sociaux. Simiand la dénomme « Science économique positive ».

Nous avons déjà rencontré une tentative pour rapprocher l'étude des faits économiques des sciences proprement dites. Soulignons immédiatement combien celle-ci est différente : Simiand ne cherche pas à constituer ces faits économiques en objet de science en faisant appel à l'idée de loi statistique, mais il a recours à la notion nouvelle de la réalité du fait social. Il en résulte qu'il ne va pas chercher à transposer, comme MM. Rueff et Divisia, les méthodes des sciences les mieux constituées, physique et mécanique. Au contraire, déclare-t-il, « le domaine économique est... à mettre dans la série des connaissances à la suite et le plus proche des sciences biologiques (notamment anatomie et physiologie)

(34) Journal de la Sté de Stat. de Paris, février 1921, p. 40. Cette communication est développée dans une brochure intitulée : *Statistique et expérience*. On a dit encore pour opposer l'étude statistique à l'expérimentation que les faits dont elle s'occupe sont affectés par une multiplicité des causes « peuvent varier sans règle assignable en toute rigueur ». Simiand s'élève contre une telle définition du fait social. Celui-ci, quoique non pleinement réalisé dans aucun des cas réunis dans les données statistiques, est bien une réalité existante qui peut être rattachée à une cause unique. N'a-t-on pas tenté de le faire, par exemple pour le mouvement général des prix ? « La recherche statistique, dit Simiand, n'est pas un type de recherche s'opposant à l'expérimentation, mais... apparaît plutôt comme une certaine sorte de recherche expérimentale, comme l'expérimentation s'appliquant à de certains ordres de fait, aux faits, pourrait-on dire, qu'on détermine quantitativement au moyen d'un nombre plus ou moins grand de constatations individuelles, mais qui sont distincts de ces éléments individuels et ne sont réalisés comme tels en aucun d'eux ? » (*Statistique et expérience*, p. 19).

et le plus distant de ceux des sciences chimique, physique (ou plus encore astronomique ou mécanique) » (35). Ce qu'il veut apporter surtout à l'économie politique, c'est l'esprit scientifique: Cela ne sera pas possible dans l'édification d'une méthode originale par bien des aspects.

*Méthode de la science
économique positive.*

La possibilité de la science économique paraît fondée en théorie. L'est-elle pratiquement ? c'est-à-dire peut-on donner de véritables preuves des relations causales entre les faits sociaux ? Si l'on n'y est pas parvenu jusqu'ici, répond Simiand, c'est qu'on a violé « les conditions de preuve les plus élémentaires de l'expérimentation générale, ou bien les conditions de preuve qui dans le cadre de l'expérimentation statistique sont indispensables à réaliser quelque équivalence avec celles de l'expérimentation physique » (36).

Définir la méthode positive en science économique, c'est donc dégager les méthodes pratiques d'expérimentation sur les faits sociaux. L'œuvre de Simiand devient ici entièrement originale et novatrice. Dès longtemps constituée dans ses grands traits (37), elle est pleinement développée dans l'Introduction à son grand ouvrage « *Le salaire, l'évolution et la monnaie* » (38).

La recherche positive comporte, en premier lieu, des *constatations sur les faits*. Il faut que ces constatations se rapprochent le plus possible de celles qui sont effectuées dans les

(35) *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, p. 15.

(36) Journal de la Sté. de Statistique de Paris, fév. 1921, p. 42.

(37) *Statistique et expérience*, 2^e partie.

(38) « La méthode positive et la présente recherche », p. 28 à 50 et 68 à 114.

sciences de la nature (39). « La constatation scientifique, dit Simiand, vise à être, autant qu'il est possible: *expressive* de ce qui caractérise le fait étudié, *objective* (ou mieux *quantitative*) et de *sens certain* dans cette expression » (40).

Il faudra donc déterminer avec méthode, sans idée préconçue, les notions qu'il convient de prendre de l'objet d'étude, par exemple pour le salaire, « taux du salaire, coût de l'opération ouvrière, gain de la personne salariée ». Cette définition doit comporter autant que possible des éléments quantitatifs. Enfin il faudra avoir le souci de recueillir avec le même caractère, les « circonstances de l'observation » c'est-à-dire les faits voisins de l'objet d'étude parmi lesquels devront être cherchées les conditions et les causes. Afin de ne pas préjuger de ces conditions et de ces causes on dressera une double liste des circonstances à atteindre: liste empirique, d'après les opinions courantes touchant la détermination du phénomène par tel ou tel fait, liste systématique qui groupe en un tableau raisonné des faits économiques et extraéconomiques (41).

Pour l'exécution de ces desseins, la recherche économique se trouve dans des conditions très défavorables. A l'opposé de la constatation de laboratoire, (qui d'ailleurs, note Simiand n'est pas le seul mode employé dans les sciences de la nature), elle doit se contenter de l'étude par documents. Elle leur appliquera la méthode pratiquée dans les sciences historiques : critique externe, critique interne (42). Ces méthodes pourront, suivant notre auteur, aboutir à une véritable cons-

(39) *Op. cit.*, p. 28-43.

(40) *Idem.*, p. 31.

(41) *Idem.*, p. 34. La classification des faits économiques sera celle élaborée dans l'année sociologique.

(42) *Idem.*, p. 38-42.

tation de la réalité, à la condition, toutefois, qu'elles portent sur des « *ensembles* » (43), c'est-à-dire des « pluralités de cas formant un groupe relatif auquel s'appliquerait une constatation, et notamment une constatation conjointe » (44).

Simiand se place donc à l'opposé de la méthode de Le Play. Une monographie, si poussée soit-elle, ne peut à ses yeux apporter la connaissance de la réalité sociale qui est essentiellement une réalité collective, se dégageant du groupement des cas individuels. La constitution « d'ensembles », au contraire, est le moyen qui permet, par une opération de caractère intellectuel, de « retrouver à quelque degré l'avantage qu'atteint, dans le laboratoire, l'opération matérielle du savant sur les choses » (45). Elle permet, en effet, d'éliminer les cas particuliers ou exceptionnels, de contrôler le rapport du document à la réalité, par des recoupements, des comparaisons, enfin d'isoler et de dégager l'importance respective des « circonstances » étudiées conjointement.

Ces ensembles, on les *délimitera* en ayant le souci qu'ils aient « une réalité objective », qu'ils soient « aussi homogènes que possible, par rapport à l'ordre de faits considérés (ou tout au moins d'une hétérogénéité définie et connue) » qu'ils soient enfin « aussi isolés et indépendants que possible » (46). Comme on ne pourra les *atteindre* intégralement, il faudra choisir pour chaque cas de les atteindre « plutôt en profondeur » ou « plutôt en extension ». Enfin pour les *exprimer*, on emploiera les diverses moyennes et indices utilisés par la statistique. Mais tandis que les statisticiens donnent souvent l'impression de partir de cas indi-

(43) *Idem*, p. 43-51.

(44) *Idem*, p. 46.

(45) *Idem*, p. 47.

(46) *Idem*, p. 48.

viduels concrets pour aboutir à un moyen terme irréal, lorsque Simiand emploiera une moyenne il croira au contraire exprimer directement une « réalité collective » (47).

A ces faits ainsi atteints en forme « d'ensembles » il s'agit d'appliquer le *traitement expérimental*. Ce traitement sera sans doute différent de celui appliqué aux faits physiques. En particulier au lieu de faire des expériences, on aura à « chercher des expériences toutes faites » (48). Pourtant Simiand s'applique à montrer que de tous les points de vues, la différence n'est pas de nature, mais seulement de degré (49). Ce qu'il faut donc poursuivre, c'est seulement « une adaptation des moyens de recherche et de preuve » (50).

Cette adaptation se fera sur la base de la « méthodologie traditionnelle », qui nous offre les méthodes de présence, d'absence, de variations concomitantes et leurs compléments : souci de la netteté, de la précision, de la pureté des relations dégagées, recherche de relation de forme quantitative, importance attachée aux très fortes variations, enfin principe de la pluralité des expériences (51). Dans les sciences, dit Simiand, où l'expérimentation agit matériellement sur les faits, ces conditions sont remplies en quelque sorte implicitement par la nature des choses. Au contraire pour l'étude des faits sociaux, il importe de les dégager très nettement et de les formuler en une série de préceptes qui seront le guide indispensable du chercheur.

Pour énoncer ces préceptes et en définir la portée, Simiand suit largement le conseil de Durkheim de « constituer de

(47) *Idem*, p. 49.

(48) *Idem*, p. 55.

(49) *Idem*, p. 54-62.

(50) *Idem*, p. 63.

(51) *Idem*, p. 64-68.

toutes pièces des concepts nouveaux appropriés aux besoins de la science et exprimés à l'aide d'une terminologie spéciale » (52). Mais sous un appareil un peu rebutant, on trouve surtout des conseils de prudence inspirés par le bon sens.

Si l'on veut expliquer un fait social, dit Simiand, il faut le choisir indépendant (53) et homogène (54). Il faut encore l'étudier dans sa vie même et d'une manière continue (55).

Comme une seule expérience ne prouve rien, il est nécessaire de la répéter et de se livrer à des contre-expériences. Dans notre domaine cela revient à constater si un phénomène aperçu se renouvelle dans le même groupe social (56).

Si la répétition de l'expérience aboutit à la confirmer, on pourra alors chercher une explication. Mais il faudra d'abord passer en revue tous les faits qui pourraient être en relations

(52) *Les règles de la méthode sociologique*, éd. Alcan, 1927, p. 46.

(53) « Précepte de l'intégralité indépendante » (*Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, p. 79-88). Il précise, nous semble-t-il, et limite la notion d'ensemble définie plus haut. Si l'étude monographique est stérile, celle qui prétendrait, dit Simiand, « s'attaquer d'emblée à la totalité des faits existants et ayant existé, ne le serait pas moins ». Il y aurait donc un cadre privilégié dans lequel le fait social prend sa pleine signification.

(54) Précepte de la « Ségrégation homogène » (*Op. cit.*, p. 88-96). Entre les faits groupés dans un « ensemble », il y aura toujours des différences secondaires. Mais il ne faut pas qu'elles soient trop importantes. En définitive il y a là une question d'opportunité.

(55) « Précepte de phénomène se produisant » (*Op. cit.*, p. 69-79). Ce précepte conduit, en vue de réaliser une « phénoménoscopie effective », à préférer les « constatations conjointes en succession » (variation du fait dans un même cadre à des dates différentes) aux « variations conjointes en coexistence » (différences à la même date en des cadres divers)... En outre la phénoménoscopie doit être « suivie », c'est-à-dire que les observations doivent être aussi rapprochées que possible, et « complète » la fin et le début du phénomène devant être déterminés par « des éléments objectifs, indépendants de toute interprétation préconçue ».

(56) « Précepte de l'identité de base » (*Op. cit.*, p. 96-100).

avec le fait étudié et ne pas se contenter du facteur qui paraît l'accompagner, même s'il était possible d'établir avec celui-ci un coefficient de corrélation élevé (57).

On aboutira ainsi à retenir un certain nombre de faits qui montrent une relation avec celui dont on recherche l'explication. Il faudra les classer, en déterminant d'abord de quel sens est la dépendance de l'un à l'autre. Ce qui nous convaincra le mieux, c'est la découverte d'une antériorité de l'un sur l'autre (58).

Enfin, il faudra essayer de déterminer « si entre tel antécédent A, par exemple, et le fait à expliquer M, la liaison reconnue apparaît plus ou moins directe, plus ou moins immédiate, ou encore plus ou moins automatique; et cela peut se marquer ou déceler soit par les antériorités, par les coïncidences ou par les intervalles, soit par tels ou tels traits des mouvements de A et de M et de leur correspondance » (59).

C'est seulement à la suite de ce travail qu'on pourra arriver à caractériser et situer les diverses conditions d'un phénomène, ou à formuler une combinaison des dépendances, qui mette en évidence l'antécédent « relié à notre objet par la relation la plus générale, et le moins substituable, ou le plus proche » (60), c'est-à-dire la *cause* du phénomène étudié.

Simiand a tenu à exposer avec de grands développements

(57) « Précepte de la revue sélective » (*Op. cit.*, p. 100-105). Ce précepte, dit Simiand, aura encore l'avantage de déterminer la « portée » de l'expérience, de faire connaître si elle ne s'applique pas seulement à un cas exceptionnel, mais au cas le plus fréquent, au cas « normal », ce mot étant pris dans un sens « tout positif et non finaliste ».

(58) « Précepte de la supériorité des dépendances ou succession pour la détermination des dépendances » (*Op. cit.*, p. 106-110).

(59) « Précepte de la liaison la plus étroite et de la sériation des dépendances » (*Op. cit.*, p. 110-114).

(60) *Op. cit.*, p. 112.

les principes de sa méthode. Certes, beaucoup d'entre eux ont été appliqué instinctivement par tous ceux qui ont cherché à dégager par voie inductive certains liens entre les phénomènes économiques. Mais l'originalité de notre auteur consiste en ce qu'il s'est efforcé de coordonner ces règles de recherches en s'inspirant des méthodes employées dans les sciences de la nature. Il ne faudrait pas s'imaginer, du reste, que la méthodologie que nous avons exposée a été construite d'un seul coup et avant tout essai d'application. Simiand insiste lui-même sur la part d'empirisme qu'elle comporte : « Je veux indiquer, écrit-il, que ces directives méthodiques ont été progressivement dégagées de l'expérience même et non point établies par système conceptuel et sur idées préconçues. J'ai essayé d'abord, en fait, ce qui paraissait « réussir » c'est-à-dire mener à des résultats ; et ensuite j'ai cherché à raisonner cette pratique » (61).

(61) *Idem.* p. 6

§ II. — La recherche de la cause du mouvement général des prix

Nous sommes donc en présence d'une tentative d'appliquer la pure méthode expérimentale (1) à l'étude des faits économiques. Les recherches de Simiand ont porté d'abord sur *le salaire des ouvriers des mines de charbon en France* (2), puis sur le prix du charbon en France au XIX^e siècle (3); enfin de nouveau sur les salaires mais avec une ampleur beaucoup plus grande. Le grand ouvrage sur *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie* nous apporte, en même temps que l'exposé définitif de la méthode de Simiand, une extension et un approfondissement de ses recherches antérieures qui s'achèvent en une sorte de vision globale de la vie économique (4).

(1) Simiand évite même d'utiliser aucune hypothèse au départ de ses travaux : non pas une raison de principe mais par une raison de prudence. Il faut se garder, en effet d'attribuer aux « préconceptions » une valeur autre que celle d'une hypothèse au sens proprement scientifique. « Cette condition, dit-il, ayant été... très peu observée dans les travaux économiques, il a paru préférable et plus assuré, dans la présente tentative, de nous garder de toute idée préalable et de nous orienter dans l'étude seulement par des raisons tirées soit des faits d'eux-mêmes, soit des possibilités de les atteindre » (*Op. cit., avant-propos*, p. XIV).

(2) Société nouvelle de librairie et d'édition, 1907.

(3) *Essai sur le prix du charbon en France et au XIX^e s.* Année sociologique, t. V, 1902. *La formation et les fluctuations du prix du charbon en France (1887-1912)*. Rivièrè, 1925.

(4) En même temps qu'il élaborait cette œuvre, Simiand donnait un enseignement au Conservatoire national des Arts et Métiers qui, loin d'être purement descriptif, comporte des esquisses d'explication de la plupart des faits économiques suivant la méthode positive. (*Cours d'économie politique*. Reproduction autographiée, Domat-Monchrestien, 1929, 1930, 1931).

La théorie monétaire n'a été abordée directement par notre auteur que dans ses conférences à l'Ecole des Hautes Etudes publiées sous le titre *Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du xvi^e au xix^e siècle* (5). Mais dans ses travaux sur les salaires, l'étude du rapport entre la monnaie et les prix tient une place si grande, que l'objet principal passe au second plan dans les conclusions. Ce qui sera retenu avant tout, peut-être, dans *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, c'est l'explication du mouvement de longue durée des prix au xix^e siècle.

Le point de départ des travaux de Simiand, nous le savons, est purement objectif. Notre auteur se donne un certain nombre de tâches à exécuter, d'où doit résulter l'explication des faits, s'il en est une, ce dont on n'est aucunement sûr à priori.

Ces tâches successives sont les suivantes : (6)

- 1^o) Détermination du cadre de l'étude;
- 2^o) Reconnaissance des moyens d'étude;
- 3^o) Mise en œuvre des données sur l'objet d'étude;
- 4^o) Recherche des concomitances;
- 5^o) Interprétation des résultats.

C'est en suivant nous-mêmes ce plan que nous montrerons comment Simiand est parvenu par la méthode expérimentale à dégager le lien qui unit la monnaie et les prix. En ce qui concerne les trois premières tâches, nous nous référerons uniquement aux *Recherches sur le mouvement général des prix*, puisque dans *Le Salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, elles sont exécutées par rapport au fait du salaire. Lors-

(5) Domat-Monchrestien, 1931. Dans le cours de notre exposé nous désignerons cet ouvrage par la dénomination de « *Recherches sur le mouvement général des prix* ».

(6) *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, p. 114-138.

que nous arriverons à la recherche des concomitances et à l'interprétation des résultats, nous analyserons conjointement les deux ouvrages.

A. — *Cadre de l'étude du mouvement général des prix.*

Simiand se propose d'étudier le mouvement général des prix. Ici le précepte du « phénomène se produisant » est confirmé par la pratique même des économistes. L'étude de la variation des prix est classique. Mais jamais encore on n'avait posé d'une manière parfaitement explicite le problème de la détermination du cadre le plus favorable à l'étude de cette variation. Simiand pose en principe qu'il faut s'attacher d'abord « au cas net, au fait bien constitué, bien formé » (7). Le fait du prix est bien constitué surtout dans une économie où l'échange est très développé. En conséquence, notre cadre reçoit déjà deux limites : limite de « l'âge moderne », limite du « cadre européen occidental ». Une seconde indication est tirée de la préoccupation de constituer des « ensembles », des « intégralités indépendantes » : il faut s'attacher d'emblée à une étude très générale. C'est un point sur lequel Simiand reviendra maintes fois qu'il faut expliquer le général avant le particulier (8).

(7) *Recherches sur le mouvement général des prix*, p. 6.

(8) C'est ce trait qui distingue l'étude entreprise, qui est une œuvre de « science économique positive » des travaux des historiens. Ceux-ci ont tendance à étudier les faits dans un cadre trop limité afin de les atteindre d'une manière plus sûre et plus complète. Mais dans notre cas, dit Simiand « il est facile d'apercevoir par une analyse même sommaire, qu'un prix considéré isolément est susceptible de comporter tant de liaisons avec un nombre illimité de facteurs que notre description ne pourrait pas même

Pourtant le souci du « général » ne doit pas conduire à grouper des faits manifestement hétérogènes (comme seraient, dit Simiand les tailles des différents animaux d'une ménagerie). Le principe de la « ségrégation homogène » impose de choisir entre la multitude des prix un ensemble qui constitue une « réalité ». Et d'abord, les prix devront être considérés dans le cadre ou les facteurs qui les déterminent peuvent être entièrement reconnus, c'est-à-dire dans le cadre de leur marché le plus large. Pour beaucoup de produits, ce devrait être le marché mondial. Néanmoins, Simiand estime « suffisamment prudent » de viser à atteindre le cadre « d'économie européenne occidentale » qu'il nous a déjà proposé précédemment.

C'est encore la condition d'homogénéité qui doit déterminer les catégories de prix que l'on retiendra. Simiand écartera les prix des services parce qu'ils constituent « chacun un ordre de faits qui a ses caractères » (9), parce que leurs mouvements paraissent « assez distincts à beaucoup

être sûre d'épuiser cette liste et d'arriver à la constatation de tous ces facteurs. En tous cas, même si nous arrivions à une description intégrale de ce cas isolé, individuel, au sens propre du mot, nous ne pourrions rien en tirer, aucune relation qui puisse avoir valeur de proposition de science proprement dite » (*Op. cit.*, p. 7.). Simiand compare encore le travail dans le cadre individuel à celui d'un observateur, qui ne connaissant aucune des bases élémentaires de la météorologie, chercherait à expliquer les phénomènes constatés à l'intérieur des murs d'un petit jardin. Il y aurait évidemment dans cette « météorologie de jardinier », un vice de méthode. Il faut commencer par se rendre compte, par exemple, des variations générales de la température sur de grands espaces, entre le jour et la nuit, l'été et l'hiver, etc... (p. 272 et 273). Ainsi dans notre domaine il faut « commencer par des cadres qui permettent une certaine simplification, une certaine élimination (sous entendu : des circonstances particulières à chaque prix ou groupe de prix).

(9) (10) (11) *Op. cit.*, p. 11.

d'égards de ceux des prix des marchandises » (10). Les biens immatériels seront également laissés de côté parce qu'ils ont « ce caractère d'être une réalité économique d'importance relativement récente et dont, en tous cas, la proportion de présence et d'action, dans l'ensemble de la vie économique, a fortement varié » (11). Il en sera de même des immeubles en raison du fait que souvent ils ne sont pas « matière courante d'échanges » (12). Finalement nous ne retiendrons donc que « les biens matériels mobiliers et dans ceux-ci principalement tout ce que l'on groupe sous le nom de marchandises » (13).

Pour celles-ci mêmes, dit Simiand, « ce seraient les prix de gros qui nous intéresseraient d'abord » (14). Il donne de cette détermination deux raisons : d'abord la condition générale d'homogénéité qui préside à la détermination de cadre, puis le fait que si, parmi les groupes de prix, certains ont un rôle de « commandement ou tout au moins de commencement » dans le mouvement d'ensemble, c'est au prix de gros, sans doute, qu'il faudrait l'attribuer.

Enfin, un autre principe de méthode est de s'attacher aux variations complètes, fortes et répétées de l'objet afin de réaliser de véritables expériences (15). Notre auteur n'est pas sans connaître les catégories de phénomènes distinguées habituellement dans le mouvement des prix : variations courtes, cycliques, séculaires. Il nous avertit qu'il s'attachera aux dernières, qu'il appelle variations interdécennales par opposition

(12) *Idem*, p. 11.

(13) *Idem*, p. 11.

(14) *Idem*, p. 13.

(15) *Idem*, p. 28.

(16) *Idem*, p. 12-14.

aux secondes, dites « intradécennales ». On peut présumer, en effet, dit-il, qu'elles sont plus indépendantes que les autres et qu'elles peuvent même les commander ou les conditionner (17).

C'est donc, pour une part au moins, en raison d'exigences scientifiques que Simiand se détermine à étudier *les variations interdécennales des prix de gros des marchandises dans les pays de l'Europe occidentale du XVI^e au XIX^e siècle* (18). En déterminant ainsi le cadre de son étude, Simiand effectue, en somme, le même travail que les économistes lorsqu'ils « posent le problème » du mouvement général des prix. Et il se trouve que les deux opérations ont abouti exactement au même résultat, c'est-à-dire, à restreindre la recherche aux prix de gros des marchandises. Pourtant, il y a des différences essentielles entre « la détermination du cadre » et la « position du problème ». Simiand indique, lui-même, que dans le choix des catégories de prix à faire entrer dans les indices généraux des prix, beaucoup ont été guidés par la préoccupation d'utiliser ces indices à la solution de tel ou tel problème (19), tandis qu'il se préoccupe seulement de constituer un ensemble homogène sans préjuger des résultats de la recherche (20).

(17) *Idem*, p. 14-15.

(18) Le point de départ du XVI^e siècle lui est donné en partie par le souci de respecter « le point de départ traditionnellement accepté » (p. 15).

(19) *Idem*, p. 27.

(20) Le cadre choisi n'est qu'un cadre empirique qui pourra être modifié chaque fois que la recherche en indiquera la nécessité. Celle-ci en effet procède essentiellement par tentatives et essais successifs. Les grandes découvertes sont souvent sorties à l'improviste d'observations effectuées d'une manière tout à fait occasionnelle sur la réalité. Simiand, semble-t-il, s'efforce de retrouver quelque chose de cette liberté d'esprit du savant. Son point de

B. — *Les moyens d'étude.*

Poursuivons donc l'entreprise, avec Simiand, dans le cadre ainsi tracé. La tâche qui s'impose maintenant c'est la reconnaissance des moyens d'études. Ici prend toute son importance un point capital de la méthodologie de notre auteur. Il conseille de toujours distinguer explicitement entre le « désirable » et « l'accessible ». Les conditions de l'expérimentation dans le domaine des faits sociaux étant manifestement inférieures, il importe d'avoir toujours à l'esprit cette infériorité afin de la corriger dans la mesure du possible par un travail plus approfondi.

Les caractéristiques des prix que nous désirons atteindre ont été en partie déterminées lors de la constitution du cadre d'étude. Pourtant un certain nombre sont encore désirables : prix réellement payés, prix de choses bien déterminées quant à l'espace, quant à l'unité de mesure, prix exprimés dans une unité monétaire précise, etc... (21). Il faudrait encore atteindre les prix d'une manière aussi continue que possible, sur des marchés bien définis (22).

Il est évident que nous ne réaliserons point ces conditions sans difficulté, puisque nous ne pouvons procéder par observation directe, mais seulement utiliser des documents. Pourtant, la possibilité de fait de la recherche apparaît suffisante

départ n'est pas : « Il faut résoudre le problème du mouvement général des prix », mais : « constituons des ensembles des prix, assez cohérents et voyons si dans les variations de ces ensembles se présentent des phénomènes qui demandent à être expliqués ». « A tout prendre, écrit-il, il n'y a que des risques favorables à essayer de réaliser cette étude et il n'y a pas d'objection ni d'infériorité constitutive et originaire à nous placer dans ce cadre d'abord ».

(21) *Idem*, p. 23 et 24.

(22) *Idem*, p. 28-31.

si l'on met en évidence deux principes : 1° Il faut demander aux documents « ce qu'ils peuvent fournir, pas plus sans doute, mais pas moins » (23). 2° Lorsque deux constatations sont entachées de la même erreur relative, le rapport que l'on peut en tirer est cependant exact. Fréquemment, il sera possible de se placer sous la « présomption de l'imperfection équivalente » (24).

Quels sont donc les documents qui peuvent nous fournir des données utilisables ? Simiand en distingue plusieurs catégories et s'efforce de leur attribuer respectivement une valeur en leur appliquant les procédés de critique externe et interne. Sa conclusion est que, pour les prix de gros, les meilleurs documents seront les cours de marchés, les taxes ou tarifs, à condition qu'ils soient appliqués, les comptabilités de commerçants (25).

Mais il ne suffit pas d'atteindre des prix, il faut encore pouvoir les comparer. Ici se pose l'important problème de la conversion des prix en une même unité de mesure. Le procédé le plus couramment employé consiste à convertir les monnaies de chaque époque en leur poids de métal fin. Bien que des objections très sérieuses aient été faites contre cette pratique (26), Simiand ne la rejettera pas. Il s'efforcera seu-

(23) *Idem*, p. 18.

(24) *Idem*, p. 20.

(25) *Idem*, p. 31-39.

(26) Elle ne tient pas compte, objecte un historien, M. VAN HOUTTE, d'abord des frais de fabrication, des droits de seigneurage qui ajoutent à la valeur intrinsèque du métal et varient beaucoup suivant les moments. Surtout, elle pose implicitement en principe que la valeur effective d'une monnaie varie en raison inverse de la quantité de métal qu'elle contient. Mais il n'est pas du tout certain que cela soit vrai surtout dans une circulation complexe et avec de fréquentes mutations monétaires. La valeur de la monnaie peut être déterminée davantage par la croyance du public qui s'en sert.

lement de considérer en même temps l'expression monétaire brute des prix, telle que la donne les documents, afin de pouvoir contrôler les erreurs qui pourraient résulter de la conversion (27). Par contre notre auteur rejette formellement un autre procédé employé parfois : la conversion de la monnaie en son pouvoir d'achat. Elle revient à employer comme étalon de valeur la manière dont nous employons aujourd'hui la monnaie dans les usages les plus courants, les « usages ménagers ». Mais cela ne peut aboutir, dit Simiand, qu'à confondre deux ordres de relations, l'expression monétaire et la possibilité d'emploi de la monnaie, et à nous priver ainsi de toute notion claire (28).

(27) *Op. cit.*, p. 41-44.

(28) Simiand présente encore une longue critique de la notion du pouvoir d'achat à propos de deux historiens qui l'ont employée : M. RAVEAU et Mlle BÉZARD (*Op. cit.*, p. 370-383). Ses critiques peuvent se résumer en deux points. Tout d'abord, la méthode est arbitraire : quant aux groupes de bien retenus comme constituant l'usage type de la monnaie, quant à l'importance attribuée à ces groupes (question de la pondération), quant au choix de la période de base (prix des marchandises en 1914). Mlle BÉZARD justifie sa méthode par la nécessité de parler à l'imagination. Mais ce n'est pas là un souci scientifique et il ne compense pas la complication et l'arbitraire introduits par la conversion en pouvoir d'achat. Celle-ci doit être critiquée encore bien plus fortement si l'on considère qu'elle déforme la réalité. Ce que « l'opinion sociale a constaté, c'est la hausse des prix ». La réalité dont nous devons nous préoccuper, c'est « la représentation sociale d'un certain mouvement (de prix) dans un certain sens » (*Op. cit.*, p. 375). Or l'unité de pouvoir d'achat est constituée en groupant des biens de nature très différentes (services, biens mobiliers, immobiliers) dont les mouvements de valeurs sont distincts, dont l'importance relative varie suivant les époques. A travers la conversion en cette unité nous ne pouvons plus retrouver le véritable mouvement de tel groupe de prix tel qu'il est entré comme cause ou effet dans la psychologie collective de chaque temps. Simiand indique qu'en poussant le procédé à la limite, on arrive à la notion de pouvoir d'achat d'IRVING FISHER, qui inclut toutes les sortes de marchan-

Du problème de la conversion, passons à celui de la confection des expressions synthétiques des prix, des indices. Simiand examine tous les problèmes classiques de la statistique en ce domaine. Et il est frappant de constater qu'il ne leur donne aucune solution nouvelle. Son attitude à leur égard est pourtant assez originale. Soit sur la question de la liste des marchandises à inclure, soit sur les questions de la pondération, de la nature et du nombre des notations, de la base, de la formule de calcul, il considère qu'aucun procédé n'est parfait. Ceci l'amène à conclure qu'il ne faudra jamais être dupe d'une technique statistique, mais qu'on aura le plus de chances de reconnaître la réalité en employant des procédés variés. Pratiquement, il utilisera comme base unique la période 1450-1500 et calculera des moyennes arithmétiques mais appliquées parfois successivement à plusieurs groupes de marchandises, afin de bénéficier, dans un certain sens, des avantages de la pondération. Il fera aussi un grand usage (et cela est assez nouveau) de la médiane et des quartiles (29).

Notre auteur échappe donc ainsi à la grave question que nous avons exprimée dans ces termes: est-ce que le choix des procédés statistiques n'inclut pas la solution du problème posé ? Là se trouve sans doute la racine de bien des controverses, car, chez la plupart des auteurs, ce choix introduit plus ou moins explicitement une déformation de l'objet d'étude qui oriente déjà vers une certaine solu-

dise. Notre auteur fait les plus expresses réserves sur ce point encore. Il souligne qu'on aboutit aussi à une thèse « purement conceptuelle » (p. 375). A vouloir ainsi « exprimer les prix simplement en une fonction de tous les autres prix en dehors de toute monnaie », on s'écarte délibérément de la réalité qui est l'existence de certaines expressions monétaires particulières de la valeur des choses.

(29) *Op cit.*, p. 46 à 70.

tion. Chez Simiand, au contraire, l'objet est défini très explicitement lors de la « détermination du cadre », et la variété des procédés statistiques qui lui sont appliqués empêche que s'introduise aucune réponse *a priori*.

C. — *Caractères du mouvement général des prix.*

Ayant ainsi reconnu ses moyens d'étude, Simiand passe à la troisième tâche qu'il s'est assignée : la mise en œuvre des données sur l'objet d'études. S'il fallait l'exécuter directement, à partir des documents bruts, elle serait un travail gigantesque. Heureusement, de nombreux chercheurs se sont déjà occupés du mouvement des prix, et non seulement pour le XIX^e siècle, mais encore pour les périodes antérieures. Certes, ils ne l'ont guère fait suivant une méthode rigoureuse. Pourtant leurs travaux seront utilisables, à condition de les soumettre à une sévère critique. Ainsi, dans les *Recherches sur le mouvement général des prix*, notre auteur ne s'est pas livré à des dépouillements d'archives, mais il a utilisé les données publiées déjà « sous une forme de demi-élaboration ou tout au moins de premier dépouillement ». Dès l'abord, il nous indique les sources qu'il a reconnues utilisables. Pour la France ce sont les travaux de Mantellier, Hanauer, d'Avenel, Levasseur. D'autres sources importantes sont trouvées en Angleterre, en Italie, en Allemagne, en Belgique et en Hollande (30).

De ces diverses sources, Simiand tire de nombreux indices de prix qu'il groupe en un même graphique. Il s'en dégage à première vue un certain mouvement des prix qui « saute aux yeux » et qui va permettre de préciser le sens et la portée

(30) *Idem*, p. 70-79.

de l'étude. Le plan de travail et le cadre ont été tracés en s'appuyant en partie sur les données de bon sens ou traditionnelles. Le premier aperçu qui peut être pris dès maintenant des données scientifiques confirme bien qu'il y a dans ce cadre un mouvement général des prix, et d'un caractère tel qu'il pose un problème déterminé.

En effet, du xvi^e au xix^e siècle, les prix présentent, pour les différentes marchandises et les divers pays atteints, un mouvement de hausse d'abord du début du xvi^e au milieu du xvii^e, puis un palier ou une baisse jusqu'au dernier quart du xviii^e siècle, enfin de nouveau, une forte hausse. Les caractères différentiels ne sont encore que « présumés ». Mais la présomption est assez forte pour justifier la division du travail approfondi entre trois phases A - B et C. Sur chacune d'elles, Simiand reprendra les sources les meilleures et les soumettra à une minutieuse critique.

Cette *critique* sera d'abord *statistique* : elle consistera à élaborer successivement plusieurs indices suivant diverses moyennes arithmétiques, suivant la médiane et les quartiles, et à observer si les caractères de la variation aperçue restent bien les mêmes à travers ces différentes expressions. Puis la *critique spécifique*, en décomposant le mouvement par groupes de marchandises, montrera qu'il est plus ou moins fort suivant les groupes. Pourtant, la différenciation se retrouvera la même quelles que soient les sources et quelle que soit la période envisagée. On verra toujours des céréales et des produits agricoles subir la plus forte hausse, les prix des matériaux de construction, des métaux, la moindre. Ainsi quoique la masse des prix ne constitue pas une « homogénéité au sens simple du mot », elle est cependant un « ensemble

ayant une certaine réalité » parce qu'elle se présente avec une « hétérogénéité relativement constante » (31).

On s'assurera encore que le mouvement des prix existe bien sur l'ensemble des territoires considérés, malgré les diversités locales (32) (*critique d'homogénéité territoriale*), et que les indices, bien que construits sur des données espacées de dix ans, ou même de vingt cinq ans, correspondent bien à une variation continue d'année en année (33). Enfin on se demandera si le nombre et la qualité des prix atteints suffit à donner une expression du mouvement général des prix. Certes l'adjonction de tel autre groupe de prix pourrait modifier l'expression du mouvement d'ensemble. Mais il le modifierait d'une manière sensiblement identique dans tout le cours de la variation. Le résultat atteint, quoiqu'incomplet, et donc inexact, est d'une inexactitude semblable dans tout le cours de l'expérience et cela suffit. « Notre expression d'ensemble, dit Simiand, n'est pas forcément celle qui résulterait d'une connaissance intégrale. Mais tout ce que nous pouvons lui demander, et qui nous suffit pour une étude se plaçant dans la relativité, c'est que cette expression de ce que nous atteignons soit dans un rapport sensiblement constant à cette intégralité que nous n'atteignons pas » (34).

Si le caractère aperçu du mouvement des prix résiste à toute cette critique, il sera bien à retenir comme fondamental, il sera la base assurée du problème à résoudre.

Il nous est impossible de résumer le travail de mise en œuvre lui-même, tel que Simiand l'a exposé. Il ne se présente

(31) *Idem*, p. 102.

(32) *Idem*, p. 142-147.

(33) *Idem*, p. 147-155.

(34) *Idem*, p. 161. C'est une application du précepte de l'erreur équivalente.

aucunement comme une démonstration logique, conceptuelle, mais comme une série d'atteintes de la réalité, d'expériences toutes imparfaites, dont on s'efforce de dégager une probabilité. C'est là ce qui lui donne un caractère unique dans notre littérature économique, qui répond à l'originalité profonde de la méthode employée.

Il s'en dégage d'abord une impression d'extrême rigueur : Simiand par exemple reprend à son compte la critique faite par M. Seignobos à l'ouvrage du Vicomte d'Avenel « *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général...* ». Il déclare qu'il n'utilisera aucunement le texte proprement dit de cet ouvrage. Il regardera seulement les tableaux de prix.

Mais le souci de rigueur, cependant, n'arrête pas la recherche : on ne prétend pas, en effet, arriver du premier coup à des résultats complets et certains, mais en diversifiant les procédés de recherche, on élimine peu à peu les aspects secondaires de la réalité. Par exemple, reprenant l'ouvrage de Thorold Rogers « *A history of agriculture and prices in England...* », Simiand constate que les prix convertis en poids de métal précieux marquent, dans la décade 1544-1550, un abaissement surprenant. Il établit alors un indice des prix en monnaie de fait (sans conversion). Cette baisse n'y apparaissant pas, il conclut que celle du premier indice exprimait simplement la série de très fortes mutations monétaires qui eurent lieu en cette période.

Ceci n'est qu'un exemple des très nombreuses opérations d'analyse, effectuées par Simiand, qui s'efforce de suppléer ainsi aux techniques matérielles de l'expérimentation employées dans les sciences de la nature.

*Le mouvement général des
prix du XVI^e au XIX^e siècle.*

Venons-en, sans plus tarder, aux résultats de cette mise en œuvre. Pour la première grande phase dans le mouvement des prix, qui comprend le xvi^e siècle et la première moitié du xvii^e, la critique a porté sur les données de Rogers pour l'Angleterre, d'Hanauer pour l'Alsace, d'Avenel pour la France. La conclusion est modeste : Simiand déclare qu'il y a une plus grande probabilité pour que le caractère de hausse générale des prix dans la période soit fondé que pour qu'il ne le soit pas (35).

Il va même jusqu'à distinguer des degrés dans cette probabilité. Est « *extrêmement probable*, dit-il, la constatation d'un mouvement global des prix des marchandises, en hausse très forte, couvrant en gros le xvi^e siècle et la première moitié du xvii^e siècle, commun aux groupes de pays énoncés..., général, c'est-à-dire s'étendant à l'ensemble des marchandises » (36). Il est en second lieu « *très probable* » que ce mouvement ne soit pas uniforme ni continu, qu'il soit de l'ordre du triplement au quadruplement... Enfin, il est « *simplement probable* » que l'on puisse distinguer dans ce mouvement trois phases de hausse plus forte (37).

Si nous passons à la deuxième phase, du milieu du xvii^e siècle au troisième quart du xviii^e siècle, les principales sources sont toujours Rogers, Hanauer, d'Avenel. Au total, pourtant, nous sommes ici moins bien pourvus que dans la précédente phase. Les résultats seront donc énoncés avec une

(35) *Idem*, p. 166.

(36) *Idem*, p. 167.

(37) *Idem*, p. 167. On voit comment de toute manière s'exprime le scrupule du savant, même à propos d'un phénomène aussi généralement admis que cette hausse des prix du XVI^e siècle.

prudence au moins égale. Ce qui est « extrêmement probable », c'est, qu'à partir du milieu du xvii^e siècle, il y ait un changement de caractère dans le mouvement des prix. Désormais un caractère majeur devient « palier » ou « baisse ». Il est très probable que nous soyons bien là en présence d'un mouvement général des prix, qui s'étend à toutes les marchandises et à tous les pays économiquement avancés de l'Europe occidentale et que ce mouvement nous mène jusqu'au troisième quart du xviii^e siècle (38).

A ce moment nous entrons dans la troisième phase. Simiand divise cette fois son analyse par nations. Ce cadre lui est indiqué par les sources qui sont ici très différentes : pour la Grande Bretagne l'indice de Stanley Jevons, pour la France Hanauer, enfin pour les Etats-Unis, cadre nouveau, les indices récents de Juergens, Hansen, Roelse.

L'indice de Jevons indique manifestement un mouvement de longue durée des prix, une hausse continue, à travers les variations courtes, depuis 1786-89 jusque vers les années 1808-10 ou 1816-18 (39).

(38) *Idem*, p. 194-195.

(39) Pour donner une idée de la critique approfondie à laquelle Simiand soumet une source même aussi généralement utilisée que l'indice de Jevons, indiquons qu'à côté des prix en or, Simiand tient compte des prix en monnaie de fait pendant la période d'inconvertibilité. Cela lui permet de conclure que la hausse est indépendante des phénomènes d'inconvertibilité (p. 211-212). Il critique encore longuement la valeur de l'indice de Jevons comme représentation d'un mouvement général des prix au sens défini plus haut. Sa conclusion est que les résultats obtenus sont « d'une assurance bien supérieure à celle que nous avons antérieurement » (p. 218). Il est d'autant plus intéressant, ajoute-t-il, de noter des traits concordant avec les « expériences » précédentes : antériorité notamment des prix des produits agricoles sur les produits industriels, mouvement différent des données extérieures à l'économie européenne qui implique que ce ne sont pas celles-

Pour les prix français, il y a une grande pénurie des sources dans cette période. Seul des sources précédentes, l'ouvrage d'Hanauer se poursuit jusque-là. Quoique ses moyennes soient établies par périodes de 25 ans et que cette imprécision soit de plus en plus fâcheuse à mesure qu'on approche des temps contemporains, Simiand croit pouvoir en dégager des résultats qui concordent avec ceux tirés de Jevons.

Mais il ne s'en contente pas, il essaye de tirer partie par une élaboration nouvelle des données annuelles de prix contenues dans Hanauer. Elles lui permettent de constater à partir de 1786 un mouvement de hausse nettement accentué et surtout de construire, pour la période qui commence avec l'année 1800, un nouvel indice des prix. Ses variations confirment bien l'existence d'une hausse générale dans les deux premières décades du XIX^e siècle.

Le résultat cependant n'est pas encore assez certain. Notre auteur s'efforce de le compléter par des recherches personnelles d'archives. La statistique des préfets de l'an X permet de comparer entre eux les prix de la période précédant et suivant la grande période révolutionnaire. Elle indique nettement une hausse indépendante des événements politiques. La hausse des prix en assignats peut être construite à l'aide des « tableaux de dépréciation » dressés pendant la période considérée sur l'ordre du gouvernement. On possède dès lors les éléments suffisants pour se faire une idée du

ci qui mènent le mouvement général (p. 218). La précision des résultats est également plus grande, elle permet de distinguer assez nettement les variations courtes, ou décennales, et, par là, de tenter d'indiquer plus exactement le début et la fin de la phrase inerdécennale. Simiand en fixe le début avant 1790, la fin au milieu de la seconde décade du XIX^e s. Ces précisions seront de la plus haute importance lorsque viendra le moment de l'interprétation.

mouvement des prix français en numéraire à travers toute la période que nous envisageons. De l'avis de Simiand, elle est bien une période de hausse générale des prix, comme en Angleterre.

Nul autre pays d'Europe ne nous fournit de bases suffisantes à une vérification du mouvement des prix à cette époque. Par contre, des travaux importants ont été effectués en ce sens aux Etats-Unis : ceux de Hansen (prix de gros aux Etats-Unis entre 1801 et 1840), ceux de Roelse (1791 à 1801). Après examen critique, Simiand les retient comme une nouvelle confirmation du mouvement général de hausse des prix, se plaçant entre l'avant dernière décade du XVIII^e siècle et la seconde partie de la deuxième décade du XIX^e siècle. Le résultat ici est d'autant plus frappant, que les cadres territoriaux envisagés présentent des différences extrêmement importantes (40).

Voilà donc conduite jusqu'à la deuxième décade du XIX^e siècle cette phase de son travail que Simiand appelle « la mise en œuvre des données ». En des termes très prudents, il juge « *extrêmement probable* » l'existence d'un mouvement général des prix... avec hausse du XVI^e au milieu du XVII^e, baisse ou état stationnaire jusque vers le troisième quart ou commencement du quatrième quart du XVIII^e, hausse, enfin, dans une troisième phase.

Il est « *très probable* », dit encore Simiand, que le mouvement même dans chacune de ces phases, ne soit pas uniforme, qu'il soit pourtant universel et général (par rapport aux marchandises). La hausse serait très probablement de l'ordre de 1 à 3 ou 4 dans la première phase, de 1 à 2 1/3 dans la troisième phase (41).

(40) *Idem*, p. 262-265.

(41) *Idem*, p. 269 et 270.

C'est sur l'énoncé de ces « présomptions de connaissances » (42) que se termine la partie proprement expérimentale des *Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du xvi^e au xix^e siècle* (43).

*Le mouvement général des
prix aux xix^e et xx^e siècles.*

Mais nous en trouvons la continuation pour le xix^e siècle et le début du xx^e dans *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*. En effet, lorsque, pour les faits de salaires, Simiand en arrive à l'exécution de la quatrième tâche « Recherche des concomitances », il se trouve amené à étudier objectivement le mouvement des prix. Le cadre n'est pas ici à déterminer, puisqu'il est fixé en raison de l'objet direct de l'étude, le salaire: c'est le cadre de la France continentale depuis la fin du xviii^e siècle.

Il y a donc une certaine solution de continuité avec la précédente recherche. Pourtant, dans le cadre plus limité, l'étude est bien poursuivie suivant la même méthode que pour les périodes précédentes, en ce qui concerne les tâches de reconnaissance des moyens d'étude et de mise en œuvre des données. Simiand désire dégager la « tendance dominante commune » (44) des prix de gros français, en les exprimant dans des nombres indices calculés suivant des méthodes diverses qui se complètent. Il va donc utiliser les indices

(42) *Idem*, p. 282.

(43) Une deuxième et une troisième parties sont consacrées à l'analyse des travaux anciens et récents sur le mouvement des prix (Fleetwood, Dupré de Saint-Maur, Messance, Eden, Evelyn, Tooke, Mitchell, Raveau, Mlle Bézard, Rabois, Bousquet, Lefèvre, Labrousse, Earl J. Hamilton). Simiand y trouve de nombreuses occasions de préciser, par opposition ou rapprochement, sa méthodologie. En même temps ces études lui apportent, dit-il, des suggestions pour la suite de son travail sur les prix.

(44) *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, t. II, p. 262.

courants : Indices de la statistique générale de la France, indice du Federal reserve Board pour la France, indices de Levasseur, de Foville, et enfin un indice des valeurs à l'unité de poids des importations et des exportations. Certes ces indices n'apportent pas tous les éléments de connaissance désirable. Simiand regrette en particulier qu'aucun ne soit calculé suivant le procédé de la médiane. Il y apporte cependant lui-même quelques compléments, spécialement pour la période révolutionnaire et le début du XIX^e siècle, comme nous l'avons vu.

Suivant le principe que nous avons dégagé, il ne choisit pas entre les expressions statistiques, mais il groupe sur un même graphique toutes celles qui lui paraissent exprimer suffisamment la réalité. Ce rapprochement lui permet de retenir comme constatation l'existence d'une variation générale des prix à phases alternatives : phases A de hausse se situant de 1789 à 1815 - 18 environ; puis de 1851 à 1875 environ; enfin de 1896 ou 1897 à 1926 - 28; phases B de baisse majeure se situant entre les précédentes.

D. — *Les phénomènes*
« concomitants » au mouvement
général des prix.

Toute la recherche, jusqu'ici, a consisté à mettre en évidence les caractéristiques fondamentales du fait étudié. Nous savons qu'il y a réellement un mouvement général des prix dans le cadre de l'économie moderne occidentale. Il se traduit par une variation en phases opposées dont il a été possible de noter avec quelque précision les points de départ :

(45) Les problèmes de mise en œuvre des données ont été ici discutées comme dans les *Recherches sur les prix*. En particulier, il n'a pas échappé à Simiand que les indices non pondérés conviennent mieux à la recherche d'une « tendance générale commune des prix », tandis que les indices pondérés traduisent mieux

Simiand va désormais viser à expliquer ce phénomène en le rattachant à d'autres faits voisins qu'il faut d'abord déterminer : c'est la « recherche des concomitances » .

L'important est de n'introduire dans la tentative d'explication aucune idée préconçue. On sait seulement que les relations possibles entre les prix et les autres faits économiques sont très nombreuses. « On peut dire, écrit Simiand, que tout ou presque tout a changé et fortement changé dans le milieu social, dans les relations des sociétés, dans leurs conditions de toutes sortes, mêmes physiques. Aucun de ces changements n'est à priori à éliminer de quelque liaison avec le mouvement des prix » (46).

Il faudra donc d'abord passer en revue tous ces changements, d'ordre très divers, et regarder s'ils présentent avec le mouvement des prix non pas une « relation », une « causation » ou une « corrélation » (ces termes disent beaucoup trop) mais une « concomitance », cette expression indiquant « simplement l'idée d'une certaine correspondance entre des mouvements » (47).

Les divers ordres de faits seront passés en revue suivant une liste systématique qui comporte les faits physiques (spécialement météorologiques) religieux, intellectuels, politiques, démographiques, techniques, avant d'arriver aux faits économiques. Ces derniers comprennent d'abord les faits de constitution économique (l'anatomie de la vie économique) : successivement dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et la banque sont étudiées les transformations du système

les mouvements effectifs de l'ensemble des prix. Mais comme on ne doit pas préjuger de l'existence de cette tendance commune il faut retenir les deux formes d'indice (p. 263).

(46) *Op. cit.*, p. 424.

(47) *Idem*, p. 127.

économique, la spécialisation des productions, les modifications du « régime » et de la « forme » de la production, les transformations des classes sociales. Viennent ensuite les faits de fonctionnement économique (la physiologie) : fonctionnement de la production (valeur globale des productions, quantités, valeurs unitaires) fonctionnement de la répartition et « fonctionnement global du système économique », qui comprend les rapports de l'économie privée et de l'économie publique, les relations entre les pays, les rapports entre la production et la répartition, les faits monétaires.

Dans les *Recherches... sur le mouvement général des prix du xvi^e au xix^e siècle*, cette revue est conduite successivement par les trois phases du mouvement des prix. Il ne peut être question de l'analyser ici, ni même d'énoncer toutes les concomitances découvertes avant de parvenir aux faits monétaires; chacune n'a de valeur qu'accompagnée des mille nuances et circonstances qui l'entourent.

Indiquons seulement que plusieurs fois notre auteur relève des indications qui l'orientent déjà vers une explication monétaire. Ainsi dans la première phase, xvi^e et première moitié du xvii^e siècle, ce qui est le plus frappant c'est l'énorme développement du commerce et de la banque. Généralement on se contente de l'expliquer par les grandes découvertes géographiques. Simiand n'attache pas une grande portée à cette explication. Il remarque qu'à d'autres époques des découvertes aussi importantes n'ont pas donné lieu à une telle évolution économique, que les quantités de marchandises susceptibles d'être transportées par les nouvelles routes maritimes devaient être très minimales étant donné le faible tonnage des bateaux, qu'enfin le développement économique ne fut pas le fait seulement des pays qui bénéficiaient des nouvelles routes. Au contraire on s'orienterait vers une explica-

tion beaucoup plus juste en mettant en avant le rôle des transports de métaux précieux, qui ont une grande valeur sous un faible volume (48).

Simiand met encore en évidence, spécialement pour la seconde phase, du milieu du xvii^e siècle au troisième ou quatrième quart du xviii^e siècle, que les divers ordres de faits économiques paraissent non pas commander le mouvement des prix mais au contraire être dans sa dépendance : en particulier, les changements essentiels de l'industrie et de l'agriculture, « révolution industrielle », « révolution agraire », ne semblent pas engendrés par les faits techniques. La technique n'intervient que pour résoudre les problèmes posés au monde économique par l'abaissement des prix (49).

Pour ce qui concerne le xix^e siècle, nous devons nous référer de nouveau à l'ouvrage *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*. Mais en somme, que la recherche des concomitances part des faits de salaire ou des faits de prix, ce sont les mêmes phénomènes que nous voyons défiler sous nos yeux.

Les concomitances rencontrées se trouvent être tout à fait semblables à celles qui avaient été trouvées du xvi^e au xix^e siècles, les aspects essentiels de la vie économique continuant à montrer une variation par phases alternées. Avec une phase de hausse de salaires et une hausse des prix (phase A), on constate, par exemple, une élévation des profits et des revenus mixtes, une augmentation des quantités produites, un développement général de tous les régimes et formes de production. Au contraire dans une phase de baisse des prix qui correspond à un arrêt dans la hausse des salaires, on cons-

(48) *Recherches sur le mouvement général des prix*, p. 444-446.

(49) *Idem*, p. 525 et 526.

late un maintien des autres revenus, une augmentation plus rapide encore que dans la phase précédente des quantités produites avec développement du machinisme, un développement des entreprises de forme évoluée au détriment de la petite industrie.

En notant ces correspondances, notre auteur a toujours le souci de rechercher en elles des éléments susceptibles de les hiérarchiser, afin de préparer l'explication. C'est ainsi qu'en s'appuyant sur des faits d'antériorité d'une variation sur l'autre, de grandeur des mouvements confrontés, de différenciation relative des mouvements, il croit pouvoir affirmer que le sens de la dépendance entre prix et salaire doit être du premier au second dans les deux sortes de phases (50).

D'une manière plus générale, il retire de sa recherche l'impression que les faits passés en revue ne contiennent pas en eux-mêmes leur explication. « Dans l'une et l'autre sorte de phases, écrit-il, nous ne trouvons pas au dedans de la production et de la répartition en elles-mêmes le « primum movens » désiré » (51). Voilà où nous en sommes avant de parvenir dans la recherche des concomitances au dernier ordre de faits : les faits monétaires (52).

(50) *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, t. II, p. 279-284.

(51) *Idem*, p. 424.

(52) Il faut d'ailleurs remarquer que la présentation que nous donnons de cette recherche de concomitances ne correspond pas exactement à celle que nous trouvons dans les *Recherches sur les prix*. Dans cet ouvrage le travail est conduit par grandes phases A. et B. Les faits monétaires sont donc confrontés avec les prix pour la première phase avant toute recherche sur la seconde. Une interprétation étant donnée pour la première phase, la recherche des concomitances et l'interprétation pour la phase B apparaissent comme une contre-épreuve et pour la deuxième phase A comme un renouvellement de l'expérience. Les interprétations partielles sont reprises globalement à la fin de l'ouvrage.

Les faits monétaires.

En ce qui concerne les deux premières phases, du ^{xvi}e siècle au milieu du ^{xvii}e, puis au troisième ou quatrième quart du ^{xviii}e, les faits monétaires atteints sont d'abord ceux de production des métaux précieux. Les sources utilisées sont les travaux de Jacob, Lexis, et surtout Soetbeer. Simiand les critique et en dégage les taux d'augmentation des stocks de métaux précieux.

Ces taux sont relativement les plus élevés dans la première moitié du ^{xvi}e siècle, sont encore assez élevés dans la fin du ^{xvi}e siècle, puis s'abaissent dans les deux premières périodes de vingt années du ^{xvii}e siècles et à partir de ce moment-là. [c'est-à-dire jusqu'à la fin du ^{xviii}e siècle] restent relativement très bas (53).

D'autre part, comme ces métaux précieux ne sont pas produits dans notre cadre qui est l'Europe, il est intéressant d'utiliser les données récentes de Earl J. Hamilton sur l'importation des métaux précieux en Espagne. Le taux d'accroissement de ces importations est « surtout très fort dans la période 1540-1555, un peu moins dans les 15 années qui suivent, se reprend un peu plus fort entre 1570 et 1600, diminue entre 1600 et 1620, s'atténue encore davantage en 1620-1640, et devient très faible dans les dernières décades ici enregistrées » (1640-1660) (54).

Le caractère de la variation de ces deux ordres de faits est déjà très intéressant puisqu'il révèle deux phases opposées : très forte accélération de la production des métaux précieux et très fortes importations en Europe jusqu'au milieu du ^{xvii}e siècle, diminution considérable ensuite et de la produc-

(53) *Recherches sur le mouvement général des prix*, p. 466.

(54) *Idem*, p. 468.

tion et des importations. Mais il faut tâcher de saisir la réalité monétaire proprement dite : quantité de métaux précieux affectés à une fonction de monnaie, quantité de cette monnaie en circulation compte tenu de sa vitesse de circulation, enfin moyens monétaires autres que ceux en métaux précieux avec leur vitesse de circulation (55).

Notre auteur s'y emploie et conclut que « l'ensemble des moyens monétaires en circulation... paraît bien avoir un mouvement de même caractère et avoir cru au moins autant et peut être plus, que le total des métaux précieux produits ou des métaux précieux importés » (56).

On voit immédiatement le rapprochement possible avec les prix. Pour Simiand, cette variation dans le montant des moyens monétaires, en deux phases opposées, très forte puis très faible augmentation, présente avec le mouvement des prix une correspondance plus intéressante que toutes celles aperçues précédemment. En outre, des décalages aperçus entre les deux variations dans le temps, notre auteur déduira que la relation doit aller des faits monétaires aux prix et non l'inverse.

Si nous passons maintenant à la troisième phase de l'histoire des prix, troisième ou quatrième quart du XVIII^e siècle au milieu de la deuxième décade du XIX^e, la considération de la production des métaux précieux ne nous apporterait pas d'élément intéressant. En effet, il n'y a dans cette période aucune reprise notable en hausse du taux d'accroissement du stock des métaux précieux. Cependant dans chacune des

(55) Simiand ne croit pas possible d'arriver à connaître la répartition des métaux précieux. Cela, pense-t-il, n'a pas d'inconvénient capital puisque « en gros le mouvement des prix nous est apparu du même ordre dans ces divers pays » (Europe, moins la péninsule ibérique).

(56) *Op. cit.*, p. 479.

nations considérées il se produit, à travers de grands bouleversements monétaires, une augmentation, irrégulière d'ailleurs, des moyens monétaires en circulation. En Angleterre les émissions de « bank-notes » augmentent même avant la période d'inconvertibilité (57). Cependant c'est surtout l'inflation de moyens monétaires inconvertibles qui caractérise cette phase, en France (58), en Angleterre (59), aux Etats-Unis (60) .

Nous n'insisterons pas davantage sur cette période avec laquelle se termine l'analyse poursuivie dans les *Recherches sur le mouvement général des prix du xvi^e au xix^e siècle*. Elle est, en effet, reprise dans *Le Salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, pour la France seulement, il est vrai, mais d'une manière beaucoup plus large et précise. Désormais, nous analyserons donc les faits monétaires dégagés par Simiand dans le cadre français depuis la fin du xviii^e siècle jusqu'à 1928.

Notre auteur pense que le meilleur moyen de se rendre compte, ici, du rôle possible de la fonction monétaire est de s'attacher à la variation globale du montant des moyens monétaires (61). Aucun recensement intégral n'en ayant été fait et ne pouvant l'être, il va utiliser tous les éléments valables d'évaluation partielle, le montant total cumulé des valeurs monnayées soit en or, soit en argent, le montant des billets de la banque de France en circulation et l'encaisse métallique depuis 1872, le total des virements à la Banque de France et des sommes compensées à la Chambre

(57) *Idem*, p. 581.

(58) *Idem*, p. 599 et s.

(59) *Idem*, p. 582.

(60) *Idem*, p. 629.

(61) *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, t. II, p. 426.

de compensation de Paris, le montant cumulé de l'excès des importations sur les exportations de numéraire de 1800 à 1847, le montant cumulé de l'excédent des importations sur les exportations de métaux précieux; enfin spécialement pour les périodes d'inconvertibilité, la quantité d'assignats en circulation de 1790 à 1796 avec la variation de leurs cours en numéraire, le montant des Bons de la défense nationale en circulation de 1915 à 1926 (62), de cours du dollar de 1911 à 1928 à Paris (63).

Ayant tiré de toutes ces données partielles, groupées sur un même graphique, une estimation suffisamment précise de l'évolution des moyens monétaires, Simiand y constate une « variation nettement différenciée en deux sortes de périodes » :

1) Périodes de hausse: 1790 à 96 et 1804 à 1815-20; 1850 environ à 1875-78; 1895 à 1920, puis 1922 à 1926 et 1927-28.

2) Périodes de variation très atténuée et presque de palier : entre 1815-20 et 1850, puis de 1875-78 environ jusqu'en 1890-95 (64).

On voit immédiatement que cette évolution par phases correspond à celle du mouvement des prix. Comme précédemment Simiand s'efforce de dégager le sens de la relation : si l'on regarde, dit-il, aux dates de départ des grandes phases : 1849, 1892-94 par la monnaie, 1851, 1897 pour les prix, on doit en conclure que la relation va de la monnaie au prix et non l'inverse.

(62) « Pour autant qu'ils ont joué... du moins rôle indirect de moyen monétaire » (*Op. cit.*, p. 428).

(63) « Pour tenir compte... du facteur que même dans son emploi intérieur peut être pour une monnaie non convertible... son estimation extérieure », p. 429.

(64) Voir une énonciation plus nuancée, p. 432.

Il ne s'en suit aucunement, déclare aussitôt notre auteur (65), que l'on soit ramené à la théorie quantitative. Il existe d'abord des décalages dans le temps entre les points de départs des mouvements de la monnaie et des prix. En second lieu, même si l'on fait la part d'une modification possible de M' , V , V' , dans les périodes de hausse des prix, l'ordre de grandeur de l'augmentation des moyens monétaires reste, à l'évidence, très supérieur à celui des prix; et dans les autres périodes, il y a baisse des prix tandis que les moyens monétaires restent à l'état stationnaire.

S'attachant plus spécialement aux périodes d'inconvertibilité, notre auteur a encore moins de peine à montrer que la hausse des prix ne suffit pas à compenser l'augmentation des moyens monétaires dans toute une partie de ces périodes. Si à la fin de la période des assignats, ou même en 1922-1923, 1925-26, les prix prennent une accélération supérieure à celle des moyens monétaires, ce phénomène (qui d'ailleurs contredit en un autre sens la théorie quantitative), n'apparaît pas « comme un trait constitutif et toujours rencontré de ces régimes monétaires d'inconvertibilité » (66).

Au total, dans les faits constatés « il ne nous apparaît pas, écrit Simiand, une relation simple, directe et moins encore proportionnelle... entre la variation des moyens monétaires et celle des prix » (67).

Désormais, Simiand peut appuyer sa critique de la théorie quantitative sur une étude originale et approfondie des mouvements des prix et des faits monétaires. Mais il ne pense pas pouvoir dégager encore le véritable lien qui unit les phéno-

(65) *Op. cit.*, p. 433-442.

(66) *Idem*, p. 44.

(67) *Idem*, p. 441.

mènes monétaires et les prix; c'est toute une nouvelle tâche à entreprendre.

E. — *L'interprétation de l'action
des faits monétaires sur les prix.*

Le lien qui unit la monnaie et les prix doit apparaître, selon notre auteur, dans une interprétation qui intègre toutes les concomitances déjà aperçues entre les faits économiques, et qui sera donc à la fois une explication du mouvement des prix et du mouvement des salaires, suivant le but recherché respectivement dans chacun des ouvrages auxquels nous empruntons nos analyses.

*Interprétation : XVI^e siècle
à la fin du XVIII^e siècle.*

Puisque, parmi tous les faits concomitants au mouvement des prix, les faits monétaires ont paru l'antécédent le plus net, il faut maintenant, en partant de ceux-ci, retrouver et « comprendre » les mouvements des prix et tous les autres faits concomitants.

Pour les deux premières périodes considérées, on a trouvé des modifications dans le taux d'accroissement du stock de métaux précieux : augmentation de ce taux du xvi^e au milieu du xvii^e siècle; diminution ensuite jusqu'au troisième quart au moins du xviii^e siècle.

Simiand examine d'abord la situation, dans la première période, des pays européens dans lesquels furent introduits directement les métaux précieux. Pour une bonne part, ces métaux arrivent en Espagne sans contrepartie d'activité économique, comme une « manne ». Il en résulte les effets suivants : achats de produits extérieurs, utilisation du travail d'étrangers, dépenses de l'Etat au dehors, fournitures aux

colons. Et dans tous ces traits sont impliqués, *en même temps* qu'une certaine hausse des prix, un appel à des échanges nouveaux, à des productions nouvelles.

Mais l'exemple de la puissance économique de l'Espagne donne naissance aux idées mercantilistes. On s'efforce dans tous les pays de développer les échanges avec l'extérieur. Le stimulant apporté aux activités économiques provoque un développement de la population (68). D'autre part, les métaux précieux affluant, les moyens monétaires deviennent plus abondants et le commerce est puissamment stimulé parce qu'il dispose beaucoup plus facilement d'avances pour ses opérations s'échelonnant dans le temps. Ce développement n'est pas contrecarré par la hausse des prix, moyennant que celle-ci s'effectue à un certain rythme (69).

C'est encore l'accroissement des moyens monétaires qui explique le grand développement et les transformations de l'agriculture dans cette période (70). De même un appel nouveau, plus étendu, pour les produits industriels provoque l'apparition de « l'entrepreneur commercial » transformation profonde du type de la production au delà de la corporation (71). Il faut enfin rattacher au même phénomène incitateur les changements constatés dans les revenus et leur utilisation, et dans l'économie publique.

Le résultat global est un enrichissement de toutes les nations. Et Simiand montre même comment on pourrait rattacher à l'antécédent monétaire les faits non économiques : mouvement de la population, activité politique, et jusqu'au mouvement général de civilisation de la Renaissance.

(68) *Recherches sur le mouvement général des prix*, p. 496.

(69) *Idem*, p. 498-501.

(70) *Idem*, p. 502-504.

(71) *Idem*, p. 506.

Avec le milieu du xvii^e siècle commence une nouvelle phase qui va durer jusqu'au troisième ou quatrième quart du xviii^e siècle. Nous savons que cette période marque « le passage d'un taux d'accroissement relativement très élevé à un taux d'accroissement relativement bas » (72) du stock de métaux précieux.

Les pays qui antérieurement recevaient l'or tombent en décadence. Les échanges entre les nations se réduisent, d'où la décadence semblable de pays comme la Hollande qui en assuraient les transports internationaux.

Dans les autres pays également, il y a restriction des moyens monétaires : d'où les difficultés budgétaires constatées, d'où encore le resserrement des crédits qui oblige les commerçants à « réaliser » : la baisse des prix est engrenée.

Ceux qui dirigeait les entreprises vont alors tenter de maintenir leur chiffre d'affaires, leur revenu, en augmentant la production. Mais les revenus de leurs subordonnés aussi résistent à la compression, d'où l'utilisation accrue des nouvelles techniques, le développement du machinisme.



*Interprétation : Fin du
XVIII^e à 1928.*

Nous avons donc vu successivement, dans une phase A et une phase B, les faits monétaires commander, en ce même temps que les prix, toute l'évolution de la vie économique. Dans les phases suivantes l'interprétation portant sur des éléments mieux connus, va prendre des traits si nets que pour la résumer il ne sera plus nécessaire de suivre tout le

(72) *Idem*, p. 545.

déroulement de l'histoire. L'évolution de la vie économique se réduira tout entière à la succession des deux types de phases A et B dont les caractères sont bien marqués.

La phase A qui couvre la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e est analysée dans les *Recherches sur le mouvement général des prix*, en ce qui concerne la Grande Bretagne, les Etats-Unis, la France.

L'ouvrage sur *Le Salaire, l'évolution sociale et la monnaie* la reprend pour la France, et retrace dans le même cadre, successivement, une nouvelle phase B, puis encore une phase A et une phase B, enfin une dernière phase A qui se termine en 1928. C'est d'après cet ouvrage que nous indiquerons les traits définitifs de l'interprétation de Simiand.

Les phases A correspondent aux périodes de forte augmentation des moyens monétaires. Mais les effets de cette augmentation sont, pour une part, différents suivant qu'il s'agit de moyens monétaires « à base de métaux précieux » ou de moyens monétaires non convertibles.

Dans le premier cas (73), la distribution des nouveaux moyens monétaires se réalise par « la branche d'activité économique dont la fonction est de transférer, manier, aménager et diriger les valeurs économiques. Ils vont donc très peu à la consommation ou à la thésaurisation mais surtout à des emplois productifs sous forme d' « avances, facilités, crédits ». En profiteront surtout les branches de production à processus le plus long qui en ont un besoin large et extensible. Il en résultera dans toute l'industrie une impulsion se manifestant d'abord par l'augmentation des commandes et de production. C'est en second lieu, seulement, que, par « entraî-

(73) « *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie* », p. 443 et 444.

nement, concurrence et confiance » (74) il se produira une élévation des *prix*.

Relèvent de cette première interprétation la fin de notre première phase A, 1804-1815-20, toute la seconde, 1850-1875-78, le début enfin de la troisième, 1890-95-1914.

Pour les périodes d'inconvertibilité (75), l'impulsion donnée à la production paraît moins évidente, puisque l'introduction des nouveaux moyens monétaires est le fait des dépenses de l'Etat et des collectivités publiques; ils vont principalement, semble-t-il, à la consommation. Et, en effet, nous pouvons constater, dans ces périodes, un mouvement initial des prix, qui précède celui des moyens monétaires. Mais il ne continue pas ainsi. Les nouveaux moyens monétaires constituent un appel à des prestations nouvelles, soit du point de vue de la nature des produits, soit du point de vue de leur quantité. Une impulsion est donnée à la production comme dans le cas des moyens monétaires à base de métaux précieux. Le meilleur exemple est celui de la reconstruction des régions dévastées, où les dépenses de l'Etat appellent un développement de la production et même des moyens de produire (76).

Cette interprétation pourtant ne s'applique pas aux périodes d'inconvertibilité dans toute leur extension. Dans la première, il est une période où les faits se montrent bien différents. C'est au moment (entre 1792 et 1796) où la quantité de monnaie augmente d'une manière catastrophique. Alors on voit les prix précéder l'inflation et il semble bien que l'on puisse constater une restriction des activités productives. La menace de tels phénomènes s'est produite par-

(74) *Idem*, p. 444.

(75) *Idem*, p. 454.

(76) *Idem*, p. 454.

fois dans la deuxième période d'inconvertibilité, par exemple en 1926 et c'est cette menace qui distingue essentiellement de telles périodes au milieu de nos phases A.

Pourtant, dit Simiand, le fait que le mouvement des prix y reste « assez inférieur et même postérieur » (dans l'ensemble) à celui des moyens monétaires permet de comprendre que ces périodes d'inconvertibilité « s'insèrent comme naturellement pour la première en continuation du début et en raccordement à la suite de la phase A₁ [première phase A], dans son ensemble, et pour la seconde en continuation et intensification de la phase A₂ » [troisième phase A] (77).

Partant, en effet, de ce comportement de la production et des prix, une même interprétation peut être donnée de tous les faits constatés dans l'ensemble des phases A. La hausse des valeurs produites (à la fois par hausse des prix et par augmentation des quantités) détermine d'abord une hausse des profits, puis des « autres participations à la valeur produite », notamment des salaires. En définitive, tous les revenus sont accrus. Malgré les conditions spéciales auxquelles elle est soumise, l'agriculture présente dans l'ensemble les mêmes traits d'expansion (78). Si l'on passe aux faits de « constitution de la vie économique » (79), la puissante incitation à l'entreprise qui résulte de la croissance des profits fait comprendre que tous les régimes et formes de production se développent à la fois. La classe ouvrière se renforce par l'organisation. L'exploitation directe de la terre se développe. Du point de vue de la population, la proportion entre les branches diverses de production se maintient. L'économie

(77) *Idem*, p. 455.

(78) *Idem*, p. 447-449.

(79) *Idem*, p. 449-452.

d'échange ne marque pas de progrès sur ce qui subsiste d'économie fermée. Dans l'ordre, enfin, des faits non économiques, on peut facilement comprendre qu'il y ait à ce moment diminution des atteintes à la propriété et des suicides (80).

Entre les phases A, s'intercalent les phases B correspondant à « l'augmentation atténuée, nulle (ou même négative) des moyens monétaires » (81). Une première se place entre 1815-20 et 1880; une seconde entre 1875-78 et 1890-95. Voici comment elles sont interprétées : (82).

Comme Simiand l'indiquait déjà au début de son *Cours d'Economie politique*, notre économie, « économie d'échange complexe », se caractérise par un échelonnement dans le temps et l'espace de stades successifs de production qui engendre un besoin d' « avances ». C'est la monnaie qui joue ce rôle « d'anticiper... sur le résultat final » de la production. Si cette condition manque, les quantités produites sont en concurrence devant une demande qui se rétrécit : la baisse des prix est déclenchée.

La tendance de l'entrepreneur étant alors essentiellement de défendre son profit (profit par personne ou par entreprise), il tente de comprimer son coût de revient. Il y parvient pour l'élément matières premières et intérêt du capital. Mais le coût de la main d'œuvre résiste à la compression. Les salaires se maintiennent assez élevés. Pour surmonter cet obstacle, les entrepreneurs seront conduits à augmenter le rendement du travail par l'organisation et surtout le déve-

(80) *Idem*, p. 452.

(81) *Idem*, p. 457-470.

(82) *Idem*, p. 457-470.

loppement du machinisme. Il en résultera un accroissement de la production et ainsi se trouvera interprété ce fait, au premier abord paradoxal, que l'augmentation des quantités produites est plus rapide en phase B qu'en phase A. En même temps s'expliquent la concentration accélérée des entreprises, le déclin de la petite industrie, l'augmentation des faillites... et jusqu'au relèvement des suicides et des atteintes à la propriété.

La situation de l'agriculture est, ici encore, un peu spéciale. La baisse des prix est parfois ralentie par de mauvaises récoltes et, d'une manière générale, l'agriculteur défend son profit non par une augmentation des quantités, comme l'industriel, mais par diminution de ses frais : diminution du nombre des journaliers, baisse du salaire, restriction des consommations en nature. Par là cependant, l'agriculture ne parvient pas à des résultats aussi avantageux que l'industrie par l'amélioration de la technique : elle perd en importance relative.



Notre auteur est ainsi parvenu à la fin de sa tâche. Il a donné une interprétation de toutes les concomitances aperçues entre les éléments de la vie économique par rapport à leurs fluctuations de longue durée. De cette interprétation, nous avons mis spécialement en valeur ce qui se rapporte à l'explication du mouvement des prix. Nous voyons qu'elle se résume très nettement en une action causale de la variation de la quantité de monnaie.

Dans la grande controverse de la théorie monétaire, Simiand semblerait donc prendre place à côté des quantitativeux. Pourtant, aussitôt non interprétation proposée, nous le voyons se préoccuper (comme tout au long de son tra-

vail) d'en faire apparaître les traits originaux) (83). Il nous indique entre les théories quantitatives et son interprétation les différences suivantes :

1) Quant à la méthode, dit-il, son interprétation est une « théorie expérimentale », une « expression généralisée de résultats de faits » tandis que la théorie quantitative est « du type idéologique et conceptuel, même s'il y est ajouté ultérieurement des arguments de faits ».

2) Quant au fond la cause des variations des prix est chez lui, non la variation de la quantité de monnaie, mais celle du taux d'accroissement des moyens monétaires. Et même si la théorie quantitative revendiquait ce point de départ, des « différences cardinales » n'en subsisteraient pas moins :

a) Le lien entre moyens monétaires et prix, en hausse, n'est ni automatique, ni proportionnel ; les quantités de marchandises augmentent avec les prix.

b) La deuxième phase n'est pas l'inverse de la précédente ; à hausse moindre des moyens monétaires correspond baisse des prix et forte augmentation des quantités de marchandises.

c) On ne peut invoquer, comme certains, un « accroissement normal des moyens monétaires. Le fait à retenir, c'est l'alternance des deux phases.

d) La théorie quantitative considère que l'expression monétaire des valeurs est superposée à la réalité économique, est nominale. Il faut, au contraire, la considérer comme la vraie réalité économique.

Il nous paraît légitime de ne pas accepter sans réserve cette opposition que Simiand établit lui-même entre son « interprétation » et la théorie quantitative. Peut-être nos études des théories monétaires françaises, quantitativistes ou

(83) *Idem*, p. 470, note 1.

non, pourront-elles nous permettre d'en discuter certains aspects pour mettre en évidence les plus fondamentaux.

Mais auparavant il importe d'analyser le dernier chapitre du grand ouvrage de Simiand consacré à répondre à toutes les exigences d'une compréhension parfaite du lien entre la monnaie et les prix (84). C'est là, croyons-nous, que nous trouverons la source de l'originalité profonde de sa pensée.

**

*Les compléments de
l'interprétation.*

Dans cette dernière étape, qui s'ajoute au plan primitif de la recherche, Simiand va caractériser son explication par trois traits : elle est, dit-il, la plus *proche*, la plus *générale*, la plus *rationnelle*.

Tout d'abord, les liaisons aperçues entre les faits ne montrent pas, sans doute, « cette contiguité des rapports, cette correspondance exacte et immédiate, cette antécédence sans intermédiaire auxquelles on reconnaît les régularités ou les lois scientifiques ». Mais l'explication n'en est pas moins la plus *proche*, parce qu'on peut mettre en évidence l'*action humaine* qui est l'intermédiaire indispensable entre les antécédents et les conséquents .

Notre auteur introduit pleinement ici le facteur psychologique : non seulement les mouvements du salaire, mais encore les mouvements généraux des prix qui les précèdent, paraissent avoir, écrit-il, « pour antécédent immédiat, un jeu de tendances de personnes économiques » (85).

Ces tendances dérivent des « traits généraux de la nature humaine ». Elles sont essentiellement des actions et réac-

(84) *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, chap. VII, p. 470-532.

(85) *Op. cit.*, p. 497.

tions relatives d'une part au gain monétaire, d'autre part à la prestation à fournir en échange de ce gain, à l'effort (86). Par rapport au mouvement des prix, les personnes économiques à considérer sont celles qui achètent et vendent ou encore qui achètent pour revendre et vendent pour racheter. Leur psychologie est « conditionnée » par les faits monétaires de la manière suivante : une augmentation des moyens monétaires crée une « orientation et incitation de la fonction de mise en œuvre vers le gain dans l'échange », et en même temps « une facilité à acheter plus cher », soit parce que les moyens monétaires ont été fournis d'une manière gratuite ou quasi gratuite (cas de moyens monétaires inconvertibles), soit « par confiance de récupérer davantage ». Du jeu de ces tendances résulte la hausse des prix (87). Au contraire la restriction d'accroissement des moyens monétaires crée « une disposition à la contraction des prix par l'appréhension que la récupération ne se produise pas non seulement à prix plus élevé, mais même à prix égal ». D'autre part, comme les faits l'ont indiqué, « la mise en œuvre est orientée sur le gain dans le rendement à prix abaissés » (88).

Il faut bien remarquer qu'en mettant ainsi en évidence l'action de l'homme, Simiand n'en reste pas moins fort éloigné de certaines écoles psychologiques en économie politique, dont l'effort a été de montrer que les rapports économiques peuvent être bouleversés d'une manière imprévisible par la spontanéité de l'action psychologique humaine.

Pour Simiand, l'action humaine n'est en aucune façon une « spontanéité individuelle » (89), ou encore « un facteur

(86) *Idem*, p. 478-479.

(87) *Idem*, p. 489-494.

(88) *Idem*, p. 494-496.

(89) *Idem*, p. 500.

finaliste » (20), en un mot un élément extérieur au déterminisme des faits économiques, qui en rendrait l'étude scientifique impossible. Au contraire, ces actions et réactions psychologiques, manifestations, si l'on veut, de l'homo oeconomicus, sont une réalité collective, sociale, « conditionnée » doublement : elles sont le « résultat de l'évolution économique », et elles ne manifestent leur action que « par la vertu de cette évolution même » (91). Elles sont, peut-on dire, englobées dans un déterminisme qui les dépasse.

Remarquons encore, à la suite de Simiand, que, pour lui, ces tendances psychologiques se caractérisent par ce fait qu'elles ont toutes rapport à l'expression monétaire du gain. Les écoles psychologiques mettent en évidence plutôt l'attachement de l'homme aux biens matériels. Pour Simiand, au contraire, l'action de l'homme économique vise principalement à la conquête ou à la défense d'un revenu monétaire, d'un revenu nominal diraient les économistes.

Après avoir mis en évidence le rôle de l'action humaine notre auteur se préoccupe de montrer la *généralité* de son explication. Le cadre de temps et de lieu choisi, en effet, comporte la réalisation, dans toute son extension, de certaines conditions constantes, soit dans les faits techniques (connaissances scientifiques, possibilité de développement technique) soit dans les faits politiques ou juridiques (existence d'un régime de liberté, destruction des classes sociales...) Simiand discute ces conditions et il peut conclure que si elles posent certaines limites à la généralité de son interprétation, ces limites sont cependant beaucoup plus larges que le cadre français du xix^e siècle (92).

(90) *Idem*, p. 477.

(91) *Idem*, p. 500.

(92) Et en effet nous savons, par notre analyse des *Recherches sur les prix*, que l'interprétation qui y est donnée du mouvement

Enfin notre auteur consacre des pages d'une grande profondeur de pensée (93) à dissiper les derniers doutes qui pourraient subsister chez le lecteur, à montrer la « *rationnalité* » de son explication, c'est-à-dire comment elle peut apporter pleine satisfaction à un esprit avide de retrouver le sens profond du déterminisme social.

Si les moyens monétaires, dit-il, dont pourtant l'importance paraît limitée, l'usage tout relatif, en face des biens qui satisfont effectivement les besoins humains, déterminent pourtant à eux seuls le dynamisme de la vie économique, c'est « qu'ils répondent à un besoin fondamental de l'économie moderne d'échange complexe et échelonné » (94). La fonction capitale de la monnaie, et qui n'a pas été encore suffisamment dégagée est sa « fonction d'anticipations ou plus même de réalisation actuelle de valeurs futures » (95).

C'est par là, nous l'avons vu, que s'expliquent les grands faits économiques. Il faut même ajouter, dit Simiand, que c'est seulement par l'accomplissement de cette fonction monétaire qu'ils peuvent se réaliser. On ne peut imaginer, dit-il, que dans un système économique aussi complexe que le nôtre les productions si diverses, si enchevêtrées, puissent se développer par des mouvements autonomes, des « poussées propres ». Il y faudrait une correspondance et un synchronisme invraisemblables (96).

Au contraire, tout s'éclaire si l'on part de la fonction monétaire. Les progrès techniques eux-mêmes n'apparaissent plus

des prix pour l'Europe occidentale du XVI^e au XIX^e s., correspond étroitement à celle que nous avons trouvée dans *Le salaire, l'évolution et la monnaie*.

(93) *Op. cit.*, p. 512-524.

(94) *Idem*, p. 513.

(95) *Idem*, p. 514.

(96) *Idem*, p. 516.

comme « un hasard heureux ». Ils sont d'abord « préparés et conditionnés par l'antécédence des phases A », puis ils apparaissent dans les phases B comme le résultat de la résistance des revenus à s'abaisser. Et c'est ainsi que l'on arrive à « ce résultat paradoxal ou tout au moins inattendu qu'une forte puissance d'inertie soit appliquée à réaliser un progrès » (97).

Tout cela, nous le savons, n'a aucunement été obtenu par l'action individuelle et consciente des hommes, mais au contraire par un enchaînement de croyances sociales. Et Simiand en arrive à se demander si cela n'indique pas que les mouvements et comportements sociaux sont entraînés par « une sorte d'instinct de vie », une véritable « raison collective » (98). L'essence de cette raison serait la découverte et la pratique par la société humaine « de ce moyen essentiel et effectif d'enrichissement qui est en propres termes de *monnayer l'avenir* » (99).

Notre auteur, pourtant, prévoit encore une objection et tente d'y répondre. Comment pouvez-vous prétendre, diraient certains, avoir découvert une explication parfaitement rationnelle du mouvement de la vie économique, si vous en subordonnez le déclenchement initial à un ordre de fait, l'accélération plus ou moins grande des moyens monétaires, qui paraît entièrement soumis au hasard ?

En effet, répond Simiand, par rapport aux moyens monétaires à base de métal précieux, ce fait est bien « d'apparence casuelle », il rentre dans les « faits événementiels ». Il est soumis, dans le cadre mondial, à la découverte des gisements, dans le cadre national, à des événements de caractère

(97) *Idem*, p. 523.

(98) *Idem*, p. 518.

(99) *Idem*, p. 519.

politique. Pourtant le renouvellement, dans le futur, des alternances dans la découverte et l'exploitation des gisements n'est pas dénué de vraisemblance. Aucune périodicité fixe n'est exigée, c'est l'alternance elle-même qui importe et il peut paraître déjà ainsi que le déclenchement du progrès économique n'est pas aussi irrationnel qu'on pourrait le penser. Mais surtout, poursuit Simiand, « la question perd de son intérêt du fait que l'augmentation des moyens monétaires non convertibles s'est montrée de conséquences sensiblement comparable » (100). Or, cette augmentation reste à la disposition de l'homme. Prenant la place des faits physiques de découvertes des métaux précieux, elle rendrait l'ensemble de la vie économique rigoureusement rationnel suivant l'interprétation donnée.

Le dessein de notre auteur et le sens de son effort nous apparaissent ici dans toute leur portée. Il veut intégrer l'action de la monnaie sur les prix dans une explication proprement « rationnelle » des faits économiques, c'est-à-dire qui fasse apparaître tout un aspect de l'évolution sociale comme entièrement compréhensive suivant un certain déterminisme, le déterminisme sociologique.

(100) *Idem*, p. 525.

(101) Une postface de l'ouvrage : *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie* est consacrée à noter les « Ressemblances et différences entre le présent essai et d'autres pratiques » (p. 531-591). Simiand indique en particulier quelques points de divergences avec les études sociologiques courantes. Il étudie le fonctionnement des faits économiques et non les institutions, les faits déjà formés et non à l'état originaire, dans une économie avancée et non primitive, la variation dans le temps et non la comparaison dans l'espace. Pourtant, conclut-il, ces différences « pour une notable part sont à comprendre par la différence des matières et des recherches » (p. 588). Ses derniers mots sont pour espérer que le lecteur jugera que son étude est bien « non seulement de science économique positive, mais par là même de science sociologique ».

§ III. — F. SIMIAND et l'idée quantitative

*Limitation de l'action causale
de la quantité de monnaie aux
mouvements de longue durée.*

Il nous faut remarquer immédiatement une différence essentielle entre Simiand et les quantitativistes. Simiand n'attribue un rôle explicatif certain aux variations des quantités de monnaie que dans le cadre des mouvements de prix de longue durée (1), tandis que les quantitativistes n'excluent jamais entièrement de leur théorie les mouvements de courte durée.

A vrai dire, ce que nous pouvons trouver dans l'œuvre de Simiand concernant l'interprétation des mouvements de prix de courte durée, est assez limité. Cependant, nous pouvons lire dans son *Cours d'Economie politique* un paragraphe intitulé « La quantité de monnaie non convertible, les prix et les revenus » (2). Il concerne l'interprétation des mouvements de prix de l'après-guerre, accompagnant des émissions de monnaie inconvertible réalisées sans nécessité économique, dit l'auteur, mais pour satisfaire les besoins de l'Etat. Simiand constate que dans ce cas, le mouvement des prix de gros (par exemple en 1914-1915 pour la France) précède l'accroissement de la circulation et qu'il est beaucoup plus fort. C'est à la fois, dit-il, en raison d'un manque de

(1) Notons d'ailleurs que par rapport à l'espace, l'interprétation de Simiand concerne à la fois le cadre national et international, de même que chez les quantitativistes. Notre auteur a encore consacré un ouvrage à l'application de son interprétation dans un cadre national particulier : Cf. *Inflation et stabilisation alternées. Le développement économique des Etats-Unis.*

(2) 3^e année, 1929, 1930, p. 414 et s.

confiance et d'une diminution de certaines productions. Au contraire si les émissions se prolongent, on constate que les prix augmentent moins que les moyens monétaires. C'est qu'il doit y avoir une augmentation de quantités produites. On voit donc que dans cette interprétation des mouvements de prix d'après-guerre, Simiand accorde une place très grande à des explications non monétaires.

Mais en dehors de ces cas un peu exceptionnels, Simiand s'est attaché au problème général des fluctuations de courte durée des prix, puisque ses derniers cours au Collège de France ont été consacrés à l'étude des crises économiques. Ce qu'il a pu réaliser de ce travail a été publié partiellement dans les « Annales sociologiques » (2').

La manière dont Simiand conçoit l'étude des crises est pleinement originale : il ne tente pas de lier par une relation simple et invariable les facteurs principaux de l'évolution économique, tels que prix, profits, quantité de monnaie, quantité de marchandises, produits, etc... Il semble penser que les crises tiennent à des discordances nombreuses entre les éléments de la vie économique trouvant leur origine principale dans la diversité, l'inadaptation des facteurs de psychologie sociale : « Les discordances sont considérables, écrit-il, entre les branches de la production, entre les processus, entre les catégories d'hommes agissant dans l'industrie, et l'on conçoit que les résultats immédiats obtenus dans des conditions aussi différenciées ne se trouvent pas correspondre exactement ».

Sans doute, dans ces fluctuations, la monnaie au sens large, ou suivant l'expression de Simiand, les « moyens d'attente »,

(2') *La psychologie sociale des crises et les fluctuations économiques de courte durée*. Annales sociologiques, série D, fasc. 2, 1937.

jouent un grand rôle. Ils réduisent parfois les discordances, mais parfois aussi les accentuent, car il y a une grande diversité dans la psychologie des individus dont le rôle est de fournir le crédit, gérer le capital ou simplement détenir les moyens d'attente.

L'interprétation des crises est à peine ébauchée dans l'œuvre de Simiand. Pourtant il nous paraît possible d'en tirer cette conclusion que, par rapport au mouvement de courte durée, le problème du lien entre la quantité de monnaie et les prix, n'a guère de sens. Dans ce cadre, l'explication du mouvement des prix ne pourrait sans doute résulter que de l'explication préalable des crises par un ensemble très complexe de facteurs. Ceci nous autorise à penser que, selon Simiand, la relation causale entre la quantité de monnaie et les prix ne doit pas être étendue en dehors du cadre des mouvements de longue durée. Notre auteur ne croit pas avoir découvert la clef de l'explication de *tous* les mouvements de prix. Si la variation de la quantité de monnaie est la cause d'un certain rythme de la vie économique, il ne faut pas en conclure que toutes les fluctuations économiques, quelle qu'en soit la durée, doivent être attribuées au même facteur.

Les quantitativistes, au contraire, ont tendance à utiliser beaucoup plus largement la cause monétaire. A l'heure actuelle, on trouve aux Etats-Unis des économistes qui expliquent les variations cycliques des prix uniquement par les changements dans la quantité de monnaie en circulation. Sans doute chez les auteurs français qui utilisent assez largement l'idée quantitative, nous n'avons pas trouvé d'interprétation aussi exclusive des mouvements de courte durée des prix. Pourtant les théories de l'équilibre expliquent un

certain nombre de ces mouvements uniquement en fonction de la quantité de monnaie. Pour elles, nous l'avons dit, l'action mécanique de ce facteur est une loi du réel qui n'en reste pas moins agissante lorsqu'elle se trouve en concours avec d'autres.

De même, pour M. Rist, la correspondance du niveau des prix à la quantité de monnaie constitue le cas « normal » qui devrait se vérifier même sur de courtes périodes. Si de nombreuses discordances sont constatées, c'est parce qu'interviennent les phénomènes de crises ou les phénomènes pathologiques de l'après-guerre. Mais l'influence du développement ou du resserrement des possibilités monétaires peut néanmoins être suivie année par année même lorsqu'elle n'est pas seule en action.

La différence de cadre dans lequel se situent Simiand, d'une part, et d'autre part les quantitativistes est donc réelle. Pourtant l'idée quantitative, surtout en France, trouve sa principale illustration dans le problème des mouvements de longue durée des prix. Il nous faut donc nous placer dans ce cadre pour essayer de marquer la différence entre les deux catégories d'interprétation.

*L'interprétation de Simiand et
l'explication quantitative des
mouvements des prix de longue
durée.*

A chaque étape du développement de la pensée de F. Simiand, nous avons rencontré une opposition très explicite à l'idée quantitative. Il a d'abord critiqué la théorie quantitative chez Fisher, et plus tard il s'est préoccupé, dans ses *Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du XVI^e au XIX^e siècle*, de mettre en évidence les faits

qui lui paraissaient aller contre cette théorie. Lorsque fut achevée, avec la publication de l'ouvrage *Le Salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, la construction de son interprétation personnelle du lien qui unit la monnaie et les prix, il a résumé les points par lesquels elle s'oppose à l'idée quantitative. Cependant, nous savons qu'il attribue le mouvement de longue durée des prix à une *cause*, au sens le plus strict, qui est la variation de la quantité de monnaie, et que de plus cette relation lui permet d'expliquer tout le développement du progrès économique.

Nous sommes donc en présence d'un auteur qui, en même temps, attribue le rôle le plus essentiel à la monnaie dans la vie économique et s'oppose le plus violemment à l'esprit quantitativiste. On ne peut échapper à ce paradoxe qu'en approfondissant l'opposition que Simiand établit lui-même entre sa pensée et celle des quantitativistes (3). Laissons de côté la différence des méthodes, qui ne justifie pas à elle seule celle des résultats, et encore la distinction entre variation de la quantité de monnaie et du taux d'accroissement de cette quantité. Il reste des déclarations de notre auteur que, contrairement aux quantitativistes, il a indiqué entre la monnaie et les prix une liaison qui n'est ni *automatique*, ni *proportionnelle*, ni *simple*.

Les deux premiers caractères ne nous paraissent pas constituer une distinction aussi essentielle que Simiand paraît le croire. Les quantitativistes ont beaucoup assoupli leurs théories. Ils ne sont pas tous mécanistes et s'ils paraissent envisager une action *automatique* de la monnaie, ce n'est pas sans doute, parce qu'ils nient l'intervention nécessaire

(3) Spécialement dans : *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, p. 470 (note 1). Cf. supra, p. 225.

de la psychologie humaine, mais parce qu'ils ne s'attardent pas beaucoup à l'analyser. D'autre part, les quantitativistes admettent fort bien que la variation des prix ne soient pas *proportionnelle* à celle des quantités de monnaie, et pour la même raison que Simiand : parce qu'il y a, en même temps, une augmentation des quantités de marchandises échangées. Au contraire, il nous semble que notre auteur a pleinement raison de mettre en évidence que son interprétation n'est pas *simple* comme celle des quantitativistes. Tandis que ceux-ci se contentent de dégager une corrélation entre deux courbes, Simiand n'est satisfait que lorsqu'il a pu donner une interprétation du lien entre la monnaie et les prix, dans laquelle entrent à peu près tous les éléments de la vie économique. Dans cette *complexité* se trouve, croyons-nous, la véritable originalité de sa pensée.

Le caractère complexe, et par là, original de l'interprétation de Simiand pourrait être mis en évidence sous de multiples aspects. Indiquons les deux principaux qui se dégagent, nous semble-t-il, de sa conception du mouvement *général* des prix et du lien qu'il établit entre le mouvement des prix et celui des quantités de marchandises.

Nous avons vu, en analysant les *Recherches sur le mouvement général des prix*, combien l'auteur insiste sur le fait que les prix des différentes marchandises ne varient pas dans la même proportion. Il en est de même dans *Le Salaire, l'évolution sociale et la monnaie* (4) : à côté des indices globaux des prix, dont il varie d'ailleurs le plus possible les méthodes de calcul, Simiand tient le plus grand compte des indices partiels s'appliquant à une catégorie de marchandises, et de leur divergence avec

(4) T. II, p. 276-277.

les indices d'ensemble. Cela témoigne de sa conception très complexe de la nature du mouvement *général* des prix. Il l'exprimait d'ailleurs dans ses derniers cours en disant : « Contrairement à ce qui peut être compris par l'usage du mot : indice des prix, mouvement des prix de gros, il ne faut pas concevoir qu'un ensemble de prix marche du même pas comme des soldats alignés qui monteraient sur un plan incliné uniforme et redescendraient sur l'autre face uniforme aussi. C'est un exercice en terrain varié et singulièrement varié. La notion de mouvement général des prix est telle qu'on doit se demander si elle correspond à une réalité et de quelle nature » (5).

Une telle conception est entièrement opposée, croyons-nous, à l'esprit quantitativiste. Pour prendre un exemple très net, c'est précisément en insistant avant tout sur le parallélisme (relatif sans doute) des variations de toutes les catégories de prix, du point de vue des mouvements de longue durée, que l'économiste américain Snyder a échafaudé récemment une nouvelle défense de l'idée quantitative (6). Il y a, dit-il, une structure à peu près invariable des prix des différentes catégories de marchandises qui oblige à attribuer leurs variations quasi-parallèles à un facteur unique (7); et pour exprimer les variations de l'ensemble des prix, il emploie l'image des oscillations d'un bateau à plusieurs ponts ou encore celle de la progression du front d'une armée.

Cette représentation est bien, quoiqu'à un degré moindre,

(5) *Annales sociologiques*, série D, fasc. 2, 1937, p. 11.

(6) Notons que sa théorie est différente de celle de Simiand par bien d'autres points : Il insiste beaucoup moins sur le rôle de l'or que sur celui du crédit. Il ne distingue pas dans le cadre des Etats-Unis les mêmes phrases que notre auteur.

(7) CARL SNYDER : *On the structure and inertia of prices*. American economic review, juin 1934.

celle de tous les auteurs qui utilisent l'idée quantitative. Et nous savons que le principal argument qui leur a été opposé a consisté précisément à nier la réalité du mouvement *général* des prix au sens où ils l'entendent. La position de Simiand est donc extrêmement originale puisque tout en mettant l'accent sur le caractère complexe du mouvement des prix, il parvient à retrouver une explication par les phénomènes monétaires.

On peut dégager un deuxième aspect sous lequel la complexité de l'interprétation de Simiand le distingue clairement des quantitativistes. Ces derniers reconnaissent, comme notre auteur, que c'est le mouvement d'accroissement des quantités de marchandises produites qui explique l'absence de proportionnalité entre la variation des moyens monétaires et le mouvement des prix. Mais ce qui caractérise la pensée de Simiand c'est la manière dont elle rassemble, dans une même interprétation, mouvement des prix et mouvement des quantités produites.

Simiand lui-même nous indique cette source profonde de l'originalité de son interprétation lorsque dans les *Recherches sur le mouvement général des prix*, il critique un aspect des théories de Fisher : Si l'augmentation des prix, dit celui-ci, est moindre que celles des métaux précieux, c'est que le volume des affaires augmente en raison de l'accroissement de la population, du progrès des arts et du commerce, du développement des transports. Simiand refute successivement toutes ces assertions (8) et fait dépendre la variation du volume des marchandises ou des affaires, des faits monétaires eux-mêmes.

Or, tous les auteurs qui utilisent l'idée quantitative se rapprochent à quelque degré de la pensée de Fisher. Ils étu-

dient le lien entre la monnaie et les prix comme si l'influence normale et directe de la modification des quantités de monnaie devait s'exercer sur les prix et ils considèrent la variation des quantités de marchandises comme un phénomène perturbateur. La conception de M. Marjolin, par exemple, nous paraît représenter cet état d'esprit. Les effets de l'augmentation de la production de l'or sont, écrit-il, « le niveau plus élevé des prix, l'augmentation des transactions due au mouvement ascendant des prix, etc... » (9). Il semble qu'il conçoive deux sortes d'effets de l'augmentation des moyens monétaires : 1) Un effet direct : la hausse des prix ; 2) un effet dérivé : l'augmentation des transactions.

Quant à la baisse des prix de longue durée, le même auteur, reflétant l'opinion des plus récents quantativistes, en trouve la cause dans la « diminution de la production de l'or, ou une augmentation insuffisante pour compenser la pression que fait peser sur les prix l'augmentation des quantités de marchandises » (10). L'augmentation des transactions est donc encore bien davantage conçue, dans ce cas, comme tout à fait extérieure au lien entre la monnaie et les prix. Il semble qu'elle soit une force immanente de la vie économique (11), ou tout au moins une force dont le développement relève d'une étude tout à fait indépendante de la théorie monétaire.

Chez Simiand, au contraire, l'augmentation des quantités produites en phases A est l'effet le plus direct de l'augmentation des moyens monétaires. En phase B la pénurie monétaire n'engendre pas seulement la baisse des prix mais est

(8) (9) *L'activité économique*, n° 8, p. 144.

(10) *Idem*, p. 144.

(11) Carl Snyder a développé pleinement cette conception.

aussi la cause propre de l'augmentation des quantités de marchandises. Nous l'avons vu rejeter d'ailleurs très explicitement l'idée d'un « accroissement normal des moyens monétaire », qui n'est défendu que pour soutenir celle d'un accroissement autonome des quantités de marchandises. En proposant son interprétation globale des faits économiques, notre auteur a pensé montrer que les rapports de la monnaie aux prix ne doivent pas être étudiés isolément, mais ne se conçoivent, au contraire, que par l'existence d'autres rapports économiques, notamment de la monnaie à la production et des prix à la production.

La complexité de l'interprétation de Simiand, impliquant une liaison indissoluble de tous les facteurs mis en œuvre, justifie donc suffisamment son opposition à l'idée quantitative. Cependant notre auteur, lui-même, a porté cette opposition sur un nouveau terrain où nous devons le suivre : celui de la nature et du rôle de la monnaie.

*La nature et le rôle
de la monnaie.*

Simiand a bien mis en évidence la conception du rôle de la monnaie qui est impliquée par l'idée quantitative. Elle conduit, a-t-il dit, à considérer l'expression monétaire des valeurs comme extérieure à la vraie réalité économique. Nous trouvons bien, en effet, chez les classiques cette idée de la superposition aux rapports économiques réels (c'est-à-dire production, consommation, circulation des biens d'une fonction monétaire dont l'objet est de faciliter les échanges. Les quantitativistes en isolant l'étude du rapport monnaie-prix, en en faisant un problème distinct, préliminaire ou complémentaire des autres problèmes économiques, relèvent tous dans quelque mesure de cette tendance.

Le quantitatifiste croit, en étudiant l'influence de la monnaie sur les prix, déblayer le terrain pour une étude des rapports économiques réels, séparer ce qui, dans le mouvement des prix, est fictif, nominal par opposition à l'influence, seule réelle, de la production, de la consommation. Mais, demande Simiand, est-ce qu'il est fictif ce développement de la production qui est déterminé *uniquement* par une augmentation des quantités de monnaie ? La vie économique, pense-t-il, est bien autre chose qu'un ensemble de rapports matériels auxquels se superposeraient le jeu de la monnaie et des prix. L'esprit sociologique atteint avant tout les phénomènes de psychologie sociale. L'expression monétaire des valeurs est une de ces « réalités sociales » les plus essentielles.

Nous trouvons ces vues pleinement développées dans un des derniers écrits de Simiand intitulé *La monnaie, réalité sociale* (12). Les conceptions de l'homme sur la nature de la monnaie, dit Simiand, sont comparables aux trois stades par lesquels est passée la connaissance humaine des faits religieux : le dogmatisme, le voltairianisme, la sociologie (13).

On a d'abord attribué aux métaux précieux une valeur absolue ; on les a considérés comme la richesse par excellence. Puis, au contraire, on a pensé que le bon sens exigeait de considérer que l'existence de la monnaie n'était nullement essentielle à la vie économique : elle serait seulement un instrument d'échange introduit pour des raisons de commodité. L'idée quantitative relèverait de ces deux états d'esprit, se serait arrangée tant bien que mal avec l'un, puis l'autre, ou

(12) Annales sociologiques, série D, fasc. 1, 1934.

(13) *Op cit.*, p. 18.

même les deux à la fois, à travers l'histoire des doctrines économiques.

Simiand nous invite à dépasser enfin ce stade. L'idée véritable que nous devons nous faire de la valeur de la monnaie, il la dégage en considérant d'abord la monnaie inconvertible. Nous ne pouvons mieux faire ici que le citer : « Si la valeur d'une monnaie non convertible, écrit-il, est une relation entre deux masses, ce sont ces masses non quantifiées, et sans doute non quantifiables, de façon simple et moins encore assurée, soit dans le présent, soit surtout dans le futur : masse des emplois possibles (présents, futurs) ; masse des moyens monétaires (actuelle effective, future possible) ; l'une et l'autre, telles qu'elles sont représentées, plus ou moins confusément du reste, dans l'esprit des hommes concernés. Ces deux termes sont donc affaire d'appréciation, d'estimation, de confiance (ou de défiance) : et celles-ci peuvent très réellement, pour la même monnaie au même moment, et à plus forte raison dans le cours du temps, différer selon les catégories de personnes, les classes, les groupes, les nationalités... Le fond véritable qui est à reconnaître à la valeur d'une telle monnaie... n'est pas fait d'éléments physiques.... il est fait d'appréciation, d'estimation de croyance, de défiance..., d'ensemble une croyance et une foi en cette expression de valeur qui porte la marque d'un pays... Cette représentation... est le fait non pas d'individualités compétentes et informées... mais bien des groupes, de collectivités, d'une nation : elle est sociale. Elle a un caractère et un rôle manifestement objectif, parce qu'elle est une *croyance et une foi sociale*, et, comme telle, une réalité sociale » (14).

(14) *Idem*, p. 37 et 38.

Cette conception de la valeur de la monnaie inconvertible contredit évidemment l'existence du lien quantitatif entre une telle monnaie et les prix. Mais de là Simiand revient à la monnaie à base de métal précieux et s'attache à montrer que la même conception doit s'y appliquer. Ce n'est, dit-il, ni la valeur du métal marchandise, ni le coût de production qui peuvent expliquer la valeur de cette monnaie; mais ne serait-ce pas « la relation entre la masse des moyens monétaires et la masse de leurs emplois » ? De nouveau notre auteur rencontre la théorie quantitative, sous sa forme la plus souple cette fois. Il va s'appliquer encore à la réfuter: Il met d'abord en évidence la quasi impossibilité de déterminer ces masses dont la relation devrait fournir la valeur de la monnaie. Il est possible sans doute de calculer le stock cumulatif des métaux précieux. Mais il est déjà bien difficile de dénombrer tous les emplois actuels d'une monnaie, car en outre des biens et services (15), il faut faire état des emplois en « réserve », en « attente ». Et le plus grand obstacle est ailleurs encore : une appréciation de valeurs est fondée non seulement sur des éléments actuels mais sur des prévisions. Il faudrait donc pour déterminer la valeur de la monnaie faire état de tous les emplois possibles que les hommes en envisagent et aussi de leur prévision quant aux quantités qui pourront en exister dans l'avenir. L'obstacle paraît bien infranchissable.

(15) Une des voies par lesquelles on a tenté de justifier récemment la théorie quantitative, consiste à dire que l'indice des prix ne représente pas toutes les valeurs échangées contre de la monnaie parce qu'il ne fait état que des marchandises. Cela expliquerait les décalages entre la variation de l'indice des prix et celle des moyens monétaires. M. DIVISIA, nous a-t-il semblé, représenterait en France cette tendance.

Ce premier argument contre l'idée quantitative est renforcé par un second. En fait, si l'on suit l'histoire de la valeur de la monnaie, ou l'histoire du mouvement général des prix, on s'aperçoit qu'il n'eut à aucun moment été possible de déterminer son évolution prochaine d'après le rapport entre les emplois évalués en quantités physiques et les quantités des moyens monétaires. Nous savons, en effet, que tantôt les quantités M des moyens monétaires ayant augmenté fortement, les emplois exprimés par la quantité E des marchandises produites ont peu augmenté : ce sont nos phases A de baisse de la valeur de la monnaie. Par contre, dans d'autres cas, M augmentant peu, E augmente fortement : ce sont nos phases B de hausse de la valeur de la monnaie. Qu'est-ce à dire, demande Simiand, sinon qu'à aucun moment dans l'histoire de la valeur de la monnaie, il n'eut été possible de prévoir l'évolution prochaine de cette valeur en comparant les quantités présentes sur le marché des marchandises et sur celui de la monnaie. Donc, conclut-il, « cette thèse quantitative se montre radicalement erronée en pensant tirer d'un rapport entre des quantités physiques une valeur économique : si cette valeur économique varie alors, elle varie seulement par le fait du retentissement de ces mouvements physiques dans l'esprit et sur les actions et réactions des hommes » (16).

Quel est donc le vrai fondement de la valeur de la monnaie à base de métal précieux ? Elle a été adoptée, répond Simiand, non pour des raisons de commodité, mais parce qu'elle représente un pouvoir, magique d'abord, puis simplement social. Elle est un signe de puissance et sa valeur se fonde sur la confiance persistante dans la puissance qui

(16) *Op. cit.*, p. 43.

lui est attachée, « confiance, qu'à toute une partie du monde et en certains cas le monde entier en sa propre universalité future, quant à un trait persistant et séculaire de son universalité passée » (17). En conséquence, « toute la monnaie est fiduciaire », « l'or à ce jour n'est que la première des monnaies fiduciaires » (18).

A vrai dire, l'or a pourtant une certaine primauté sur les autres monnaies employées jusqu'à notre temps. Simiand l'attribue 1°) A ce que la confiance sur laquelle il repose est plus universelle que pour aucune autre monnaie. 2°) A ce que les quantités disponibles ne dépendent pas comme pour les autres monnaies des vellétés humaines (19). Cela n'empêche que le fondement de sa valeur et de son rôle est le même que pour toute autre monnaie : « une *croyance* et une *foi sociale* qui est une *réalité sociale* » (20).

Ce n'est pas tellement la fonction de la monnaie comme mesure des valeurs qu'il faut mettre au premier plan que sa fonction d' *anticipation sur des valeurs futures*. Ce sont ces idées que l'économiste devrait avoir toujours présentes : « Ce n'est pas la représentation monétaire qui est un voile devant les phénomènes économiques véritable; c'est l'effort pour se dégager et se passer de la représentation monétaire qui élève un voile obscurcissant et de façon irrémédiable sur la vision et l'intelligence de ces phénomènes économiques véritables » (21).

Nous croyons que Simiand a parfaitement raison, sur ce terrain, de s'opposer aux partisans de l'idée quantitative et

(17) *Idem*, p. 46.

(18) *Idem*, p. 46.

(19) *Op. cit.*, p. 46-47.

(20) *Idem*, p. 48.

(21) *Idem*, p. 56.

si nous cherchions à dégager les conséquences pratiques que, parfois, Simiand semble attribuer à ses conceptions, nous les trouverions encore pleinement originales, très opposées aux doctrines inspirées par l'idée quantitative.

Lorsque Simiand défend la rationalité de sa théorie en faisant appel à la possibilité pour les hommes de modifier la quantité des moyens monétaires inconvertibles, il s'élève jusqu'à l'idée d'une « monnaie dirigée », ou plutôt, dit-il, « d'une fonction monétaire aménagée » (22). Mais le but qu'il lui assignerait est en pleine opposition avec les doctrines qui utilisent l'idée quantitative. Alors que celles-ci (23) visent principalement à maintenir un pouvoir d'achat constant à l'unité monétaire, Simiand a condamné explicitement cette prétention. « Le finalisme, dit-il, de certaines doctrines ou de telles pratiques tentées, qui visent à une stabilité permanente des prix et à un système monétaire qui la réalise, est un postulat hâtif, qui ne paraît pas s'être enquis ou avisé de l'expérience économique, ou bien alors qui se dirige vers une économie sans progrès » (24). Ce que veut, au contraire, notre auteur, c'est faire varier très fortement la quantité des moyens monétaires suivant un rythme alternatif qui provoquerait la succession des phases A et B dans le mouvement des prix et avec elle un progrès économique indéfini.

Nous pouvons donc apprécier maintenant combien la construction de Simiand est nouvelle par ses réalisations et par ses ambitions. Le lien entre les monnaies et les prix est inséré dans une « théorie expérimentale » de l'évolution économique

(22) *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, p. 526.

(23) Particulièrement celle de FISHER.

(24) *La monnaie, réalité sociale*, p. 57.

que l'auteur caractérise lui-même par les termes de « monétarisme social » (25). Nous sommes loin, sans aucun doute, de l'idée quantitative.

Si, pour notre auteur, les variations de la quantité de monnaie sont bien *la cause* des mouvements de prix de *longue durée*, la relation entre cette cause et cet effet est extrêmement complexe et tous les éléments qu'elle comporte sont liés indissolublement. C'est pourquoi l'explication dégagée n'a aucune valeur en dehors d'un certain cadre de temps où apparaît ce phénomène unique de la fluctuation « inter-décennale » de la vie économique dont le mouvement des prix n'est qu'un aspect.

C'est pourquoi encore, la conception du mouvement général des prix chez notre auteur nous est apparue bien différente de celle des quantitativistes et de même l'influence qu'il attribue à l'accroissement des quantités de marchandises produites. Du point de vue, enfin, du rôle attribué en général à la fonction monétaire, nous avons vu combien sa position est originale.

En définitive, il nous semble bien que Simiand se distingue des quantitativistes parce que sa pensée passe sur un autre plan. S'il ne s'agissait que du problème limité, tel que le pose l'économie politique traditionnelle, du mouvement séculaire des prix, les oppositions pourraient se fondre au point de devenir des relations de bon voisinage et d'appui mutuel. La preuve en est que les travaux de Simiand, nous semble-t-il, ont renforcé en fait la position des quantitativistes.

Mais Simiand s'élève sur le plan de la pensée sociologique, dans laquelle il veut intégrer la connaissance des faits éco-

(25) *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, avant-propos, p. XX.

nomiques. Il construit un système d'interprétation de la vie économique entièrement « rationnel » au sens sociologique. Dans sa pensée, toutes les pièces de ce système sont solidaires. L'existence du lien entre la monnaie et les prix n'est valable que par rapport à la loi du progrès économique qui fait se succéder des phases inverses d'expansion et de contraction monétaire avec leurs conséquences rigoureusement enchaînées.

Dès lors, notre auteur se sépare radicalement des quantitativistes qui, prenant le mouvement des prix et des faits monétaires comme de simples données historiques, s'efforcent de les rattacher l'un à l'autre sans prétendre avoir découvert le germe du progrès économique. Simiand pense au contraire qu'il faut surmonter cette étroitesse de vues, prendre conscience de l'unité du processus social qui fait l'évolution économique, pour en donner une interprétation vraiment scientifique.

DEUXIÈME PARTIE

Insuffisance d'une méthode et d'une interprétation exclusives

Les théories que nous venons d'analyser paraissent se développer chacune dans une ligne différente, sans beaucoup s'appuyer les unes les autres : ce qui distingue les travaux de MM. Rueff et Divisia d'une part, et de Fr. Simiand d'autre part, c'est principalement la méthode employée et, pour ce dernier surtout, la prétention de parvenir par cette méthode seule à une connaissance intégrale de l'évolution économique. Ce qui distingue au contraire la plupart des autres auteurs, c'est moins la méthode employée que les conclusions présentées.

Nous nous proposons de montrer d'une part que les méthodes extrêmes ne justifient pas leur prétention à l'exclusivité, d'autre part que les théories construites à l'aide de méthodes composites, recèlent toutes une part d'incertitudes. Cela nous conduira à souhaiter une liaison à la fois des méthodes et des interprétations.

CHAPITRE I

L'INSUFFISANCE DES EXPLICATIONS MÉCANISTES DES PHÉNOMÈNES MONÉTAIRES

Parmi les auteurs récents que nous avons étudiés, il semble que ce soient les théoriciens de « l'économie politique rationnelle » qui utilisent de la manière la plus large et la plus stricte l'idée quantitative. Elle est un élément essentiel dans leur conception de la formation des prix puisque ceux-ci, d'après eux, sont soumis passivement à l'influence d'un certain nombre de facteurs agissant mécaniquement, parmi lesquels la quantité de monnaie. Nous avons vu encore que chez MM. Rueff et Divisia, nombre de phénomènes monétaires s'expliquent exclusivement à partir de la quantité de monnaie : rétablissement de l'équilibre des changes, hausse des prix en période d'inflation, et jusqu'aux crises cycliques.

Nous avons rencontré déjà nombre d'objections opposées à ces explications mécanistes. Il nous semble que la racine la plus profonde de cette critique doit être cherchée dans un aspect des théories de MM. Rueff et Divisia, sur lequel, dans notre exposé objectif, nous n'avons pas insisté davantage que nos auteurs eux-mêmes.

Est-il parfaitement rigoureux d'énoncer, comme le font nos auteurs, que la masse des paiements effectués dans l'année est égale à la somme des prix des marchandises échangées dans la même année ?

Une objection s'impose immédiatement : avant le début de l'année il y a eu des échanges qui n'ont pas été réglés

parce que les vendeurs ont fait crédit. Ces échanges vont être réglés au cours de l'année : il y aura donc des paiements sans échanges. De même, à la fin de l'année, il y aura des échanges qui ne donneront lieu à règlement que l'année suivante : il y aura dans le cadre de l'année considérée des échanges sans paiements. Comment dès lors pouvons-nous être sûr que les paiements sont équivalents aux échanges dans l'année ?

Irving Fisher avait répondu à cette objection. Dans un appendice à sa *Théorie des phénomènes monétaires*, M. Rueff reprend la même solution qui consiste simplement à faire remarquer que les paiements sans échanges et les échanges sans paiements vont se compenser.

Désignant par D'' les sommes correspondant aux premiers et par D''' les sommes correspondant aux seconds, M. Rueff reconnaît que l'équation des échanges devrait s'écrire :

$$MV + M'V' + D'' - D''' = PQ$$

La différence $D'' - D'''$, suivant qu'elle est positive ou négative, aurait pour effet d'augmenter ou de diminuer « l'efficacité du stock monétaire ». Pourtant « l'on est assuré, poursuit-il, que la différence $D'' - D'''$, toujours très faible relativement à la somme $MV + M'V'$, peut être en première approximation négligée sans inconvénients » (1).

Contrairement à notre auteur, il nous paraît que si l'on tenait compte de cet élément nouveau dans l'équation des échanges, on serait sans doute amené à modifier radicalement le caractère des explications des phénomènes monétaires.

Les quantités D'' et D''' représentent les sommes des quantités de marchandises vendues à crédit, multipliées par les

(1) *Théorie des phénomènes monétaires*, p. 336.

prix unitaires de ces marchandises. Pour que D'' et D''' soient des quantités très voisines, il faut donc que du début à la fin de la période prise comme unité de temps les prix des marchandises se trouvent assez voisins et les quantités de marchandises vendues à crédit assez semblables. Il faut donc que l'indice des prix varie peu d'une période de temps à l'autre, d'une part, que l'activité des affaires et les dispositions des commerçants à faire crédit aient également peu varié, d'autre part.

Ces conditions seraient assez facilement réalisées, semble-t-il, pour que la portée de l'équation des échanges ne soit pas trop limitée. Mais il est encore une condition qui nous paraît beaucoup plus indispensable : c'est que l'on ne prenne jamais comme unité de temps qu'une période assez longue, telle que l'année.

Remarquons, en effet, que la différence $D'' - D'''$ prend une importance relative d'autant plus grande que la période de temps prise comme unité est plus courte : les délais de crédit étant donnés, D'' et D''' sont des quantités fixes à tout instant, quelle que soit donc l'unité de temps considérée. Par contre $MV + M'V'$, c'est-à-dire la somme des achats effectués et payés dans l'unité de temps diminue avec cette unité. Par conséquent l'importance relative de D'' et D''' et celle de leur différence augmente si l'unité de temps diminue.

Si l'on faisait diminuer l'unité de temps, il arriverait même un moment (c'est celui où cette unité serait égale au délai moyen de paiement) où il n'y aurait plus d'achats à la fois effectués et payés dans l'unité de temps. L'équation des échanges deviendrait :

$$D'' - D''' = PQ$$

Mais cette nouvelle forme de l'équation nous montre avec évidence que les termes P et Q ont changé de sens lorsqu'on a

introduit le terme $D'' - D'''$. P, en effet, n'est plus que l'indice des prix des marchandises *payées* dans l'unité de temps et Q l'indice des *paiements*.

L'équation des échanges n'est vraie que si l'on peut confondre indice des prix des marchandises *payées* et indice des prix des marchandises *vendues*, et d'autre part indice des *paiements* et indice des *transactions*. Or, nous savons que cela n'est plus possible si l'on prend une unité de temps suffisamment courte.

La même objection de l'existence des paiements différés vaut à l'égard de la loi circulatoire de M. Divisia. Celui-ci nous prévient lui-même qu'en toute rigueur dans sa formule $\frac{VQr}{A} (\dots) = K$, le facteur A représente l'activité des *paiements* et non celle des transactions. « Mais, dit-il, les conditions ordinaires du crédit commercial produisent en temps normal un décalage constant entre les transactions et les paiements, de telle sorte que l'activité des paiements peut en général être remplacée dans la formule circulatoire par celle des transactions » (2).

Nous avons déjà dit, à propos de l'équation des échanges, qu'il ne nous semblait pas possible de nous contenter de cette approximation. Il nous faut donc prendre le facteur A dans son sens strict, celui d'activité des *paiements*. Mais ce que M. Divisia ne nous montre pas, c'est que dans ce cas, la signification du facteur V se trouve aussi radicalement modifiée. Il ne représente plus la valeur de la monnaie, c'est-à-dire le niveau des prix tel qu'il résulte des ventes effectuées dans l'unité de temps, mais la moyenne des prix dans les échanges *qui ont donné lieu à paiement* au moment considéré. La loi circulatoire signifie donc simplement que dans

(2) *Revue d'Economie Politique*, 1925, p. 1138.

un intervalle donné, il y a eu assez de monnaie pour réaliser les paiements qui, en fait, ont été effectués. Elle se place tout à fait en dehors du véritable problème de la détermination de la valeur de la monnaie, et ne représente rien de plus qu'une tautologie.

Si au contraire on veut que l'activité des transactions, et la valeur de la monnaie, au sens courant, soient représentés par la loi circulatoire, comme d'ailleurs par l'équation des échanges, il faut bien remarquer que ces formules ne sont pas rigoureusement exactes pour toute unité de temps. Cela nous paraît capital, car désormais, nous ne pouvons plus dire, en toute rigueur, que la valeur de la monnaie, qui est exprimée par l'inverse de l'indice des prix des marchandises *vendues* dans une unité de temps, est définie à chaque instant par la circulation monétaire et l'activité des transactions. Si l'on admet qu'à un moment la valeur de la monnaie n'est plus liée étroitement aux facteurs de l'équation de l'échange, il devient légitime et nécessaire de rechercher à quelles influences directes elle répond alors.

Sans doute, on pourrait essayer d'analyser les causes qui modifient la différence $D'' - D'''$, les chercher en particulier du côté des raisons qui poussent à l'augmentation ou à la diminution des crédits consentis. En somme on aboutirait à intégrer dans l'équation de l'échange un facteur C qui serait le coefficient de crédit, exprimant la plus ou moins grande propension des vendeurs, pendant l'unité de temps, à consentir des paiements différés. Mais ce facteur est trop directement psychologique, nous semble-t-il, pour que l'on puisse appeler mécaniste, une explication qui en tiendrait compte. Nous préférons reconnaître dès maintenant que les explications mécanistes ne pourront jamais parvenir à interpréter intégralement le mouvement des prix.

La base de l'équation des échanges comme de la théorie quantitative, c'est l'idée que les deux fonctions de la monnaie, intermédiaire dans les échanges et mesure des valeurs, sont assurées par une même masse de signes monétaires. On en conclut qu'à chaque instant, la valeur que prend chaque signe dans l'une et l'autre fonction doit être rigoureusement la même.

Et cela serait tout à fait exact si les deux fonctions de la monnaie se superposaient absolument dans le temps, si les paiements étaient instantanés. Dans ce cas, en effet, si la masse des valeurs échangées était différente de la masse des valeurs représentées par les signes monétaires en circulation, les paiements ne pourraient être assurés et la vie économique serait arrêtée.

Mais nous savons qu'il y a des paiements différés et que, par conséquent, la masse des marchandises échangées (c'est-à-dire *vendues*) peut prendre une valeur telle que la valeur de la circulation monétaire à ce moment ne soit pas suffisante pour assurer la totalité des paiements, en un mot que l'équation des échanges ne soit pas vérifiée à ce moment.

Quand nous parlons de la valeur prise par cette masse des marchandises, nous entendons l'expression de son prix en unités de compte. Cela revient à dire que la valeur du signe monétaire représentant l'unité de compte est devenue telle que la quantité des signes en circulation ne suffirait pas à assurer tous les paiements si ceux-ci devaient être instantanés.

Pour expliquer cette disjonction entre la mesure des valeurs et la réalisation des paiements, il faut sans doute faire appel à cette idée que nous avons trouvée chez M. Aftalion, suivant laquelle, la monnaie peut, à certains moments pren-

dre une utilité propre, indépendante de son utilisation immédiate dans l'échange.

Walras était sur le chemin de cette conception lorsqu'il écrivait que la valeur du service de la monnaie est « directement proportionnelle à son utilité » en même temps qu'elle est « inversement proportionnelle à sa quantité » (3). Mais cette utilité de la monnaie il ne la concevait qu'en vue d'un service de circulation défini par l'état donné de la production et de l'échange des marchandises et les quantités de celles-ci. « L'utilité du service de la monnaie, écrivait-il, est la somme des utilités des marchandises et services figurant dans l'encaisse désirée » (3).

Cette notion trop étroite de l'utilité de la monnaie l'a empêché de voir au delà de la théorie quantitative, et d'ailleurs ses successeurs ne la font plus apparaître, la considérant comme incluse dans celles de quantité de marchandises et de vitesse de circulation (encaisse désirée).

Mais si l'on se pose concrètement le problème de l'utilité de la monnaie, on est obligé de reconnaître que souvent la monnaie prend une utilité par elle-même, et non seulement comme moyen de circulation. Cela se produit lorsqu'on en arrive à douter de la stabilité de la valeur de la monnaie, que l'on conçoit cette valeur future comme devant être moins ou plus forte que la valeur actuelle.

Cela n'est pas une manifestation purement irrationnelle car on a pris l'habitude de relier certains événements de la vie sociale (troubles politiques en particulier), à un mouvement dans la valeur de la monnaie. Ces événements ne sont pas directement la cause des fluctuations de cette valeur puisqu'ils n'agissent pas nécessairement et immédiatement

(3) *Eléments d'économie pure*, p. 309.

sur les conditions de la circulation. Mais le public établit, lui, un véritable lien de cause à effet. Il se persuade qu'une baisse ou une hausse de la valeur de la monnaie va nécessairement se produire et, en conséquence, dès maintenant il n'accepte la monnaie ou ne l'offre que pour cette valeur plus ou moins grande.

On peut véritablement dire que cette différence de valeur, c'est le public qui la crée: les détenteurs de monnaie donnent soudain à celle-ci un supplément de valeur par rapport à l'ensemble des marchandises, ou au contraire déprécient la monnaie par rapport aux marchandises. Ainsi, il nous semble que l'existence d'une valeur propre de la monnaie ruine la conception de MM. Rueff et Divisia selon laquelle les prix sont toujours soumis *passivement* aux facteurs de l'équation de l'échange, puisqu'il existe parfois des mouvements de hausse et de baisse des prix qui sont de pures spontanéités psychologiques. Cette idée va nous permettre de critiquer les théories mécanistes non plus dans leur fondement théorique, mais dans les applications que nous en avons trouvé chez nos auteurs.

**

MM. Rueff et Divisia ont principalement employé leurs théories, nous l'avons vu, à décrire le mécanisme du rétablissement de l'équilibre du change. Nous devons donc nous placer d'abord sur ce terrain.

Dans le cas où circule dans le pays de la monnaie métallique (sous un régime d'étalon-or ou analogue), nous savons que M. Divisia fait appel à l'idée très simple que les entrées et sorties de métal consécutives au déséquilibre du change agissent automatique sur les prix en modifiant la quantité de monnaie en circulation.

Cette idée repose sur une analyse très insuffisante des fonctions de la monnaie.

De tout temps, en effet, le métal monétaire outre sa fonction comme moyen de circulation a été utilisé comme une réserve de valeur. Cela était très net aux époques de circulation purement métallique, puisque l'état ou les particuliers se constituaient des trésors de métaux précieux.

Avec l'apparition des banques d'émission et de la circulation-billets, c'est désormais l'encaisse de la banque d'émission qui joue le rôle de réserve. Les stocks de métal détenus par la banque d'émission sont véritablement une masse de valeurs soustraite au flux de la vie économique, qui ne contribue pas à l'équilibre des forces définissant l'état économique à un moment donné. On pourra donc prélever sur cette masse de valeur sans agir sur les facteurs de l'équilibre économique qui sont, du point de vue monétaire, les pièces de monnaie en circulation et les billets, avec la valeur qui est attribuée, en fait, à ces pièces et à ces billets.

Or, il est bien certain que ce sont les banques d'émission qui fournissent, sur leur réserve, les quantités de métal nécessaire à compenser les insuffisances de devises dans le cas de déséquilibre du change. Mais nous ne voyons pas que ce prélèvement sur la réserve des banques ait un effet obligatoire, automatique sur la circulation (4). Il y a bien un lien

(4) C'était déjà cette objection que faisait MARX à la théorie quantitative de RICARDO : « La démonstration consiste en ce qu'on suppose ce qui est à démontrer : que toute quantité de métal précieux qui sert de monnaie, quel qu'en soit le rapport à sa valeur intrinsèque, doit devenir moyen de circulation, monnaie, et ainsi signe de valeur des marchandises en circulation, quelle que soit la somme totale de leur valeur. En d'autres termes, la démonstration consiste à faire abstraction de toutes les fonctions de la monnaie, sauf de celle qu'elle remplit en qualité de moyen de circulation ». (*Critique de l'économie politique*, éd. Giard, 1928, p. 276).

entre la réserve métallique et la circulation, en ce sens que les banques d'émission prennent en considération leur encaisse pour régler l'émission des billets. Mais ce lien ne nous apparaît pas tel qu'une modification de la réserve doive entraîner mécaniquement une modification de la circulation.

Le système anglais cependant pourrait faire croire qu'il en est ainsi. L'act de 1844, en effet, triomphe du currency principle, c'est-à-dire de la théorie quantitative, établit que les billets en circulation, au-dessus d'une certaine somme (toujours dépassée), doivent être représentés exactement dans la réserve d'or de la banque. Est-ce à dire que la circulation en Angleterre se soit toujours adaptée passivement aux entrées et sorties d'or ? Aucunement, puisque dans les circonstances les plus critiques, en 1847, 1857, 1866, l'act de 1844 fut suspendu, et que d'autre part plusieurs fois la Banque d'Angleterre a emprunté de l'or pour pouvoir émettre des billets (1906, 1907, 1909, 1910). Dans tous ces cas et dans beaucoup d'autres sans doute, l'augmentation de la circulation n'est pas l'effet automatique d'un mouvement de métal précieux, mais résulte de décisions politiques.

Un système plus commun établit un rapport légal entre le montant de l'encaisse et le montant des billets en circulation. Mais ce rapport n'est qu'un minimum qui après guerre, dans les pays fidèles à l'étalon or, a toujours été dépassé. Rien ne permet donc d'affirmer un effet automatique des mouvements de l'or sur la circulation qui tendrait, par l'intermédiaire des prix, à rétablir l'équilibre du change.

Cette objection est si difficile à surmonter que M. Rueff, nous l'avons vu, adopte finalement pour expliquer le rééquilibre du change, le jeu du taux de l'escompte sur l'activité des affaires et par là sur les prix. Mais peut-on soutenir que l'action des sorties d'or sur le taux de l'escompte et celle de

ce taux sur les prix ont ce caractère automatique, mécanique qui caractérise les théories que nous avons étudiées ? En aucune manière sans doute : l'action proportionnelle et immédiate du taux de l'escompte sur les prix n'est aucune-ment démontrée. Et quant aux modifications même du taux de l'escompte elles sont le résultat de décisions « politiques » qui ne sont pas seulement motivées par les mouvements de l'or. Faire appel au jeu du taux de l'escompte c'est donc bien abandonner l'explication mécaniste de l'équilibre du change, dans le cas de circulation de monnaie métallique (5).

Si nous passons au cas d'une circulation de billets à cours forcé, la position de M. Divisia, de nouveau, est la plus nette. Selon cet auteur, il y a équilibre du change autour d'un pair fictif tant que la quantité de monnaie n'est pas modifiée, parce que le change ne pouvant pas agir directement sur les prix, ceux-ci sont constamment ramenés au niveau qui détermine l'équilibre de la balance commerciale.

Cette conception repose tout entière sur la certitude que le niveau des prix est strictement défini, à chaque instant, par les facteurs de la « loi circulatoire ». Mais nous savons qu'il n'en est pas ainsi, en raison des paiements différés et que l'on doit admettre que les prix soient parfois déterminés spontanément par les prévisions des échangistes.

Or précisément, les variations du change sont un des facteurs qui influent sur la psychologie des échangistes. On est donc bien obligé d'admettre que le change puisse avoir une influence *directe* sur les prix, qui, bien loin de provoquer le retour à l'équilibre du change, ne fera qu'en accentuer

(5) Ce caractère de moins en moins automatique de l'action du taux de l'escompte est indiqué par M. POMMERY : « *Les Banques d'émission* » in « *Les doctrines monétaires à l'épreuve des faits* » (Alcan, 1932).

le déséquilibre. Sans doute, comme le dit M. Divisia, si les quantités de monnaie étaient strictement maintenues à leur niveau antérieur, le déséquilibre ne pourrait se prolonger longtemps. Mais en admettant que cette stabilité de la quantité de la monnaie en circulation puisse, en fait, être obtenue, elle résulterait de décisions politiques, et le retour à l'équilibre du change ne serait aucunement le résultat d'un mécanisme aveugle et nécessaire.

C'est la même critique qu'il convient d'opposer à l'explication de M. Rueff. Dans le cas de cours forcé, dit-il, il y a nécessairement retour du change à l'équilibre, à condition qu'il n'existe pas de « cause permanente de variation des prix ». Mais il nous apparaît justement que la variation même du change est une de ces causes permanentes de variation des prix. Puisqu'elle est susceptible d'agir à tout instant, nous ne pouvons plus croire à l'existence et à l'efficacité permanente du mécanisme stabilisateur du change fondé sur l'idée quantitative.

Nous avons vu encore chez nos auteurs d'autres applications de l'idée quantitative, rentrant à proprement parler dans la dynamique monétaire. C'est par exemple la théorie de l'inflation de M. Rueff, qui pose comme conditions la constance de la vitesse de circulation de la monnaie et de l'activité des transactions. C'est encore l'explication par M. Divisia de certaines périodes d'inflation par les modifications de l'activité des transactions. C'est enfin l'attribution par le même auteur des baisses cycliques des prix à l'impossibilité de poursuivre l'accroissement des moyens monétaires.

Toutes ces explications mécanistes sont sans doute inattaquables lorsqu'il s'agit d'interpréter des modifications du

niveau des prix d'une année à l'autre, c'est-à-dire en prenant pour base une unité de temps assez longue pour que l'équation de l'échange soit vérifiée. Alors, en effet, on doit toujours retrouver quelque modification d'un ou de plusieurs facteurs de l'équation qui rende compte du déplacement du niveau des prix. Mais remarquons bien qu'une telle explication cache tout un aspect de la réalité; elle nous indique qu'un équilibre a succédé à un autre, mais ne nous renseigne aucunement sur le déclenchement du mouvement des prix, sur sa cause proprement dite. Pour la dégager, il faudrait pousser l'analyse plus loin, prendre une unité de temps plus courte, un mois, une semaine, un jour peut-être. Mais alors nous savons que ce n'est plus seulement dans les facteurs de l'équation de l'échange que peuvent être cherchées les causes du mouvement des prix, mais aussi dans des phénomènes psychologiques agissant directement.

Le défaut des explications mécanicistes apparaît encore beaucoup mieux lorsque l'on passe sur le plan de la prévision. Une explication scientifique n'a de valeur que si elle permet de prévoir, et M. Rueff a raison de nous placer sur ce terrain. Mais comment prévoir les modifications des prix à partir des seules modifications des facteurs de l'équation de l'échange, si à tout instant des facteurs psychologiques peuvent directement déclencher un mouvement de prix? Nous pouvons certainement conjecturer que dans leurs applications futures les théories mécanicistes se heurteront toujours à cet obstacle, et y trouveront une limite infranchissable.

Mais il nous faut approfondir notre critique et chercher jusque dans la méthode employée par MM. Rueff et Divisia la source de l'insuffisance de leurs théories.

Cette méthode consiste à appliquer aux phénomènes économiques les principes et les postulats de la mécanique classique, et principalement la division en statique et dynamique qui inclut la notion d'équilibre. On étudie la vie économique comme si elle était faite d'une concurrence de forces qui à chaque instant tendent à établir un équilibre *stable*. La définition de ces forces constitue l'étude statique. L'étude dynamique recherche les causes du passage d'une position d'équilibre à une autre.

Nous avons déjà critiqué cette conception à propos des phénomènes de change. Ni dans le cas de circulation métallique, ni dans le cas de cours forcé, n'existe vraiment un mécanisme nécessaire qui tend à rétablir l'équilibre du change. Dans les deux cas, le niveau du change est déterminé par l'ensemble de la politique économique du pays considéré.

Y a-t-il d'autre part un équilibre stable de la valeur de la monnaie à l'intérieur d'un pays ? Pas davantage, nous semble-t-il. Dans le cas d'un pays dont la monnaie est reliée à l'or, il est certain sans doute que la valeur de la monnaie est liée dans une certaine mesure à la valeur mondiale de l'or. Cependant il a toujours existé des disparités de prix entre les pays, qui ne tiennent pas seulement, comme le veut M. Rueff, à la marge des frais d'échanges internationaux, mais à la *politique* économique de chaque pays. Sans doute si un état ne veut pas s'isoler complètement au point de vue monétaire et au point de vue des marchandises, il ne peut laisser la disparité des prix croître indéfiniment, mais il est maître cependant dans une certaine mesure de fixer la valeur de sa monnaie. Le niveau des prix n'apparaît donc pas toujours sous la forme d'un état d'équilibre stable, mais comme la résultante d'un ensemble de décisions *politiques*.

Il ne paraît pas davantage possible de parler d'une position d'équilibre stable de la valeur de la monnaie dans le cas de cours forcé. En effet, aucune définition de cet équilibre, équation des échanges ou loi circulatoire, n'est rigoureuse, en raison de l'existence de ces phénomènes d'appréciation ou de dépréciation directes de la monnaie sous des influences psychologiques. On pourrait dire peut-être que la position d'équilibre se réalise lorsque la monnaie ne prend aucune valeur propre, lorsque la monnaie n'est appréciée qu'en fonction de son pouvoir d'achat immédiat en marchandises. Mais si nous examinons les conditions réelles des marchés, nous sommes bien forcés de reconnaître que cette hypothèse n'est jamais entièrement vérifiée. Il y a toujours des spéculateurs; toujours, en conséquence, existe sur le marché le germe de cette croyance à la hausse ou à la baisse globale des prix; un événement minime et imprévisible peut, en donnant une valeur propre à la monnaie, annuler les conditions de l'équilibre stable de cette valeur.

Une circonstance sans doute vient rendre ces phénomènes plus rares et moins amples, c'est l'action des gouvernement pour lier l'unité monétaire du pays à celle des pays étrangers par la direction des changes. Si l'Etat assure pratiquement la convertibilité de l'unité monétaire en une quantité fixe de monnaie étrangère, et si cette monnaie étrangère est elle-même stable, il est évident que les phénomènes d'appréciation ou de dépréciation directe de la valeur de la monnaie sont très limités. Mais alors, l'équilibre n'est aucunement réalisé par les réactions naturelles des facteurs de l'équation de l'échange : il est entre les mains des gouvernants; les erreurs, les faiblesses, le manque de discrétion de ceux-ci, les doutes que l'opinion peut avoir quant

à la continuité de leur politique, fournissent bien des occasions aux phénomènes spéculatifs d'apparaître.

On voit ainsi que, dans le cas du cours forcé, presque jamais on ne peut écarter l'hypothèse d'un événement imprévu qui vienne donner à la monnaie une valeur spéculative. Or nous savons qu'à partir de ce moment il n'y a plus réellement de tendance à l'équilibre stable de la valeur de la monnaie. Nul ne peut dire quand les actions et réactions spéculatives prendront fin. Un décalage très minime peut entraîner à la suite la circulation monétaire et, tirant des effets qu'il a provoqués une nouvelle force, conduire à une dépréciation indéfinie de la monnaie. C'est le cas le plus évident. Mais nous ne devons pas exclure celui où des tendances spéculatives en sens contraire se succéderaient sur le marché, soumis ainsi aux influences successives de positions prises à la hausse et à la baisse de prix. Là encore, il serait impossible de dire qu'il y a un équilibre stable de la valeur de la monnaie, chacune des tendances pouvant l'emporter à un moment que nul ne peut prévoir.

Il resterait à distinguer entre les périodes normales où la monnaie a une position d'équilibre stable, et les périodes anormales ou spéculatives où elle n'en a pas. Mais nous n'avons aucun moyen de prévoir ni même de saisir le moment où se produit le passage d'une période à l'autre. Il vaut mieux sans doute reconnaître délibérément que le système qui lie les prix, la circulation monétaire et les échanges ne répond pas dans son ensemble à la condition de l'équilibre stable.

Dans cette hypothèse, la division en statique et dynamique ne serait pas parfaitement légitime. Et l'on peut se demander si d'autres méthodes, nous mettant du premier coup

en face de la vie économique réelle, en pleine dynamique, ne pourraient pas apporter des explications plus complètes.

D'ailleurs, ce n'est peut-être pas seulement la *méthode* des théoriciens de l'équilibre qui doit être critiquée, mais aussi leur conception de la *nature des phénomènes économiques*. Les hypothèses moléculaires et atomiques sur la constitution de la matière ont apporté des confirmations très importantes aux principes de la mécanique, dégagés bien auparavant. Par un mouvement inverse, M. Rueff assimile la constitution du milieu économique à celle du milieu physique pour justifier l'application qu'il fait à ce milieu des principes de la mécanique : « Nous avons créé, dit-il, un « être économique » tout à fait comparable aux molécules de la théorie cinétique ». Cet être économique n'est pas seulement l'homo œconomicus des classiques qui se définissait par une certaine direction prépondérante de son activité : l'intérêt personnel. Il devrait se caractériser en outre par la constante de l'énergie qu'il déploie à la poursuite de ses buts. Moyennant quoi nous pourrions raisonner sur les combinaisons des êtres économiques comme sur celles des molécules et appliquer au jeu des forces qui en résultent les principes de la mécanique.

En effet, de même que l'équilibre d'un fluide est fait des innombrables déplacements des particules soumises au mouvement brownien, ainsi les innombrables actions individuelles des individus, étant réparties au hasard, donneraient naissance à des phénomènes statistiques engendrant l'équilibre de la vie économique.

Nous n'avons pas à faire la critique de cette conception fondamentale de nos auteurs. M. Daure vient de la donner ex-

cellement à partir, précisément, des idées exposées par M. Rueff (7).

M. Daure met en évidence que « l'indépendance mutuelle ou l'incohérence est la condition absolument nécessaire de l'existence même des régularités statistiques » (8).

Or, de plus en plus dans le monde économique apparaissent des phénomènes de solidarité collective, des phénomènes de cohérence. Parmi ceux-ci, M. Daure cite la fuite devant la monnaie. En effet, normalement, les prévisions des individus quant à la valeur future de la monnaie sont incohérentes, les tendances à la hausse sont compensées par les tendances à la baisse et c'est pourquoi il est possible de définir les lois de variations des prix. Mais si l'on suppose qu'à un moment les prévisions de tous les individus sont entraînées dans le même sens par la force de certaines considérations politiques et par la contagion, « il n'y a plus équipartition entre les tendances haussière et baissière, entre l'optimisme et le pessimisme » (9), il n'y a plus de régularités statistiques dans notre domaine.

Devons-nous conclure que les explication mécanistes des phénomènes monétaires et des mouvements des prix sont sans aucune valeur ? Non sans doute. Elles apportent des éléments d'éclaircissement très précieux, en donnant de la vie économique une image schématisée, dont tous les « phénomènes de cohérence », c'est-à-dire, dans notre domaine, les phénomènes de spéculation collective, sont éliminés.

(7) *Annales du Droit et des sciences sociales*, n° 6, 1936. *Réflexions sur l'évolution monétaire et l'application des lois des grands nombres aux phénomènes sociaux*.

(8) *Op. cit.*, p. 209.

(9) *Idem*, p. 220.

Il est même sans doute des périodes où cette image simplifiée coïncide avec la réalité, où la vie économique satisfait aux postulats de la mécanique. Pourtant il faut bien remarquer qu'à chaque instant elle peut cesser d'y satisfaire et d'une manière *imprévisible*. C'est pourquoi les lois dégagées par nos théories de l'équilibre conservent peut-être une portée dans l'explication, mais la perdent à peu près toute du point de vue de la prévision.

On devra donc attribuer à ces lois une valeur bien différente de celle lois physiques. Sans doute celles-ci ne se réalisent que « toutes choses égales d'ailleurs ». Mais du moins les facteurs qui doivent rester constants sont de même nature que ceux même qui jouent dans la loi envisagée. Le savant les analyse et peut en prévoir l'apparition. Au contraire, dans la vie économique, le facteur que M. Rueff et Divisia ont négligé, les appréciations spéculatives de la valeur de la monnaie, est essentiellement opposé par sa nature à une force mécanique, et ne peut guère être soumis à la prévision. C'est pourquoi les lois économiques dégagées suivant les principes de la mécanique seront toujours d'une portée beaucoup moindre que les lois dégagées dans les sciences de la nature.

Les théories de M. Rueff et Divisia s'appuyant largement sur l'idée quantitative, nous montrent mieux peut-être qu'aucun argument de fait combien l'utilisation de cette idée doit être limitée sous cet aspect mécaniste. On peut sans doute par là rendre compte, à posteriori, des mouvements de prix d'une certaine durée, mais on risque aussi de ne pas trouver la véritable source de ces mouvements, et ne pas aboutir, par conséquent à une véritable compréhension des faits. Sur-tout, les utilisations mécanistes de l'idée quantitative paraissent tout à fait insuffisantes comme instrument de prévision.

La raison profonde de cette insuffisance, c'est qu'elles attribuent aux rapports économiques une rigidité excessive que MM. Rueff et Divisia ont systématisée au point de confondre l'objet de la science économique et celui des sciences de la nature.

CHAPITRE II

LE POSTULAT SOCIOLOGIQUE

CHEZ Fr. SIMIAND

Une construction de l'importance de celle de Simiand, menée avec une aussi scrupuleuse honnêteté, ne peut manquer de s'imposer avec force. Dans son corps même et en particulier dans la liaison qu'elle reconnaît de la monnaie aux prix, elle paraît bien difficile à attaquer. Il faudrait un travail immense pour réunir une documentation qui puisse être comparée à celle de l'auteur des *Recherches... sur le mouvement général des prix du xvi^e au xix^e siècles*. Personnellement nous croyons qu'un tel travail ne ferait que confirmer ses conclusions principales.

Est-ce à dire que tous les aspects de son œuvre doivent être acceptés sans réserve ? C'est ce que nous ne croyons pas. Lorsqu'à la fin de l'ouvrage sur *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, l'auteur prétend avoir découvert la « rationalité » de l'évolution économique et la loi invariable du progrès économique, nous croyons qu'il dépasse les conclusions strictement autorisées par les résultats de sa recherche, qu'il leur superpose une vue arbitraire révélant l'existence dans son esprit d'une idée préconçue, d'un postulat. Il nous paraît intéressant de mettre ce trait en évidence, car il constitue la racine de l'exclusive jetée par Simiand sur toutes les méthodes courantes de l'Economie politique.

Suivant M. Bouglé (1), trois traits caractérisent la pensée de Simiand : Positivisme, rationalisme, sociologisme. Sans faire preuve de grande pénétration, ni d'ailleurs énoncer rien de péjoratif, on peut dire que ces caractères étaient déjà dans l'esprit de notre auteur dès le début de ses travaux économiques.

Simiand, nous le savons, est un des représentants les plus marquants de l'école sociologique française (2). Le chef de cette école, Emile Durkheim, a emprunté à Auguste Comte l'idée de l'unité de la connaissance scientifique. Dans cette conception, les faits humains, parce que sociaux, doivent être soumis des lois analogues à celle qui gouvernent les phénomènes de la nature inanimée. Pour les atteindre, il faudra se confier à une méthode expérimentale capable, comme dans les sciences physiques, de dégager des rapports de causalité. A supposer donc que la science sociologique soit achevée, ou du moins assez avancée, elle doit nous donner une connaissance intégrale des enchaînements des phénomènes sociaux, une vue pleinement satisfaisante pour ce qu'il y a dans notre esprit d'exigences de connaissance positive et rationnelle. Par le fait même, elle doit nous permettre de passer à l'application et de guider l'évolution sociale dans la voie du progrès par les moyens les plus rationnels.

Nous avons déjà rencontré, dans notre travail, des auteurs qui tendaient à rapprocher les sciences morales des sciences physiques pour justifier leur recherche de lois économiques (3). Mais leur ambition était beaucoup moins grande que

(1) *La méthodologie de F. Simiand et la sociologie*. Annales sociologiques, série A, fasc. 2, p. 25.

(2) Si différente, par exemple, de l'école allemande : Cf. Raymond ARON, *La sociologie allemande contemporaine*, Alcan, 1935.

(3) Cf. Supra, chap. I.

celle de l'école sociologique. Ils ne se préoccupaient pas de savoir si l'ensemble des faits sociaux pourrait un jour nous apparaître comme rigoureusement enchaînés à la manière des phénomènes physiques. Les sociologues français, au contraire, sont toujours guidés par cette vision : elle est la foi qui stimule leur recherche.

Simiand est pleinement imprégné de cet esprit sociologique, et nous devons d'abord reconnaître que si sa pensée n'avait pas été pénétrée de cette croyance en l'avenir de sa méthode, il n'aurait pu soutenir peut-être le labeur écrasant dont est sorti un progrès incontestable de notre connaissance des phénomènes sociaux. Mais il nous faut aussi montrer les aspects excessifs de cette foi lorsqu'elle prétend aboutir, par l'emploi de la seule méthode positive, à constituer une science intégrale de la vie économique.

Le progrès des sciences de la nature tient à ce que l'objet de chacune homogène. Réduisant le réel à un certain nombre d'éléments simples, particules ou forces, elles dégagent entre eux des rapports invariables de cause à effet. Ainsi le déterminisme dégagé dans les phénomènes passés peut fonder une connaissance des phénomènes actuels et fonder une action efficace sur ceux-ci.

Lorsque Simiand aborde l'étude des faits économiques, il postule l'existence entre eux d'un déterminisme semblable, fondée sur la dépendance mutuelle de certaines tendances de psychologie sociale. Il n'ignore pas sans doute que les réactions économiques de l'homme ne sont pas absolument isolées de l'ensemble des réactions sociales. Cependant l'existence de la valeur économique par laquelle sont traduites en quantités tout un groupe de tendances psychologiques, lui a paru four-

nir une base suffisante à la constitution d'un objet homogène en vue d'une science économique positive (4).

Le grand mérite de notre auteur a été de ne pas déduire les tendances sociales, explicatives des faits économiques, de la psychologie courante, très souvent sommaire, mais de les rechercher par une étude expérimentale. S'il est ainsi parvenu, comme il le dit lui-même, à la conception d'un « homo œconomicus », celui-ci est bien différent de celui des économistes classiques. Il est constitué de tendances beaucoup plus complexes et qui, sans doute, n'ont pas toujours existé.

Pourtant, il est facile d'apercevoir combien Simiand est peu favorable aux conceptions relativistes de la science économique, suivant lesquelles, par exemple, les lois économiques dégagées par rapport au régime capitaliste n'auraient pas de valeur pour expliquer les faits antérieurs ou postérieurs à ce régime. Analysant le livre de Sombart *Der Moderne Kapitalismus*, il indique que les distinctions établies d'après « l'esprit » suivant lequel est dirigée la production ne lui paraissant pas vraiment explicatives (5). Et dans un cours d'Economie politique, il montre que les transformations de l'économie dans l'expérience soviétique n'ont sans doute apporté aucun bouleversement fondamental dans la vie économique (6). Dans les premières lignes du même cours d'Economie politique, Simiand nous présente une conception de l'évolution économique qui cadre parfaitement avec les principes de sa méthode (7). Il distingue trois grands « types de vie économique » : économie fermée, économie d'échange

(4) Cf. *Cours d'économie politique*, t. III, p. 743-744.

(5) Cf. *L'Année sociologique*, t. VI, 1901-1902.

(6) *Cours d'économie politique*, t. I, p. 825-850.

(7) *Idem*, t. I, p. 29-41.

simple, économie d'échange complexe enfin, qui se caractérise en particulier par le développement complet du rôle de la monnaie et du crédit. L'économie d'échange complexe étant le type dominant depuis plusieurs siècles et postulant l'existence d'un certain nombre de tendances sociales relativement fixes, notre auteur retrouve ainsi la condition d'homogénéité de son objet sans faire appel à un *homo œconomicus* totalement indépendant de l'évolution humaine.

L'homogénéité des tendances économiques ne serait donc pas réalisée dans tout le cours de l'histoire, mais elle serait néanmoins suffisamment parfaite, depuis une époque assez reculée jusqu'à nos jours, pour que dans ce cadre on puisse édifier une science, c'est-à-dire dégager un déterminisme qui constitue une explication des faits qui se déroulent sous nos yeux. Comme d'autre part, notre auteur admet implicitement que les traits de l'économie moderne sont fixés pour un long avenir encore, la connaissance des régularités qu'ils impliquent doit fournir la base de la politique économique.

Ainsi s'explique, croyons-nous, toute l'orientation des travaux de Simiand et la portée qu'il leur attribue. Guidé seulement par la préoccupation de découvrir des groupes de faits, des « ensembles » qui se déterminent les uns les autres, il a cru découvrir la loi fondamentale de l'évolution économique, dont le rapport entre la monnaie et les prix n'est qu'un des chaînons. Il exprime lui-même cette loi, lorsqu'il veut en faire ressortir le caractère original, dans les termes suivants : « Ce qui, aux *xix^e* et *xx^e* siècles, écrit-il, est à l'origine de l'élévation des salaires, et plus largement d'une orientation générale favorable dans le développement économique tout entier, ce n'est pas la constitution même du système économique, ce n'est pas la liberté économique, ce n'est pas les transformations techniques, ce n'est pas le capi-

talisme et ce n'est pas le socialisme : c'est la découverte et l'exploitation des mines d'or de Californie, puis de celles du Transvaal et Klondyke. Et subsidiairement, au début du XIX^e siècle, comme encore en les deuxième et troisième décades du XX^e, c'est ce qu'on dénomme couramment l'inflation fiduciaire » (8).

L'aspect paradoxal de cet énoncé, aurait dit Simiand, tient à ce que nous sommes très peu accoutumés à considérer les faits humains du point de vue positif. Non seulement il tenait cette explication par les faits monétaires, pour la seule vraie, mais il pensait que l'alternance ainsi provoquée dans l'évolution économique est « rationnelle », c'est-à-dire qu'elle doit se renouveler aussi longtemps que notre économie moderne progressera, et que sa reconnaissance est, par conséquent, une base essentielle de l'interprétation des phénomènes économiques contemporains.

Sans doute la loi énoncée dans *Le Salaire, l'évolution sociale et la monnaie* ne constitue pas à elle seule, aux yeux de Simiand, la science économique positive. D'abord tous les aspects des fluctuations interdécennales n'ont pas encore été dégagés. Dans ce sens notre auteur annonçait de nouveaux travaux, notamment sur la relation du salaire avec la production et avec la consommation ouvrière (9), ou encore sur le développement de l'économie internationale (10). D'autre part, nous savons qu'il aurait voulu se consacrer à l'étude des fluctuations de courte durée dans la vie économique. Tous ces projets n'ont malheureusement pu être réalisés. Ils suffisent cependant à nous montrer comment Simiand croyait

(8) *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, avant-propos, p. XIV.

(9) *Idem*, avant-propos, p. XX.

(10) *Quelques remarques sur l'évolution économique internationale et les grandes fluctuations monétaires*. In : *Economic essays in honour of* G. Cassel, p. 584-594.

possible de parvenir par une méthode unique à la connaissance intégrale des déterminismes sociaux. Allant du général au particulier, des fluctuations interdécennales aux rythmes de courte durée, il voulait donner une représentation de toutes les phases dont se constitue sous nos yeux l'évolution économique (11).

Il est à peine besoin de montrer combien ces vues sont indépendantes des résultats mêmes de la recherche expérimentale poursuivie par notre auteur. Si, dans sa pensée, les régularités découvertes nous expriment de réel contemporain, c'est parce que leur reproduction est nécessaire en raison de l'homogénéité, de la « rationalité » du développement social. Il est facile de voir que cette idée dérive de la conception de la permanence des lois de la nature, par l'intermédiaire de l'esprit sociologique.

Mais dans sa conception de la science économique, Simiand pousse jusqu'au bout le rapprochement avec les sciences de la nature: il y inclut les *applications*. Nous avons déjà vu comment notre auteur s'élève jusqu'à concevoir une « fonction monétaire aménagée » destinée à réaliser l'alternance des phases interdécennales. On pourrait, dit-il, « dégager des résultats de l'étude expérimentale positive, au minimum, une certaine attente, et plus même, une certaine prévision » (12). Sur cette base, il serait possible de régulariser le mouvement nécessaire de la vie économique, d'en étendre et d'en assurer les effets, de même que l'on a pu assurer une meilleure fertilisation du sol de l'Égypte par un aménagement des crues du Nil.

(11) Cf. Encore dans ce sens : Fr. Simiand, *Les fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*, Alcan, 1932.

(12) *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, avant-propos, p. XXIX.

La position de notre auteur est sensiblement analogue par rapport au problème des mouvements « intradécennaux », c'est-à-dire des crises : Celles-ci ne lui paraissent pas un mal, mais au contraire procurer, par la série de réactions qu'elles déclanchent, un progrès économique (13). Entièrement dominé par cette idée d'une évolution économique se réalisant par une répétition invariable de phases inverses, il est persuadé que la meilleure politique économique est celle qui se soumet le mieux à cette loi. Ceci met encore en pleine lumière dans sa pensée le postulat sociologique suivant lequel, à l'intérieur d'un certain cadre, l'objet de la science économique étant homogène, les rapports des phénomènes doivent se produire et peuvent être reproduits d'une manière invariable (14).

Nous comprenons mieux ainsi la sévérité de Simiand à l'égard de toutes les méthodes courantes de l'Economie politique, et spécialement les méthodes déductives. L'expérimentation réalisée sur les faits économiques par l'étude statistique lui révélant, en effet, des enchaînements réguliers entre les phénomènes et ses conceptions sociologiques lui faisant postuler que ces mêmes enchaînements doivent se répéter invariablement dans le cadre de l'économie d'échange complexe il lui semble que l'évolution économique présente nous est dévoilée sans faire appel à aucun travail conceptuel. Il faudrait bien se garder de penser que Simiand pense se livrer

(13) Cf. *Cours d'économie politique*, p. 701-709.

(14) Nous avons dégagé les tendances de la pensée de Simiand par rapport à la connaissance globale des faits économiques. Si nous voulions nous limiter au problème du mouvement des prix, nous dirions qu'il attribue à la science positive le rôle de préciser les régularités aperçues dans ce mouvement, d'en définir les liens avec l'ensemble des faits économiques et, ainsi, d'orienter la politique dans le sens d'une soumission consciente à ces mouvements de prix.

à une étude de « théorie » lorsqu'il analyse les tendances psychologiques explicatives des régularités dégagées : Cette analyse, en effet, est étroitement dépendante de la recherche expérimentale, elle ajoute à la compréhension des lois du réel mais ne constitue pas, à elle seule, un principe d'explication. La théorie économique, c'est-à-dire l'étude à partir de bases psychologiques simples, de relations hypothétiques entre des faits économiques n'a, selon Simiand, aucun rôle à jouer dans la science positive.

**

Il nous paraît fort douteux que les ambitions de Simiand soient jamais réalisées. Sans doute l'interprétation qu'il nous propose des fluctuations interdécennales, et spécialement du mouvement de longue durée des prix porte en elle une grande force de conviction. Mais il ne s'ensuit pas qu'on adopte nécessairement l'idée de la répétition invariable de ces fluctuations, idée qui n'est point contenue dans l'interprétation elle-même, mais lui est superposée en vertu du postulat sociologique. Si l'on n'admet pas l'homogénéité des tendances économiques dans le cadre de l'économie d'échange complexe, on peut très bien concevoir que dans le moment présent, rien ne pousse à la reproduction d'une phase analogue à celle qui a été constatée il y a un siècle ou un demi-siècle. Et par conséquent la connaissance des phases antérieures et de leur alternance ne fournit pas un élément assuré pour la connaissance des faits actuels.

Supposons que la science économique positive, plus avancée, ait dégagé des régularités se reproduisant sur de plus faibles périodes, il suffirait selon la pensée de Simiand d'invoquer la « rationalité » de l'évolution économique pour faire de ces régularités constatées dans une période antérieure, une loi du réel dans la période présente. Mais qui ne

voit que, plus les régularités s'appliquent à des périodes courtes, et par conséquent à des faits précis, plus les réactions psychologiques qui les provoquent se particularisent, et moins il devient légitime de croire à leur exacte reproduction dans le moment présent.

Par exemple Simiand montre dans son « Cours » que dans les principales périodes cycliques d'essor économique, les profits augmentent plus vite que les salaires. En résulte-t-il qu'il en doive être périodiquement ainsi dans l'avenir ? Non, sans doute, si l'on pense que les réactions des catégories sociales intéressées peuvent être profondément et rapidement modifiées, par exemple, par le développement de l'action syndicale.

La science économique positive ne peut donc prétendre nous donner par la seule constatation de régularités antérieures une connaissance assurée des faits économiques du moment présent.

Elle peut encore bien moins, croyons-nous, prétendre à fonder à elle seule une politique économique : la croyance à la répétition des fluctuations économiques a un sens pour les fluctuations de longue durée, parce qu'elles postulent la permanence de tendances psychologiques ayant en fait un caractère élevé de généralité ; mais alors ces fluctuations concernent un cadre beaucoup trop vaste de temps et d'espace pour que le plus grand génie ou le plus grand despote puisse en faire la règle de son action. A l'inverse, les régularités qui pourraient être découvertes par rapport à de courtes périodes seraient trop relatives à un cadre particulier pour que l'homme politique puisse faire fond sur leur réapparition nécessaire.

Nous ne pouvons croire d'ailleurs qu'il n'y ait une contradiction entre une attitude aussi rigoureusement détermi-

niste que celle de Simiand et sa volonté de faire jouer à la science un rôle décisif dans la politique économique. Par rapport aux phénomènes naturels, science et action se lient sans difficulté parce que l'homme qui agit est extérieur à la matière qui subit son action. Mais dans le domaine des faits sociaux, est-ce que la connaissance ne modifie pas à elle seule le connu ? Si l'on supposait, par exemple que la connaissance des lois qui gouvernent les crises cycliques soit assez répandue et admise pour qu'elle puisse en constituer un principe de politique, est-ce qu'au même moment les tendances sociales dont les interactions forment le phénomène cyclique ne seraient pas profondément modifiées, par le seul fait que désormais chaque catégorie sociale peut connaître la répercussion de ses actions sur le développement de la vie économique ? Il y a contradiction, croyons-nous, entre le fait de proposer une connaissance déterministe des faits sociaux basée sur l'enchaînement de tendances sociales inconscientes de leur résultat final, et en même temps de préconiser une politique fondée sur la prise de conscience de ce déterminisme (15). En réalité, non seulement rien ne nous paraît garantir l'homogénéité de l'objet de la science économique et la répétition invariable des régularités qu'elle pourrait dégager, mais encore l'idée d'une politique fondée sur la science des rapports économiques nous paraît contredire ce caractère d'homogénéité.

Nous acceptons donc volontiers la plupart des conclusions de Simiand sur les fluctuations interdécennales de la vie économique et principalement son interprétation du mouvement de longue durée des prix. Mais nous rejetons l'idée

(15) A moins que l'on considère que la politique se réalise tout à fait indépendamment de l'opinion publique.

suivant laquelle l'alternance des phases est une condition nécessaire de l'évolution économique et les vues d'application qui découlent de cette idée, chez notre auteur. Nous rejetons bien davantage encore la prétention de la méthode positive à fournir une connaissance intégrale de toutes les dépendances entre les phénomènes économiques, dépendances qui devraient nécessairement se reproduire d'une manière invariable et auxquelles la politique économique devrait strictement se soumettre.

C'est dire que nous ne considérons pas, comme Simiand, que toutes les méthodes employées, en dehors de la « méthode positive », pour la connaissance des faits économiques sont sans valeur. Nous essaierons de montrer comment elles pourraient, peut être, non s'opposer, mais se lier entre elles et avec la « méthode positive ».

CHAPITRE III

LES INCERTITUDES DES THÉORIES « RÉALISTES »

La plupart des théories monétaires que nous avons examinées s'opposent très nettement aux théories mécanistes : au lieu de chercher à dégager des rapports abstraits entre des facteurs plus ou moins arbitrairement définis, elles s'efforcent de faire *comprendre* les phénomènes monétaires suivant un mode de pensée plus concret. Elles ne sont pas moins éloignées de l'esprit positiviste de Simiand puisqu'elles ne sont en aucune façon inspirées par le même dédain de la théorie, et font usage à la fois de l'induction et de la déduction. M. Nogaro a parfaitement exprimé cette préoccupation de ne pas sortir du cadre de la pensée courante, et d'employer une méthode complexe, en parlant de « théorie *réaliste* » de la monnaie. Pourtant, à des titres divers le même souci se rencontre chez M. Rist, M. Aftalion, ou M. Lescure.

De ce point de départ commun nous constatons cependant combien les divergences sont grandes entre les théories : elles ne tiennent pas, semble-t-il, au caractère traditionnel ou novateur que les auteurs ont voulu donner à leurs théories. M. Rist aime à se présenter comme le défenseur d'une très ancienne tradition dans la théorie monétaire. Et il demande que l'on ne jette pas par dessus bord les principes dégagés par les classiques. M. Aftalion et Nogaro, au contraire, dès le point

de départ de leurs travaux s'attaquent aux théories classiques, parce qu'ils les considèrent comme purement déductives ou du moins fondées sur des observations trop différentes des faits modernes.

Pourtant il ne faudrait pas exagérer le caractère abstrait des théories construites par les grands classiques. « Aucun d'eux, écrivait Marshall, ne s'est plu à édifier de longues chaînes de raisonnements déductifs sans se référer à l'observation directe » (1).

Sans doute certains de leurs disciples ont pu généraliser indûment les rapports découverts. Mais à priori, il ne semble pas que les phénomènes monétaires actuels diffèrent d'une manière assez essentielle des faits passés pour qu'il faille renverser totalement les principes d'explication. Du reste beaucoup posent aujourd'hui un problème, celui des mouvements de longue durée des prix, qui englobe à la fois les faits du début du XIX^e siècle et les faits actuels.

La théorie monétaire devant rendre compte de nouveau des phénomènes observés par les classiques, ce n'est pas manquer à la méthode réaliste que de vouloir reprendre et prolonger en les adaptant les observations des premiers quantitativistes. En ce sens, M. Rist est aussi fidèle au réalisme que M. Nogaró.

La divergence entre nos théories ne nous paraît donc pas tenir dans le conflit classique-anticlassique, déduction-induction; elle apparaît dans la nature même des explications proposées :

Il s'agit d'expliquer les mouvements des prix, c'est-à-dire le phénomène le plus général dans lequel s'exprime le déve-

(1) *Principes d'économie politique*, trad. Franc. Giard, 1906, p. 122.

loppement de la vie économique, qui s'analyse elle-même en un ensemble de rapports de l'homme avec les biens et la monnaie. On peut penser d'abord que ce sont les réactions psychologiques de l'homme qui jouent le rôle principal : la confiance ou la crainte modifiant profondément la valeur attribuée aux biens relativement à la monnaie sont capables d'entraîner à leur suite tout le dynamisme de la vie économique. Ceci conduit à des *explications psychologiques* des mouvements de prix.

D'autres, au contraire, mettront en évidence les résultats obtenus par l'homme dans son effort pour la production et la distribution des biens. C'est le volume et la nature de biens produits, les obstacles mis à leur distribution qui détermineront principalement les prix. Le fonctionnement même du système de production et de distribution étant ici mis en cause nous nous proposons d'attacher à ces théories le nom d'*explications organiques*.

Enfin l'on peut concevoir qu'en créant la monnaie l'homme s'est asservi lui-même et que ce sont les modifications de la masse de monnaie et ses déplacements qui déterminent les mouvements des prix. On a dans ce cas des *explications monétaires*.

Une certaine unanimité s'est faite entre les auteurs pour adopter dans quelques cas une solution éclectique. C'est ainsi qu'à l'égard des mouvements désordonnés des prix dans l'après-guerre, on admet généralement une action combinée de causes monétaires et de causes psychologiques. La multiplication des signes monétaires a joué un rôle dans les dépréciations en même temps que les facteurs psychologiques de défiance quant à la valeur future de la monnaie.

Mais la divergence apparaît déjà entre les théories monétaires si nous considérons que M. Rist voit dans les phénomènes d'après-guerre des cas pathologiques où l'influence de la monnaie est provisoirement supplantée, tandis que pour M. Aftalion ce sont eux qui mettent le mieux en évidence le mode normal de détermination des prix par les revenus et les facteurs psychologiques.

L'on peut bien dire, en effet, que chacun de nos auteurs dans l'ensemble de son œuvre donne la préférence à une catégorie d'explication à l'exclusion des autres. M. Rist affirme la dépendance des prix nationaux à l'égard de la masse d'instruments monétaires en circulation dans le pays. De là, il remonte au lien qui unit le mouvement mondial des prix et la production de l'or : Les explications monétaires prévalent. M. Aftalion voit dans le mouvement des prix un phénomène de spontanéité psychologique. Cette spontanéité peut bien être parfois guidée, à travers les revenus, par la circulation monétaire. Mais ceci n'est qu'un facteur entre beaucoup d'autres et jamais une limite : Les explications psychologiques sont au premier plan. M. Nogaro ne croit pas à la prépondérance de causes générales dans le mouvement des prix. Ou bien celui-ci n'est qu'une moyenne de mouvements de prix particuliers dont la source doit être cherchée dans les conditions de production et de distribution des différentes marchandises, ou bien il s'explique par la solidarité naturelle des marchés. M. Lescure attribue également l'impulsion initiale au succès d'une branche de production déterminée. Comme M. Nogaro, il est partisan des explications organiques.

Les mêmes divergences se retrouvent sur le plan de la prévision et de l'application. Ceux qui tiennent pour les explications monétaires s'attacheront principalement à l'étude des conditions de la recherche et de l'exploitation des mines d'or, et encore du fonctionnement des organismes distributeurs de l'or, les banques d'émission. Ceux qui défendent les explications psychologiques mettront l'accent sur la nécessité de stabiliser les conditions de la vie politique. Ceux qui croient à l'influence initiale des facteurs organiques se pencheront surtout sur l'étude de la production et des marchés et aussi sur le fonctionnement des entreprises productives avec les conditions de profits qui en déterminent la marche.

Sur des périodes courtes et de grand bouleversement économique, le conflit perdra peut-être un de son acuité. Les trois éléments de détermination des prix variant chacun avec une grande amplitude, à un rythme désordonné, on admet plus facilement que les antécédences ne soient pas régulières. Tantôt la quantité de monnaie en commande la valeur et tantôt c'est l'inverse. Tantôt encore la surproduction entraîne directement la chute des prix.

Mais si l'on regarde l'histoire des faits économiques de plus haut, si l'on s'attache au problème désormais classique « des mouvements de longue durée des prix », les oppositions apparaissent. Pour les uns, ce phénomène est capital, il exprime le mode par lequel la production de l'or donne au développement économique son caractère majeur. Pour les autres, au contraire, la production de l'or n'est qu'un facteur parmi beaucoup d'autres. Les hausses et baisses de prix de longue durée restent des phénomènes incertains et imprécis. Il ne convient pas de leur attribuer ce caractère dominant par rapport aux autres mais plutôt de les considérer comme le résultat de réactions économiques

très complexes. Nous voudrions examiner s'il est possible étant donné les moyens mis en œuvre dans les théories « réalistes » en vue de la solution de ce grand problème, de prendre parti dans la controverse, avec une entière certitude.



Les auteurs que nous avons étudié ont tous cherché à apporter la vérification statistique de leur explication. Chacun d'ailleurs a apporté une contribution de premier intérêt au progrès de la méthode statistique. Il suffit de rappeler que M. Rist dirige l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales, que M. Aftalion est l'auteur d'un cours de statistique extrêmement précieux (1), enfin que M. Nogaró est actuellement titulaire de l'enseignement de la statistique économique à la Faculté de Droit de Paris.

Les uns et les autres se sont donc efforcés de confronter mouvements de la circulation monétaire et mouvement des prix par les méthodes les plus perfectionnées. Comment donc ont-ils pu arriver à des conclusions aussi divergentes ? C'est principalement, croyons-nous, parce que les vérifications n'ont pas été poursuivies par tous dans le même cadre de temps, et surtout parce que les données statistiques sont incapables d'atteindre l'ensemble des facteurs désirés et surtout de les atteindre à des intervalles suffisamment rapprochés pour déterminer les antécédences.

M. Aftalion a basé son explication sur les faits d'après guerre en France. Il a montré avec une grande force que les facteurs psychologiques *peuvent* bouleverser entièrement l'action des facteurs monétaires et même entraîner ceux-ci à leur suite. En résulte-t-il qu'il en a *toujours* été ainsi ? Il faudrait dans ce cas renoncer à découvrir une véritable

explication du mouvement des prix. Car dire que les facteurs psychologiques sont prépondérants, n'est pas dire, en vérité, qu'il est impossible de trouver aux mouvements des prix une explication dominante. Nous serions plongés dans le domaine de l'imprévisible, de l'histoire.

M. Nogaro, pour la partie positive de sa démonstration, s'est attaché principalement à l'évolution des prix agricoles de 1919 à 1935. S'il fallait généraliser les résultats de son étude, l'explication du mouvement général des prix ne pourrait être donnée qu'après celle des divers mouvements cycliques. On pourrait alors, soit considérer les mouvements séculaires des prix comme la résultante, le résidu de ces mouvements cycliques, soit rechercher dans les conditions de la productivité quelque facteur dominant capable de rendre compte de ces longues phases de hausse et de baisse alternées. On voit combien serait reculée la solution du problème.

Chez M. Rist, par contre, la vérification tentée s'étend à un cadre beaucoup plus large : celui d'abord de la France pour la période 1878-1910, puis le cadre mondial dans la période 1850-1936. Comment se fait-il dès lors que son interprétation n'ait pas emporté l'assentiment général ? C'est ici qu'il importe de mettre en relief l'inexactitude des méthodes statistiques dans leur état actuel.

On ne se contente plus aujourd'hui de confronter avec le mouvement des prix les variations dans la quantité de monnaie métallique et de billets. L'équation de l'échange a été adoptée unanimement en ce sens que l'on ne pense pouvoir admettre l'explication quantitative qu'une fois vérifiées les modifications de tous ses facteurs. M. Rist a tenté cette vérification. Mais lorsqu'en 1914 il écrivait son article sur la circulation monétaire et la théo-

rie quantitative, quels étaient les éléments statistiques *certain*s dont il disposait ?

Du côté des prix, il utilisait l'indice des prix de gros de la statistique générale de la France. Du côté de la monnaie, les enquêtes de Foville sur le stock de monnaie métallique; il en déduisait la masse des pièces d'or françaises comprise dans l'encaisse de la Banque de France et y ajoutait le montant des billets en circulation. Ces évaluations sont d'un grand intérêt mais elles présentent le grave défaut d'être séparées par des intervalles de six années.

Ce qui est plus grave encore c'est que pour la monnaie de banque et la vitesse de circulation des divers instruments monétaires, M. Rist en était réduit à conjecturer qu'il ne s'est pas produit de « modifications notables » dans les méthodes de paiement. Il appuyait du reste cette affirmation par des calculs, poursuivant ceux de Des Essars, de l'importance des virements, de la masse des effets compensés, de la vitesse de circulation des comptes courants dans les grandes banques; il indiquait que l'accroissement de ces facteurs est lié au développement de l'activité des affaires (c'est-à-dire, pensons-nous, qu'il compense le facteur T de l'équation de l'échange); il concluait qu'« en comparaison du progrès des instruments monétaires les autres changements dans les conditions d'échange et de paiement sont sans grande portée » (2).

Si nous nous reportons maintenant à l'interprétation de la chute des prix de gros 1925 publiée en 1936, nous y voyons que M. Rist prend comme indice des prix mondiaux, la courbe des prix de gros or de la France. Il admet à la suite du

(2) *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, p. 294.

Statisticien américain Snyder, que le taux d'accroissement des marchandises est constant. Enfin, cette fois, c'est directement le taux d'accroissement de la production de l'or dans le monde qui est comparé aux prix, suivant la méthode de Cassel. Mais nous n'avons toujours aucune indication sur le crédit ni sur la valeur de circulation de la monnaie.

Ces lacunes expliquent que M. Nogaro puisse apporter, notamment à son cours, de nombreux arguments contre l'explication monétaire du mouvement des prix. Il fait remarquer que pour avoir une vue exacte de l'évolution du stock métallique mondial, il faudrait prendre en considération à côté de la production de l'or, celle de l'argent, d'abord pour la période bimétalliste (jusqu'en 1873) et même ensuite car l'argent continue à « jouer un rôle monétaire important et conserve un pouvoir d'achat assez stable dans les pays monométalliste argent ». Il faudrait en second lieu pouvoir déterminer avec quelque précision l'importance relative de la production annuelle des métaux précieux affectée à des usages industriels.

Ces objections sont sérieuses et M. Rist reconnaît lui-même l'impossibilité d'y répondre (3). Mais M. Nogaro pousse plus loin sa critique: Il paraît aujourd'hui, dit-il, de plus en plus arbitraire de considérer que la progression du stock d'or — même du stock d'or monétaire — est un indice suffisant de l'évolution du stock monétaire total. Les faits récents indiquent, en effet, que la monnaie scripturale est largement indépendante de l'or. C'est ainsi que dans des pays riches en or, Etats-Unis, Suisse, Belgique, Afrique du Sud, Australie, les dépôts ont beaucoup fléchi dans les années 1929-1932. De même, les variations de la vitesse de circulation pendant la dernière crise paraissent totalement indépendants

(3) *Interprétation de la chute des prix depuis 1925*, p. 13.

du stock monétaire. Certains documents même semblent attester une tendance à la compensation partielle entre le stock de monnaie de banque et la vitesse de circulation (4).

M. Nogaro a donc mis en relief toutes les incertitudes qui s'attachent à la démonstration de la théorie quantitative dans l'état actuel des connaissances statistiques.

La conclusion la moins défavorable serait celle de M. Divisia suivant laquelle l'étude de la relation entre la production de l'or et les mouvements généraux des prix est « vouée par avance à demeurer incomplète » (5). Pourtant, les nouveaux éléments introduits dans la discussion par M. Marjolin ont fait franchir un grand pas à l'explication monétaire des mouvements des prix. Cependant, là encore, les facteurs monétaires ne sont pas saisis dans leur intégralité. La monnaie, le crédit, et surtout la vitesse de circulation, ne sont saisis que dans des expressions partielles (6).

Ces insuffisances pourraient bien être irrémédiables si nous en croyons les spécialistes de ces déterminations statistiques. Un article de M. Jules Denuc, *Essai de détermination de la circulation monétaire annuelle en France de 1870 à 1913*, publié en 1932 (7), ne montre pas de progrès décisif sur les méthodes d'avant guerre. D'autre part, M. Roulleau, dans une communication récente sur la *Vitesse de circulation de diverses formes du stock monétaire* (8), conclut à

(4) Aperçu de la situation monétaire, vol. I, S. D. N., 1936, p. 16 et p. 41.

(5) *Economique et statistique*. Revue d'économie politique, p. 932 et p. 1460.

(6) M. Marjolin souligne lui-même les imperfections de ses indices. Cf. : L'activité économique, p. 127 (note 1).

(7) Bulletin de la S. G. G., avril-juin 1932.

(8) Journal de la Société de statistique de Paris, avril 1937.

l'impossibilité de déterminer une vitesse générale de la circulation.

Supposons pourtant que les statisticiens soient trop pessimistes et que la démonstration entreprise par M. Marjolin puisse être achevée. Nous devons douter encore qu'elle puisse recueillir l'assentiment unanime. En effet, ce qu'elle pourrait établir c'est une corrélation entre les mouvements généraux des prix et des facteurs de l'équation de l'échange. Mais les statisticiens ne sont pas d'accord quant à la portée démonstrative qui doit être attribuée à la corrélation. M. March écrit bien que « la corrélation de deux phénomènes implique l'existence d'un lien de causalité direct ou indirect » (9). Mais, pour M. Aftalion « l'existence d'une corrélation entre deux phénomènes n'implique pas entre eux une causalité certaine » (10). Pour M. Divisia, enfin, « la constatation d'une covariation ne commence à présenter quelque intérêt que si elle se manifeste sur un grand nombre de variations dans les deux sens » (11). Il ne semble pas que l'explication monétaire des mouvements de prix puisse facilement réaliser cette condition.

Admettons cependant que la corrélation prouve le lien de cause à effet, il faudra encore dire dans quel sens joue ce rapport, quel terme est cause et quel terme est effet. Dans le problème qui nous occupe, poser une telle question pourrait paraître naïf. Peut-on supposer que le mouvement des prix commande l'extraction de l'or qui dépend principalement des découvertes de gisements ? Quoique Wieser ait soutenu cette thèse, le bon sens paraît commander de suivre M. Marjolin lorsqu'il déclare que l'or n'étant pas relié au

(9) *Les principes de la méthode statistique*, Alcan, 1930, p. 590.

(10) *Cours de statistique*, p. 183.

(11) *Economique et statistique*. Rev. d'Econ. Pol., 1932, p. 1465.

reste de la vie économique est évidemment le facteur causal (12). Mais lui-même reconnaît que cette affirmation ne s'impose que pour les deux périodes du xix^e ou la production de l'or dépend principalement de la découverte de gisements et qu'elle ne s'imposerait plus aujourd'hui. Dès lors la portée de l'explication monétaire n'est-elle pas considérablement diminuée. En particulier l'interprétation de la chute des prix depuis 1925 donnée par M. Rist ne manquera-t-elle pas d'une base solide, si l'on devait admettre que les fluctuations dans la production de l'or pendant et après la guerre ont été déterminées par les mouvements des prix.

En réalité sur le terrain de la corrélation statistique nous ne serions pleinement convaincus que par la constatation l'antécédence régulière d'un facteur sur les autres. Dans son premier article M. Marjolin paraissait s'orienter dans ce sens. Il soulignait l'antécédence de l'accroissement de la production de l'or sur les prix, avec un intervalle variant de 3 à 6 ans (13). Mais nous demanderions aussi à constater les rapports d'antécédence ou de succession des autres facteurs : transactions, crédit et peut-être vitesse de circulation. Faute de données suffisamment rapprochées les unes des autres, cela est impossible. D'ailleurs la question de l'antécédence n'intervient plus comme élément de preuve dans le second article de M. Marjolin. Elle est remplacée par une *théorie*, nous l'avons vu.

**

De la statistique, nous sommes donc ramenés à la théorie sans avoir rencontré une raison absolument décisive de donner la préférence à l'une des explications proposées (2).

(12) *Or, prix, crédit*, p. 2.

(13) *Idem*, p. 4.

Les méthodes réalistes, dans lesquelles se mêlent intimement l'induction et la déduction, la statistique et la théorie, sembleraient ainsi aboutir à des constructions presque ésotériques, parmi lesquelles chacun choisira suivant la pente instinctive de sa pensée, ou du moins la racine la plus profonde de sa formation d'esprit. La tendance à choisir dans une complexité de phénomènes le facteur unique qui domine les autres et dont précisément on puisse se servir pour les diriger, le contact avec les économistes classiques tellement imprégnés de ce goût de l'essentiel serait des mobiles plus ou moins conscients qui pousseraient à adopter l'explication monétaire. Au contraire le sentiment profond de l'irrationalité introduite dans la vie économique par les facteurs humains, le goût de l'analyse psychologique, la fréquentation des marginalistes, conduiraient à préférer les explications psychologiques ou historiques du mouvement des prix.

Cette conclusion donnerait une conception bien pauvre de la science économique : nous ne croyons pas qu'il faille s'en contenter. Il suffirait peut-être de modifier quelque peu la manière de poser les problèmes pour que les oppositions se résolvent.

Nous dirions volontiers que si aucune des interprétations proposées ne parvient à triompher absolument c'est qu'elles contiennent toutes une part de vérité, qu'elles doivent donc se concilier.

Sans doute sur le problème de la cause initiale des mouvements de prix de longue durée, il faut choisir entre les interprétations monétaires et non monétaires. Mais en dehors de cette question, il reste tout un domaine où diverses interprétations pourraient coexister et même s'appuyer mutuellement, comme nous essaierons de le montrer.

CONCLUSION

LA LIAISON DES MÉTHODES ET DES INTERPRÉTATIONS

L'analyse que nous avons tentée des récentes théories monétaires en France nous a montré toute une série d'efforts remarquables en vue de résoudre le problème des causes des mouvements des prix. Les résultats de ces travaux, cependant, nous ont paru assez nettement distincts et quelquefois opposés. Nous voudrions essayer, en terminant notre étude, de mesurer la profondeur de cette absence d'unanimité, et les chances qui peuvent apparaître de lui voir succéder une plus grande convergence des recherches économiques.

Les auteurs que nous avons étudiés se sont inspirés de trois méthodes différentes : méthode « rationnelle », méthode « composite », méthode « positive ». D'autre part les auteurs qui utilisent une méthode composite se séparent dans leurs conclusions, suivant qu'ils attribuent la cause principale du mouvement des prix à des facteurs monétaires, psychologiques ou organiques.

La seconde partie de notre étude nous a montré que les théoriciens de l'« économie politique rationnelle », et d'autre part François Simiand, qui prétendent réserver l'exclusivité à une méthode de recherche bien définie, ne peuvent parvenir à nous procurer, comme ils le prétendent, une connaissance rigoureusement scientifique des phénomènes économiques,

c'est-à-dire permettant l'interprétation intégrale des faits qui se déroulent sous nos yeux et fournissant la base d'une politique économique. Nous avons vu encore que les partisans d'une méthode « composite » s'ils s'efforcent d'utiliser à la fois les ressources de l'induction et de la déduction, de la théorie et de la statistique, ne parviennent pas à faire triompher sans contexte l'une ou l'autre des interprétations qu'ils proposent.

Nous sommes donc en présence d'un double conflit : un conflit de méthodes et un conflit d'interprétations. Il nous semble que ce dernier pourrait être résolu en insistant sur la distinction des problèmes, et l'autre par une prise de conscience de l'originalité de la science économique et de la complexité nécessaire de sa méthode.

Nous n'en sommes plus chez nous, au temps où les fluctuations des prix, sous tous leurs aspects, divisaient les économistes en deux camps : les partisans et les adversaires de la théorie quantitative. Il est très généralement admis qu'il n'y a pas *un* problème du mouvement des prix, mais plusieurs : d'une part le problème du mouvement *général* des prix de longue durée, d'autre part les problèmes des mouvements de prix de courte durée, cycliques ou accidentels, généraux ou partiels. Cependant beaucoup d'auteurs ont encore tendance à donner une trop grande extension aux solutions qu'ils ont dégagées par rapport à un problème particulier. C'est là, croyons-nous, que réside la source du conflit entre les partisans des méthodes composites sur le problème des mouvements des prix de longue durée.

Par rapport à ce problème, M. Aftalion n'accorde qu'avec une certaine hésitation à la production de l'or le rôle de facteur causal, parce que son étude des mouvements accidentels de courte durée lui a révélé le rôle prépondérant, par rapport à ceux-ci, des facteurs psychologiques. M. Nogaro et M. Les-

cure refusent d'utiliser l'idée quantitative dans le même problème parce qu'ils ne vérifient pas, sur une période limitée, l'existence d'un véritable mouvement *général* des prix et en même temps parce que l'influence de l'offre et de la demande leur est apparue essentielle sur de courtes périodes. M. Rist et M. Marjolin ne parvenant pas à une démonstration parfaitement décisive de l'explication monétaire, le conflit subsiste.

Pourtant il nous semble que la méthode et les travaux de Fr. Simiand devraient le résoudre, en réconciliant, si l'on peut dire, les adversaires. Simiand ne part point de la conception simpliste d'un mouvement rigoureusement *général* des prix, mais il montre que certaines convergences entre les mouvements particuliers révèlent l'existence d'un phénomène spécial. Il trouve la cause de ce phénomène dans les faits monétaires, mais le lien qu'il établit entre la cause et l'effet est assez souple pour ne pas contredire l'influence, à une moindre échelle, des modifications purement psychologiques de la valeur de la monnaie.

De plus, l'interprétation donnée dans *Le Salaire et l'évolution sociale et la monnaie*, de la liaison entre la monnaie et les prix est extrêmement complexe et elle inclut l'action de la variations des moyens monétaires et des mouvements de prix eux-mêmes sur la production : elle tient compte par conséquent de l'influence de l'offre et de la demande des marchandises : là réside, croyons-nous sa supériorité sur l'explication fondée sur l'idée quantitative. Elle devrait donc réaliser l'unanimité qui n'a pu se faire autour de celle-ci.

Par contre la méthode « positive », conduite dans l'esprit de l'auteur des *Recherches sur le mouvement général des prix du XVI^e au XIX^e siècles*, nous paraît impuissante à réaliser ses ambitions dans le domaine des mouvements de prix

de courte durée. Simiand recherche des enchaînements réguliers et invariables entre les éléments de la vie économique. Mais on doit douter que l'évolution économique, sur une courte période, soit réductible à une explication de cette nature : les crises dites cycliques sont-elles bien la reproduction invariable d'une même suite de relations ? Chacune n'a-t-elle pas ses traits originaux ? Et d'autre part, un moment donné de l'évolution économique serait-il suffisamment caractérisé et expliqué par la place qu'on lui attribuerait dans le cycle ? Non sans doute, et si nous considérons par exemple, tel mouvement du niveau des prix au cours d'une année ou d'un groupe d'années, il faudra au moins le considérer comme un phénomène pour une part historique dont il y a lieu de rechercher les causes particulières.

C'est alors que les méthodes composites vont reprendre leurs droits et cette fois peut-être, les explications monétaires, psychologiques, organiques ne s'opposeront plus mais se compléteront.

Cet accord est sans doute réalisé pour une grande part d'une manière plus ou moins implicite : lorsque M. Aftalion, par exemple, étudie plus spécialement l'influence des facteurs psychologiques, il n'entend point nier l'action des modifications monétaires, ni celle de l'offre et de la demande. De même ni M. Nogaro, ni M. Rist ne négligent les facteurs psychologiques, encore que le premier se soit principalement intéressé à l'influence de l'offre et de la demande sur des groupes de prix, et le second à l'action de l'or. Pourtant on pourrait souhaiter que des travaux de synthèses montrent plus clairement la coexistence et l'enchaînement des divers ordres de causes des mouvements de prix de courte durée.

Il faudrait montrer sans doute que, sur une courte période, il ne convient pas de s'attarder trop à discuter de la

généralité du mouvement des prix. Toute cause que l'on serait porté à croire générale, par exemple un phénomène d'inflation, provoquera peut-être une hausse moins forte sur une catégorie de marchandises, à raison de l'existence de stocks ou d'une concurrence accrue à ce moment, par rapport à cette catégorie. Au contraire une cause partielle, par exemple l'établissement d'un impôt, peut se répercuter sur tout un ensemble de prix par la modification qu'elle entraîne dans la répartition des revenus. Nous aboutirions ainsi à une conclusion voisine de celle de M. Divisia, disant qu'il n'y a pas grand intérêt à distinguer à priori des causes générales et des causes partielles du mouvement des prix. Mais où nous nous séparons de cet auteur, c'est lorsque nous pensons qu'il est tout à fait insuffisant de prendre dans l'histoire économique un certain nombre de moments où l'équilibre des niveaux des prix est supposé réalisée, et d'étudier le passage de l'un à l'autre. Il nous paraît essentiel d'analyser les raisons pour lesquelles telle cause « générale » n'a pas produit tous ses effets, ou pour lesquelles une cause « partielle » a généralisé son influence.

Pour cela il faudra tenir compte de toutes les catégories d'explications proposées par les méthodes réalistes mais en essayant de les hiérarchiser, de déterminer leur cadre d'application.

Des explications purement psychologiques seront souvent indispensables. Mais la détermination psychologique de la valeur de la monnaie ne peut se réaliser, indifféremment, dans toute structure économique : elle est un phénomène lié principalement à l'inconvertibilité du billet de banque et à la liberté des changes. Il faudrait déterminer dans quelle mesure des conditions différentes l'empêchent d'apparaître.

D'autre part, si les phénomènes psychologiques provoquent un « déclanchement » du mouvement des prix, ils n'introduisent pas moins des modifications réelles dans la circulation monétaire et dans les échanges de marchandises. Ces modifications doivent être à leur tour étudiées comme des causes véritables du mouvement des prix, c'est-à-dire que l'on retombe dans les explications monétaires ou organiques.

Entre ces deux dernières catégories d'explications, un pont pourrait être jeté, si l'on considérait, à la suite de M. Baudin, que la vitesse de circulation de la monnaie dépend du mode d'emploi des revenus. Une modification dans les quantités de monnaie en circulation peut ne pas avoir la même influence sur les prix, suivant que les revenus qui ont été accrus par les nouvelles émissions sont ceux de telle ou telle catégorie sociale et donc employés différemment. Mais le même phénomène pourra se traduire en termes d'offres et de demandes des marchandises puisque l'emploi des revenus est le facteur déterminant de la demande et aussi de l'offre, par l'intermédiaire de la capitalisation.

On peut concevoir de cette manière, que l'explication d'un mouvement de prix de courte durée ne soit pas donnée par le déroulement d'une seule chaîne de relations de cause à effet, mais en dégagant divers aspects complémentaires de l'évolution économique. Diverses interprétations pourraient être valables en même temps, construites du point de vue de la circulation monétaire, des revenus, de la psychologie sociale, de l'offre et de la demande, etc... Cela ne dispenserait pas de rechercher, dans l'un ou l'autre de ces aspects, le point de départ du mouvement des prix considérés, mais les oppositions seraient déjà fortement atténuées entre les théories.

*
**

Les vues que nous nous permettons d'exposer sur l'évolution désirable de la théorie monétaire, attribuent sans doute à la science économique un caractère moins rigoureux que dans la conception de M. Rueff ou de M. Simiand. Nous croyons pourtant qu'il faut consentir à ne point exiger de notre connaissance des faits économiques autant que de notre connaissance des phénomènes de la nature. Si l'on s'obstine à voir dans la vie économique un objet aussi homogène que celui de la physique ou de la chimie, on aboutit à des explications insuffisantes.

C'est bien ce que nous a montré notre étude des théories monétaires récentes. Les uns ont voulu réduire l'économie à la mécanique : mais cette méthode s'est révélée beaucoup moins féconde que dans les sciences de la nature, parce que la vie économique est soumise à des influences psychologiques, qui ne peuvent être intégrées dans une définition de l'équilibre des forces. Un autre auteur, conduit par l'esprit sociologique, a conçu la vie économique comme la répétition invariable de certains déterminismes. Mais en dehors, peut-être, des fluctuations de très longue durée, cette vue se révèle insuffisante en raison de la modification incessante des tendances sociales.

Cela ne veut pas dire qu'il faille donner raison à ceux qui voudrait dénier toute valeur pratique à la recherche économique, en raison de l'apparition imprévisible des facteurs psychologiques, ni qu'il faille concevoir l'évolution économique comme purement historique, c'est-à-dire comme une succession d'accidents. La compréhension des faits actuels doit être basée sur une connaissance objective des expérien-

ces « passées », pour laquelle la méthode « positive » est indispensable et la méthode « rationnelle » utile peut-être.

L'emploi de la méthode positive est évidemment le seul moyen de parvenir à connaître les bases psychologiques réelles de la vie économique, les liens de cause à effet et les régularités qui se sont réalisés dans les faits. On pourrait faire état aussi de certaines tendances à l'équilibre apparaissant *sous certaines conditions*. Mais il faut sans doute renoncer à rechercher exclusivement dans l'évolution économique la réapparition des mêmes déterminismes. Il faudrait faire apparaître au contraire, des déterminismes multiples, relatifs, en particulier, aux diverses structures de l'économie. Ainsi seraient réalisées de véritables expériences, mais essentiellement *relatives*.

De là on pourrait passer à une application, mais non directement comme peut le faire un ingénieur. Les expériences réalisées sur les faits passés ne peuvent nous procurer, en matière économique, une connaissance strictement analogue à la connaissance scientifique, parce que nous ne sommes jamais sûrs que les mêmes causes seront rigoureusement suivies des mêmes effets. La science économique peut nous donner une *compréhension* très large des faits qui se déroulent sous nos yeux, mais qui ne peut être faite seulement de la croyance au déterminisme invariable des phénomènes sociaux : il doit y entrer, pour une part, l'intuition des modifications qui se produisent aujourd'hui dans ce déterminisme, et qui s'y produiront demain. A mesure que la part d'intuition grandit dans l'esprit de l'économiste, il cesse d'être un savant pour se transformer en un homme politique. Aucun progrès de la connaissance, croyons-nous, ne parviendra à résoudre cette dualité.

La liaison des méthodes qui nous paraît souhaitable se réalise d'ailleurs de plus en plus sous nos yeux : un bon exemple nous en est fourni par l'ouvrage récent de M. le Professeur J.-M. Jeanneney : *Essai sur les mouvements des prix en France depuis la stabilisation monétaire* (1). La partie principale de cet ouvrage est bien une étude positive. Pourtant l'auteur ne semble pas penser que l'expérimentation dispense de la théorie, mais plutôt que la théorie se construit au contact de l'expérimentation et par l'aliment que celle-ci lui fournit (2).

La théorie monétaire où, si l'on veut, la théorie des modifications de la valeur de la monnaie, doit donc poursuivre sa carrière et par la liaison des méthodes nous procurer des éléments de connaissance toujours plus précieux : elle doit être à la fois la base et le couronnement de la théorie économique générale, guidant les diverses recherches par la connaissance des principales influences qui modifient la valeur de la monnaie dans une certaine structure économique, et les résumant, puisque tout, dans la vie économique, se traduit par une certaine modification des prix.

Sur cette base théorique pourrait s'appuyer une compréhension meilleure des faits qui se déroulent sous nos yeux et une politique sinon exempte d'erreurs, du moins capable de reconnaître celles qu'elle a commises.

(1) Sirey, 1936.

(2) Telle semble être également l'opinion de M. le professeur Gaétan Prou, dans la préface qu'il a donnée à cet ouvrage.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie :

A. ROUSSY

VU :

Le Doyen de la Faculté :

E. ALLIX

VU :

Le Président de thèse :

G. PIROU

BIBLIOGRAPHIE

I

AUTEURS ETUDIES : INDICATIONS BIOGRAPHIQUES (1) OUVRAGES SE RAPPORTANT A LA THEORIE MONETAIRE ET A LA METHODOLOGIE ECONOMIQUE

AFTALION (Albert). Né le 21 octobre 1874. Agrégé des Facultés de droit (1901). Professeur à la Faculté de Lille (1906). Professeur à la Faculté de Droit de Paris (1923). Docteur *honoris causa* de l'Université Libre de Bruxelles.

Les Crises périodiques de surproduction, *Rivière* (2), 1913.
Monnaie, Prix et Change, *Sirey*, 1927, 2^e éd. 1933, 3^e éd. 1935.
Monnaie et Industrie, *Sirey*, 1929.
Cours de statistique, 3^e éd., *Presses Universitaires*, 1931.
L'Or et sa distribution mondiale, *Dalloz*, 1932.
Diplômes d'Etudes supérieures, Economie Politique, Répétitions écrites d'économie politique, rédigées d'après les cours, *Domat-Montchrestien*, 1929, 1930, 1934, 1935, 1936.
L'Equilibre dans les relations économiques internationales, *Domat-Montchrestien*, 1937.
L'Or et la Monnaie, *Domat-Montchrestien*, 1938.

BAUDIN (Louis). Professeur à la Faculté de Droit de Dijon, puis à celle de Paris.

L'Or du Transvaal (*Revue d'Economie politique*, 1922).
Le Gold exchange standart (*Revue des Sciences Politiques*, 1924).

(1) Pour ces indications, nous avons utilisé, notamment, l'ouvrage de M. B. Amzalak, **Etat actuel des études économiques dans les Universités Françaises**.

(2) Sauf indication contraire, les éditeurs sont de Paris.

Inflation, chèque et thésaurisation (*Revue Politique et Parlementaire*, 1925).

Le retour à l'or en Grande-Bretagne (*Revue d'Economie politique*, 1925).

La Stabilisation de la monnaie équatorienne (*Revue économique internationale*, 1926).

L'Or du Transvaal (*Revue d'Economie politique*, 1926).

L'Avenir des mines d'or (*Revue politique et parlementaire*, 1931).

La Caisse de conversion argentine (*Revue politique et parlementaire*, 1932).

La Théorie quantitative de la monnaie (*L'Actualité économique de Montréal*, 1933).

La Vitesse de circulation de la monnaie (*Revue économique internationale*, 1933).

Le Crédit, *Editions Montaigne*, 1934.

La Monnaie et la Formation des prix, 1^{re} partie, les éléments, *Sirey*, 1936.

La Monnaie. Ce que tout le monde devrait en savoir, *Librairie de Médecis*, 1938.

DIVISIA (François). Ancien élève de l'école Polytechnique. Ingénieur des Ponts et Chaussées. Professeur à l'école Polytechnique, à l'école nationale des Ponts et Chaussées et au conservatoire national des Arts et Métiers.

★ ★

Economique rationnelle, *Doin*, 1928.

L'Indice monétaire et la Théorie de la monnaie, *Sirey*, 1926.

Economique et Statistique (*Revue d'Economie politique*, 1932).

LESCURE (Jean). Né le 3 juillet 1882. Agrégé des Facultés de Droit en 1910. Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux (1914). Professeur à la Faculté de Droit de Paris (1924). Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Bordeaux.

★ ★

Des Crises générales et périodiques de surproduction (1^{re} éd. 1906), (2^e éd. 1910), (3^e éd. 1923), 4^e éd., *Domat-Montchrestien*, 1932.

L'Accroissement de la production de l'or et la Hausse générale des prix (*Revue d'Economie politique*, 1911).

Hausses et Baisses générales des prix (*Revue d'Economie politique*, 1912).

Hausse des prix et Essor économique (*Revue Economique internationale*, 1914).

Hausses et Baisses des prix de longue durée, *Domat-Montchrestien*, 1933.

MARJOLIN (Robert). Né le 27 juillet 1911. Secrétaire de rédaction de l'*Activité Economique* (Institut scientifique de recherches économiques et sociales).

*
**

Or, Prix, Crédit (*L'Activité économique*, octobre 1935).

Mouvements de longue durée des prix et Extraction des métaux précieux (*L'Activité économique*, janvier 1937).

La Production des biens et les Mouvements de prix de longue durée (*L'Activité économique*, janvier 1938).

NOGARO (Bertrand). Né le 5 août 1880. Agrégé des Facultés de Droit (1908). Professeur à la Faculté de Droit de Paris (1923). Député des Hautes-Pyrénées depuis le 11 mai 1924. Ministre de l'Instruction publique le 24 juin 1926 dans le cabinet de M. Briand. A donné sa démission de membre du Parlement à la fin de 1934, pour se consacrer uniquement à son enseignement et à ses travaux scientifiques.

*
**

Le Rôle de la monnaie dans le commerce international et la Théorie quantitative, 1904 (Cet ouvrage a été traduit en langue japonaise).

Contribution à une théorie réaliste de la monnaie (*Revue d'Economie politique*, 1906).

L'Expérience bi-métalliste du XIX^e siècle et la Théorie de la monnaie (*Revue d'Economie politique*, 1908).

Les dernières expériences monétaires et la Théorie de la dépréciation (*Revue économique internationale*, 1908).

La Réforme monétaire en Indo-Chine (*Revue éc. int.*, 1909).

Le Problème du change espagnol (*Revue éc. int.*, 1910).

Le Problème national des changes avec l'extérieur (*Revue éc. int.*, 1911).

Le Problème des règlements internationaux et l'Idée du billet international (*Monde nouveau*, 1919).

Faut-il réduire la circulation fiduciaire ? (*Action nationale*, 1919).

Pouvons-nous stabiliser nos changes ? (*Action nationale*, 1920).
Les Dettes antérieures de guerre, la Question des réparations
et le Problème des règlements internationaux (*Revue économique internationale*, 1920).

La Stabilisation des changes, *Cadet*, 1922.

Le Problème monétaire dans l'Indo-Chine française (*Revue économique internationale*, 1922).

La Clause payable en or (*Revue trimestrielle de Droit civil*, 1925).

Les Principes fondamentaux du droit monétaire français, *Sirey*, 1930.

Finances et Politique, *Giard*, 1927.

La Question de l'or devant la S. D. N. Méthodes et résultats
(*Revue éc. int.*, 1931).

Politique monétaire et Déflation des prix (*L'Etat moderne*, 1934).

Le Problème de la dévaluation en France (*Revue économique internationale*, 1935).

La Monnaie et les Phénomènes monétaires contemporains, 2^e
édition, *Librairie Générale de Droit*, 1935.

Traduit en anglais : *Modern Monetary reform*, 1927.

Les Prix agricoles mondiaux et la Crise, *Librairie Générale de Droit*, 1936.

La Crise économique dans le monde et en France : symptômes,
causes, remèdes, *Librairie Générale de Droit*, 1936.

Elément d'Economie politique, 4^e éd., *Delagrave*, 1936.

OUALID (William). Né le 26 janvier 1880. Agrégé des Facultés
de Droit (1919). Professeur à la Faculté de Strasbourg
(1921). Professeur à la Faculté de Paris (1925).

..

Leçons sur la monnaie et les problèmes monétaires, *Sirey*,
1927.

La Politique monétaire de la France depuis la guerre et les
Controverses récentes (*Lisbonne, Centre de documentation
économique et financière française*, 1935).

La Politique monétaire (*Annales de Droit et d'Economie
politique*, 1936).

PIROU (Gaëtan). Né le 13 avril 1886. Professeur à l'Institut
Français de Londres (1913-1914). Directeur du bureau d'étu-
des économiques à l'Institut Français de Milan (1918-1919).

Agrégé des Facultés de Droit (1920). Professeur à la Faculté de Bordeaux (1921). Professeur à la Faculté de Paris (1928). Chargé de conférences à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes depuis l'année scolaire 1927-1928 (Chaire d'Histoire des doctrines économiques).

* *

La Monnaie française depuis la guerre, *Sirey*, 1936.
Cours d'Economie politique, *Les Cours de Droit*, 1936.

RIST (Charles). Né le 1^{er} janvier 1874. Agrégé à la Faculté de Droit de Montpellier (1899). Professeur titulaire (1906). Professeur à la Faculté de Paris (1920). Sous-gouverneur de la Banque de France de 1926 à 1929. Conseiller technique à la Banque nationale de Roumanie, de 1929 à 1930. Membre du Tribunal arbitral du plan Dawes et du plan Young. Représentant français au comité des experts de Bâle, 1931. Membre de l'Institut. Membre associé de l'Académie Royale de Belgique. Membre honoraire de l'Académie des sciences politiques de New-York et de l'Améric Economic Association.

* *

Les Finances de guerre de l'Allemagne, *Payot*, 1920.
La Déflation en pratique, *Giard*, 1923.
Chronique de la Stabilisation monétaire (*Revue d'Economie politique*, 1925 et 1926).
Préfaces à la « France Economique » (Numéros spéciaux de la *Revue d'Economie politique* 1924 à 1938).
Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires, *Sirey*, 1933.
Interprétation de la chute des prix depuis 1925, *Sirey*.
Histoires des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours, *Sirey*, 1938.

RUEFF (Jacques). Ancien élève de l'école Polytechnique. Professeur à l'école libre des Sciences Politiques (1934). Directeur du mouvement général des fonds au Ministère des Finances.

* *

Des Sciences physiques aux Sciences morales. Introduction à l'étude de la morale et de l'économie politique rationnelles, *Alcan*, 1922.

- Sur une théorie de l'inflation, *Berger-Levrault*, 1925.
Théorie des phénomènes monétaires, Statique, *Payot*, 1927.
Une Erreur économique, l'Organisation des transferts, *Doin*, 1928.
Défense et Illustration de l'étalon-or, in : Les Doctrines monétaires à l'épreuve des faits, 1932.

SIMIAND (François). Né le 18 avril 1873. Elève de l'Ecole Normale Supérieure (1893-1896). Agrégé de philosophie (1896). Docteur en droit (1904). Chef-adjoint, puis chef de cabinet du sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, puis ministre de l'armement et des fabrications de guerre (mai 1915, sept. 1917). Directeur du Travail, de la Législation ouvrière et des Assurances sociales au Commissariat général de la République à Strasbourg (avril 1919, octobre 1920). Professeur au Conservatoire national des Arts et Métiers (1919). Directeur d'Etudes à l'Ecole pratique des Hautes Etudes (1924). Professeur au Collège de France (1932). Président de l'Institut français de Sociologie (1929-1933). Membre de l'Institut International de Statistique (1923).
† le 13 avril 1935.

.*.

Essai sur le prix du charbon en France et au XIX^e siècle
(*L'année sociologique*, T. V.).

Section de Sociologie économique de l'*Année sociologique* T. I. à XII (1898-1913), (Etudes critiques), nouvelle série, T.I. (1927).

Le Salaire des ouvriers des mines de charbon en France,
Cornély, 1907.

La Méthode positive en science économique, *Alcan*, 1911.

Statistique et Expérience, *Rivière*, 1922.

La Formation et les Fluctuations des prix du charbon en France pendant vingt-cinq ans (1887-1912), *Rivière*, 1925.

Cours d'Economie politique, professé au Conservatoire national des Arts et Métiers, *Domat-Montchrestien*, 1929, 1930, 1932.

Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du XVI^e au XIX^e siècle, *Domat-Montchrestien*, 1932.

Le Salaire, l'Evolution sociale et la Monnaie, *Alcan*, 1932 (3 volumes).

Les Fluctuations économiques à longue période et la Crise mondiale, *Alcan*, 1932.

Inflation et Stabilisation alternées : le développement économique des Etats-Unis, *Domat-Montchrestien*, 1934.

La Monnaie, réalité sociale (*Annales sociologiques, sociologie économique*, 1^{er} fasc., *Alcan*, 1934).

II

OUVRAGES ET ARTICLES CONSULTÉS

A. — Sur la Théorie monétaire.

COLSON (C.). Cours d'Economie politique, tome IV, *Gauthier-Villars*, 1927.

DECAMPS (J.). Les Changes étrangers, *Alcan*, 1922.

DENUC (J.). Essai de détermination de la circulation monétaire annuelle en France de 1870 à 1913 (*Bulletin de la Statistique générale de la France*, Avril-Juin 1932).

DUCE DE BERNONVILLE (L.). Les Indices du mouvement général des prix en France (*Journal de la Société de Statistique de Paris*, Mai, Juin, Juillet, 1924).

Essai d'un indice pondéré des prix de gros en France (*Bulletin de la Statistique générale de la France*, Janv., Mars, 1928).

FISHER (Irving). Le Pouvoir d'achat de la monnaie, trad. franç., *Giard*, 1926.

HAWTREY. La Circulation monétaire et le Crédit.

HORUBOSTEL (H.). La Vitesse de circulation de la monnaie et les Variations de son pouvoir d'achat, *Rousseau*, 1930.

La Théorie quantitative et ses Limites (*L'Actualité économique de Montréal*).

JEANNENEY (J.-M.). Essai sur le mouvement des prix en France depuis la stabilisation monétaire (1927-1935), *Sirey*, 1936.

KEYNES (J.-M.). A Treatise on money, London, *Macmillan*, 1930.

LANNOY (Ch. de). L'Evolution du billet de banque comme instrument monétaire, *Sirey*, 1935.

NOYELLE (H.). Le Change et les facteurs psychologiques (*Revue politique et parlementaire*, Avril 1924).

OLIVIER (M.). Les Nombres indices de la variation des prix.

POSE (A.). De la Théorie monétaire à la Théorie économique, *Sirey*, 1930.

ROULLEAU (G.). Vitesse de circulation de diverses formes du stock monétaire (*Journal de la société de statistique de Paris*, Avril 1937).

- ROY (R.). Les Index économiques (*Revue d'Economie politique*, 1927).
- SNYDER (Carl). New measures in the equation of exchange (*American economic review*, Déc. 1924).
- On the structure and inertia of prices (*Am. ec. rev.*, Juin 1934).
- SOCIÉTÉ DES NATIONS. Rapports de la délégation de l'or du comité financier, 1930.
- SUBERCASEAUX (G.). Le Papier-monnaïe, *Giard*, 1920.
- WEILLER (J.). L'Influence du change sur le commerce extérieur (*Rivière*, 1929).
- Travaux du Congrès des Economistes de langue française, 1933 : L'Etalon or.
- Travaux de la réunion d'économistes organisée par la Chambre de Commerce d'Anvers, 1935.

B. — *Sur la Méthodologie économique et générale.*

- ARON (R.). La Sociologie allemande contemporaine, *Alcan*, 1935.
- BACHELARD (G.). Le Nouvel Esprit scientifique, *Alcan*, 1934.
- BOUGLÉ (C.). Bilan de la sociologie française contemporaine, *Alcan*, 1935.
- DURKHEIM (E.). Les Règles de la méthode sociologique, *Ed. Alcan*, 1927.
- MARCH (L.). Les Principes de la méthode statistique, *Alcan*, 1930.
- MAUNIER (R.). Introduction à la sociologie, *Alcan*, 1929.
- Economie politique et sociologie, *Giard*, 1910.
- MARX (Karl). Contribution à la critique de l'Economie politique, trad. franç., *Giard*, 1928.
- PENGLAOU (Ch.). La Statistique existe-t-elle en tant que science autonome (*Journal de la Société de Statistique de Paris*, Avril 1937).
- PIROU (G.). L'Utilité marginale, *Domat-Montchrestien*, 1932.
- Les Théories de l'équilibre économique, L. Wabras et V. Pareto, *Domat-Montchrestien*, 1934.
- Les Nouveaux Courants de la théorie économique aux Etats-Unis, *Domat-Montchrestien*, 4 volumes, 1935-1938.
- PERROUX (F.). La Pensée économique de J. Schumpeter, *Dalloz*, 1935.
- POINCARÉ (H.). La Science et l'Hypothèse.
- SIMIAND (F.). La Causalité en histoire (*Bulletin de la société française de philosophie*, Juillet 1906).
- Méthode historique et Science sociale (*Revue de synthèse historique*, 1903).

TABLE DES MATIÈRES

<i>INTRODUCTION</i>	vii
---------------------------	-----

PREMIERE PARTIE

LES RECENTES THEORIES MONETAIRES EN FRANCE ET L'IDEE QUANTITATIVE

CHAPITRE I. — « L'Economie politique rationnelle » :	
J. RUEFF et F. DIVISIA	3
I. — La Théorie monétaire chez J. RUEFF	9
II. — La Théorie monétaire chez F. DIVISIA ..	39
CHAPITRE II. — Les Méthodes composites	59
I. — L'Adaptation de la théorie classique :	
Ch. RIST	59
II. — La Théorie monétaire chez B. Nogaro..	88
III. — L'Ecole psychologique : A. AFTALION ..	118
IV. — Points de vue divers sur le mouvement des prix et la théorie quantitative	147
A. — La critique de l'idée quantitative chez J. LESCURE	147
B. — Nouvelle défense de l'explication mo- nétaire des mouvements de prix de lon- gue durée : R. MARJOLIN	154
C. — Attitudes éclectiques	157

CHAPITRE III. — La « Science économique positive » :	
Fr. SIMIAND	167
I. — La Méthode de la science économique, selon François SIMIAND	168
II. — La Recherche de la cause du mouvement général des prix	188
III. — François Simiand et l'idée quantita- tive	232

DEUXIEME PARTIE

INSUFFISANCE D'UNE METHODE ET D'UNE INTERPRETATION EXCLUSIVES

CHAPITRE I. — L'Insuffisance des explications mécanistes..	253
CHAPITRE II. — Le Postulat sociologique chez Fr. SIMIAND..	273
CHAPITRE III. — Les Incertitudes des théories « réalises »	285
<i>CONCLUSION.</i> — La Liaison des méthodes et des interprétations	299
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	309

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 28 FÉVRIER 1938
PAR LES PRESSES MODERNES
96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL
PARIS (1^{re})

